

**Les socialistes italiens
choisissent la gauche**

LIRE PAGE 27
L'ARTICLE DE R. SOLÉ

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

130 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 130 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
11 fr.; Canada, 60 c. et 1 dollar; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce,
18 dr.; Irlande, 10 p.; Italie, 200 L.; Japon, 120 ¥;
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 15 kopeks; Venezuela, 10 c. div.
Taux des abonnements page 33

LE MONDE ITALIEN
7427 PARIS - GODEX 69
C.O.P. 4297-33 Paris
Tél. Paris 26 69 42
Tél. 770-91-29

Rabat et Nouakchott rompent avec Alger

**La mauvaise
conscience
de l'Espagne**

Trois mois et demi après la signature de l'accord tripartite de Madrid, la décision de Rabat et de Nouakchott de rompre les relations avec Alger ne peut qu'accroître la mauvaise conscience de l'Espagne. Le malaise touche l'opinion publique, l'opposition démocratique, l'armée. Il n'épargne pas les milieux dirigeants, où l'on tente sans grande conviction de justifier les décisions prises en novembre dernier.

Le gouvernement de Madrid avait légitimé l'accord conclu avec le Maroc et la Mauritanie en dénonçant les tergiversations et la pusillanimité des Nations unies. Essouffé à quitter le Sahara occidental, l'Espagne poursuivait alors un objectif prioritaire : elle ne voulait à aucun prix être impliquée dans d'éventuels affrontements armés. Le premier gouvernement du roi Juan Carlos ne peut évidemment désavouer un accord signé par le dernier gouvernement du général Franco à une époque où celui-ci avait déjà délégué ses pouvoirs à son successeur, mais la plupart des dirigeants considèrent que l'opération n'a pas été menée de la meilleure manière possible.

Ce sentiment est largement partagé de l'extrême droite à l'extrême gauche : la presse ne cesse de faire l'éloge du peuple sahraoui et de saluer les occasions de critiquer le comportement des Marocains. De nombreux jeunes officiers de l'armée du Sahara, qui ne cachent pas leurs sympathies pour les contestataires de l'Union démocratique militaire, avouent volontiers leurs sentiments pro-Pollsario. Dans la revue espagnole « Actualidad económica », le colonel Rodríguez de Vique, ancien gouverneur du Sahara, décrit avec émotion « le mouvement de résistance du peuple sahraoui, qui revêt le caractère d'un soulèvement national ». Et chacun de rappeler maintenant à Madrid que le général Franco était personnellement hostile à tout accord avec le Maroc au détriment des intérêts des habitants du Sahara occidental.

Dans ces conditions, on comprend que les autorités espagnoles aient symboliquement quitté le territoire deux jours avant la date officiellement prévue, et qu'elles aient refusé de cantonner la réunion de la Djemaa organisée par le gouvernement de Rabat. Elles ont depuis fait clairement connaître leur position : la décolonisation ne sera pas complète si le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui n'est pas respecté ; la consultation de la population devra se faire sous le contrôle des Nations unies. Le gouvernement espagnol assure n'avoir transmis au Maroc et à la Mauritanie que l'administration du territoire, et non pas la souveraineté, celle-ci ne pouvant appartenir qu'aux populations.

Ces scrupules peuvent paraître d'autant plus tardifs que les transferts de populations rendent impossible toute consultation. Mais le malaise est aggravé par l'évolution de la situation et par le durcissement des positions tant de Rabat et de Nouakchott que d'Alger. Intervenant coup sur coup, la proclamation de la République sahraouie et la constitution d'un gouvernement par le Pollsario, la reconnaissance par Alger du nouvel Etat, la décision du Maroc et de la Mauritanie de rompre les relations diplomatiques avec l'Algérie, viennent accroître les craintes de ceux qui à Madrid redoutent que cette décolonisation « à l'espagnole » n'évolue ainsi dramatiquement que la décolonisation « à la portugaise » en Angola.

Il y a dix ans

**LA FRANCE SORTAIT
DE L'INTÉGRATION ATLANTIQUE**
(Lire page 21
l'article de Maurice DELARUE.)

Le parti socialiste est le grand bénéficiaire du premier tour des élections cantonales

La majorité pourrait perdre la présidence de plusieurs conseils généraux

Le premier tour des élections cantonales, qui s'est déroulé dimanche 7 mars dans la moitié des cantons de tous les départements de la métropole (sauf Paris) et des quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), a été beaucoup moins « boudé » par le corps électoral que ce n'avait été le cas en mars 1970 et en septembre 1973. Le pourcentage des abstentions est en effet de 34,6 au lieu de 46 il y a trois ans et de 38,2 il y a dix ans.

Le parti socialiste est le grand bénéficiaire de la consultation. Devançant le P.C.F. et toutes les autres formations, il remporte des succès pratiquement partout, dans les régions et au détriment de tous les autres, qu'il s'agisse de ses adversaires ou de ses partenaires au sein de l'union de la gauche. Des renversements de majorité sont en conséquence prévus dans plusieurs départements.

Quinze des dix-huit membres du gouvernement qui se présentent ont été élus au premier tour, tel est notamment le cas de M. Chirac, premier

ministre, de Corbière, et de M. Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux, en Seine-Maritime.

Aucun des quarante présidents de conseil général qui se représentent n'a été éliminé au premier tour. Vingt-six d'entre eux sont réélus et quatorze autres sont en ballottage.

Les résultats parvenus des départements d'outre-mer permettent de conclure à une grande stabilité, exception faite d'un léger tassement des voix recueillies par les partis communistes.

Le P.S. inquiet des diverses composantes de la majorité aussi bien dans le Doubs qu'en Gironde, dans le Jura, en Meurthe-et-Moselle, dans le Puy-de-Dôme, où le maire de Chamalières, soutenu par M. Giscard d'Estaing, n'est pas assuré du succès dans la Sarthe, en Haute-Savoie, dans l'Yonne, dans le Territoire de Belfort, etc. Il interdit à la Fédération des socialistes démocrates de M. Hünemann de faire figure honorifique, que ce soit dans l'Osé, dans la Sarthe ou dans la Loire-Atlantique mais, devenant un « parti attrape tout », il mord aussi sur les positions de ses partenaires au sein de l'union de la gauche.

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 28.)

AU JOUR LE JOUR

Cirque ou politique...

Se demander si les élections cantonales, qui ont été une certaine conception de la politique et sans doute pas la meilleure. Si la politique peut être le grand cirque national où se jouent les destins des hommes, alors ceux qui sont allés aux urnes, plus nombreux que de coutume, ont sacrifié en vain au cirque un dimanche de printemps.

Mais si la politique veut dire la conscience des grandes causes, la participation aux grandes luttes, la recherche des humbles mais authentiques réalités de la vie locale, alors il est dit que ceux qui ont voté ont été les citoyens et non les spectateurs. Ils ont demandé pour eux-mêmes un pouvoir qui ne se délègue pas.

ROBERT ESCARPIT.

L'Amazonie en train de naître

1. — Le paradis perdu

Santarem. — Ole man river ! Comme tous les ans, l'Amazonie a débordé, le fleuve s'est changé en mer. Quatre mois de crue, quelques mètres ajoutés à ses 50 ou 60 mètres de profondeur, et le voilà qui profite, exagère, engouffre la forêt sur des dizaines de kilomètres, immense nappe limoneuse où flottent les arbres, les papyrus, les branches aquatiques tressées de lagunes de sable et de méandres herbeux — ruisseau. Entre février et juin, l'Amazonie double de volume et promène, sur 3 000 km (côté brésilien), son air de catastrophe tranquille avant de se jeter dans l'Atlantique au rythme de trois cents mille mètres cubes à la seconde — fleuve et mer se mêlant sur 1 000 km avant de se séparer. Pas de doute : on est

De notre envoyé spécial
CHARLES VANHECKE

dans l'un des derniers espaces épiques de la planète. Certains disent même : « Dans un des chapitres oubliés de la création du monde ».

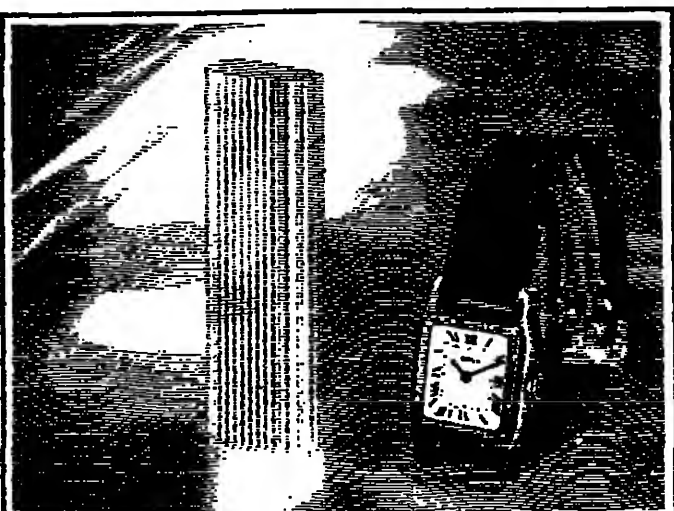
Oublié ? On y reviendra. Dans ce choc de géants, le fleuve contre le végétal, l'homme retrouve un peu plus sa mesure. Il a toujours vécu au bord de l'eau, seule voie de communication possible, engraissant périodiquement les terres alluviales qu'il cultive. En saison sèche, il connaît sa cabane sur pilotis, à la hauteur de la crue prévisible. Mais que les eaux s'attardent, et le voilà obligé de poser plancher sur plancher, pour se protéger d'un débordement qui

apporte, avec les serpents et les débris, les maladies. Il met son bétail au sec sur un radeau rudimentaire — la *mamboa* — arche de Noé beuglante d'où les vaches descendent pour attraper, en nageant, les herbes que leur maître part cueillir au loin, en pirogue. Tout est mis à flotter sur des planches — le chien, le cheval, les poules, le manioc du prochain repas, et les herbes médicinales, une pour chaque douleur. Petits jardins suspendus où les femmes édentées cultivent ce qu'elles appellent le « parfum vert », persil qui assaisonne les poissons dont les noms se prononcent à l'indienne, des bords des lacs : tucunaré, piracuru, faune pauvre et luscieuse qui cale les ventres amazoniens.

Près de Santarem, un inondé montre les blessures reçues par son bétail lors du bain quotidien. Sous la vase du fleuve, les appâts sont féroces : il y a les poissons à tête de chien qui dévorent la langue des bœufs, les piranhas qui s'attaquent aux mamelles et aux jointures. « Cette année, elle a été terrible, la persécution des piranhas ». En surface, seuls apparaissent les échassiers — plombs de hussards, cols fourrés d'hermine. Mais dans les profondeurs, trois mille espèces de poissons se disputent le droit à la vie, depuis le petit-boi au mufle bovin jusqu'au poisson électrique qui donne des décharges aux arbres pour en faire tomber les fruits.

(Lire la suite page 22.)

**LE MONDE
DIPLOMATIQUE**
du mois de mars
EST PARU



le must de Cartier
Paris

Miracle à Bruxelles

par **CHRISTIAN BONNET (*)**

Le mardi 2 mars, neuf ministres de l'agriculture sont entrés en conseil à Bruxelles.

Ils représentaient des pays aux productions diverses : aux intérêts souvent opposés et dont le rythme d'inflation accuse des disparités annuelles allant de 5 % à 25 %, dans un contexte de désordre monétaire aggravé par la récente dépréciation de la lire.

Les uns avaient pour souci dominant l'adaptation des prix aux marchés ; ceux là conduits paroxysmalement à des chiffres voisins de zéro pour les produits laitiers et pour la viande bovine ; dans le premier cas, parce que la production augmentait et la consommation stagnait ; dans le second, parce que la hausse intervenait depuis un an leur paraissait excessive.

Les autres — au premier rang desquels se trouvait la France — sans méconnaître certaines réalités économiques, tels les excédents actuels de la production laitière, étaient surtout préoccupés par la

nécessité d'assurer aux exploitants agricoles une évolution convenable de leur revenu.

Certains, orientés par une longue tradition vers le négoce international, aspiraient à une ouverture de plus en plus grande du marché communautaire aux produits des pays tiers et d'autres, au contraire, à la préservation du principe de la préférence communautaire.

(Lire la suite page 44.)

Une déclaration
au « Monde »
de M. Rolani

**LA C.F.D.T. PROPOSE
UNE AUTRE POLITIQUE
DE L'EMPLOI**
(Lire page 45.)

DANS LA CAPITALE BELGE

Une « Maison de la francité »

Créée, financée, et animée par la Commission française de la culture (C.F.C.) de l'agglomération bruxelloise, la Maison de la francité, ouverte le 5 mars par M. Jean-Pierre Pouppou, conseiller d'agglomération et président de la C.F.C., se donne deux objectifs : fournir un point d'appui au rayonnement de la langue et de la culture française dans l'agglomération, et doter Bruxelles d'un centre d'échanges culturels largement ouvert sur le monde francophone.

Lieu de rencontres et de colloques, la Maison de la francité

abritera aussi les antennes belges d'organismes internationaux. Le Conseil international de la langue française (C.I.L.F.), l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (A.U.P.E.L.F.), l'Association internationale des professeurs de français, entre autres, pourront ainsi utiliser son secrétariat et ses locaux : un hôtel particulier typiquement bruxellois et fin de siècle, 18, rue Joseph-II, à deux pas du centre politique de la ville.

JACQUES CELLARD.
(Lire la suite page 32.)

LE PREMIER TOUR

L'Essonne

Les élections cantonales de dimanche 7 mars visaient à pourvoir les sièges de 1863 conseillers généraux : 1801 en métropole, où tous les départements étaient concernés à la seule exception de celui de Paris (les nouveaux conseillers de la capitale seront élus au printemps 1977, en même temps que les conseillers municipaux), et 62 dans les quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion).

En métropole, 1746 sièges appartiennent à la série renouvelable. Ils sont détenus en grande majorité par des conseillers généraux élus les 3 et 15 mars 1970 et par une fraction de ceux qui avaient été élus les 23 et 30 septembre 1973 après remodelage de 470 cantons. Quatorze sièges appartenant à la série non renouvelable sont ceux de conseillers qui sont morts ou ont donné leur démission depuis les élections de 1973. On compte enfin 41 sièges nouveaux (voir plus loin). Tous les sièges, à pourvoir dans les DOM appartiennent à la série renouvelable.

Nous publions les résultats département par département en commençant par la région parisienne.

Le nom de chaque département est suivi de l'indication du nombre de sièges de la série renouvelable, complétés éventuellement par celui des cantons de la série non renouvelable ou par celui (entre crochets) des cantons remodelés en 1976.

Ces derniers sont au nombre de 31 : 16 dans l'Essonne, 9 en Seine-et-Marne, 10 dans la Seine-Saint-Denis, 17 dans le Val-de-Marne, 13 dans le Val-d'Oise et 11 dans les Yvelines.

Le nom des cantons de la série non renouvelable est précédé du signe ■ et celui des cantons remodelés du signe ●.

Là où le siège a été pourvu dès le premier tour par élection ou réélection, nous n'indiquons que le nom et la tendance du conseiller. Nous ne donnons le détail des voix que lorsque le sortant est battu.

Pour les cantons qui donnent lieu à un ballottage, nous indiquons par ordre décroissant le nombre des voix recueillies par tous les candidats, indication sans laquelle le second tour ne serait guère intelligible.

Que le conseiller sortant soit réélu, battu ou non candidat, son nom est toujours indiqué et est toujours suivi de l'indication c.s.

Lorsque le nom d'un candidat est immédiatement suivi de la mention élu ou réélu, ou du nombre de voix obtenu par lui, c'est qu'il se présentait sans étiquette.

Etant donné que les cantons remodelés procèdent de la fusion de tout ou partie de cantons préexistants, il n'y a pas à s'étonner que pour certains des cantons précédés du signe ● il ne soit pas possible de désigner de conseiller sortant. Tel est le cas de 41 cantons (9 dans le Val-d'Oise, 8 dans l'Essonne, 6 dans chacun des départements suivants : Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines).

Nous rappelons, après les résultats de chaque département, la composition du conseil général sortant de ce département.

ABRÉVIATIONS

act. loc. : action locale (défense des intérêts cantonaux et éti-
quetter de même nature).
anc. cons. gén. : ancien conseiller
général (à l'exclusion des
sortants).
anc. dép. : ancien député.
anc. min. : ancien ministre.
anc. prés. cons. : ancien prési-
dent du conseil.
anc. prés. cons. gén. : ancien
président du conseil général.
anc. prés. cons. rég. : ancien
président du conseil régional.
anc. secr. E. : ancien secrétaire
d'Etat.
anc. sén. : ancien sénateur.
app. : apparenté.
ball. : ballottage.
Cent. dém. : Centre démocrate.
C.D.F. : Centre Démocratie et
Progrès.
cent. : centriste.
cent. g. : centre gauche (à
l'exclusion des radicaux de
gauche et des radicaux favo-
rables à la majorité).
Cent. ind. : Centre indépendant
(ex-alliance républicaine indé-
pendante et libérale).
Cent. rép. : Centre républicain
(M. André Morice).
C.N.I.P. : Centre national des
indépendants et paysans.
cons. gén. : conseil général.
c.s. : conseiller sortant.
dép. : député.
dir. g. : divers gauche.
E.-L. : Euzé-Lotzungen (auto-
nomistes alsaciens).
ext. d. : extrême droite.
ext. g. : extrême gauche.
F.S.D. : Fédération des socialistes
démocrates (M. Eric Winter-
mann).
F.N. : Front national (M. Jean-
Marie Le Pen).
F.P. : Front progressiste (gau-
listes d'opposition).
Gauche dém. : Gauche démocra-
tique (réservé aux sénateurs).
gaull. : gaulliste.

gaull. maj. : gaulliste favorable
à la majorité.
gaull. opp. : gaulliste opposé à
la majorité.
ind. : indépendant (à l'exclusion
des C.N.I.P. et des E.L.).
M. D. S. F. : Mouvement démo-
crate-socialiste de France.
mod. : modéré.
mod. maj. : modéré favorable à
la majorité.
Mouv. dém. : Mouvement des
démocrates (M. Michel Jobert).
non insc. : non inscrit.
prés. : président.
prés. cons. gén. : président du
conseil général.
prés. cons. rég. : président du
conseil régional.
opp. : opposition.
P.C. : parti communiste.
P.F.E. : parti fédéraliste euro-
péen.
P.F.N. : Parti des forces nou-
velles (extrême droite).
P.L. : Progrès et Liberté (M. Jac-
ques Soustelle).
P.L.F. : Parti libéral de France.
P.S. : parti socialiste.
P.S.U. : parti socialiste unifié.
rad. : radical (favorable à la
majorité).
rad. g. : radical de gauche.
réf. : réformateur.
R.I. : républicain indépendant.
secr. E. : secrétaire d'Etat.
secr. gén. : secrétaire général.
sén. : sénateur.
soc. ind. : socialiste indépendant.
sout. : soutien.
suppl. : suppléant.
U.D.R. : gaulliste de l'Union des
démocrates pour la République.
U.G.S.D. : Union de la gauche
socialiste et démocrate (pour
les socialistes et les radicaux
de gauche uniquement).
U.J.P. : Union des jeunes pour
le progrès (jeunes gaullistes
non U.D.R.).
Un. cent. : Union centriste
(réservé aux sénateurs).

D'UN CANTON A L'AUTRE

● **ARDECHE** : tracts dans les
urnes. — Une cinquantaine de
viticulteurs ont investi, diman-
che, la mairie de Largentière
(Ardecche). Ils ont introduit des
tracts dans les enveloppes élec-
torales et glissé celles-ci dans
les urnes. Les tracts portaient la
phrase : « Ce combat a été imposé
aux viticulteurs par le gouver-
nement. »

● **NORD** : un conseil munici-
pal réélu. — Mécontent du
transfert à Maubeuge d'un ser-
vice E.D.F. employant une ving-
taine de personnes, le conseil
municipal de Berlaimont (Nord)
a refusé de prendre en charge
l'organisation du scrutin cano-
nical. C'est une équipe nommée par
le préfet qui a dû le remplacer.

● **RHONE** : coup de jeu. —
Un colleur d'affiches a été blessé

d'un coup de carabine, samedi
matin 6 mars, dans le cinquième
canton du Rhône. M. Serge
Aznar, qui soutient M. Roger
Fenech, candidat du Centre dé-
mocrate, avait surpris et pour-
suivi, en voiture, avec deux amis,
plusieurs personnes qui avaient
lancé les affiches de M. Fenech.
Alors que les poursuivants allaient
rejoindre les poursuivis, un de
ceux-ci a épaulé une carabine,
tiré et blessé M. Aznar au visage.
Atteint par une volée de plombs,
ce dernier a été transporté dans
une clinique proche.

● **VAR** : abstentionnistes pro-
testataires. — Pour protester
contre la présence d'un dépôt
d'ordures sur le territoire de leur
commune, six cent seize habi-
tants de Signes (Var), sur les six
cent soixante-quinze inscrits, ne
se sont pas rendus aux urnes.

Les membres du Conseil de Paris sont aussi les conseillers généraux du département. Aussi les électeurs parisiens ont-ils été tenus en dehors de la consultation. Leur habitude sensible aux courants politiques n'a donc pas été testée. Elle eut été peut-être moins vive en l'occurrence, car, en perdant de sa substance populaire, la capitale vote moins à gauche qu'autrefois. Ces électeurs, chassés de Paris, se logent en banlieue et, pour

peu qu'on leur en donne les moyens, ils s'expriment avec une force proportionnelle à la densité de la population. La création de nouveaux cantons a répondu, en partie, à cette préoccupation de simple justice électorale. En partie seulement, car les décou- pages réservent quelques cadeaux à la majorité et, pour la reste, font la part du feu à la « banlieue rouge », comme on l'avait déjà fait dans la Seine-Saint-Denis.

ESSONNE (5 + [16])

BIEVRES

MM. Simonin, c.s. maire de Verrières-le-Buisson, U.D.R., 3 678 ; Gabriel, P.S., 1 296 ; Mme Marie, P.C., 1 759 ; M. Kowal, P.S.U., 361

BRETONNY-SUR-ORGE

MM. Blin, P.C., 3 325 ; De Boishue, mod. maj., 2 982 ; Péron, P.S., 2 719 ; Schweitzer, U.D.R., 597 ; Thalamy, rad. g., 194

CHILLY-MAZARIN

MM. Fumes, P.S., 3 038 ; Kurland, maire, à élig., 2 651 ; Cohen-Tannoudji, P.C., 1 947 ; Benamou, R.I., 1 810 ; Saintot, P.S.U., 142

CORBEIL-ESSONNES

Mme Marti, adj. au maire, P.C., 7 312 ; MM. Biais, U.D.R., 3 704 ; Bouleill, P.S., 2 531 ; Carré, P.S.U., 261

M. Combrisson, dép. P.C., ne se représentant pas

ETAMPES

MM. Lefranc, P.C., 3 368 ; Calley, c.s. ref., 3 718 ; Caussat, P.S., 1 990 ; Fuexet, R.I., 1 920 ; Al-
bisson, P.S.U., 193

LA FERTE-ALAIS

M. Pelat, c.s. maire de Boutigny, 3 493

GHF-SUR-YVETTE

MM. Trimbach, maire, 1 267 ; Joly, P.C., 896 ; Le Scornet, P.S.U., 169 ; Dubus, mod., 137

LIMOUX

MM. Beauperrain, c.s. maj., 3 302 ; Dupouy, P.C., 1 420 ; Vancampen, P.S., 1 229 ; Dorset, div. g., 585

LONGJumeau

MM. Colin, c.s. maj., 4 734 ; Aurout, P.C., 2 785 ; Tozzi, P.S., 2 589 ; Botta, mod., 59 ; Eusan, P.S.U., 272

MENNECY

M. Robert, c.s. maire Réélu

MONTGERON

MM. Fortuit, anc. dép., U.D.R., 3 025 ; Zardoun, P.S., 2 800 ; Zimmermann, P.C., 1 846 ; Pernet, mod. maj., 1 189 ; Warnier, P.S.U., 233

PALaiseau

MM. Vizez, dép. c.s. maire, P.C., 5 217 ; Cahen, P.S., 3 864 ; Louis, U.D.R., 2 560 ; Moreau, mod. maj., 2 401 ; Rippeau, P.S.U., 423

RIS-ORANGIS

MM. Marou, mod. maj., 3 795 ; Perrin, c.s. P.C., 3 418 ; Le Glaunec, P.S., 1 620 ; Comparat, P.S.U., 241

SAINT-CHERON

MM. Bourge, c.s. maj., 2 878 ; Sanvoisin, P.S., 1 695 ; Ribes, P.C., 1 181 ; Chardine, P.S.U., 171

SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

MM. Desplante, P.S., 1 643 ; Saint-Juvin, U.D.R., 1 145 ; Cottinère, P.C., 1 136 ; Darblay, s. élig., 1 056

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

MM. Englander, maire, P.C., 2 768 ; Ferrin, c.s., U.D.R., 3 623 ; Gourliou, P.S., 1 462 ; Saroyan, P.S.U., 124 ; Despujol, rad. g., 78

SAVIGNY-SUR-ORGE

MM. Brosseau, sén. maire, c.s. P.C., 5 285 ; De Carli, maj., 4 668 ; Chévenot, P.S., 2 369

VIGNEUX-SUR-SEINE

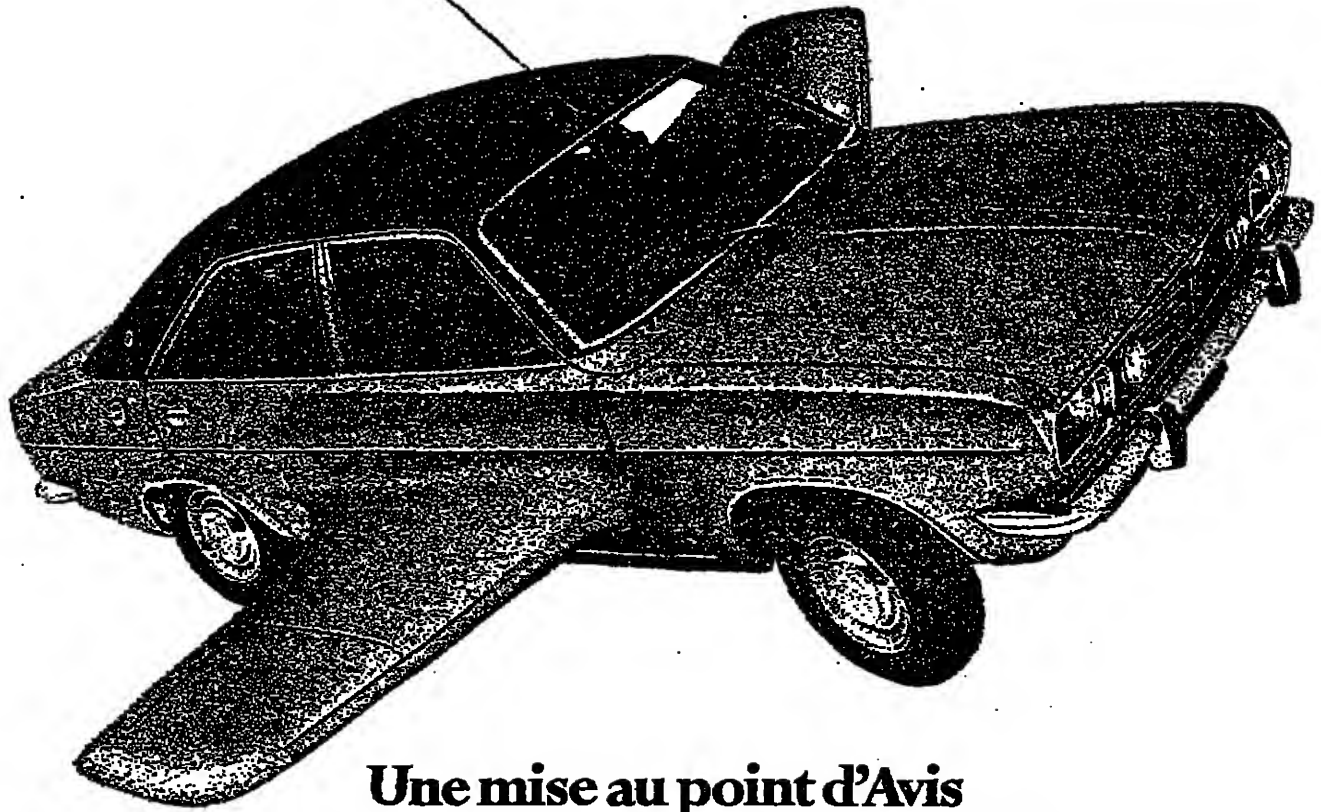
MM. Lakota, P.C., 3 208 ; Bernard, div. g., 1 654 ; Vil-
leneuve, P.S., 1 340 ; Seyres, U.D.R., 1 264 ; Saal, ex-
rad. g., 618 ; Chemill, 177 ;
Bouton, rad. g., 43

VILLEBON-SUR-YVETTE

MM. Bernard, P.C., 1 944 ; Condat, R.I., 1 304 ;
Sergent, maire, mod. maj.,
1 105 ; Morichaud, P.S.,
1 012 ; Lhérisman, P.S.U.,
120 ; Forget, rad. g., 119

VIRY-CHATILLON

M. Longuet, anc. dép.,
maire de Viry, 10 170 ;
MM. Calandrat, P.S.,
4 787 ; Gamboa, P.C.,
4 589 ; Bagniol, rad. g.,
355



Une mise au point d'Avis sur sa conception de la rapidité.

Une voiture de location ailée, c'est plutôt l'affaire des constructeurs automobiles.

En attendant, voici ce que nous vous proposons pour vous faire gagner du temps :

Premièrement : lorsque vous réservez par téléphone, vous n'aurez pas à attendre la quatrième sonnerie pour qu'une de nos hôtesses vous demande déjà comment elle peut vous aider.

Deuxièmement : lorsque vous demandez une voiture à nos guichets, cinq minutes suffiront amplement pour que tout soit en règle.

Cela ira encore deux fois plus vite si vous possédez une carte Avis.

Troisièmement : lorsque vous venez rendre la voiture, inutile de compter plus de cinq minutes. Et avec votre carte Avis, il suffit de tendre les clés à l'hôte et d'indiquer le kilométrage.

Vous n'imaginez pas combien ces trois principes simples ont pu économiser en énervements inutiles, en trains manqués ou en retards aux rendez-vous.

A petites causes grands effets, comme on dit. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

Avis.
Profitez de nous.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans la région parisienne

et le Val-de-Marne virent à gauche

La poussée socialiste, très nette dans ces zones urbanisées où le P.S. est aussi nouveau que les habitants, est venue bousculer le traditionnel partage entre la majorité et le P.C.F. On ne joue plus à deux, mais à trois. Du coup, la primauté de la majorité présidentielle, qui ne tenait qu'à une voix dans le Val-de-Marne, bascule : celle de l'Essonne ne résiste pas davantage.

Ce n'est qu'au deuxième tour, le 14 mars, que se vérifia l'ampleur du mouvement. Si les suffrages recueillis par les candidats socialistes et radicaux de gauche se reportent sur les candidats communistes — et réciproquement — l'union de la gauche pèsait d'un grand poids. En face, un représentant souvent des candidats uniques, la majorité a donné l'impression d'avoir fait le plein de ses voix au premier tour. Parce qu'il est mieux et plus

anciennement implanté dans la ceinture rouge, le P.C.F. est bien placé pour profiter de la force d'appoint socialiste. Ce n'est pas si fréquent. Le renouveau du P.S. ne le ménage pas et nombre de candidats communistes sont devancés ou talonnés par leurs partenaires là où ils se croyaient en sécurité, et concurrencés là où ils se croyaient seuls à gauche. — A. L.

● YERRES
MM. Gailhac, P.S., 3.644; Grangé, R.I., 2.635; Lesage, P.C., 2.281; Saunier, s. s. d. g., 1.896; Rousseau, rad. g., 334.
Ball.
La croissance démographique, particulièrement forte dans ce département, a entraîné la création de nouvelles communes. Les résultats du premier tour sont à la mesure de ce bouleversement : le conseil général voit arriver une majorité de gauche à l'horizon du deuxième tour.
Le P.C. qui a déjà enlevé Corbeil-Essonnes, peut l'emporter dans au moins six autres sièges, et le P.S.

● NEUILLY-SUR-MARNE
MM. Mahes, P.S., 2.788; Krenner, maire, mod. maj., 2.734; Sens, P.C., 2.644; Causiaux, rad. g., 85.
Ball.
● NEUILLY-PLAISANCE
M. Macé, P.C., 1.632; Mme Dutrieux, P.S., 1.547; Jeanne, U.D.R., 1.332; Germain, ind. 759; Randour, cent. dém. 755.
Ball.
M. Calhala, s. s. d. g., ne se représentait pas.
● NOISY-LE-SEC
MM. Mmes, s. s. d. g., P.C., 4.797; Delpin, rad. g., 3.133; Feytaud, P.S., 2.533; Fahn, rad. g., 832; Roger, P.S.U., 318.
Ball.
● PANTIN EST
MM. Berthelot, s. s. d. g., P.C., 4.177; Gérard, Cent. dém., 2.094; Dubreuil, P.S., 1.874; Martin, P.S.U., 297.
Ball.
● PANTIN OUEST
MM. Isabet, P.C., 1.854; Boyer, rad. g., 1.729; Cozart, P.S., 1.070; Grumet, P.S.U., 144; Schmitt, rad. g., 82.
Ball.
● PIERREFITTE
M. Bourcier, P.C., 4.356; M. Machon, P.S., 2.473; Colonna, C.F.A.R., U.D.R., 2.014; Mlle Le Toquin, P.S.U., 220.
Ball.
● SAINT-DENIS NORD-EST
M. Dumay, s. s. d. g., P.C., 4.177; Delpin, rad. g., 3.133; Feytaud, P.S., 2.533; Fahn, rad. g., 832; Roger, P.S.U., 318.
Ball.
● SAINT-DENIS SUD
Mme Andrus, s. s. d. g., maire de l'Île-Saint-Denis, P.C. Réélu.

VAL-D'OISE (5 + [18])

● ARGENTEUIL EST
Mme Krivopolsko, P.C. Réélu.
M. Dupont, s. s. d. g., maire, P.C., ne se représentait pas.
● ARGENTEUIL-BEZONS
M. Baude, P.C., 8.536.
Elu.
M. Albert Bettecourt, maire, s. s. d. g., ne se représentait pas.
● BEAUCHAMP
M. Carrie, mod. maj., 2.393; Vallade, P.C., 1.886; Leclerc, P.S., 1.229; Robin, U.D.R., 1.146; Billery, U.D.R., 718.
Ball.
● CERGY
M. Zigler, maire, R.I., 1.477; Jossen, P.S., 1.168; M. Renaud, P.C., 1.132; M. M. Joux, Cent. g., 1.048; Beauland, P.S.U., 136.
Ball.
● CORMEILLES-EN-PARISIS
M. Weber, s. s. d. g., P.C., 3.777; Ferrier, mod. maj., 3.658; Minot, P.S., 1.232.
Ball.
● DOMONT
M. Sery, U.D.R., 2.109; Barnaud, P.S., 1.725; Leclerc, P.C., 1.472; Brocard, P.S.U., 195.
Ball.
M. Rouzé, U.D.R., maire, s. s. d. g., ne se représentait pas.
● ENGHEN-LES-BAINS
M. Hatrel, maire, s. s. d. g., Cent. dém. Réélu.
● ERMONT
M. Berthod, mod. maj., 3.531; Charançonnet, P.C., 1.965; Cocagne, P.S., 1.839; Constantin, mod. maj., 795; Le Bourhis, P.S.U., 393.
Ball.
M. Richet, mod. maj., s. s. d. g., ne se représentait pas.
● GARGES-LES-GONESSE
M. Pochon, maire, s. s. d. g., P.C. Réélu.
● GONESSE
M. Pervier, Cent. dém., 4.541; Grégoire, P.C., 3.330; Pietri, P.S., 1.951; Faure, P.S.U., 300.
Ball.
M. Gaston, s. s. d. g., P.C., se représentait à Goussainville.
● GOUSSAINVILLE
M. Gaston, maire, P.C., 7.885.
Elu.
M. Marbach, R.I., 2.803; Prost, P.S., 2.494; Mme Piferini, Cent. g., 774.
● HERBLAY
M. Barot, Cent. g., 3.440; Martineau, P.C., 1.898; Leguvel, P.S., 1.057; Moeh, rad. g., 243.
Ball.
● LISLE-ADAM
M. Nombrot, R.I., 3.848; Dufour, P.C., 2.245; Boutout, P.S., 1.598; Meerschand, P.S.U., 287.
Ball.
M. Vercaumen, s. s. d. g., ne se représentait pas.
● LUZARCHES
M. Dermer, mod. maj., 1.750; Vervolte, s. s. d. g., P.C., 1.187; Danlau, P.S., 1.138; Simon, mod. maj., 0.
Ball.
● OSNY
M. Gourmeau, mod. maj., 1.668; Ginet, P.S., 835; Mme Lecomte, P.C., 708.
Ball.
● PONTAISE
M. Chauvin, maire, s. s. d. g., Cent. dém., 2.498; Mme Lecour, P.S., 2.077; M. Langueod, mod. maj., 1.043; Mme Richard, P.C., 1.471.
Ball.

HAUTS-DE-SEINE (20)

ANTONY
MM. Suant, s. s. d. g., maire, 4.683; Aubry, s. s. d. g., P.C., 4.297; Pissarak, P.S., 2.825; Baidit, s. s. d. g., 2.826; Leclerc, mod. maj., 591; Mme Winter, P.S.U., 469.
Ball.
ASNIERES SUD
Mme Verge, s. s. d. g., U.D.R. Réélu.
BAGNEUX
M. Ravera, s. s. d. g., P.C. Réélu.
BOIS-COLOMBES
M. Tricon, s. s. d. g., anc. dép. maire, U.D.R. Réélu.
BOULOGNE-BILLANCOURT NORD-EST
M. Gares, s. s. d. g., anc. min. maire, U.D.R. Réélu.
BOULOGNE-BILLANCOURT SUD
MM. Balança, s. s. d. g., U.D.R., 3.272; Clot, P.C., 2.885; Gouillou, P.S., 2.830; Duhamel, Progrès social, 1.901; Mlle Bideau, R.I., 1.118; Mlle Renard, écologiste, 903; M. Roderer, R.I., 1.011.
Ball.
CHATELAIN-SOUS-BAGNEUX
MM. Dolive, s. s. d. g., maire de Fontenay-aux-Roses, Cent. g., 6.524; Le Dauphin, maire de Châtillon, P.C., 6.524; Leclerc, P.S., 308; Gouillou, R.I., 1.690; Guin, s. s. d. g., Leconte, P.S.U., 388; Perraqueon, 180.
Ball.
CLAMART
M. Guyot, s. s. d. g., U.D.R. Réélu.
CLICHY
MM. Schmaus, s. s. d. g., P.C., 4.580; Romain, s. s. d. g., P.S., 4.402; Callanquin, mod. maj., 3.375; Bourdon, déf. de l'environn., 582.
Ball.
M. Leveillé, s. s. d. g., maire, P.S., ne se représentait pas.
COLOMBES SUD
M. Prélant, s. s. d. g., maire de Colombes, P.C., 4.295; Mme Batiou, P.S., 2.116; M. M. Aubert, U.D.R., 1.880; Emorine, P.S., 1.599; Bideau, rad. g., 628; Machon, mod. maj., 387; M. Chabouat, P.S.U., 243; M. Petit, mod. maj., 150.
Ball.
M. Lagrèze, s. s. d. g., Cent. dém., ne se représentait pas.
COURBEVOIE NORD
M. Pinchaux, s. s. d. g., U.D.R. Réélu.
GARCHES
M. Baupel, s. s. d. g., anc. min. U.D.R. Réélu.
ISSY-LES-MOULINEAUX OUEST
M. Ducloné, s. s. d. g., P.C. Réélu.
LEVALLOIS-PERRET SUD
MM. Jans, dép. maire, P.C., 3.750; Pasqua, s. s. d. g., prés. cons. gén. U.D.R., 3.709; Bertrand, P.S., 1.594; Nicolas, 223; Morel, ind. 175; Mlle Kusosky, div. g., 15.
Ball.
● BONDY SUD-EST
MM. Chauby, P.S., 3.029; Chapelain, P.C., 2.386; Broda, ind. 1.680; Peller, P.S.U., 189; Henry, rad. g., 107.
Ball.
M. Coutrot, s. s. d. g., maire, s. s. d. g., de l'ancien canton de Bondy, divisé en deux, ne se représentait pas.
LE BOURGET
M. Gonzalez, s. s. d. g., P.C. Réélu.
LIVRY-GARGAN
M. Vincent, s. s. d. g., P.S. Réélu.
● MONTREUIL EST
MM. Renard, P.C., 6.543; M. Duminy, P.S., 2.155; Joubes, R.I., 2.083; Letoquin, P.S.U., 444.
Elu.
● MONTREUIL NORD
Mme Robert, P.C., 5.544; M. Morel, U.D.R., 2.504; Rochet, P.S., 2.289; M. Morel, P.S.U., 431.
Elu.
Mme Maure, s. s. d. g., de l'ancien canton de Montreuil, est divisé en deux, P.C. ne se représentait pas.

VAL-DE-MARNE (5 + [17])

● ARCUEIL
Mme Mathieu, P.C., 8.524.
Elu.
M. Breton, P.C., 2.940; Mlle Laval, U.D.R., 1.839; M. Gerra, rad. g., 1.665; Mme Massip, environn. ment, 0.
Ball.
Mme Bellon, s. s. d. g., maire de Clichy, s. s. d. g., ne se représentait pas.
BOISSY-SAINT-LEGER
MM. Potier, s. s. d. g., P.C., 4.381; Campion, P.S., 2.716; Thouron, P.C., 1.251; Mme Massip, environn. ment, 323; Noël, rad. g., 259.
Ball.
● BRY-SUR-MARNE
MM. Laine, s. s. d. g., U.D.R., 3.354; Maury, P.S., 1.687; Moser, P.C., 1.610; Meunier, rad. g., 116; Laurent, P.S.U., 191.
Ball.
● CHAMPIGNY-SUR-MARNE EST
MM. Barger, P.C., 5.221; Nolland, C.N.I., 2.905; Robert, P.S., 2.743; Desaigne, P.S.U., 401.
Ball.
● CHAMPIGNY-SUR-MARNE OUEST
MM. Poussy, P.C., 4.206; Duret, U.D.R., 3.200; Carpentier, P.S., 2.743; Grandjean, rad. g., 598; Bonhill, P.S.U., 345.
Ball.
M. Vincenot, s. s. d. g., P.C., ne se représentait pas.
● CHENNEVIERES-SUR-MARNE
MM. Lefèvre d'Ormesson, anc. dép. C.N.I., 3.533; Roméo, P.C., 2.738; Zacherol, P.S., 1.883; Lafaille, s. s. d. g., 1.152; Fontanille, progress., 875; Jondreau, P.S.U., 280.
Ball.
● CRETEIL NORD
MM. Renaud, s. s. d. g., U.D.R., 3.741; Lagache, P.S., 2.029; Perlecan, P.C., 1.912; Mme Dubou, P.S.U., 388; M. Marrel, s. s. d. g., 291.
Ball.
● CRETEIL SUD
MM. Calhala, P.S., 2.605; Curat, mod. maj., 2.604; Martin, P.C., 2.443; Valle, P.S.U., 429.
Ball.
● FRESNES
M. Villet, P.S., 5.040; M. Gouffo, P.C., 2.386; Ruelland, U.D.R., 1.109.
Elu.
● L'HAY-LES-ROSES
M. Tabacard, s. s. d. g., P.S. Réélu.
● JOINVILLE-LE-PONT
MM. Garbary, C.N.I., 1.833; Gibout, P.C., 1.548; Diarsabal, mod. maj., 1.197; Dumec, P.S., 1.069; Masserey, s. s. d. g., 339; Ribaut, s. s. d. g., 364; Jombert, P.S.U., 207; Reche, rad. g., 64.
Ball.
M. Defaut, s. s. d. g., Cent. dém., est délégué.
● LE KREMLIN-BICETRE
MM. Kayer, P.C., 3.435; Lacroix, M.O.S.P., 3.308; Lubineau, P.S., 1.779.
Ball.
● ORLY
M. Gaston Vians, s. s. d. g., P.C. Réélu.

SEINE-SAINT-DENIS (13 + [10])

AUBERVILLIERS OUEST
M. Karmann, s. s. d. g., P.C. Réélu.
AULNAY-SOUS-BOIS SUD
MM. Thomas, P.C., 3.355; Abrioux, U.D.R., 3.338; Cordani, P.S., 1.593; Cuzon, P.S.U., 278; Lederdre, mod. maj., 239; Herriot, rad. g., 159.
Ball.
M. Hernandez, s. s. d. g., P.C., ne se représentait pas.
BAGNOLET
M. Mongeau, s. s. d. g., P.C. Réélu.
LE BLANC-MESNIL
M. Fegassy, s. s. d. g., P.C. Réélu.
BOBIGNY
M. Valbon, prés. cons. gén. maire, P.C. Réélu.
● BONDY NORD-OUEST
M. Puzier, s. s. d. g., P.S., 3.868.
Elu.
M. Haquemand, P.C., 1.751; Lacroix, rad. g., 1.514; Six, P.S.U., 332.

offrez un vison

Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie

SEINE-ET-MARNE (13 + [9])

● **TOURNAN-EN-BRIE**
MM. Pillet, maire de Greiz, mod. 2162; Leblond, maire, U.D.R., 1498; Mlle Luxembour, P.C., 1329; Alchaud, P.C., 1027; Raynal, act. loc., 887 *Ball.*

● **VAIRES-SUR-MARNE**
MM. Bordu, dép. P.C. 3633; Grousselle, mod. maj. 3125; Peuvrierne, P.S., 2568 *Ball.*

● **VERMOREL**
Le conseil municipal cantonal devra augmenter la représentation de la gauche au conseil général. Le F. a déjà obtenu le siège de Briecombe-Robert et peut espérer confirmer dimanche celui de Châtenoy. Le conseil municipal radical de la gauche semble avoir assuré sa réélection à Melun Nord.

YVELINES

● **BONNIERES-SUR-SEINE**
M. Saubert, c. s. réf. Adm. *Adm.*

● **CHATOU**
MM. Catinaut, maire, U.D.R., c. s. 5259; Lemet, P.C., 3197; Deschamps, P.C., 1504; Poin-teau, Mouv. dém., 1179... *Ball.*

● **LE CHESEY**
M. Cantine, maire, mod. maj. 4087 *Etu.*

● **CHARENTON-LE-PONT**
Bodu, act. loc. 937; Forti, P.C., 835; Haralambon, P.S.U., 434

● **CHEVREUSE**
MM. Dumond, maire, c. s. 158; act. loc. 3181; E-raire, c. s. 751; Dugre, R.I., 1650; Boby de la Chapelle, P.S., 1632; Guibin, mod. maj., 1337; Thi-baut, 132 *Ball.*

● **HUILLES**
M. Pierre Bourson, c. s. dép. maire, R.I. 6194; Seleskovitch, P.C., 4264; Maichefer, P. S., 3793

● **MANTES-LAFITTE**
MM. Dupras, c. s. maire, rad., 424; Verges, mod. maj. 051; Mmes Enger-rand, P. S., 1675; Thierce, P. C., 1225 *Ball.*

● **MANTES-LA-JOLIE**
MM. Picard, P. S. 3099; David, maire, mod. maj. 3749; Guilleron, P. C. 2109; Cournel, U.D.R., 1925; Tombak, act. loc., 223 *Ball.*

● **MANTES-LA-VILLE**
MM. Martin, c. s. P. C. 3337; Bigot, P. S. 3135; Convert, R. I. 1956... *Ball.*

● **MAJANVILLE**
MM. Miserey, P.C. 2273; Danet, P.S. 2118; Res-sejac Duparc, mod. maj. 1780; Leroux, mod. maj. 1780; Gautier, R. I. 993; Hestier, mod. maj. rad., 234; Lambert, P.S.U., 325 *Ball.*

● **MEULAN**
MM. Le Toule, P. C. 4855; Metayer, maire, c. s. anc. dép. P.C., 1906; Galan, mod. 2560; Duval, mod. 1244; Leymarie, éco-logiste, 1151; Richard, mod. 973 *Ball.*

● **POSSY**
MM. Monjaret, c. s. U.D.R., 4079; Desbordes, P. S., 2538; Trehel, P. C. 2213; Marescaux, éco-logiste, 1800 *Ball.*

● **RAMBUILLET**
MM. Camus, R. I. 5146; Malainval, P.S. 2760; Huguepahl, rad. c. 7733; Mme Duprat, P.C., 2158 - M. Lévêque, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

● **SAINT-CYR-LECOQUE**
MM. Gaston, P.C. 3505; De V. P.C., P.S. 3028; Henze, mod. maj. 2553; Dietrich, R. I. 2343 *Ball.*

(10 + [11])

● **SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**
NORD
MM. Palewski, dép. a. s. p.
2 991; J. P. L. J. D. R.
3 915; Soulat, P. C. 2 880;
Salmon, P. S. 3 387; Consig-
ny, réf. 3 099

● **SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**
SUD
MM. Pélicot, mod. maj.
2 991; Bérard, P. C. 1 600;
Chang, P. S. 1 189;
1 498; Mire Le Quere, P. C.
855

● **SAINT-NORD-LA-BRETECHE**
MM. Brame, c. s. U. D. R.
3 730; Predieri, P. S. 2 253
M. Bannan, réf. 1 189
MM. François, réf. 1 149
Corneyau, P. S. U. 403

● **TRIEL-SUR-SEINE**
MM. Robert, c. s. div. g.
2 009; Dechirac, R. I. 1 833;
Moulin, P. S. 1 590; Liquet,
P. C. 1 446; Fefferkorn,
M. Bannan, réf. 1 189
MM. Gars, 1 149
Sider, écologiste

● **VELIZY-VILLACOUBLAY**
M. Wagner, dép. U. D. R.
5 317
M. Petit, P. S. 2 497; Wo-
lek, P. C. 1 322
M. Bannan, c. s. s. mod.
maj. ne se représentent pas.

● **VERSAILLLES NORD**
MM. Migon, c. s. mod. sén.
c. s. C. N. I. P. 4 188; Lepout,
mod. 3 445; Volokhine,
P. S. 2 128; Gau, P. C. 2 004

● **VERSAILLLES OUEST**
M. Schmitz, c. s. R. I. — Rédéc.

● **VIROFLAY**
M. Martin, maire, réf.
4 023
MM. Guillot, P. S. 1 204;
Mmes Egie, P. C. 898;
Lebert, écologiste, 456.

Le plupart des conseillers sortants, qui doivent attendre le second tour, ont écrit de retrouver leurs sièges, sauf M. Metayer, ancien dé- puté socialiste, maître de Metz, dé- puté socialiste Jean-Paul Pelencat, P. S. dans ce canton; M. Boursin, député R. I., est en ballottage difficile. Le conseiller sortant comme les communistes à Mantes-la-Ville et à Maurepas, est en tête à Mantes-la- Ville devant le maire, M. Jean-Paul David, et en bonne position, si les électeurs radicaux et communistes se voient, M. Boursin, ancien député. M. Jean-Daniel Camus, conseiller technique auprès du président de la République, est arrivé en tête. Le P. S. souhaite d'annuler le siège de Saint-Cyr-l'Étoile.

La division de Saint-Germain-en- Laye devrait permettre de laisser au- tant de sièges au P. S. qu'il y en a, député U. D. R. et président du conseil général, et d'en offrir un à M. Bannan, député U. D. R. s de Vi- formation à Radio-France, qui dis- tance M. Gheasman, maire de la ville. L'écologiste, le conseiller s de Vi- défense de l'environnement, à Meu- lan et à Polisy, recueille plus d'un tiers des voix. Le conseiller sortant plus que prévu dans ce scrutin.

CONS. GEN. (suite) — M. Jean-P.

AMBERIEU-EN-BUGEY	
MM. Combar, P.S. 3 058; Voyle, ind. 1 832; Jacqueler, P.C., 1 128	Ball
M. Tourmer-Billion, c. s. P.S. ne se représentait pas	
BOURG-EN-BRESSE 1	
M. Barberot, c. s. dép. maire. Cent. dém. 1 778; Godin. P.S. 1 280 Mme Louis, act. loc. 1 038 MM. Bernadac, P.C., 736 Néron, P.C., 402 Billard, cent. g. 203	Ball
BOURG-EN-BRESSE 2	
M. Barberot, c. s. ind. 2 345; Veyron, P.S. 1 124; Convert, 1 016; Benoit, P.C., 973	Ball
BRENOD	
MM. Carrier, c. s. supp. anc. dép. R.I. 603; Fillard, 461; P.C., 430; Fillion, P.C., 158	Ball
CETZERAT	
MM. Rappy, act. loc. 578; Rouvard, c. s. rad. 576; Phanel, P.S., 483; Mollet, P.C., 402 373; Debiais, 259	Ball
CHALAMONT	
M. Lamartha, c. s. maire, U.G.S.D.	Rédui
CHAMPAGNE-VALEMOY	
MM. Bailly, 501; François, act. loc. 482; Pras, 470; Pignon, U.G.S.D., 238 1 384; Buisson, P.C., 402 M. Buisson, ind. maj. 178. M. Vallerin, c. s. ne se représentait pas	Ball
COLLONGES	
M. Gourger, c. s., act. loc.	Rédui
GEX	
M. Antonioz, c. s. maire de Divonne, dép. anc. min. R.I.	Rédui
IZENORE	
M. Massonnat, c. s. ind. maj.	Rédui
LAGNIEU	
M. de La Verpillière, c. s. dép. de Val, R.I.	Rédui
MEIXIMIEUX	
M. Simon, c. s.	Rédui
MONTREVEL-EN-BRESSE	
M. Jannel, c. s., act. loc.	Rédui
OYONNAX	
MM. Bevand, c. s., Cent. dém., 3 473; Chavaunnes, P.C., 3 430; Chanaal, act. loc. 1 415; Perrier, P.S., 1 384; Buisson, 461	Ball
PONT-DE-VAUX	
M. Tiquet, 332; Fon- taine, c. s. rad. g. 1 000; Luzappa, P.C., 667	Ball
SAINT-RAMBERT-EN-BUGEY	
MM. Buis, c. s. ind. 1 128; Perrot, P.S., 651; Mme Marquis, 394; M. Drevet, P.C., 388	Ball
SAINT-TRIVIER-SUR- MOIGNANS	
MM. Vial, act. loc. 1 510; de Vaux, 556; Chazeaux, act. loc. 1 404; Gadoleux, P.C., 310; Tête, act. loc., 307	Ball
TREFFORT-CUISIAIT	
M. Robin, c. s. ind.	Rédui
TREVOUX	
MM. Larga, P.S., 1 770; Vittori, c. s. maire, U.D.R., 1 593; Paur, C.N.I.P., 1 187; Sametel, rad. g. 765 1 384; Paur, P.C., 750	Ball
<p>Dans l'ain, les élections cano- nales se sont passées sans fièvre. Huit conseillers généraux sur dix-neuf ont été réélus. Dans les autres arrondissements, l'Assemblée nationale est en majorité, notamment M. Barberot, député et maire, Centre dém. et Social; M. Souey, M. Currier, ancien député républicain indépendant, suppléant de M. Antonioz, M. de Vaux, P.C., suppléant de M. Vittori, U.D.R., conseiller économique et social, suppléant de</p>	

COUCY-LE-CHATEAU
MM. Ledere, c. s., P.C.,
2 127 : Martin, U.D.R.,
1 496 ; Bigot, mod. maj.,
808 ; Borge, P.S., 574
Bernoville, mod. maj., 580

CRECY-SUR-SERRE
MM. Braxier, c. s., maire,
P.C., mai 1923 ; Babled,
P.C., 1 079 ; Garel, P.S., 957

LA FERRE
MM. Catalfaud, c. s.,
mod. maj., 247, U.D.R.,
2 548 : Krocziel, P.C.,
1 673 ; Lacroute, P.S., 1 389

GUISE
M. Decourcelle, c. s.,
mod. maj.

HIRSON
MM. Argnon, c. a. dép.,
P.S., 4 977 ; Mahoussat,
U.D.R., 1 819 ; Rey, U.D.R.,
1 968

LAON SUD
M. Aumont, c. s., dép.,
P.S.

MOY-DE-L'AISNE
MM. Garyga, P.S., 1 967 ;
Abramart, c. s., C.D.F.,
1 016 ; Lecomte, P.C., 934

NEUILLY-SAINT-FRONT
M. Penin, c. s., maire,
P.C.

OULCHY-LE-CHATEAU
M. Girod, maire de
Droisy, c. s., C.D.P.

ROZOY-SUR-SERRE
M. Dufourg, maire de
Brunehamel, c. s., Cent.
dém.

SAINT-QUENTIN SUD
M. Monfauvert, maire de
Gauchy, c. s., P.C.

SAINT-SIMON
M. Renard, c. a. dép., P.C.

SOISSONS NORD
MM. Duchatel, c. a. réf.,
3 660 ; Fourcade, P.S., 2 889 ;
Vivier, P.C., 2 656

SOISSONS SUD
MM. Laurent, c. s., P.C.,
2 768 ; Ledes, U.D.R.,
2 768 ; Frot, mod. maj., 934
Bequier, M.D.S.F., 882 ;
Lefranc, P.S., 505 ; Idolat,
mod. maj., 385

TERGNIER
MM. Hauriez, maire de
Quincy, c. s., P.C., 8 771 ;
Monstrey, P.C., 1 444 ;
Denis, U.D.R., 1 444 ; Le-
comte, J.P.R., 485

VILLERS-COTTERETS
MM. Baur, c. s., prés.
cons rég., maire, M.D.S.F.,
2 258 ; Brun, P.S., 1 831 ;
Tayen, P.C., 1 280

WASSIGNY
M. Bouchart, c. s., U.D.R.

La gauche qui, aux élections législatives, avait déjà repris trois sièges à la droite, continue sa poussée avec l'appui des jeunes couches d'électeurs. Le député socialiste, M. Auger, vient d'être élu conseiller général et battit facilement le candidat de la majorité, adjoint au maire de Laon, M. Maurice Brugnon, recevant les voix des votants communistes, contre-républicains et ceux qui étaient passés en 1970 du score rural très serré. Ce succès est dû à une campagne menée par les municipalités U.D.E. de Laon pour les prochaines municipales de 1977. Les candidats socialistes ont été élus sur des difficultés et M. Maurice Brugnon, député socialiste sortant, n'a pas été rééligible à Hirson. Les candidats socialistes ont réalisé, en général, des résultats flatteurs dans les communes de moins de vingt et un cantons, tout comme leurs alliés communistes.

M. Maurice Brugnon, ancien conseiller régional affilié à M. Max Lefebvre, est en ballottage dédaigné malgré sa riche expérience administrative. Au conseil régional de Picardie, quant à M. André Rossi, secrétaire d'Etat à l'Information, il a été réélu facilement. Il a obtenu 15 voix de plus que parmi les vingt et un conseillers généraux sortants, mais qu'il distança le second vainqueur, M. Jean-Pierre Lemaire. Le maire de Crécy est menacé, de même que le sortant réformateur de Soissons, M. René Lemaire.

SOC. GEN. (prés.) M. Jacques Pelletier, (sec. gén.) 19 P.C., 4 P.S., 2 CONC. ind. 1 div. E.

MONTLUCON SUD
MM. Taloudeau, c. s., P.S., 3 289; Flouzat, P.C., 2 830; Phelouzat, P.S., 1 786 *Ball.*

MONTMARIAULT
MM. Bizebard, c. s., maire, C.D.P., 2 196; Philippe, P.C., 1 423; Lâmoëges, P. S., 1 216 *Ball.*

MOULINS SUD
MM. Rolland, c. s., dép., maire, U.D.R., 3 069; Guillaume, P. C., 1 729; Saint-Léger, P. S., 1 402 *Ball.*

NEULLY-LE-ROI
M. Fontaine, c. s., C.D.P. *Réélus*

SAINT-POURCAIN-SUR-SIOULE
M. Maximin, c. s., P.C... *Réélus*

VARENNES-SUR-ALLIER
M. Bercucat, c. s., U.D.R. *Réélus*

VICHY NOBD
M. Lacarin, c. s., R. I.. *Réélus*

La gauche, qui paraît bien placée dans ce canton, a eu cinq élus, mais elle en retrouve trois dès le premier tour, dont celui de Saint-Pourcin, qui l'on disait en péril), même sérieusement, les positions de la majorité. Celle-ci dispose de deux élus, dont deux sur 19 voix contre 14. Or plusieurs de ses sortants sont en difficulté : M. Katoz, qui a obtenu 10 voix, pour continuer devant son adversaire communiste; MM. Lalot à Chevagny, et Laroche à Saint-Pourcin. A Montlucou, SUD, Bizebard à Montmariault seront également en danger. Mais contre de tels candidats, la gauche, comme Roland, maire de Moulinx, n'est pas assurée de l'emporter au second tour.

Les autres cantons de nos cantons en balotage, le parti socialiste, en se préparant, devraient P.C., qui est en tête la gauche dans les cinq autres.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean Cluzel, C.D.P., sén.) : 7 P.C., 7 P.S., 3 F.S.D., 3 P.C., 3 C.D.P., 3 U.D.R., 1 R.I., 6 mod. maj.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (16)

COLMAR-LES-ALPES
M. Cambray, c. s., maire de Beauvezet, mod. maj. *Réélus*

DIGNE EST
M. Rinaldi, c. s., U.D.R. *Réélus*

DIGNE OUEST
MM. Tardy, P.S., 1 480; Albert, P.S., 800; Laroche, P.C., 773; Lorient, act. loc., act. loc., 558; Delaye, act. loc., 513 *Ball.*

M. Romieu, c. s., an. maire, rad. g., ne se représentait pas.

ENTREVAUX
MM. Don, c. s., P.S., 393; Laun, 317; Bonhomme, P.C., 138 *Ball.*

LE LAUZET
MM. Therminarès, c. s., P.S., 258 : Charbonnier, act. loc., 188; Lanfranchi, U.D.R., 167; Michel, P.C., 112 *Ball.*

MANOSQUE SUD
MM. Girardot, c. s., an. dép., maire de Sainte-Tulle, P.C., 2 632; Lescigle, maj., 1 146; Mme Bystiel, P.S., 815; MM. Curretti, R., 858 *Ball.*

LES MEES
MM. Philippe, c. s., maire, P.C., 1 275; Barras, P.S., 1 266; Toche, maj., 842 *Ball.*

LA MOTTE-DU-CAIRE
M. Marcel Massot, c. s., dép., rad. g. *Réélus*

MOUSTERS-SAINTE-MARIE
M. Vial, c. s., P.S. *Réélus*

PEYRUIS
MM. Galzin, U.D.R., 573; Jourdain, c. s., mai. P.C., 560; Guillot, P.S., 268 *Ball.*

SAINT-ETIENNE-LES-ORGUES
M. Cabanne, c. s., maire de Manosque, U.D.R. *Réélus*

COLMAR-LES-ALPES	
M. Cambray, c. s., maire de Beauvezet, mod. maj.	<i>Réélu</i>
DIGNE EST	
M. Rinaldi, c. s., U.D.R.	<i>Réélu</i>
DIGNE OUEST	
MM. Tardy, P.S., 1 480 ; Allart (U.D.R.), 889 ; Biscard, P.C., act. loc. 527 ; act. loc. 558 ; Delsy, act. loc. 513	<i>Ball.</i>
M. Romieu, c. s., anc. maire, rad. g., ne se représentait pas.	
ENTREVAUX	
MM. Don, c. s., P.S., 393 ; Lemaire, 317 ; Bonhomme, P.C., 128	<i>Ball.</i>
LE LAUZET	
MM. Therminariats, c. s., P.S., 258 ; Charbonnier, act. loc. 188 ; Lanfranchi, U.D.R., 167 ; Michel, P.C., 115	<i>Ball.</i>
MANOSQUE SUD	
MM. Girardot, c. s., anc. dép., maire de Sainte-Tulle, P.C., 2 032 ; Leytzer, maj., 1 145 ; Mme Biscaglia, P.S., 1 115 ; MM. Cusset, R.T., 856	<i>Ball.</i>
LES MEES	
MM. Philippe, c. s., maire, P.C., 1 275 ; Barras, P.S., 1 269 ; Toche, maj., 842	<i>Ball.</i>
LA MOTTE-DU-CAIRE	
M. Marcel Massot, c. s., dép., rad. g.	<i>Réélu</i>
MOUSTIERS-SAINTE-MARIE	
M. Vial, c. s., P.S.	<i>Réélu</i>
PEYRUS	
MM. Galzin, U.D.R., 573 ; Jourdan, c. s., maire, P.C., 560 ; Guillot, P.S., 188	
SAINT-ETIENNE-LES-ORGUES	
M. Cabanne, c. s., maire de Manosque, U.D.R.	<i>Réélu</i>

CHEVAGNES
MM. Lalot, c. s., mod.
maj., 1738 : Migeon, P.S.,
1157 : Nèly, P.C., 872 *Ball.*

COMMENTRY
M. Rougeron, c. s., P.S... *Réélu*

LE DONJON
M. Gantheret, c. s.,
P.S. *Réélu*

ESBREUL
MM. Katz, c. s., U.D.R.,
1197 : Barthoux, P.C.,
1401 : Camboumègne, P.S.,
1701 : Rossi, R. I. 254... *Ball.*

AUBRENTON
MM Henniaux, c. s. maire de Beaume, P.C.
554 : Hollande, mod. maj.
468 : Malines, div. g. 321 :
Begnulin, mod. maj. 276 :
Ray, s. s. 2 : Peronne,
mod. maj. 138 *Ball*

LE CATELET
M. Bleriot, c. s. maire
de Bellicourt, C.D.P. *Réélu*

CHARLY-SUR-MARNE
M. Rossi, c. s. secr. E.
maire de Château-Thierry,
rad. *Réélu*

CONDE-EN-BRIE
MM Laranget, mod.
maj. 1, 161 : Fontaine, P.C.
064 : Lemaire, c. a. rad.
064 : Lemaire, S. S. 2 *Ball*

[illegible][illegible]

**La V.P.C.
stabilité
des prix**

La V.P.C. stabilité des prix

La plupart des documents de vente par correspondance ont une durée de vie qui n'est pas inférieure à six mois. Ils constituent donc un véritable contrat de stabilité des prix.

ISTH
8, Av. Léon Heuzey 76018 Paris
Tél. 224-10-72
**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PRIVE DEPUIS 23 ANS**
dans les sections préparatoires
scolaires et les vacances suivantes

PCEM
SC PO (entrée en AP soutenue à l'AP) (entrée directe en 2^e année)
HEC - ENA - DROIT
SC ECO - Paris I

**INAUGURE
UN NOUVEAU
CENTRE
PLURIDISCIPLINAIRE
QUARTIER
ITALIE TOLBIAC
au 83-87 Av. d'ITALIE**
- à partir du 1^{er} Mars 1976
Tél. 583 63 25 583 63 61
et les dimanches

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

SISTERON

M. Faugue, c. s. maire. Réélu.

TURRIERS

M. Massot, c. s. Réélu.

UGES-RED

M. Massot, c. s. Réélu.

Parmi les sept candidats en ballottage figurent les trois conseillers généraux sortants qui étaient renouvelables dans les cantons de Manosque, Les Mées, Peyrache, ils sont tous en position favorable. Le quatrième siège du conseil général, occupé par un communiste, n'était pas renouvelable. Mais, à la suite du décès de ce conseiller, il y aura prochainement une nouvelle élection dans le département.

Le canton de Digne ayant été remanié en 1973, en même temps que celui de Manosque, le sort a désigné celui des deux nouveaux cantons dont le conseiller général serait renouvelé cette année : il s'agit de Digne Est, où le conseiller sortant U.D.R. s'est représenté. Dans le canton de Digne Ouest, où le candidat socialiste arrive en tête, trois des cinq candidats en présence sont favorables à la majorité. Le second tour peut être serré, d'autant que le conseiller sortant, qui se représente pas, était radical de gauche et n'a pas de successeur sous cette étiquette. L'U.D.R. et la majorité présidentielle conservent dans ce département quelques solides bastions.

CONS. GEN. (prés. : M. Claude Delorme, P.S., 4 P.C., 13 P.S., 3 rad. g., 4 U.D.R., 1 act. loc., 3 mod. maj.)

HAUTES-ALPES (14)

ASPRES-SUR-BUECH

MM. Villard, mod. maj., 415; Alain Didier, mod. maj., 292; Barnier, mod. maj., 228; Bontelle, P.S., 125. Ball.

BARCELONNETTE

M. Emile Didier, c. s. sén. pré. cons. gén. rad. g. Réélu.

BRIANÇON SUD

MM. Blain, c. s. P.S., 1287; Faure-Baudouin, P.S., 1030; Guiller, mod. maj., 649. Ball.

EMBRUN

M. Dujoud, c. s. secr. Etat, maire de Briançon. Réélu.

ALPES-MARITIMES (22)

ANTIBES NORD

MM. Merli, c. s. maire, div. g. 680; Xaud, act. loc., 338; Harenbelle, act. loc., 1446; Grinda, P.S., 1428; Jobin, P.N., 148. Ball.

LE BAR-SUR-LOUP

MM. Escalier, c. s. Cent. 3284; Terrel, act. loc., 1173; Boscotto, P.C., 888; Mme Peyrolle, P.S., 697; Seytre, act. loc., 154; Le-caser, Monv. dém., 98. Ball.

BEAUSOLEIL

M. Vando, c. s. maire. Réélu.

BREIL-SUR-BOYA

MM. Sassi, maire, Cent. rép. 700; Charvillat, P.C., 611; Chomicki, P.S., 504; Durand, M.D.S.P., 44. Ball.

CAGNES-SUR-MER

MM. Sauvalgo, c. s. dép. maire, U.D.R., 9739; Frémaux, P.S., 4583; Le Serret, P.C., 3880; Bardet, act. loc., 1710. Ball.

CANNES EST

MM. Sallabert, mod. maj., 4926; Bernard, Cent. dém., 1991; Galland, act. loc., 1913; Attard, P.S., 1814; Eliaz, act. loc., 1630; Antonelli, mod. maj., 207; Marcelin, act. loc., 127. Ball.

LE CANNET

MM. Bachelet, maj., 3888; Berteau, P.C., 2799; Ducros, c. s. maire, Cent. rép. 2432; Cotelard, P.S., 2183; Reynaud, P.S., 1633; Derenne, R.I., 1634; Ellena, réf., 337; Berteau, P.S.U., 178. Ball.

COMTENS

M. Carles, c. s. P.C. Réélu.

MENTON

M. Falmagne, c. s. sén. maire, prés. cons. gén. Cent. rép. Réélu.

NICE 1

M. Bosio, c. s. Cent. rép. Réélu.

NICE 2

MM. Robert, c. s. U.D.R., 641; Victor, P.C., 4632; Accolla, P.S., 2977; Mme Ballarbi-Obray, act. loc., 368; M. Corbière, act. loc., 331. Ball.

NICE 4

M. Ehrmann, c. s. dép. Cent. rép. Réélu.

GAP CAMPAGNE

M. Serres, c. s. R.I. Réélu.

GAP EST

M. Payen, c. s. R.I. Réélu.

GAP OUEST

MM. Givaudan, c. s. maire, mod. maj., 1429; Julian, P.C., 396; Izard, P.S., 735; Bumat, mod. 154. Ball.

LA GRAVE

M. Juge, c. s. mod. Réélu.

GUILLESTRE

M. Bérard, c. s. anc. min. anc. dép. div. g. Réélu.

LABAGNE-MONTEGILIN

MM. Rostain, P.S., 1171; Bim, U.D.R., 95; Schas-sou, P.C., 540. Ball.

OBICIRES

MM. Reynier, c. s. rad. g. 393; Papet, dép. R.I., 349; Ricou, mod. 397; Guillot, P.C., 93. Ball.

ORPIERRE

MM. Chauvet, P.S., 248; Martin, c. s. div. g. 188; Mme Villard-Allemard, P.C., 137. Ball.

RIBIERS

M. Bourg, c. s. P.S. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY

M. Verdan, c. s. mod. Réélu.

ARDECHE (17)

AUBENAS

MM. Alaize, P.S., 1389; Hugo, mod. maj., 1257; Meyssonnier, P.C., 1063; Bihère, R.I., 987; Delverny, mod. maj., 880; Gardes, U.D.R., 706; Bory, div. g., 232. Ball.

BOURG-SAINT-ANDEOL

MM. Bavière, div. g., 2001; Courial, P.S., 1273; Mathieu, P.C., 1074; Ekenna, mod. maj., 53. Ball.

BURZET

MM. Plantevin, c. s. anc. dép. mod. maj., 430; Gallot, mod. 223; Peretron, P.S., 215; Peyronnet, mod. maj., 159; Coulon, P.C., 86. Ball.

CHOMERAC

MM. Perrin, c. s. R.I., 1621; Dumas, P.C., 1085; Bénédicte, P.S., 652. Ball.

COUCOURON

M. Bouchonne, c. s. Réélu.

LABENTIERE

M. Chabanel, c. s. R.I. Réélu.

ROCHEMAURE

MM. Chaze, c. s. anc. dép. P.C., 1135; Chagou-nod, mod. maj., 1323; Pierre, P.S., 264; Farre, P.S.U., 79. Ball.

SAINT-AGREVE

MM. Tournasse, c. s. R.I., 875; Harot, P.S., 180; Chagnat, div. g., 337; Gou-sato, P.C., 278; Mme De-leage, mod. maj., 41. Ball.

SAINT-PERAY

MM. Mallen, c. s. R.I., 2428; Chertre, P.S., 1880; Arnaud, mod. maj., 1323; Pinède, div. g., 737; Gour-dou, P.C., 735. Ball.

SATILLIEU

M. Bertrand, c. s. R.I. Réélu.

SERRIERES

M. Torre, c. s. dép. anc. min. R.I. Réélu.

THUEYTS

MM. Vidal, P.C., 1744; Lemayna, mod. maj., 1680; Samet, P.S., 545; M. Marcour, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

TOURNON

M. Tournasse, c. s. R.I. Réélu.

VALLOIN-PONT-D'ARC

MM. Peshier, P.C., 1010; Serna, P.S., 989; Roux, U.D.R., 111; Wal-baum, R.I., 538; Bense, mod. maj., 182. Ball.

VALS-LES-BAINS

M. Aguron, c. s. P.S., ne se représentait pas.

VERNOUX-EN-VIVARAIS

M. Finalet, c. s. P.S. Réélu.

VILLENEUVE-DE-BERG

MM. Cornet, c. s. dép. R.I., 1854; Anzias, P.S., 1287; Pradali, P.C., 636. Ball.

VERNOUX-EN-VIVARAIS

Les trois députés du département étaient engagés dans ces élections. M. Torre, R.I., ancien secrétaire d'Etat, a été le seul à franchir le cap des deux tiers. MM. Cornet, R.I., et Llopier, U.D.R., sont, eux, en situation périlleuse face à des adversaires socialistes.

VERNOUX-EN-VIVARAIS

L'opposition peut enlever également le siège de Thueyts, qu'abandonne M. Marcour, mod. maj., et celui de Chomérac, que défendait M. Perrin, R.I.; dans les deux cas, c'est le P.C. qui représentera la gauche au second tour.

VERNOUX-EN-VIVARAIS

A noter qu'à Vernoux le sortant socialiste, M. Finalet, est réélu, bien que le P.S. lui ait retiré son soutien.

VERNOUX-EN-VIVARAIS

CONS. GEN. (prés. : M. Paul Ribeyre, R.I. sén.) : 1 P.C., 3 P.S., 1 rad. g., 3 Cent. dém., 1 C.D.P., 4 U.D.R., 13 R.I., 7 mod. maj.)

ARDENNES (18)

ASEFEL

M. Brevot, maj. Réélu.

ATTIGNY

M. Miguet, P.S., 688; Mme Gentil, mod. maj., 663; MM. Gastner, maire, ind., 515; Visse, P.C., 174; D'achon, ind. 96. Ball.

BIZANCY

M. Deconan, c. s. U.D.R. Réélu.

CARIGNAN

MM. Vin, c. s. maire de Margut, R.I., 2389; Mu-naut, P.S., 1371; Pierret, P.C., 1348. Ball.

CHARLEVILLE CENTRE

MM. Flard, maj., 2104; Klein, P.S., 1391; Léger, P.C., 996; Vassal, Mod. 576. Ball.

CHARLEVILLE LA-BOULLE

M. Labon, c. s. maire, dép. P.S., ne se représentait pas.

CHARLEVILLE LA-BOULLE

MM. Delaunay, c. s. P.S., 1884; Berjot, maj., 1403; Mme Chevrier, P.C., 1039; MM. Zeller, Cent. dém., 405; Gombé, P.S.U., 261. Ball.

CHATEAU-PORCIEN

M. Dior, c. s. R.I. Réélu.

CHAUMONT-PORCIEN

M. Malherbe, c. s. R.I. Réélu.

LE CHESNE

M. Revil, c. s. maire, R.I. Réélu.

FLIZE

MM. Villenau, c. s. maire de Mouton, mod. maj., 1315; Pe-cheux, P.S., 942. Ball.

GIYET

MM. Gallot, maire de Virque-Molhain, P.S., 275; Desleif, c. s. R.I., 2002; Maglia, P.C., 1344. Ball.

GRANDPRE

M. Sourville, c. s. dép. prés. cons. gén. rég. U.D.R. Réélu.

MEZIERES CENTRE-OUEST

MM. Nihite, c. s. P.C., 2259; Bachy, P.S., 2247. Ball.

MEZIERES EST

MM. Mas P.S., 2795; Pe-trisot, c. s. P.C., 2500; Cre-quin, U.D.R., 1511. Ball.

MOUZON

MM. Sallou, P.S., 1122; Dufrene, Cent. dém., 833; Poncin, P.C., 431; Depennet, mod. maj., 359. Ball.

MURVILLE

Mme Cardot, c. s. anc. vice-prés. du Sénat, maire de Donzy, Cent. dém., ne se représentait pas.

REVIN

MM. Istace, c. s. maire, P.S., 1197; Heurquin, mod. maj., 1084; Mousquet, P.C., 879; Nicod, P.S.U., 181. Ball.

ROCHOI

M. Petit, c. s. P.S. Réélu.

SEDAN OUEST

MM. Stevenin, P.S., 2329; Soulet, c. s. P.C., 2260. Ball.

BIEN QU'IL NE SOIT PAS CERTAIN DE CONSERVER LES SIÈGES DE CHARLEVILLE CENTRE ET DE CHATEAU-PORCIEN, LE PARTI DE FRANCHISES METTENDRANT APPARU COMME LE GRAND VAINQUEUR DE CES ÉLECTIONS, LE RÉSULTAT DU PREMIER TOUR LUI PERMETTANT D'ESPÉRER LE GAIN DE LA MAJORITÉ AU SECOND TOUR. À CHATEAU-PORCIEN, C'EST LE P.C. ET À MÉZIERES EST ET À SEDAN OUEST, C'EST LE P.S. QUI SONT EN TÊTE.

BIEN QU'IL NE SOIT PAS CERTAIN DE CONSERVER LES SIÈGES DE CHARLEVILLE CENTRE ET DE CHATEAU-PORCIEN, LE PARTI DE FRANCHISES METTENDRANT APPAR

CONQUES
M. Riom, c.s. R.I. Rédu

CORNUS
M. Bolton, c.s. C.N.I.P. Rédu

DECAZEVILLE
MM. Despech, P.C., 3259;
Gadea, P.S., 2363; Rey,
ind. 1876 Bail.
M. Ronquette, c.s. P.S.,
ne se représentait pas.

ESPALION
M. Bayrou, mod. maj. ... Etu
M. Cusquet, c.s. mod.
maj., ne se représentait
pas.

MILLAU EST
MM. Boulon, c.s. P.S.,
1409; Diaz, rad. g. 1333;
Labonne, P.C., 783; Car-
basse, gaul. 722; Rainier,
88 Bail.

PEYRABEAU
MM. Camels, ind. 534;
Blois, P.S., 517; Andrieu,
P.C., 34 Bail.
M. Leopold, c.s. ne se
représentait pas.

REQUSTA
M. Azam, c.s. R.I. Rédu

RIEUPEYRoux
M. Chincholle, c. s. Rédu
maï., cent. g. Rédu

RIGNAC
M. Jean Puech, c. s. R.I. Rédu

RODEZ OUEST
M. Laur, ind. 1715;
M. de Bemoncelles, mod.
maj. 1320 M. Briane,
dép. réf. 1293; M. Salvan,
P.S., 929; Bonnatte P.C.,
474; M. Maille, P.S., 520
M. Raymond Bonnatte,
c.s. sén. C.N.I.P., prés.
cons. gén. ne se représen-
tait pas.

SAINT-BAZEULY
M. Verhès, c. s. Rédu

U.S.G.B.
M. Chénery-D'AUBRAC
M. Cayrol, maire, R.I. Etu
maj. Salignac, c. s. mod.
maj. 399; M. Jonquet,
P.C., 12.

BOUCHES-DU-

AIIX NORD
MM. Ciccolini, c. s. sén.
mod. 1282; Bastide,
cent. dém. 8801; Colomb,
P.C., 3194; Galland, ind.,
2238; Mme Grand, M.L.
A.C., 522 Bail.

ARLES EST
MM. Belmondo, c. s. P.C., 282; Vay, Mignon,
maï., 4906; Kuntz, P.S.,
2860 Bail.

AUBAGNE
M. Tardio, P.C. Etu
M. Garcin, c. s. dép.,
maï., cent. g. ne se repré-
sentait pas.

CHATEAULANARD
MM. Marignan, c.s. anc.
sén. rad. 5 034; Glinoux,
maï. de Noves, P.C., 3701;
Arnaud, P.S., 1571 Bail.

GARDANNE
MM. Mel, P.C., 8195;
M. L. 382; Vay, Mignon,
mod. maj., 3715 Bail.
M. Savine, c. s. P.S., ne
se représentait pas.

ISTRES
MM. Gouton, maire, mod.
maj., 3116; Rossi, P.C.,
3352; Zifre, P.S., 2931 ... Bail.
M. Forte, c. s. P.C., maire
de Saint-Chamas, ne se
représentait pas.

MARSEILLE 1
M. Stortiello, c. s. P.S. Rédu

MARSEILLE 2
■ M. Stortiello, cent. min.
U.D.R., 4428; Bonifay,
c. s. P.S., 4249; Rognomi,
R.I., 3437; Marinal, P.C.,
3387; Blanchot, P.E.N.,
458; Néri, mod. dém. 191
L'élection de M. Bonifay
a été annulée en octobre
dernier par le Conseil
d'Etat.

MARSEILLE 3
M. Guérin, c. s. P.S. ... Rédu

MARSEILLE 4
MM. Leonetti, P.S., 2157;
Cernuschi, mod. P.C.,
2160; Mme Cassagne-Im-
bert, Cent. dém. 1704 ... Bail.
M. Gazeignaire, c. s. P.C.,
ne se représentait pas.

MARSEILLE 5
MM. Donadio, c. s. P.C.,
5798; M. Stortiello, cent. min.
U.D.R., 4428; Cornelle, P.S., 2299
Bail.

MARSEILLE 6
Mme Porte, c. s. P.C. ... Rédu

MARSEILLE 12
MM. Lucas, c. s. anc.
dép. U.D.R., 5869; Pe-
trita, U.G.S.D., Rad. 326
P.E.N., 4248; 3208;
Bescheron, ind. 536 Bail.

SAINTE-GENEVIEVE
M. Maynier, c. s., mod.
maj. Réélu

SAINT-GENIEZ-D'OLT
M. Franchet, c. s., mod.
maj. 757; M. Ladsons,
ind. 691; M. Bernachou,
ind. 417; M. Pournier,
283; M. Vaysses, P.C. 142;
M. Lacaze, P.S., 68 Ball.

SAINT-BOME-DE-TARN
M. Barrau, c. s., mod.
maj. Réélu

SALLES-CURAN
C. de Vasse, c. s., maire,
cent. G. 778; M. Fabre
de Montaudon, P.S., 407;
M. Bouviola, 403; M. Bru,
P.S., 307; M. Fabrù, P.C.,
69 voix Ball.

SEVERAC-LE-CHATEAU
M. Tastor, c. s., maire.
P. S. Réélu

VILLENEUVE
M. Dumoulin, c. s., R.I. Réélu

L'élection la plus intéressante avait été à Rodas où il y eut sous la succession de M. Raymond Bonnefous, président des socialistes généraux, député réformateur, se tenu en échec à la fois par M. André Leuz, indépendant, qui fut élu au titre de la Mutualité sociale agricole, et M. de Tremontail, conseiller municipal radical socialiste. La contre-performance de M. Briens de Rodas, ancien directeur d'un important personnel qui s'opposa, à la faveur de cette élection, le député républicain de Lézac.

A Milha, le duel entre le conseiller sortant, M. Coulan, P.S., et M. Manuel Diaz, ancien conseiller municipal, membre du bureau national des députés radicaux de gauche, a tourné au profit avantage du premier.

Cassagne-Bagnols, le conseiller sortant, Drignat (majorité) est mis en ballottage par le président de la chambre d'agriculture de l'Aveyron, N. Janson, sans échequer.

CONS. GEN. (prét.) : M. Raymond Bonnefous, ind. anc. 4.000; 5 P.S.; 3 C.N.P.; U.G.S.D., 2 mod. aut. 6; 3 réfr.-Cent. dém. 4; U.R.A., 14 R.I.; 6 C.N.F., 8 div. maj.

RHONE (22-1)

MARSEILLE 13
MM. Viguerie, P.S.
4.710; Saujak, P.C., 3.924;
Brun, U.D.R., 2.780;
Roatta, réfr. ind., 2.328;
Sinapi, c. s., div. g., 1.030;
G. de C. 300; P.S., 287; I.
Devoti, ind. 187 Ball.

MARSEILLE 15
M. Millo, P.C. Etu

M. Guichard, c. s., P.C.,
ne se représentait pas.

MARSEILLE 16
M.M. Weygand, c. s., P.S.,
3.729; Tamburlino, P.C.,
3.434; Nicolas, R. I., 2.898 Ball.

MARSEILLE 18
M.M. Benassi, c. s., P.C.,
4.000; Bonnet, P.S., 4.840;
Vincent, Cent. dém. 2.475 Ball.

MARSEILLE 20
M.M. Fomau, R.I. 7.047;
Manivet, c. s., P.S., 6.946;
Guidicelli, P.C., 4.887 Ball.

MARITIMES
M. Lombard, c. s., maire,
P. C. Réélu

OROGON
M.M. Beynet, P.S., 3.978;
Mal, C., 1.824; Maynard,
c. s., 1.394; Boudin, P.C., 1.394;
dém., 705; Fauleau, ind.
650 Ball.

M. Fatigon, c. s., ind., ne
se représentait pas.

ROQUEVAIRE
M.M. Pellissier, P.C., 4.941;
Jaquet, maire de Casdo-
ville, c. s., ind. (roul. P.S.),
3.394; P.C., 3.394; P.S., 3.394;
dém., 1.698; Soull, ind.,
262 Ball.

M. Gauthier, c. s., P.C.,
ne se représentait pas.

SAINTES-MARIES-DE-LA-MER
M. Delaunay, maire, P.S. Elu

M. Desnages, c. s., anc.
sen., P.S., ne se représen-
tait pas.

SALON-DE-PROVENCE
M.M. Carressonne, c. s.,
anc. sén. P.S., 8.112; Chab-
oud, P.C., 5.975; Bermond,
U.D.R., 5.460; Roux, ind.
614 Ball.

A l'issue du premier tour de scrutin les socialistes ont virtuellement conquis la majorité absolue du conseil général des Bouches-du-Rhône. Les deux tiers des sièges sont allés à renouvellement, sept ont été pourvus à quatre sont adés ou réservés.

La concurrence entre communistes et socialistes s'est traduite en défaveur de ces derniers. En effet dans le Nord-P.C. de Gardanne, M. Raymond Laroche, ancien député radical socialiste, qui défendait le siège occupé depuis longtemps par son frère, a été battu par le candidat de Gardanne, M. Victor Savine.

[illegible]

VIRE
M. Stroh, c. s., secr. E.-DOM-TOM, maire, U.D.R. Réélu

Les quinze conseillers réélus ou élus — dans ce cas les sortants ne se représentant pas — sont tous de tendance d'extrême gauche ou des candidats ayant l'étiquette ou le soutien d'une formation de la mouvance communiste ou d'un parti ou d'un mouvement de la gauche, socialistes et communistes étant certes tous présents. On remarque une nette poussée de la gauche, socialistes et communistes étant certes tous présents. On remarque une nette poussée de la gauche, socialistes et communistes étant certes tous présents. On remarque une nette poussée de la gauche, socialistes et communistes étant certes tous présents.

En 1970, sur les mêmes cantons, le parti radical avait obtenu 20 % des voix dans l'ensemble du département et le P.S., avec quatre cantons, 12,55 %. Cette fois le P.C. a obtenu 12,55 % et le P.S. 25,14 %.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Intérieur, a la recherche, chef de file des R.I. dans la région, est élu sans difficulté à Toulon, où le parti radical avait obtenu 20 % des voix au dernier conseil communautaire. Mais l'offensive des R.I. n'a pas répondu à l'attente de la gauche, qui obtient notamment à Tully-sur-Seulles et à Mézidon. M. Olivier Stier, secrétaire départemental du P.C., est élu.

CONS. GEN. (prés. : Robert Bissou, U.D.R., dép.) : 3 P.C., 3 P.S., 1 div. g., 3 Cent. démo, 1 cent. c., 1 U.D.R., 4 R.I., 15 act. loc., 1 C.N.I.

CANTON (12)

ALLANCHE
M. Jazy, c. s., ind. Réélu

AURILLAC 1
MM. Mèzard, c. s., sén. maire, prés. cons. gén. C.N.T. partie, 1^{er} adj. maire, U.G.S.D.-P.S., 1.218 ; Taurand, P.C., 624 Ball.

AURILLAC 2
MM. Delcamp, R.I., 1.014 ; Geindre, c. s., P.S., 1.908 ; Riote, P.C., 1.104 Ball.

AURILLAC 4
M. Lagarde, c. s., rad. Réélu

LAROCQUEBROU
M. Robert, c. s., ind. Réélu

MASSIA
M. Malassagne, c. s., sén. maire, app. U.D.R. Réélu

PIERREFORT
M. Ferrol, c. s., U.D.R. Réélu

PLEAUX
M. Chanut, c. s., U.D.R. Réélu

RIOM-ES-MONTAGNES
M. Godeneche, c. s., U.D.R. Réélu

RUYNES-EN-MARGERIE
MM. Montel, c. s., maire, div. g., 990 ; Clavillier, act. loc., 783 ; Tardieu, act. loc., 534 ; Hugny, P.C., 83 Ball.

SAIGNES
MM. Roger Besse, act. loc., 1.384 ; Ferry, P.C., 1.093 ; Fauriol, P.S., maire, réélu 888 ; Valet, P.S., 323 M. Espinasse, c. s., ind. ne se représente pas.

VIC-SUR-CÈRE
M. Tournes, c. s., ind. Réélu

Bien que la majorité conserve dans l'ensemble son influence, la gauche entreprend une sensible marche en avant. Elle est marquée dans les votes de M. Aurilliac 2. M. Geindre est en position favorable, alors qu'il ne semble pas en être de même pour M. Mèzard, à moins que ce dernier ne bénéficie au deuxième tour des abstentions du premier (602 g.). A Ruynes-en-Margerie, M. Montel, doyen du conseil général, est lui aussi en position délicate.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean Mézard, ind. sén.) : 4 P.C., 4 P.S., 1 div. g., 3 Cent. démo, 3 ind., 4 mod. maj.

CHARENTE (16)

BARBEZIEUX
M. Pauquet, c. s., maire, rad. Réélu

BLANZAC
MM. Belanger, mod., 1.298 ; Tardieu, c. s., maire, Cent. démo, 1.222 ; Mandrin P.C., 405 ; Boissavie, rad., g., 344 Ball.

BROSSAC
MM. Mouché, c. s., ind., 664 ; Carré, rad. g., 567 ; Raboulet, P.C., 268 Ball.

CHABANAIS
M. Bouteiller, mod., 2.578 ; Soury, P.C., 2.244 ; Lacouelle, P.S., 699 ; Faure, 0 Ball.

M. Raymond, c. s., P.C., ne se représente pas.

CHALAIS
MM. Tournier, c. s., maire, 1.222 ; Delaunoy, P.S., 1.234 ; Villaud, P.C., 293 Ball.

MANSLIE		
MM. Mourier, maire de Fontainebleau, C.D.P. 1.821 ; Berthe, 2.116 ; Marsaud, P.S. 1.218 ; Pierre Bernard, P.C. 770 ; Le Léon, 582 ; Gaston Bernard, P.S. 570 ; Chauvaud, soc. ind. 189.....	Ball.	
MM. Martin, c. s. rad., ne se représentait pas.		
MONTENBCEUF		
MM. Gautier, maire de Massingay, C.D.P. 831 ; Degaudand, maire, mod. 810 ; MM. Marsaud, P.S. 803 ; Chabaud, P.C. 448.....	Ball.	
M. Colmbier, c. s. U.D.R., ne se représentait pas.		
LA ROCHEFOUCAULD		
M. Rambaud, c. s. rad.	Rédu.	
ROULLIAC		
M. Mesnard, mod.....	Elu.	
M. Lacroix, c. s., maire de Berville, rad. g., ne se représentait pas.		
RUELLE		
MM. Poitevin, c. s., maire, P.S. 5.784 ; Chagaud, P.C. 3.480 ; Diaz, R.I., 2483.....	Ball.	
SAUZEY		
MM. Petit, c. s., maire, P.S. 2.116 ; Borde, C.D.P. 1.283 ; Trouillard, P.C. 1.088.....	Ball.	
VILLEFAGNAN		
MM. Leguenn, c. s., U.D.R. 1.616 ; Vallée, soc. ind., 840 ; Mme Lalide, P. 513 ; M. Molin, S.S. 580.....		
Alors qu'en 1970 dix des quatorze sièges à pourvoir l'ont été dans le premier tour, quatre sur seize sièges seulement l'ont été à l'élection du deuxième tour. Et les candidats qui ne sont pas allés au premier tour, ou qui ne se représentent pas, sont : MM. Lacroix, c. s., maire de Berville, rad. g., ne se représentait pas ; Chabaud, P.C. 448 ; Châteauneuf, à Mansle, à Montembœuf, ni à Villefagnan. Il n'en va pas de même à Brossay, où le candidat radical de gauche, à Chalais où le candidat radical de gauche, et à Cognac Sud où le député U.D.R. M. Francis Huray, est menacé par M. Fousseux, P.S.		
La majorité tentée, dès le premier tour, marqué au point exact l'élection de M. Mesnard, à Roulliac, où le conseiller général sortant, et le conseiller général sortant, ne se représentait pas.		
CONS. GEN. (prés. : M. Guy Pascaud, rad. sén.) : 1 P.C. 3 P.S. 5 rad. g., 6 rad., 3 Cent. dém., 5 U.D.R., 9 R.I., 1 ind.		
CHARENTE-MARITIME (21)		
ARS-EN-RE		
MM. Blazot, C.D.P. 848 ; Goumard, P.S. 517 ; Mme Molnet, C.S. div. g. 324 ; M. Goubault, P.C. 97.....	Ball.	
AULNAY		
M. Barthe, P.S. 2.146 ; M. Chapeaud, c. s., mod. maj. 1.747 ; Muteau, P.C. 345.....	Elu.	
CHATEAU-D'OLERON		
M. Jousseau, c. s., rad. g.....	Rédu.	
COURCORN		
MM. Margerie, mod. maj. 1.586 ; Montagnac, P.S. 1.788 ; Guillot, c. s., mod. maj. 947 ; Nédelles, P.C. 275.....	Ball.	
M. Conan, c. s., div. g., ne se représentait pas.		
COZES		
MM. Lacaze, c. s., mod. maj. 1.788 ; Guillot, c. s., mod. maj. 1.024 ; Couduy, mod. maj. 843 ; Bechemin, soc. ind. 564 ; Goyenne, P.C. 522.....	Ball.	
GEMOZAC		
M. Latreulle, c. s., mod. maj.....	Rédu.	
LA JARRIE		
MM. Guenet, rad. g., 1.050 ; Guenet, mod. 974 ; Braud, c. s., mod. maj. 815 ; Soreau, P.C. 608 ; Caillaud, mod. 251 ; Lechevalier, mod. 218 ; Contant, P.S., 0.....	Ball.	
JONZAC		
M. Boist, c. s., mod. maj.	Rédu.	
MATHAS		
MM. Olivré, P.S. 1.754 ; Berthelot, mod. maj. 1.745 ; Chazal, div. g. 1.033 ; Barre, P.C. 750.....	Ball.	
M. Bauguerolle, c. s., dép. R.I., ne se représentait pas.		
MIRAMBEAU		
M. Rigou, rad. g.....	Elu.	
M. Moreau, c. s., div. g., ne se représentait pas.		
MONTGUYON		
M. David, c. s., anc.	Rédu.	

SAINT-AGNAN
MM. Lacroix, c. s., mod. maj., 468; Trinquard, mod. maj., 695; Falleteau, P.C., 578; Renaud, soc. ind., 443; Levrier, mod. maj., 399

SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANÇHE
MM. Grand, c. s., 564, prés. cons. gén., gauche dém., Belp, P.S., 399; Vaugnon, P.C., 309

SAINT-PORCHARE
M. Mithonneau, c. s., mod. maj.

SAINT-SAVINEN
M. Cellerier, c. s., mod. maj.

SAINTES NORD
MM. Marchand, P.S., 339; Josse, maire, R., 399; Belp, P.S., 275; Rouquet, P.A.U., 253

SAINT-MAUR
M. Maudet, c. s., anc. dép. maire, P.S., ne se représentait pas

TONNAY-CHARENTE
MM. Branger, mod. maj., 113; Penaud, P.C., 161; Belp, P.S., 94; Rieuillet, mod. maj., 482; Quentin, div. g., 452; Remonet, P.S., 334

TONNAY-LOIRE
M. Morhellec, c. s., mod. maj., ne se représentait pas

LA TREMBLAIE
MM. M. Blain, div. g., 1438; Homon, P.C., 697; Godillot, P.S., 578; Girard, mod. maj., 563; Rieuillet, mod. maj., 201; Mme Belp, P.S., 70; Dupuy, rad., 145; Becchennin, mod. maj., 132

VAL-DE-LOIRE
M. Frano-Valluet, c. s., élu U.D.R. mais devenu opp. ne se représentait pas

Les socialistes semblent souvent se substituer aux radicaux. Par un paradoxe difficile à expliquer, la majorité présidentielle pourrait remporter, au second tour, les sièges de Rochefort-Nord et de Tonnay-Charente, où sévit pourtant la crise économique la plus grave du département. Le député radical de la majorité présidentielle (à Saint-Hilaire) le docteur Lucien Rana, président du conseil général de la Gironde, candidat du Sénat, qui a refusé de signer le programme commun de la gauche, n'a pas obtenu de mandat. Il se fera nécessairement les voix de la majorité présidentielle.

Le député de Saintes, M. Paul Josse (R.) est d'ores et déjà premier radical, au deuxième tour, le socialiste M. Marchand doit être élu.

Le député de Saint-Maur, M. Jean-François Blazac (majorité présidentielle), conseiller technique du ministre de l'Équipement, a de grandes chances d'être élu dimanche prochain ainsi que M. Léon Belp (P.C.).

M. Alain de Laocate-Leroymond (ancien C.N.I.), conseiller général du département de la Gironde, peut être battu par le candidat socialiste Robert.

Enfin, pour la petite histoire, un député de la droite de La Loire n'a même pas pu se faire inscrire à lui-même. Il n'a obtenu aucune voix.

CONS. GEN. (prés. : M. Lucien Grand, anc. prés. cons. rég., rad., 1.438) : P.C., 3 P.S., 7 rad., 2 div., 1 N.R., 12 mod. maj.

CHER (16)

LES AIX-D'ANGILLON
MM. Millet, c. s., mod. maj., 219; Lubern, P.C., 143; Henri Mitterrand, P.S., 108

LAUBIGNY-SUR-NERE
M. Anzoline de Vogüe, c. s., mod. maj.

BOURGES 1
MM. Rimbaud, c. s., P.C., 923; Depege, réf., 1903; Parnet, P.S., 1581; Mme Corgel, mod. maj., 956

BOURGES 2
MM. Lefebvre, c. s., U.D.R., 233; Fanelonnet, P.C., 823; Guérin, P.S., 1347

BOURGES 3
M. Renard, c. s., mod. maj., 2414; Mme Renard-Pad, P.C., 2008; M. Roger, P.S., 1549

CHATEAU-MEILLANT
MM. Dumas, cent. g., 357; Romagny, P.C., 958; M. Malles de Vandœuvre, c. s., maire, P.S., 946

CHATEAUNEUF-SUR-CHER
M. Perrot, c. s., maire, P.C., 121

DUN-SUR-AURON
M. Chartier, c. s., maire, P.C., 200; M. Leloup, P.S., 955; M. Laloue, P.C., 709

GRACAY
M. Monin, c. s., maire

AX NORD
MM. Ciccolini, c. s. sén.
maire, P.S. 5351 ; Bastide,
cent. dém. 3 801 ; Colomb.
P.C. 3194 ; Galland, ind.
2 368 ; Grand, M.L.
A.C. 522 *Ball.*

ARLES EST
MM. Belmondo, c. s.
P.C. 5 448 ; Van Migrom,
maire, 4 906 ; Kuntz, P.S.
2 860 *Ball.*

AUBAGNE
M. Tardieu, P.C. *Etu*
M. Garcia, c. s. dép.,
maire, P.C. ne se réprésent pas.

CHATELAINAUDARD
MM. Marignan, c. s. anc.
sén., rad. 5 034 ; Ginoux,
maire de Noyes, P.C. 3 721 ;
Aumard, P.S. 1 577 *Ball.*

GARDANNE
MM. Mel, P.C. 5 195 ;
Marignan, 7 253 ; Capon,
mod. maj. 3 218 *Ball.*
M. Savine, c. s. P.S., ne
se représentait pas.

ISTRES
MM. Gouin, maire, mod.
maj. 4 216 ; Rossi, P.C.
3 592 ; Siffre, P.S. 2 931 ... *Ball.*
M. Porte, c. s. P.C., maire
de Saint-Chamas, ne se
représenteit pas.

MARSEILLE 1
M. Sportiello, c. s. P.S. *Rédou*

MARSEILLE 2
■ MM. Comiti, anc. min.
U.D.R. 4 428 ; Bonifay,
c. s. P.S. 4 249 ; Rogmond,
R.N. 2 637 ; Marini, P.C.
3 387 ; Blanchot, P.F.N.
4 55 ; Néri, mouv. dém. 191
L'élection de M. Bonifay
a été annulée en octobre
dernier par le Conseil
d'Etat.

MARSEILLE 3
M. Guérin, c. s., P.S. ... *Rédou*

MARSEILLE 4
MM. Leonetti, P.S. 2 157 ;
Cernolaccio, dép., P.C.
2 060 ; Môme Cassagne-Imbert,
Cent. dém. 1 704 ... *Ball.*
M. Gagnagnaire, c. s. P.C.,
ne se représentait pas.

MARSEILLE 5
MM. Andrieu, c. s. dép.,
5 798 ; Bettelle, cent. P.C.
2 359 ; Corneille, P.S. 2 299 *Ball.*

MARSEILLE 6
Mme Porte, c. s. P.C. ... *Rédou*

MARSEILLE 12
MM. Lucas, c. s. anc.
dép. U.D.R. 5 860 ; Pe-
rre, rad. U.G.S.D. - R.F.-
P.S. 4 248 ; P.C. 2 308 ;
Bescheron, ind. 536 *Ball.*

MARSEILLE 13	
MM. Vigouroux, P.S.	
4710; Saujat P.C. 3294;	
Brun, U.D.R. 2780;	
4329; Bouchard, P.S.	
2385;	
Snapp, c. s. div. g. 1020;	
Moreau, Ext. d. 413; An-	
tonin, mouv. dém. 301;	
Devoti, ind. 187	Ball.
MARSEILLE 15	
M. Millo, P.C.	Etu
M. Guichard, c. s. P.C.	
ne se représentait pas.	
MARSEILLE 16	
MM. Weygand, c. s. P.S.	
4329; Bouchard, P.S.	
37384; Nicolas, R. I. 2328	Ball.
MARSEILLE 18	
MM. Benassi, c. s. P.C.	
5103; Bonat, P.S. 4940;	
Vincent, Cent. dém. 2475	Ball.
MARSEILLE 20	
MM. Foumair, R.I. 7047;	
Manivet, c. s. P.S. 6946;	
Guidicelli, P.C. 4897	Ball.
MARTIGUES	
M. Lombard, c. s. maire,	
P. C.	Réélu
ORGERON	
MM. Beynet, P.S. 3376;	
Ter, P. 1824; Maynue,	
mod. mod. 1379; Giaroli,	
dém. 705; Pauleau, ind.	
6550	Ball.
M. Fatigon, c. s. ind. ne	
se représentait pas.	
ROQUEVAIRE	
MM. Pelissier, P.C. 4940;	
Jaquet, maire, c. s. Cadi-	
33324; Roubeud, Cent.	
dém. 1699; Rolland, ind.	Ball.
262	
M. Gauthier, c. s. P.C.	
ne se représentait pas.	
SAINTES-MARIES-DE-LA-MER	
M. Mansaud, maire, P.S.	Etu
M. Delagnes, c. s. ann.	
cienn, P.S. ne se représen-	
tait pas.	
SAISON-DE-PROVENCE	
MM. Cassonau, P.S.	
ann. sên. P.S. 8112; Cha-	
pou, P.C. 5975; Bermond,	
U.D.R. 5460; Roux, ind.	
2614	Ball.
L'issue du premier tour de scrutin fut un match nul, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue du scrutin général. Des boules-à-vote furent envoyées à tous les électeurs à renouvellement, sept ont été pourvus et quatre sont allés à la concurrence entre communistes et socialistes s'est traduite en défaveur des communistes. M. Roger Albert, P.C., distant en effet dans le scrutin de 10 voix de M. Raymond Lévrier, maire socialiste de Cabris, avait défendu le siège occupé depuis longtemps par son père, le socialiste de Gardanne, M. Victor Savary.	

CALVADOS 19)		
BLANGY-LE-CHATEAU		
M. Caplain, c.s., Cent.	Rédu	
DOUVRES		
M. Chénier, c.s., maire de Luc-sur-Mer, act. loc.	Rédu	
EVECREY		
MM. Vauvrecy, c.s., act. loc. 1465; Rousseau, P.S. 1408; Boutrouis, act. loc. 1380; Bonnet, P.C., 562..	Bail.	
HONFLEUR		
M. Liabastre, maire, mod. maj.	Etu	
M. Gaudin, c.s., act. loc., ne se représentait pas.		
ISIGNY-SUB-MER		
M. Rauline, maire de Gefosse-Fontenay, act. loc. M. Destors, c.s., act. loc., ne se représentait pas.	Etu	
MEZIDON		
MM. Delsale, c.s., maire, P.S. 1378; Manthon, app. U.R., 1380; Fontanrau, P.C., 551; de Gaslon, act. loc. 494; Fontaine, act. loc. 478; Gautier, Cent. dém. sout. R.I., 345; Plainfosse et Four Irtrel clivage d'ouvriers, 408.	Bail.	
MORTEAUX-COULBIEUF		
M. Eardon, c.s., act. loc.	Rédu	
ORRECE		
M. Viquesnel, c.s., act. loc.	Rédu	
RYES		
M. de Bourgoing, c.s., sén. maire de Tracy-sur-Mer, R.I.	Rédu	
SAINT-PIERRE-SUR-DIVES		
M. Denolly, c.s., act. loc.	Rédu	
SAINT-SEVER		
M. Restout, c.s., anc. dép. Cent. dém.	Rédu	
THURY-HARCOURT		
M. Jacques Gautier, maire, act. loc.	Etu	
M. Robit, Gautier, c.s., act. loc., père du nouveau conseiller, ne se représ. pas.		
TILLY-SUR-SEULES		
MM. Gérard Triboulet, mod. maj., 1386; Imhof, R.I., 1386; Lecomte, P.S., 711; M. Lerond, P.C., 555.	Bail.	
M. Raymond Triboulet, c.s., anc. mod. anc. dép., père de M. Gérard Triboulet, ne se représentait pas.		
TRÉVIERES		

M. Mallassagna, c. s., sén.
 maire, app. U.D.R. ... Réélus
PIERREFORT
 M. Perrot, c. s., U.D.R. ... Réélus
PLEAUX
 M. Chanut, c. s., U.D.R. ... Réélus
RIOM-DES-MONTAGNES
 M. Godenheche, c. s.,
 U.D.R. ... Réélus
RUYNES-EN-MARGERAIDE
 MM. 990; c. s., maire,
 div. G. 990; Clavillier, act.
 loc. 783; Tardien, act. loc.
 534; Ludy, P.C., 93 ... Ball.
SAIGNES
 MM. Roger Bettec, act.
 loc. 1035; Perry, P.C.,
 1.093; Pierre Bettec, maire,
 réf. 985; Valet, P.S., 333
 M. Espinasse, c. s., ind.
 ne se représentait pas.
VIC-SUR-CÈRE
 M. Tourdes, c. s., ind. ... Réélus
 Bien que la majorité conserve
 dans l'ensemble son influence, la
 gauche entreprenne une sensible ma-
 jorité. L'opposition, plus marquée
 dans les villes. A Aurillac, M. Gend-
 rens est en position favorable, alors
 qu'il ne semble pas en être de même
 dans le premier canton pour M. Mé-
 nard, à moins que ce dernier ne
 bénéficie de la démission de ses
 abstentions du premier (40,5 %).
 A Ruynes-en-Margeride, M. Monbel,
 qui n'est pas en position de
 succès en position délicate.
**CONS. GÉN. (prés. : M. Jean Ma-
 raud, ind., sén. : 1 P.C., 4 P.S.,
 1 div. s., 1 rad., 9 U.D.R., 5 ind.,
 4 mod. maj.)**
CHARENTE (16)
BARBEZIEUX
 M. Paquet, c. s., maire, ... Réélus
BLANZAC
 MM. Belanger, mod.,
 1.539; Tardieu, c. s., maire,
 Cent. dém., 837; Mandrin
 P.C., 405; Boffavie, rad.,
 c. s., 444 ... Ball.
BROSSAC
 MM. Mouché, c. s., ind.,
 664; Mare, rad. g., 567;
 Boutevin, A.C., 265 ... Ball.
CHABANAIS
 MM. Mousu, mod., 2.678;
 Soury, P.C., 2.244; La-
 ceuille, P.S., 699; Faure,
 c. s., 699 ... Ball.
 M. Raynaud, c. s., P.C.,
 ne se représentait pas.
CHALAIS
 MM. Tournerie, c. s.,
 maire, 1.422; Dela-
 ncoy, P.S., 1.324; Villaud,
 P.C., 293 ... Ball.

premier tour, marqué un point avec
 l'élection de M. Meneret, à Rouillac,
 où le candidat général avait
 M. Lacroix, radical et gauche, ne
 se représentait pas.

* CONS. GEN. (prés. : M. Guy Pas-
 caud, rad. sén.) : 1 P.C., 3 P.C.,
 5 rad. g., 6 rad., 3 Cent. dém.,
 5 U.D.R., 9 R.L., 1 ind.

CHARENT- MARITIME (21)

ARS-EN-RE
 MM. Bazot, G.D.P. 348;
 G.S.N., rad. P.S. 317;
 M. Moine, G.S.N., div. g.
 324; M. Goubault, P.C., 97

AULNAY
 M. Baron, P.S., 2146 .. Etu
 MM. Chapeau, c. s.,
 mod. maj., 1747; Muteau,
 P.C., 343.

CHATEAU-D'OLERON
 M. Jousseau, c. s., R.étu
 rad. g., 344.

COURCORN
 MM. Margerie, mod.
 maj., 1556; Montagne,
 P.S., 1088; Foubert,
 g., 947; Nédélec, P.C., 275

M. Conan, c. s., div. g.
 ne se représentait pas.

COZES
 MM. Lacaze, c. s., mod.
 maj., 1788; Guillot, mod.
 1024; Couduy, mod. maj.,
 942; Bechemin, soc. ind.,
 564; Goyenne, P.C., 522 .. Ball.

GEMOZAC
 M. Latreulle, c. s., mod.
 maj., 1556.

LA JARRE
 MM. Carret, rad. g.,
 1050; Rancou, mod. 974;
 Braud, c. s., mod. maj.,
 815; Soreau, P.C., 603;
 Caillaud, mod. 251; Le-
 chelle, mod. 318; Contant,

R.étu

JONZAC
 M. Beiot, c. s., mod. maj.

MATHA
 MM. Olivré, P.S., 1754;
 Berthelot, mod. maj., 1745;
 Chazal, div. g., 1033;
 Barre, P.C., 750 .. Ball.

M. Baugerolle, c. s., dép.
 R.L., ne se représentait pas.

MIRAMBEAU
 M. Rigou, rad. g. Etu
 M. Moreau, c. s., div. g.
 ne se représentait pas.

MONTGUYON
 M. Daviaud, c. s., anc.

groupe de la Gauche démocratique
qui, au cours du scrutin, a
programme commun de la gauche.
Pour être réélus, il lui faudrait néces-
sairement les voix de la majorité
présidentielle.

Le maire de Saintes, M. Paul
Josse (R.) est d'ores et déjà pre-
sident du conseil municipal, le
socialiste M. Monégault doit être élu
dans le canton d'Ar-en-Id.
M. François Blaisot (majorité ordi-
naire), conseiller technique du
ministère de l'Agriculture, a des
chances d'être élu dimanche pro-
chain. M. Louis Tilly (P.C.) est
à la Rochelle-4. A la Rochelle-5,
M. Alain de Laçotte-Leremondière
(ancien ministre, conseiller général
sortant, ancien député, peut être
battu par la candidate socialiste
Mlle de Laçotte).

Enfin, pour la petite histoire, un
candidat dans le canton de La Jar-
rie ne s'est même pas fait connaître
à lui-même. Il n'a obtenu aucune
voix.

CONS. GEN. PRÉS. : M. Lucien
Grand, c.s., mod. rep., 17 ad.
C.P.C. : 4 P.C., 3 P.S., 7 ad., 6 P.C.
C. : 1 rad., 5 mod. opp. 6 P.C.
3 R.L., 12 mod. maj.

CHER (16)

LES AIX-D'ANGILLON
MM. Millet, c.s., mod.
M. 277 ; Lamber, P.C.,
1478 ; Henri Mitterrand,
P.S., 1089. Bail.

AUBIGNY-SUR-NÈRE
M. Antoine de Vogüe,
c.s., mod maj. Réélu

BOURGIES
MM. Rimbaud, c.s., P.C.,
2923 ; Depeyre, réf., 1905 ;
Parnet, P.S., 1581 ; Mme
Corguel, mod. maj., 956. Bail.

BOURGIES 2
MM. Lebrun, c.s., U.D.R.,
321 ; M. 277 ; Lamber, P.C.,
623 ; Guérin, P.S., 1347. Bail.

BOURGIES 3
M. Ferrand, c.s., mod.
maj., 2414 ; Mme Renaud,
P.C., 2 008 ; M. Roger,
P.S., 1548. Bail.

CHATEAUMEILLANT
MM. Dumas, cent. g.,
1857 ; Roussy, P.C., 958 ;
M. 277 ; Lamber, P.C.,
c.s., maire, P.S., 946 ; Laisné,
1560. Bail.

CHATEAUNEUF-SUR-CHER
M. Perrot, c.s., maire,
P.C. Réélu

DUN-SUR-AURON
M. Chartier, c.s., maire,
1857 ; Roussy, P.C., 958 ;
M. 277 ; Lamber, P.C.,
c.s., maire, P.S., 946 ; Laisné,
1560. Bail.

GRACAY
M. Monin, c.s., maire,
1857 ; Roussy, P.C., 958 ;
M. 277 ; Lamber, P.C.,
c.s., maire, P.S., 946 ; Laisné,
1560. Bail.

Le nouvel adoucisseur CULLIGAN est présenté au Salon des Arts Ménagers. Profitez du prix spécial de lancement.

Arts Ménagers niveau 1 allée TU n° 18
CULLIGAN Francs - 4, avenue du Président-Kennedy
78340 Les Clayes-sous-Bois

Arts Ménagers niveau 1 allée TU n° 18
CULLIGAN Francs - 4, avenue du Président-Kennedy
78340 Les Clayes-sous-Bois

صلى الله عليه وسلم

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

LERE
M. Fortagale, c.s. maire, div. 2, ne se représentait pas.
MM. Goudou, c.s. mod. maj., 1336; Goudou, mod. maj., 720; Duroc, P.S., 387; Pignat, P.C., 315. Ball.

LURY-SUR-ARNON
M. Pierre Sicard, c.s. mod. maj. Réélu.

SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY
MM. Delamarre, c.s. div. 2, 940; Joannin, 838; GHERET, R.I., 585; Gagnon, mod. maj., 551; Minard, P.C., 503; Martineau, P.S., 468. Ball.

SANCERGUES
MM. Berthelot, P.C., 1971; Lafay, c.s. maire, U.D.R., 1751; Pouvesle, P.S., 720. Ball.

SANCERRE
M. Fleuriot, c.s. R.I. Réélu.

SAULZAIS-LE-POITIER
MM. Chagnon, c.s. maire, P.S., 1807; Dumontet, U.D.R., 883; Guillaumet, P.C., 282. Ball.

Dans ce département, où la participation a atteint 86 % (contre 47 % en 1973), cinq candidats ont été élus dès le premier tour, dont quatre appartenant à la majorité. Le seul élu de la gauche, M. Daniel Perrot, maire communiste de Châteauneuf-sur-Cher, a largement battu son seul adversaire, un socialiste. Alors que le P.S. était pour la première fois présent dans tous les cantons, le P.C. n'a pu conserver le siège de Bourges 1, car le candidat de gauche, M. Jean-Louis de Bourges 2 et 3, ont les deux sièges détenus par la majorité. Le P.C. est également bien placé face aux sortants de la majorité, sur les cantons de 4 et 5. Il peut également espérer conquérir le siège de La Guiche-sur-Yvette. A Châteauneuf, le sortant socialiste est non seulement démis par un socialiste dissident, mais également par un candidat de gauche. Le P.C. qui dispose d'ores et déjà de quatre sièges sur trente-trois, est ainsi en mesure d'enregistrer plusieurs gains, voire d'opérer un rattrapage de majorité au sein de l'Assemblée départementale.

CONS. GEN. (prés. : M. Charles Durand, mod. sén.) : 4 P.C., 5 P.S., 4 div. 2, 2 U.D.R., 1 R.I., 17 mod. maj.

CORREZE (15)

BEYNAT
MM. Debât, c.s. maire, mod. maj., 1010; Terrière, P.S., 738; Delbeuf, P.C., 940. Ball.

BORT-LES-ORGUES
M. Dupont, c.s. mod. maj. Réélu.

BRIVE NORD
MM. Charbonnel, c.s. maire, anc. min., 811; Serand, P.C., 280; Dencker, P.S., 2708; Montell, mod. maj., 225; Pagnon, mod. maj., 263. Ball.

BRIVE SUD
MM. Lacombe, mod. maj., 3448; Chambrade, P.C., 3111; Catala, rad. g., 2397; Boissière, U.I.F., 1515; Bardon, mod. maj., 779; Dignac, mod. maj., 311. Ball.

M. Labruné, c.s. rad. g., ne se représentait pas.

EGLETONS
MM. Crouzet, mod. maj., 1804; Julien, P.C., 913; Kellermann, P.S., 149; Duby, mod. maj., 511. Ball.

M. Spinausse, c.s. anc. min., mod. maj., ne se représentait pas.

LUBERSAC
M. Decals, c.s. mod. maj. Réélu.

MERCEUR
M. Téthet, c.s. mod. maj. Réélu.

MEYMAC
M. Chirac, c.s. prés. cons. gén., premier min., U.D.R. Réélu.

MEYSSAC
MM. Ceyrac, c.s. dép. U.D.R., 1634; Elgal, P.S., 633; Farges, c.s. 887; Mayaudon, P.C., 443. Ball.

SAINT-PRIVAT
MM. Barbaud, c.s. mod. maj., 1453; Denis, P.S., 1243; Combes, P.C., 388; Audubert, 135. Ball.

SEILHAC
MM. Vinatier, anc. dép. mod. maj., 3058; Chaufoeur, c.s. P.C., 1975; Chausset, P.S., 607. Ball.

SORNAC
MM. Coulaud, c.s. P.S., 681; Goyon, P.C., 566; Thibaudreau, mod. maj., 564. Ball.

TULLE NORD
MM. Bouchetell, c.s. P.C., 4130; Berger, mod. maj., 3020; Sabat, rad. g., 1138. Ball.

TULLE SUD
MM. Mouly, maire, mod. maj., 1788; Combastel, P.C., 2808; Dieudonné, P.S., 1280; Bachelier, mod. dém., 469. Ball.

Le docteur Lacoste, c.s. mod. maj., ne se représentait pas.

VIGEOIS
MM. Rougier, c.s. P.C., 1371; Bontet, mod. maj.,

CORSE DU SUD (10)

AJACCIO 2
M. Ornano, maire, bonapartiste, mod. maj. Ball.

M. Rossi, c.s. anc. maire, bonapartiste, est décédé.

AJACCIO 5
MM. Sinigaglia, c.s. bonapartiste, mod. maj., 1971; Luciani, U.G.S.D., 1194; Mancini, P.C., 822; Lugnet, mod. maj., 672; Torre, 145. Ball.

CELAVO-MEZZANA
M. Casla, c.s. maire d'Ucciani, rad. g. Réélu.

CRUZZI-CAINCA
M. Grassani, c.s. rad. soc. Réélu.

LES DEUX-SORRUS
M. Colonna, c.s. rad. g. Réélu.

FIGARI
MM. Finidori, mod. maj., 1025; Polverini, mod. maj., 950; Simoni, U.G.S.D., 122; Mondoloni, P.C., 119. Ball.

M. Millelari, c.s. U.D.R., ne se représentait pas.

PETRETO-BICCHISANO
MM. Pelli, c.s. R.I., 1297; Luciani, rad. g., 917; Bungehni, P.C., 370; Dieghi, 101. Ball.

SANTA-MARIA-SICHE
M. Tami, c.s. mod. maj. Réélu.

SARTENE
M. Mondoloni, c.s. P.S., cand. unique de la gauche Réélu.

TALLANO-SCOPAMENE
M. Pandolfi, R.I. Ball.

M. Bernardini, c.s. R.I., ne se représentait pas.

La majorité présidentielle l'emporta à Figari au second tour, et elle est bien placée à Ajaccio 5 et à Petreto-Bicchisano.

M. Jean Biondi, préfet de région, a relevé que la consultation n'a donné lieu à aucun incident notable et souligné que le nouveau mode de vote (l'expression de vote par correspondance) a été « bien accueilli par la communauté et les magistrats municipaux ». « C'est une grande date pour la Corse », a-t-il déclaré en soulignant « l'attachement de la population au système démocratique de représentation » et en notant que les motifs « d'ordre d'administration et de vote blanc ou nul, lancés par certains mouvements (l'association des patriotes corse, le mouvement autonomiste) n'avaient pas été suivis ».

CONS. GEN. (prés. : M. Jean-Paul de Rocca-Serra, U.D.R., dép.) : 2 P.S., 6 rad. g., 1 rad. 5 U.D.R., 3 R.I., 1 ind., 3 bonapartistes.

HAUTE-CORSE (15+1)

BASTIA 2
M. Jean Zuarelli, c.s. dép. maire, rad. g.; candidat unique de la gauche. Réélu.

BASTIA 4
M. Stokardi, c.s. P.C., candidat unique de la gauche. Réélu.

BASTIA 5
M. Calloni, c.s. rad. g., candidat unique de la gauche. Réélu.

BORGO
M. Galletti, c.s. maire de Luciani, R.I. Réélu.

BUSTANICO
M. Morichini, c.s. rad. g., candidat unique de la gauche. Réélu.

CALENZANA
M. l'abbé Orsini, 988; MM. Pinelli, 978; Canava, P.C., 64. Ball.

M. Rossi, c.s. rad. g., qui avait donné sa démission en septembre 1975, ne se représentait pas.

CALVI
M. Colonna, maire, div. 2, 122. Ball.

MM. Orabona, c.s. anc. dép. U.D.R., 748; Cecaldi, U.D.R., maire de Lumio, 447.

FUMALTO-D'AMPUGNANI
M. Giacomi, c.s. anc. dép. U.D.R. Réélu.

GHISONI
M. Gambini, maire de Ghisonaccia, mod. maj. Ball.

M. Maynard, c.s. maire, U.D.R., qui avait donné sa démission en septembre 1975, ne se représentait pas.

LE HAUT-NEBBIO
M. Sapori, mod. maj., 951; M. l'abbé Pletrou, div. 2, 894; MM. Maronelli, rad. g., 488; Murati, P.C., 170. Ball.

Le siège était vacant, l'élection d'avril 1975 ayant été annulée.

MOITA-VERDE
M. Vincenti Carloti, c.s. M. Xavier Carloti, c.s. maire d'Aletri, mod. maj., ne se représentait pas.

OREZZA-ALESANI
M. Rolacci, c.s. U.D.R. Réélu.

SAGRO-DI-SANTA-GIULIA
M. Motroni, c.s. P.S., candidat unique de la gauche. Réélu.

L'élection de 1975, au cours de laquelle M. Motroni avait été élu, venait d'être annulée.

SAN-MARTINO-DI-LOTA
M. Baggioni, c.s. U.D.R. Réélu.

VESCOVATO
MM. Joseph Orlanducci, R.I., 1179; Filippi, c.s.,

anc. min. sén., rad. g., 778; Castelli, P.C., 624; Arrighi, U.D.R., 313; Saul Orlanducci, div. 2, 305. Ball.

VEZZANI
MM. Alessandrini, div. 2, 796; Fagni, c.s. R.I., 784; Marchioni, P.C., 66. Ball.

Deux sièges sur seize sont pourvus au premier tour. L'union de la gauche renforce sa position : cinq de ses six sortants sont réélus et le sénateur Filippi (rad. g.) est en ballottage favorable, à Vescovato. Bien que n'appartenant pas à la gauche, le nouveau élu de Moita-Verde s'inscrit traditionnellement aux côtés de M. Giacobi (rad. g.), président du conseil général. Outre le siège de Haut-Nebbio qui devrait lui revenir dimanche prochain, la gauche s'empare du canton de Calvi, où M. Orabona, ancien député, U.D.R., est battu par M. Colonna, maire de Calvi et conseiller régional. Alors que l'U.D.R. enregistrera la réélection de trois de ses cinq sortants, les républicains indépendants conserveront leur siège de Borgo, mais sont en ballottage difficile à Vescovato.

CONS. GEN. (prés. : M. François Giacobi, rad. g., sén.) : 2 P.C., 2 P.S., 2 rad. g., 7 U.D.R., 4 R.I., 1 ind., 1 siège vacant.

COTED'OR (22)

BAIGNES-LES-JUIFS
M. Languereau, div. 2, 811; M. Jalquin, c.s. mod. maj., ne se représentait pas. Ball.

BEAUNE SUD
MM. Molne, anc. dép., maire U.D.R., 2560; Volatier, P.S., 2083; Kaufmann, 677; Leblanc, P.C., 383. Ball.

M. Lahe, c.s. R.I., ne se représentait pas.

CHATELAIN-SUR-SEINE
M. Petitfour, c.s. div. 2. Réélu.

CHENOVE
MM. Maréchal, c.s. div. 2, sout. R.I., 2669; Esmonin, P.S., 1894; Janelli, P.C., 1203; Tremaud, rad. 887. Ball.

DIJON 1
MM. Ampaud, c.s. R.I., 2885; Berthaut, P.S., 1318; Mme Maragnani, P.C., 727; M. Cêtre, mod. dém., 630. Ball.

DIJON 2
M. Remond, P.S. Ball.

M. Vellut, c.s. anc. prés. cons. gén., anc. maire R.I., ne se représentait pas.

DIJON 3
MM. Charreau, P.S., 1820; Pelletier, c.s. mod. maj., 1771; Mlle Ducrot, P.C., 915; Mlle Hazard, Cent. dém., 623; Tesseron, rad. g., 146. Ball.

DIJON 7
MM. Lombard, c.s. U.D.R., 2482; Lenoir, P.S., 1734; Millec, P.C., 752. Ball.

DIJON 8
MM. Chapet, mod. maj., sout. R.I. et U.D.R., 2384; Pailu, P.S., 1819; Yaneil, P.C., 1065; Yvan, rad., 300. Ball.

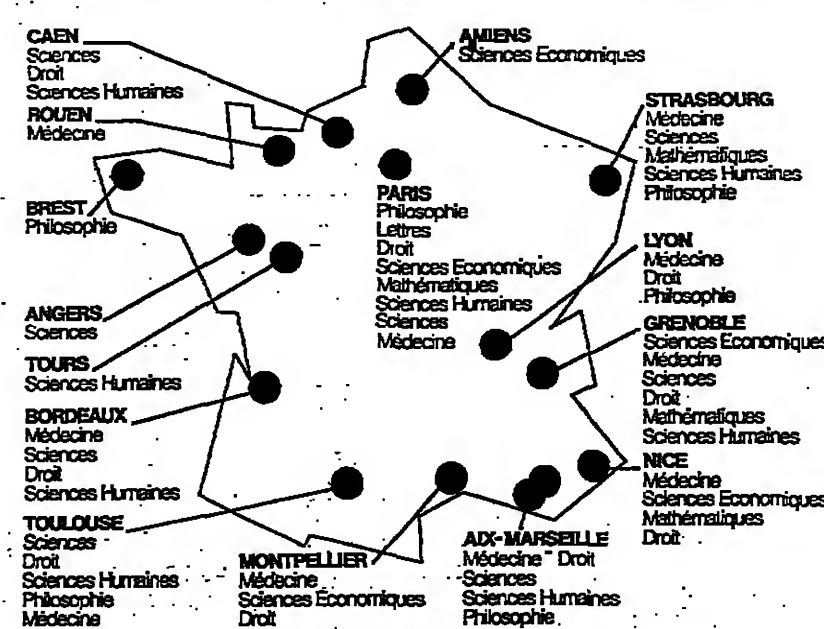
M. Hanser, c.s. mod. maj., ne se représentait pas.

FONTAINE-FRANÇAISE
M. Berger, c.s. dép., maire, U.D.R. Réélu.

(Lire la suite page 8.)

Aujourd'hui dans le NOUVEL OBSERVATEUR

ETRE ETUDIANT EN 1976



Cette carte est un défi et une provocation. Un défi, parce qu'elle dresse la liste des meilleures facultés de France dans chaque discipline. Or, en vertu du principe sacro-saint de l'universalité de l'enseignement français, il ne saurait théoriquement y avoir d'enseignement "meilleur" qu'un autre.

Cette carte est aussi une provocation. Car la compétition entre universités, aujourd'hui clandestine et honteuse, sera demain vérité officielle.

Cette fameuse réforme de l'enseignement supérieur, que secrétaire d'Etat et ministre dévoilent au coup par coup, nul doute qu'elle n'entraîne avant toute chose une sélection masquée mais réelle, non plus des étudiants mais des enseignements. Il y aurait désormais les "bons" enseignements, dont les diplômes seront reconnus au niveau national. Et puis, il y aurait, les autres, ceux qui prépareraient à des diplômes de second ordre. Quelles seraient toutes les conséquences d'une telle réforme? Le NOUVEL OBSERVATEUR répond dans le grand dossier noir de l'éducation "LES CHEMINS DU SAVOIR", un numéro à ne pas manquer.

les chemins du savoir

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

MAUVEZIN
MM. de Montesquiou, c. s., maire de Marsan, dép. N., n. 145; Montane, P.S., 1 069; Cabassy, P.C., 320 .. *Bull.*

MIRANDE
MM. Beaudran, maire, ref., 1 873; Cazeneuve, c. s., P.S., 1 392; Oliveira, rad. g., 315; Bertero, P.C., 360 *Bull.*

MONTESQUIOU
M. Labbenes, c. s., mod. maj. *Réclut.*

NOGARO
M. Dupuy, c. s., maire, P.S. *Réclut.*

SAMATAN

VIC-FEZENSAN
M. Castex, c. s., maire.
réf. **Région**
Dans ce département, la majorité est constituée par les deux tiers (179 contre 14) l'opposition. Si la discipline de vote joue pleinement en faveur du candidat de gauche, mieux placé, nombreux sont, cependant, ces électeurs pour l'appointer. On est en présence de deux courants appartenant à la majorité. L'un est le mouvement, déjà réformateur, est marqué par les idées de gauche. L'autre, plus modéré, est marqué par le libéralisme, il peut en être de même. A Auch St-Omer, le courant réformateur ne se représentant pas, pourvient le candidat de gauche.

CONS. GEN. (prém. : M. Jean Duzère, réf. : 3 P.R., 5 P.S., 1 rad. g., 1 div. g.), 11 P.C., 2 C.D.P., 1 C.R., 3 mod. maz).

(Lire la suite page 10.)

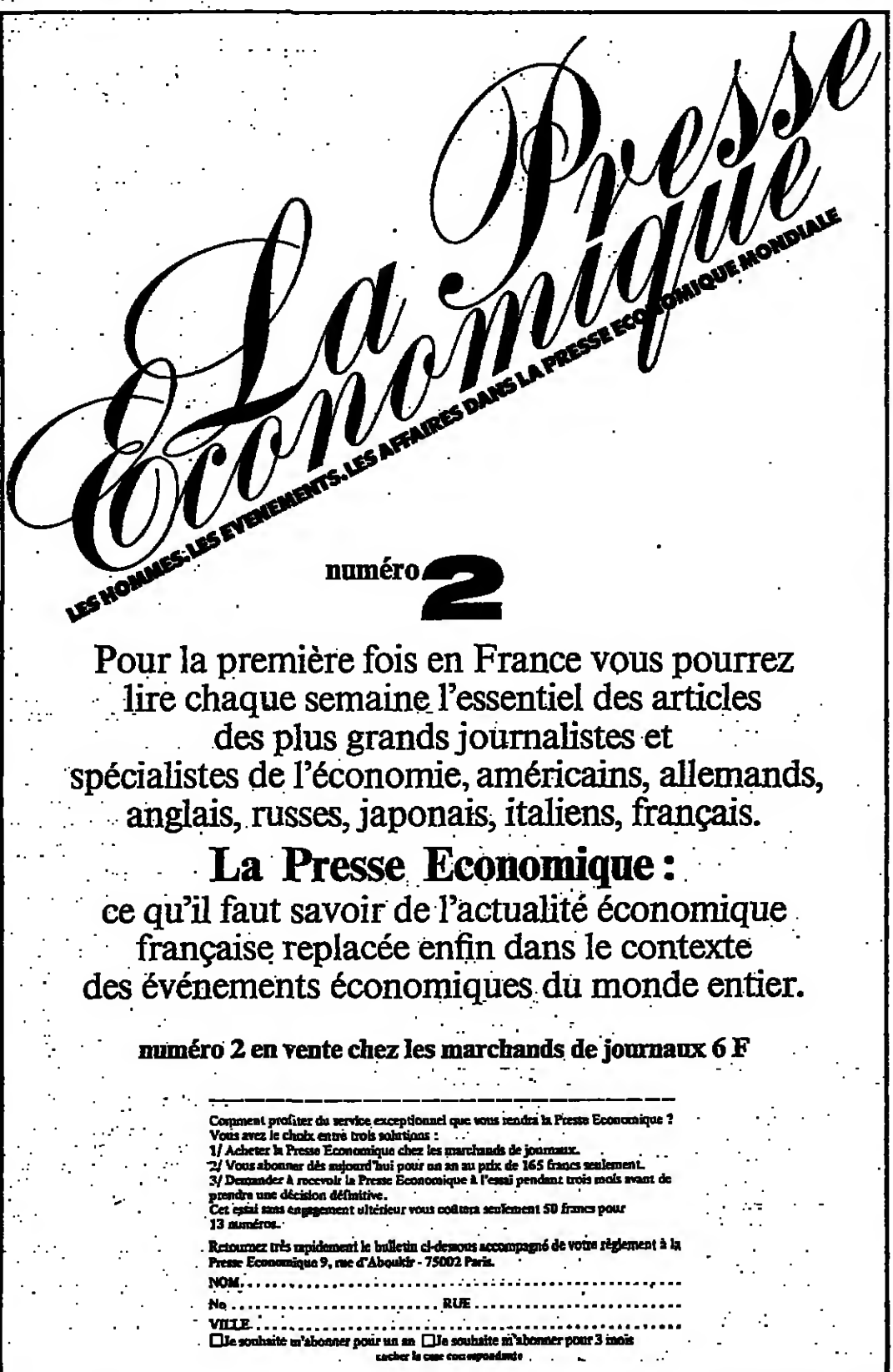
**APPARTEMENTS
INDIVIDUELLES.**
en personnelisé,
programmes immobiliers,
et financiers.

Centre Maine
539.22.17
20^e 210, avenue du Maine 14^e

ENT Un service gratuit de la
Compagnie Bancaire ▀

**Presse
que**
ECONOMIQUE MONDIALE

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard training protocol, while the experimental group received a modified training protocol. The subjects were then subjected to a series of tests to evaluate their performance.



Les résultats dans les autres départements

(Suite de la page 8.)

GIRONDE (29)

BAZAS	MM. Durand, c. s. dép. app. R.I. 3191; Gougeon, mod. maj. 1022; Guichet, P.S., 983; Larché, P.C., 288.	Ball.
BLANQUEFORT	MM. Dussard, c. s. U.D.R., 850; Julien, rad. g. 599; Chancogne, P.C., 3 072; Lacaze, mod. maj. 1087.	Ball.
BLAYE	MM. Delaune, c. s. maire, dép. U.D.R., 2 270; Madrelle, dép. P.S., 1 820; Joly, Cent. dém., 501; Lachet, P.C., 420; Chevalier, div. g. 106.	Ball.
BORDEAUX 1	MM. Bouff, c. s. P.S., 2 480; Rivière, P.C., 2 122; Geruault, U.D.R., 1 390; Bedon, écologiste, 389; Fouquet, mod. dém. 206.	Ball.
BORDEAUX 2	MM. Maynet, c. s. U.D.R., 2 226; Danthes, P.S., 2 159; Gallouin, R.I. 1894; Castets, C.D.P., 1 058; Mme Mellier, P.C., 829; MM. Juncu, R.I. 780; Puytorac, 441.	Ball.
BORDEAUX 3	MM. Valade, c. s. dép. U.D.R., 4 602; Tran, P.S., 2 880; Mazon, P.C., 1 051.	Ball.
BORDEAUX 4	MM. Grunau, c. s. dép. U.D.R., 4 577; Dussau, P.S., 1 774; Guglielmi, R.I. 1 038; Brouzet-Lacoste, P.C., 999; Mazon, Rad. soc., 248; Demare, dr. 202.	Ball.
BORDEAUX 5	MM. Castets, P.S., 2 269; Dauguet, mod. maj. 1 986; Poirier, P.C., 1 269.	Ball.
BORDEAUX 6	M. Pierre Mora, c. s. P.S., ne se représentait pas.	
LE BOUSCAT	MM. Treuille, c. s. P.S., 3 045; Mansard, R.I. 2 699; Souli, P.C., 2 000; Ducos, Ader, mod. maj. 1 747.	Ball.
CASTILLON-LA-BATAILLE	M. Boyer-Andrivet, c. s. maire, sén. R.I. 1 747.	Ball.
COUTRAS	M. Jambon, c. s. P.S., 4 089; Jady, R.I. 3 782; Soullignac, P.C., 1 672.	Ball.
CREON	MM. Bastiat, c. s. div. g. 4 256; Alloza, P.C., 2 483; Moulins, R.I. 1 92; Marchon, mod. maj. 545.	Ball.
FRONSAC	M. Dubos, c. s. mod. maj.	Ball.
GRIGNOLS	MM. Espagnet, mod. maj. 835; Rambaud, P.S., 810; Thublin, P.C., 240; Labordé, div. g. 187.	Ball.
LAGANON	M. Magencas, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.	
LES PARRE-MEDOC	MM. Andron, c. s. G.D.P., 2 255; Gouille, mod. maj. 1 288; Guasqueton, P.S., 1 221; Defol, P.C., 987.	Ball.
LUSSAC	MM. des Garets, c. s. anc. dép. U.D.R., 1 388; Delord, P.S., 1 251; Vau-thier, R.I. 1 241; P.C., 352; Madrid, mod. maj. 215; Courret, div. g. 2.	Ball.
MERIGNAC	M. Sainte-Marie, c. s. maire, dép. P.S., 1 000.	Ball.
PELLEGRUE	M. Goudard, c. s. div. g. Réélu.	
PESSAC	MM. Dalbos, c. s. anc. dép. U.D.R., 7 496; Sautereau, P.S., 4 681; Baloup, P.C., 2 582; Texier, 538.	Ball.
PODESAC	M. Lagorce, c. s. dép. P.S., 1 000.	Ball.
LA REOLE	MM. Pauly, P.C., 1 691; Babot, P.S., 1 374; Descamp, mod. maj. 1 336; Seuve, div. g. 446.	Ball.
SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC	M. Delad, c. s. rad. g., ne se représentait pas.	
SAINT-SAVIN	M. Guiric, c. s. mod. maj.	Ball.
SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC	MM. Noël, P.S., 2 100; Pinault, c. s. sén. R.I. 1 874; Welth, P.C., 423.	Ball.
TARGON	MM. Deloubis, c. s. mod. maj. 1 388; Rousset, P.S., 1 166; Petit, P.C., 1 953.	Ball.
LA TESTE	MM. Serlan, mod. maj. 584; Euloge, P.S., 2 574; Dudognon, P.C., 1 745; Blanchard-Dignac, mod.	
maï, 1 470; Mons, cent. g., 189; M. Desdieu, 0.	ne se représentait pas.	
VILLENAVE-D'ORNON	MM. Barand, c. s. P.S., 9 023; Mazars, soc. ind., 7 422; Bidou, P.C., 4 440.	Ball.
MAJ. 1 470; Mons, cent. g., 189; M. Desdieu, 0.	ne se représentait pas.	
MAJ. 1 470; Mons, cent. g., 189; M. Desdieu, 0.	ne se représentait pas.	

HÉRAULT (23)

AGDE	MM. Balmigère, c. s. dép. P.C., 3 539; Tour-reau, mod. maj. 2 641; Castaldi, P.S., 1 987; La-peyre, rad. g. 950.	Ball.
ANIANE	MM. Sanier, c. s. maire, P.C., 758; Brun, maire de Montmarnaud, R.I. 508; Durand, act. loc., 503; Cal-met, P.S., 392.	Ball.
BEDARIEUX	MM. Martinez, P.C., 2 082; Rouget, mod. maj. 1 225; Delage, P.S., 1 110; Chauvet, act. loc., 639.	Ball.
BEZIERS 1	M. Pagès, c. s. maire, P.C., ne se représentait pas.	
BEZIERS 2	MM. Brousse, c. s. sén. maire, rad. 1 950; Guil-gues, cent. dém., 1 780; Fresquet, P.C., 1 608; Vega-Ritter, P.S., 1 499; Balex, rad. 673; Rodier, act. loc., 219.	Ball.
BEZIERS 3	MM. Bousquet, c. s. P.C., 3 480; Sabah, P.S., 2 318; Bouys, cent., 1 432; Pey-ras, mod. maj., 1 082.	Ball.
CLARET	MM. Justin, P.S., 356; Duverrier, soc. ind., 285; Gravesal, act. loc., 217; Nabal, Cent. dém., 193; Chavart, P.C., 49; Re-quena, act. loc., 18.	Ball.
FLORENSAC	M. Calmels, c. s. maire de Vallaurès, rad. ne se représentait pas.	
FLORENSAC	MM. Bouis, P.C., 913; Barreda, P.S., 800; A-ba-gnac, Cent. dém., 621; Duvochel, act. loc., 403; Palau, act. loc., 380; d'Estève de Pradel, act. loc., 13; Dugand, act. loc., 13; Fabre, anc. cons. gén., act. loc., 1.	Ball.
FRONTIGNAN	M. Coustellé, c. s. P.S., ne se représentait pas.	
FRONTIGNAN	MM. Chapporin, c. s. maire, P.S., 474; Bur-guère, maire de Balauruc-Bains, P.C., 3 242; Suc-app, U.D.R., 989; Prieur, act. loc., 579.	Ball.
GIGNAC	M. Sérés, c. s. dép. maire, P.S., 1 000.	Ball.
LODEVE	MM. Mercadier, c. s. maire de Saint-Etienne-de-Gougas, rad., 1 188; Estrat, act. loc., 730; Ma-llet, rad. 727; Brunel, Cent. dém., 709; Al-li-ber, P.S., 704; Hermet, P.C., 651.	Ball.
LUNAS	MM. Cliffe, maire, act. loc., 871; Cassill, P.C., 789; Vernet, P.S., 599; Vigne, act. loc., 295.	Ball.
MEZE	M. Massé, c. s. div. g., ne se représentait pas.	
MEZE	M. Pietrasanta, c. s. rad. g.	Ball.
MONTAGNAC	M. Allès, c. s. sén. P.S., 1 000.	Ball.
MONTPELLIER 1	MM. Nouillac, c. s. R.I., 1 422; Lacave, P.S., 792; Mme Ginot, P.C., 421.	Ball.
MONTPELLIER 2	MM. Pourquier, c. s. U.D.R., 2 541; Antonin, P.S., 1 378; Bonnet, P.C., 1 227; Mme Casoria, act. loc., 336.	Ball.

MONTPELLIER 4	MM. Dimeglio, R.I. 2 884; Belorgeot, c. s. P.S., 3 108; Amalric, P.C., 992; Pelletier, act. loc., 173; A. right, act. loc., 113; Mme Pequeur, act. loc., 105.	Ball.
MONTPELLIER 6	MM. Pons, c. s. Cent. dém., 2 525; Dumoulié, P.S., 1 455; Velay, P.C., 902; Almazan, act. loc., 219; Gardiol, act. loc., 151.	Ball.
MONTPELLIER 8	MM. Coudert, P.S., 3 083; Bernard, c. s. maire de Murviel-lès-Montpellier, rad. 2 909; Sanchez, P.C., 1 792; Rodier, Cent. dém., 550; Tartas, P.S.U., 326.	Ball.
OLONZAC	M. Casanova, c. s. maire, de Siran, P.S., 1 000.	Ball.
ROUJAN	MM. Verdell, P.C., 1 079; Baroni, P.S., 947; Gran-nier, R.I. 727; Carbon-nel, act. loc., 680.	Ball.
SAINT-MARTIN-DE-LONDRES	M. Péridier, c. s. sén. P.S., ne se représentait pas.	
SAINT-PONS	MM. Glezas, c. s. maire, rad. 1 044; Tallades, P.S., 883; Potier, P.C., 350.	Ball.

A Montredon-les-Corbières En dépit du sang versé...

De notre envoyé spécial

Montredon-les-Corbières. — Deux couronnes de fleurs déposées dans la poussière à quelques dizaines de mètres de part et d'autre du pont de Montredon. Avec l'impact des balles sur les panneaux indicateurs et le tablier du pont, ce sont, dimanche, le seul témoignage visible de la fusillade meurtrière de jeudi dernier entre les vignerons et colères et les forces de l'ordre. Déjà, ce talus taché de sang est un lieu de pèlerinage: des voitures s'arrêtent, de petits groupes viennent se recueillir un moment. Certains étaient là jeudi. Ils commentent: «Cela n'a pas duré très longtemps, une demi-heure à peine, mais il aurait pu y avoir des dizaines de morts de plus.»

A l'écart de la nationale 113, cachée par un ensemble d'entrepôts et de fabriques poussiéreux pompeusement baptisés «zone industrielle», une centaine de maisons blanches ou grises, un village du Midi, pareil à d'autres. Des rues étroites et silencieuses, des volets colorés encadrés, des toiles rondes tamées par des pierres; des tracteurs bizarres pour le travail de la vigne, des murs de pierres écheues, une cave coopérative, sept cent dix-sept habitants au dernier recensement.

C'est un dimanche de saison: le ciel hésite entre le bleu et le gris, la température est fraîche, les vignerons ont la casquette sur un banc de pierre, les filles se sont faites belles, les hommes jouent à la pétanque. Pourtant on vote à la mairie. Dans une pièce carée, triste, badigeonnée en maron, sous l'œil d'une Marianne de pierre, une estrade qui supporte l'urne métallique dont le compteur électrique quand l'enveloppe violette tombe. Un rideau de toile grise cache l'isolat. Sur deux tables traînent des bulletins de vote. De vieilles banquettes de saie de spectacle claquent quand on s'assied. Sur les listes: quatre cent soixante-seize inscrits dont près de soixante jeunes qui devraient voter pour la première fois.

Montredon est rattaché au canton de Narbonne Ouest. Le sénateur socialiste, M. Souquet, est conseiller général sortant. Il affronte un candidat «apolitique» favorable à la majorité présidentielle, M. Madal, adjoint au maire de Narbonne, et un candidat communiste M. Chappart.

«Juste de quoi vivre»

Huit habitants sur dix sont d'une famille de vignerons. Les exploitations font en moyenne 8 à 10 hectares. «Ce qu'un homme seul peut travailler.» La qualité? «Ici on ne dépense pas les 40 hectolitres à l'hectare», assure M. Richou, le maire. Au total, la commune produit environ 30 000 hectolitres. Le record était de 32 000. «Une année tout est exceptionnel.» Le revenu des producteurs?

«Juste de quoi vivre», répond-on en chœur. La preuve? «C'est que les jeunes d'ici partent faire les fonctionnaires dans le Nord.» La population de la commune n'a pas diminué ces dernières années «parce que les gens de Narbonne sont venus faire construire ici». Ils sont à proximité de tous les avantages de la campagne: le calme, le soleil, le bon air, le calme. «La zone industrielle a bien permis de créer une certaine d'emplois. Toutefois la majorité des salariés viennent de Narbonne. Et il y a peu d'espoir que de nouvelles entreprises acceptent de s'installer.»

La crise viticole? Cela fait quinze ans que ça dure. La solution est bien connue: un vrai office du vin qui garantisse les cours affirme avec ferveur un vieux viticulteur, le bon blanc et le bon rouge.

A Bruxelles, ils viennent encore de nous lancer de la poudre aux yeux. En juillet, quand la distillation en Italie sera finie, les importations reprendront de plus belle.

«A Paris, ils n'ont jamais rien voulu comprendre à la vigne», enchérit un autre, l'ordre comme un cep. «Des subventions et de belles paroles, cela ne marche plus! Une chose paraît sûre ici: il y aura d'autres coups de feu, d'autres victimes si le gouvernement ne fait pas quelque chose.» «L'Europe? On n'en a rien à fiche. Ce n'est pas une excuse pour faire l'annuler les réformes que nous demandons.»

Au fil des heures, le nombre des votants augmente. Jamais leur nombre n'a été aussi important. «Une ou deux fois on n'a pas fait 25 % des inscrits et d'habitude on ne dépasse pas 40 % pour les cantonales», précise le maire: aujourd'hui trois cent quatre-vingt-seize personnes sont venues voter: 59 %. «C'est assurément la cause du drame de jeudi», assure-t-il. «C'est pour prouver au gouvernement qu'on ne cède pas à la provocation, qu'on n'est pas des émeutiers.»

A 18 heures, l'urne est ouverte. Une quarantaine de personnes — une majorité de vignerons, quelques femmes et une dizaine de jeunes — se pressent pour entendre la décompte des bulletins: «Madal, Chappart, Chappart, Souquet... L'énumération dure une demi-heure, ponctuée par l'annonce des dizaines. Résultats: Souquet, 220; Madal, 95; Chappart, 68 et 5 bulletins nuls.

Montredon a «réélu» le conseiller sortant. C'était le pronostic du maire: car ici c'est une citadelle socialiste. «Personne n'a oublié que Léon Blum venait se faire étreindre en bas, à Narbonne, où on vote à droite maintenant.»

Un vieux conclut: «Nous avons fait notre devoir de citoyens en dépit du sang versé.»

ALAIN GIRAUDO.

ILLE-ET-VILAINE (25)

ANTRAIN	MM. Duvail, mod. maj. 1 896; Labonne, mod. maj. 1 494; Gayet, P.S., 1 336; Philpott, P.C., 199.	Ball.
ARGENTRE-DU-PIESSIS	M. Aupinel, c. s. mod. maj. ne se représentait pas.	
CHATEAUGIRON	M. Bourdais, c. s. G.D.P. Réélu.	
CHATEAUNEUF-D'ETRE-ET-VILAINE	MM. Cos, R.I. 1 538; Fantoux, Cent. dém., 1 235; Chapron, P.S., 853; Klein, mod. maj. 607; Lobat, P.C., 352.	Ball.
DINARD	M. Rouvrais, c. s. maire, mod. maj. ne se représentait pas.	
DOL-DE-BRETAGNE	MM. Hamelin, dép. U.D.R., 2 617; Hervé, 1 112; Beida, P.S., 682; Mme Manuvelin, P.C., 674; Bour-dais, 642.	Ball.
FOUGERES NORD	M. Estève, c. s. sén. U.D.R., ne se représentait pas.	
LA GUERCHÉ-DE-BRETAGNE	M. Pontas, c. s. mod. maj.	Ball.
GUICHEN	M. Renault, c. s. U.D.R. Réélu.	
JANZE	M. Drouet, dép., C.D.P. Elu.	
MAURE-DE-BRETAGNE	M. Barre, c. s. Cent. dém.	Ball.
MONTAUBAN-DE-BRETAGNE	M. Farman, c. s. Cent. dém.	Ball.
MONTFORT-SUR-MEU	MM. Kervella, 2 331; Tardif, c. s. Cent. dém., 2 231; Beaulieu, P.S., 2 037; Legros, P.C., 288.	Ball.
MORDELLES	M. Chatel, c. s. Cent. dém.	Ball.
REDOON	MM. Lellèvre, c. s. Cent. dém., 2 379; Cheval, 1 813; Mme Renouard, R.I. 1 563; Tiger, R.I. 1 038; Guilloin, P.C., 824.	Ball.
RENNES 3	MM. Hervé, c. s. P.S., 1 887; Pouchet, Cent. dém., 1 347; Foulon, P.C., 683; Martin, P.S.U., 221.	Ball.
RENNES 4	M. Cressard, c. s. dép. U.D.R.	Ball.
RENNES 5	MM. Fréville, c. s. prés. cons. gén. sén. maire, Cent. dém., 2 133; Bouchereux, P.S., 1 907; Y. Brault, P.C., 841; Rouger, un dém. bretonne, 447; J.-F. Brault, U.J.P., 363.	Ball.
RENNES 6	MM. Garnier, c. s. Cent. dém., 2 778; Renouf, P.S., 2 174; Géraud, P.C., 1 172; Degert, mod. dém., 263; Fournier, rad. g., 132.	Ball.
RENNES 10	M. Cano, c. s. P.S.	Ball.
SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	M. Taillandier, c. s. mod. maj.	Ball.
SAINT-MALO NORD	MM. Pignon, c. s. mod. maj., 3 316; Masson, mod. maj., 1 978; Chapier, P.S., 1 847; Le Maître, P.C., 1 576; Bonnet, Cent. dém., 671; Keltz, rad. 566; Vide-mont, rad. g., 374.	Ball.
SAINT-MEEN-LE-GRAND	M. Guillon, c. s. U.D.R.	Ball.
TINTENIAC	M. Nogués, c. s. rad. Réélu.	
VITRE EST	M. Pierre Méhaignerie, C.D.P., secr. Etat à l'agri-culture.	Elu.
	M. Alexis Méhaignerie, c. s. rad., ne se représentait pas.	

INDRE (13)

ARDENTES	M. de Fougères, c. s. Réélu.	
BELARBE	M. Coutureau, c. s. maire, P.S.	Ball.
LE BLANC	M. Gasnier, c. s. prés. cons. gén. par intérim, rad. g.	Ball.
BUZANCAIS	M. Renard, c. s. sén. maire, R.I.	Ball.
CHATEAUBOUX CENTRE	MM. Jamet, R.I. 1 715; Godard, mod. dém., 1 280; Durand, P.S., 1 170; Mme Bedu, P.C., 538.	Ball.
CHATEAUBOUX SUD	MM. Massonneau, c. s. P.S., 1 721; Bernardet, mod. maj., 1 587; Viellefond, P.C., 1 187; Fellerin, 354.	Ball.
CHATELON-SUR-INDRE	MM. Rochette, c. s. maire, 1 852; Marteau, mod. maj., 1 721; Bourdeau, P.C., 887.	Ball.
LA CHATRE	MM. Chauvet, maire, rad. g., 2 784; Touhy, c. s. anc. dép. U.D.R., 2 088; Rappoport, P.C., 1 633.	Ball.
ISSOUDUN SUD	MM. Saint-Paul, c. s. R.I. 3 265; Laligot, P.S., 2 288; Martin, P.C., 1 898.	Ball.
LEVROUX	MM. Gerbaud, c. s. anc. dép. U.D.R., 1 806; Devit-laire, P.C., 1 272; Des Plances, 942.	Ball.
NEUVY-SAINT-SEPIULCHRE	M. Boulade-Perigols, c. s. maire, rad. g.	Ball.
SAINT-BENOIT-DU-SAULT	MM. Charret, c. s. maire de Dunet, P.C., 1 531; Bost, P.S., 981; Debrousse de Montpeyroux, anc. cons. gén., 602; Autissier, mod. maj., 519.	Ball.
VATAN	MM. Bauchet, c. s. P.C., 968; Prompt, P.S., 911; Bailly, 742; Tourvun, 273.	Ball.

INDRE-ET-LOIRE (15)

AMBOISE	MM. Delort, anc. premier. dép. maire, U.D.R., 4 257; Chabot, c. s. rad. g., 2 632; Moreau, P.S., 1 175; Lecomte, P.C., 1 061.	Ball.
CHATEAU-RENAULT	M. Delaneau, c. s. dép. maire, R.I.	Ball.
CHINON	MM. Percevaux, 2 399; Dange, P.S., 2 351; Dayd, maire, 1 461; Le Gall, P.C., 761.	Ball.
CHINON	M. Balavoine, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.	
DESCARTES	MM. Petit, P.S., 1 583; Louette, 1 021; Mechaud, P.C., 931; Pélou, 338.	Ball.
LANGEAIS	MM. Fremontier, c. s. R.I. 1 444; Baupré, maire, 1 096; Berneau, maire d'In-grandes, 819; Bénédicte, P.C., 793; Da Costa-Audebert, P.S., 619; Coussau, 255.	Ball.
LOCHES	MM. Le Garrec, P.S., 2 358; Sarraute, maire, 2 193; Pinard, 1 870; Bailly, P.C., 764; Beaudouin de Doche-brun, P.S.U., 139.	Ball.
LOCHES	M. Astruc, c. s. P.S., ne se représentait pas.	
MONTBAZON	MM. Prunier, c. s. maire de Monts, mod. maj., 3 926; Lemolins, P.S., 3 143; Bonnet, maire, 1 886; Bodin, P.C., 1 450; Maillet, 1 168.	Ball.
NEUILLE-PONT-PIERRE	MM. de Beaumont, c. s. rad., 1 603; Simon, P.S., 863; Fillet, 537; Hubert, P.C., 291.	Ball.
PREUILLY-SUR-CLASSE	M. Maveyraud, c. s. maire, P.S.	Ball.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

SAINT-CYR-SUR-LOIRE
M. Griveau, c.s. maire, mod. maj. Réélu

SAINT-MAURE-DE-TOURNAINE
M. Guignard, c.s. maire, mod. maj. Réélu

SAINT-PIERRE-DES-CORPS
MM. Longue, c.s. P.C., 5 878; Conlon, P.S., 4 149; Simon, r.f., 2 808. Réélu

TOURS CENTRE 1
M. Bertault, c.s. adj. au maire, mod. maj. Réélu

TOURS VAL-DU-CHER 6
MM. Carré, c.s. adj. au maire, mod. maj. Réélu

VOUVRAY
M. Buek, c.s. maire, mod. maj. Réélu

Cinq sortants seulement réélus au premier tour sur quinze cantons. Ce nombre important de ballottages explique le plus souvent par une relative stagnation des voix de la

majorité, alors que les candidats de la gauche obtiennent des résultats en nette progression. Le parti socialiste atteint 20 % des suffrages exprimés.

Ainsi, dans le canton de Descartes, où le conseiller sortant de la majorité ne se représentait pas, c'est un socialiste qui est en tête du ballottage et bien placé pour l'emporter. Il en va de même dans le canton de Châtillon, où une partie des voix qui sont allées au premier tour vers le maire de la ville, M. Dagde, sont allées au premier tour vers le candidat du P.S.

A Ambois, M. Michel Debré, ancien premier ministre et maire de la ville depuis 1966, n'a pas réussi la percée qu'il espérait. Il est en tête du ballottage, il est distancé de six cents voix par le total des suffrages de la gauche. M. Dagde avait été battu aux élections législatives de 1962 dans le troisième arrondissement d'Indre-et-Loire par M. Fernand Berthoud, r.f. Il avait été élu de 1962 à 1968, élu de ce département de conseiller général du canton d'Ambois de 1970 à 1975, date à laquelle il ne s'est pas représenté aux élections cantonales.

Il faut enfin noter le contre-performance, à Saint-Oyr, du Dr Lelong, socialiste, qui, par rapport à l'élection de 1973, qui avait été son vote, alors que le maire de Saint-Oyr, M. Griveau, est réélu avec une large majorité de plus qu'au précédent scrutin.

LOIR-ET-CHER (13)

BLOIS 1
MM. Genet, r.f., 1 934; Verneure, U.D.R., 1 266; Mme Renault, P.S., 1 250; M. Auger, P.C., 1 009. Réélu

BLOIS 4
MM. de Guillemin, c.s. r.f., 2 009; Mortelette, P.S., 1 519; Tournebise, P.C., 1 304; Caraire, P.S.U., 350; Boyer, 306. Réélu

CONTRES
MM. Bimbenet, act. loc., 2 082; Grateau, act. loc., 1 527; Duvray, P.C., 1 533; Chantreau, P.S., 983; M. Pillard, c.s. R.I. ne se représentait pas. Réélu

DROUE
M. Bourdier, c.s. R.I. Réélu

HERBAULT
MM. Lemoine, P.C., 1 984; Vignal, 1 237; Robinet, P.S., 992; Fouchault, 774; Mme Jouanneau, 703; M. Chaput, c.s. mod. maj. ne se représentait pas. Réélu

LAMOTTE-BEUVRON
M. Schricke, c.s. gaul. opp. Réélu

MENNETOU-SUR-CHER
MM. Daudu, c.s. 1 081; Pilet, act. loc., 749; Vacher, P.C., 667; Auger, P.S., 535. Réélu

MER
M. Baner, c.s. mod. maj. Réélu

MOREE
M. Moussard, c.s. mod. maj. Réélu

SAINT-AIGNAN-SUR-CHER
MM. Cachin, c.s. div. g., 3 402; Bourdin, P.C., 2 206; Soulet, act. loc., 1 146; Lachet, P.S., 1 050. Réélu

SAINT-AMAND-LE-GRAND
M. Desanlis, c.s. dép. C.D.P. Réélu

SELLES-SUR-CHER
M. Loutau, c.s. prés. cons. gén. maire, P.S. Réélu

SELOMMES
M. Chevais, c.s. act. loc. Réélu

Aucun renversement de majorité n'est intervenu au conseil général. On enregistre même une progression des voix de gauche dans 3 des 4 cantons. Le candidat du P.C. de Guillemin, conseiller sortant, réformateur directeur du cabinet du ministre du Travail, est en ballottage défavorable. Il avait été élu en 1973, en deuxième tour, devant le candidat du P.C. de la gauche d'extrême, où la conseiller sortant, modéré favorable à la majorité, ne se représentait pas. La liste de M. Lemoine, P.C., et M. Vignal, candidat sans étiquette.

CONS. GEN. (prés. : M. Kléber Loutau, P.S., anc. dép.) : 4 P.S., 3 div. g., 1 C.D.P., 1 gaul., 5 cent., 3 U.D.R., 5 R.I., 1 C.N.I.P., 2 mod. maj., 1 t. été.

(Lire la suite page 12.)

ISÈRE (25)

AILEVARD
MM. Arnaud, P.C., 613; Cassera, 887; Vasson, c.s. maire de Perrière-d'Ailevard, P.S., 996. Réélu

BEAUREPAIRE
MM. Nucel, P.S., 1 870; Villard, maj. prés., 1 589; Dary, P.C., 1 309. Réélu

BOURGAIN-JAILLIEU
MM. Grégoire, c.s. maire de Saint-Chet, mod. maj. Réélu

LA COTE-SAINT-ANDRE
M. Boyer, c.s. maire de Gillonay, dép. R.I. Réélu

DOMENE
MM. Savin, R.I., 2 755; Miguet, P.C., 2 659; Chérif, P.S., 1 949; Jourdan, U.D.R., 355. Réélu

ECHIROLES
M. Bouff, c.s. P.C. ne se représentait pas. Réélu

ECHIROLES
M. Bouff, c.s. maire, P.C. Réélu

CONCELIN
MM. Zoug, c.s. maire de Thèze, P.S., 1 867; Delrieu, P.C., 1 866; Arhanet, ind., 1 583. Réélu

GRENOBLE 2
MM. Genin, c.s. U.D.R., 1 703; Colaninno, 1 590; Schwarzenberg, r.f., 1 201; Mme Chaboud, P.C., 1 201; Mme Berthet, 542; Amoudu, 409. Réélu

GRENOBLE 4
MM. Carrignon, U.D.R., 3 258; de Balthi, c.s. P.S., 1 496; Pérez, P.C., 1 124; Chevalier, 942; Trouiller, 225. Réélu

GRENOBLE 5
MM. Raffianna, 3 011; Nevache, c.s. P.S., 2 854; Anselmet, P.C., 2 636; Gullet, 923. Réélu

MEYLAN
M. Bulson, c.s. prés. cons. gén. Cent. dém., 3 784; Mme Sclard, P.S., 1 806; Mme Masson, P.C., 1 449. Réélu

PONT-DE-BEAUVISIN
MM. Marrel, c.s. R.I., 2 414; Bally, P.S., 2 194; Ferrat, P.C., 1 171; Dupuy, ind., 873. Réélu

PONT-DE-CHEVRY
MM. Monin, 1 255; Pesin, 1 158; Chengualla, c.s. maire, P.S., 1 148; Poissonnet, P.C., 650. Réélu

PONT-EN-ROYANS
MM. Pilet, P.S., 1 061; Salazard, c.s. maire, R.I., 909; Monge, P.C., 300. Réélu

RIVES
MM. Barran, c.s. maire de Moirans, Cent. dém., 3 287; Veyre, P.C., 2 194; Menta, P.S., 1 090. Réélu

ROYBON
M. Bouillat, c.s. anc. dép. maire de Marcollines, ind. Réélu

SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEORGES
MM. Bernard, c.s. anc. dép. maire du Plan, Cent. dém., 1 378; Barrière, P.C., 938; Yette, 823; Lecoq, P.S., 682. Réélu

SAINT-LAURENT-DU-PONT
M. Perrin, c.s. sén. non inscrit, maire, R.I. Réélu

SAINT-MARTIN-D'HERES
M. Blanchon, c.s. maire, P.C. Réélu

LA TOUR-DU-PIN
M. Rabatel, c.s. Cent. dém. Réélu

LE TOUVET
M. Paquet, c.s. médiateur, anc. dép. R.I. Réélu

VIENNE NORD
MM. Dumeznil, c.s. maire de Chasse-et-Rhône, P.S., 4 878; Roy, R.I., 2 975; Maron, P.C., 1 835. Réélu

VIF
MM. Couetour, c.s. P.C., 2 916; Raynfeld, maj. prés., 2 163; Vial, P.S., 2 016. Réélu

LANDES (15)

AIRE-SUR-ADOUR
M. Cledes, div. g. Elu

M. Darblade, c.s. div. g. maire, ne se représentait pas.

DAX SUD
M. Goussier-Dupin, c.s. R. Réélu

GRENADE-SUR-ADOUR
M. Bourneau, c.s. sén. maire, C.N.I.P. Réélu

MONFORT-EN-CHALOSSE
MM. Sintas, c.s. maire de Nousse, P.C., 2 382; Gelibert, P.S., 1 349; Montellier, 1 280. Réélu

MUGRON
M. Dangoumau, c.s. maire, P.S. Réélu

PARENTIS-EN-BORN
MM. Lasserre, P.C., 598; MM. Martin, c.s. anc. dép. maire, U.D.R., 521; Vadeau, P.S., 2 642. Réélu

POUILLE
MM. Marcadé, P.C., 2 596; Dutilleul, c.s. div. g., 2 241; Lestaunès, P.S., 721. Réélu

ROQUEFORT
M. Lamoine, c.s. maire, P.S. Réélu

SARRIS
MM. Salinas, P.S., 1 521; Lemée, c.s. r.f., 1 488; Belloc, P.C., 833. Réélu

SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX
MM. Maya, c.s. maire de Tarnos, P.C., 3 381; Dupuy, U.D.R., 2 072; Larigan, P.S., 1 350. Réélu

SAINT-SEVER
M. Fournier, c.s. div. g. Réélu

SORE
M. Harbrey, c.s. mod. maj. Réélu

SOUSTONS
M. Barre, c.s. maire, U.D.R. Réélu

TARTAS OUEST
MM. Labeyrie, c.s. maire de Fontenay-sur-Adour, P.S., 2 234; Labarrière, P.C., 1 566; Darigues, 1 545. Réélu

VILLENEUVE-DE-MARSAN
M. Blaque, c.s. P.S. Réélu

La progression de la gauche (P.S. et P.C.) est sensible, bien que dans certains cantons elle ait été contrariée par la personnalité ou le bilan du candidat sortant. Seul parialement à participer à la consultation, M. Bourneau, sénateur, C.N.I.P. a été réélu. En revanche, M. André Martin, ancien député U.D.R., et mis en ballottage à Parentis-en-Born.

La gauche du programme commun est d'ores et déjà, et comme prévu, bien placée pour aller dans la majorité de l'Assemblée. En effet, ceux de Pouillon et de Sarris ont leurs voix en l'absence de leur candidat sortant, et de Sarris a obtenu une majorité à Sarris.

CONS. GEN. (prés. : M. René Oudanne, r.f.) : 2 P.C., 10 P.S., 1 r.f., 4 div. g., 3 r.f., 1 C.D.P., 3 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 1 mod. maj., 1 t. été.

JURA (17)

BLETTERAINS
MM. Ducret, c.s. C.D.P., 986; Simonin, act. loc. 853; Buatois, P.S., 676; Pébre, P.C., 322. Réélu

CHAMPAGNOLE
MM. Perrin, c.s. C.D.P., 3 423; Fumeau, P.S., 2 617; Murat, P.C., 988. Réélu

CHAUMERGY
M. Bachevalier, c.s. div. g. Réélu

CHAUSSEIN
MM. Prost-Magnin, c.s. C.D.P., 1 030; Lavenin, ind., 806; Messager, P.S., 876; Fy, P.C., 495. Réélu

CONLEGE
MM. Colin, P.S., 1 112; Barreau, c.s. R.I., 1 026; Pernot, P.C., 399; Mongin, ind., 156. Réélu

DOLE SUD-OUEST
MM. Maurice Faivre-Picon, P.C., 2 302; Vauchois, P.S., 1 660; Nizem, C.D.P., 1 353; Grispertin, U.D.R., 1 275. Réélu

M. Duhamel, c.s. anc. min. dép. C.D.P. ne se représentait pas.

GENDREY
M. Faltelat de Borde, c.s. Cent. dém. Réélu

LE-SAUNIER SUD
MM. Fumeau, R.I., 2 271; Auger, c.s. P.C., 1 737; Bourgeois, P.S., 1 542. Réélu

ORGELET
MM. Fudin, c.s. R.I., 976; Michel, P.S., 904; Turlon, P.C., 325. Réélu

POLIGNY
MM. Girard, P.S., 1 135; Thiguel, C.D.P., 973; Landry, c.s. C.D.P., 908; Belandier, P.C., 625; Casle, ind., 522. Réélu

ROCHFORD-SUR-SENON
MM. Cordier, P.S., 593; Ballaud, C.D.P., 505; Rond, P.C., 331; Vachet, act. loc., 301; Mme Amard, r.f., 176; M. Chiles, ind., 106. Réélu

M. Bonnet, c.s. ind. ne se représentait pas.

SAINT-AMOUR
M. Molard, c.s. mod. maj. Réélu

SAINT-CLAUDE
M. Jullien, c.s. maire, anc. dép. Cent. dém. Réélu

SAINT-JULIEN
M. Brun, c.s. R.I. Réélu

SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX
M. Botvet, c.s. R.I. Réélu

SALINS-LES-BAINS
MM. Bach, ind., 1 410; Jacquet, c.s. C.D.P., 1 014; Mme Tremblay, P.S., 624. Réélu

CETTE ANNEE les éditions de minuit ont publié 21 livres

- SAMUEL BECKETT**
Pour finir encore
- TONY DUVERT**
Récidive (nouvelle version)
Journal d'un innocent
- JEANNE HYVRARD**
Les Prunes de Cythère
Mère la mort
- ALAIN ROBBE-GRILLET**
Topologie d'une cité fantôme
- CLAUDE SIMON**
Leçon de choses
- GILLES DELEUZE ET FELIX GUATTARI**
Rhizome
- VLADIMIR GRANOFF**
Filiations
L'avenir du complexe d'Edipe
- LÉON TROTSKY**
La Révolution espagnole
Textes recueillis et présentés par Pierre Broué
- JEAN BOLLACK**
La Pensée du plaisir
Epicure : textes moraux et commentaires
- ERNST CASSIRER**
Essai sur l'homme
- ÉMILE DURKHEIM**
Textes (3 volumes)
édition préparée par Victor Karady
- ERVING GOFFMAN**
Stigmate.
Les usages sociaux des handicaps
- ERWIN PANOFKY**
La Perspective
comme forme symbolique
- PETER SZONDI**
Poésie et poétique
de l'idéalisme allemand
- JEAN-MARIE BENOIST**
Tyrannie du logos
- HUBERT DAMISCH**
Ruptures / Cultures
- SAMIR AMIN**
L'impérialisme
et le développement inégal
- CRITIQUE - MINUIT - TRAVERSES**
- BON A DECOUPER ET A RETOURNER:
AUX ÉDITIONS DE MINUIT - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris.
- Nom, prénom _____
- Adresse _____
- désire recevoir gratuitement une documentation sur ces livres et le catalogue général.

AVANT DE DEVENIR QUOTIDIEN
LE 15 MARS
ROUGE

est un vaste le 6 mars son dernier hebdomadaire

AU SOMMAIRE :

- Des militants du P.C. expliquent leur démission
- Dossier Allemagne : la chasse aux sorcières
- C.R.D.T. : avant le congrès fédéral
- Pourquoi un « ROUGE QUOTIDIEN » le 15 mars

ROUGE, 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil
Tél. 808-00-80 (à 86)

MATÉRIEL EN SOMMIERS ENSEMBLES
EPÉDA
multispirale
présente toutes ses nouvelles littéraires chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 10^e Métro Parmentier
Tél. 557.46.35

Les résultats dans les autres départements

LOT (15)

quement pas progressé dans ce canton.

Dimanche prochain, la gauche a toutes les chances de conforter sa représentation à l'assemblée départementale, mais ce ne sera pas suffisant pour mettre en péril le bastion favorable à la majorité présidentielle que constitue encore le conseil général de Loire-Atlantique.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean du Dresnay, ind.) : 1 P.C., 3 F.S., 2 F.S.D., 7 div. g., 3 rad., 1 C.D.P., 2 U.D.R., 5 R.I., 20 ind., 4 mod. M.A.

LOIRET (18)

MM. Point c. s. mod.
maj. 2650; Louis, P.C.
1356; Leclaire, mod. maj.
1358; Lefebvre, U.G.S.D.-
P.S. 1355 Ba2

BEAUGENCY
M. Jarsallion, R.I.
1605; Saintin, c. s.,
U.G.S.D.-P.S. 1536; Quar-
terier, mod. maj. 1270;
Aeschbacher, P.C. 892 Ba2

BEAUNE-LA-ROLANDE
M. Chatelet, c. s., U.G.S.D.-
R.I. 1358 Ba2

BELECARDE
MM. Pilsson, c. s. maire,
mod. maj. 1293; Garré,
mod. maj. 892; Martin,
U.G.S.D.-P.S. 598; Che-
vrier, P.C. 242 Ba2

CHATELLON-COLIGNY
M. Frémy, c. s. mod.
1358 Ba2

MAP	.....	Rédu
CLERY-SAINT-ANDRE	M. Mstén. c. a.	Rédu
maître, mod. maj.	.....	Rédu
COURTENAY	.....	Rédu
M. Bruzan c. a., div. g.	.....	Rédu
FERRIERES-EN-GATINAIS	M. Alaur, c. a., U.G.S.D.	Rédu
P.S.	.....	Rédu
LA FERTE-SAINT-AUBIN	M. Groenluc c. a., maître, U.G.S.D.-P.S.	Rédu
GIEN	.....	Rédu
M. Boyer, c. a., sénateur	.....	Rédu
R.I., maître, mod. maj.	.....	Rédu
NEUVILLE-AUX-BOIS	.....	Rédu
M. Mallecot, c. a., sénateur, maître, mod. maj.	.....	Rédu
OLIVET	.....	Rédu

LOT-ET-GARONNE

de La Fourmière, s. éq.,
915
ORLEANS 2 (CARMES)
M. Grassin, c. s. mod.
maj.
ORLEANS 4 (SAINT-MARCI)
M. Chant, mod. maj.
924; P. Bozorgner, P.C.
422; Cornu, U.G.S.D.,
P.S., 1388; Grosbols,
c. s. rad., 1255; Sabatè,
U.G.S.D., rad. g., 891; Mile
Madison, Nouv. dem., 550.
ORLEANS 5
(SAINT-MARCEAU)
M.M. T. Ansaldi, c. s.
maire, rad. 2344; Delport
U.G.S.D., P.S., 3024; Le
Moal, P.C., 1468; Casse-
grain, mod. maj., 1195;
Boute, P.S., 287.
OURTAVILLE
M. Madre, c. s., mod.
maj.
OUZOUCOUR-SUR-LOIRE
M. Girard, c. s., député,
maire de Saint-Benoît-sur-
Loire, opp. L.D.
SAINT-GEORGES-DE-LA-RUEILLE
M. Jean de Launay, c. s.
mod. maj., 2588; Perthault
U.G.S.D.-P.E., 2128; Le
Penneq, P.C., 2097; Mme

[illegible]

BARRE-DES-CEVENNES
M. Monod, c. s., P.S. Réélu
LE BLEYMARD
M. Caupert, c. s., U.D.R. Réélu
LA CANOURGUE

LOZÈRE (12)

MM. Mourgues, act. loc.	
964; Terrillon, P.C., 481;	
Chabrol, P.S., 467; Mala-	<i>Ball</i>
chabrol, P.S., 468	
GRANDRIEU	
M Rouill, c. s., U.D.R.	
900; Mile Pages, act. loc.	
939; MM. Durand, P.S.,	
118; Pecon, P.C., 45	<i>Ball.</i>
MARLEVOIS	
M Roujan, c. s., sén. R.I.	<i>Récluz</i>
DE MASSEGROS	
M Plan, c. s., mod.	<i>Récluz</i>
VENDE	
M Pierre Couderc, c. s.,	
ép. R.I.	<i>Récluz</i>
MEYREUX	
MM. Potier, mod. maj.	
96; Tremonet de Villers,	
c. act. loc. 207; Sen-	
ard, P.S., 469; P.C., 94	<i>Ball</i>
ADRIAT	

MAINE-ET-LOIRE (20)

NGERS 7	
M. Sauvage, c.s., sén.	
ent. dém.	<i>Réélu</i>
EAUFORT-EN-VALLEE	
M. Serreau, c.s., ind.	
autre	<i>Réélu</i>
EAUPREAU	
M. Grimaud	<i>Etu</i>
M. Chiron, c.s., mod.	
autre, ne se représentait	
as.	
HAMPTOCEAUX	
M. Le Bault de la Morie	
re, c.s., anc. dép.	
D.R.	<i>Réélu</i>

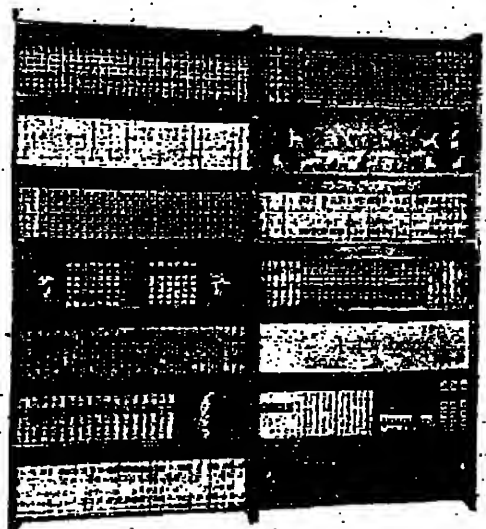
AIN-LEZ-VALENTIGNEY
 MM. Pronhaze, maire,
 liv. g. 391; Mlle Roussel,
 mod. maj. 217; M.M. Ro-
 bert, P.C., 136; Ginester,
 P.C., 113; Delmas, P.C.,
 112; Ball.
 M. Vincent, c.s., act. loc.,
 se représente pas.
AIN-CHÉLEY-D'APACHE
 M. Gourdon, c.s., U.D.R. Réélu
AIN-GERMAIN-DU-TEIL
 M. Botton, c.s., U.D.R. ... Réélu
 On note dans l'ensemble une
 certaine stabilité du corps électoral.
 Quarante-cinq pour cent des élec-
 tés ont voté à nouveau au vote.
 c'est le premier tour, les trois parties
 électorales, dont les sièges étaient
 en jeu, ont obtenu 40, 20 et 40 pour
 cent. Une faible progression dans
 la gauche a toutefois été constatée. Elle
 est due à la présence en raison
 de la double candidature socialiste.
 Malaisée à en effet refusé de
 se présenter aux candidatures
 une. Si la discipline n'est pas
 tenue, les deux candidatures socialistes
 ont obtenu 40 et 20 pour cent. Leur
 profit du représentant de M. Péc-
 coud.
 C.S. GEN. (prés.) : M. Marceau
 resp. U.D.R. : 4 P.S. : 2 rad. g.
 U.D.R. 7 R.I. : 2 div. d.

VOIRE (20)	
<hr/>	
NGERS 7	
M. Sauvage, c.s., sén.	
ent. dém.	<i>Réélu</i>
EAUFORT-EN-VALLEE	
M. Serreau, c.s., ind.	
aire	<i>Réélu</i>
EAUPREAU	
M. Giraud	<i>Elu</i>
M. Chron, c.s. mod.	
aire, ne se représentait	
as.	
HAMPTOCEAUX	
M. Le Bault de la Morière, c.s., anc. dép.	
D.R.	<i>Réélu</i>

(Life in sulle page 14.)

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La plus moderne des maisons spécialisées - ATP S.A. au cap. de 242.400 F 61, rue Froidevaux 75014 PARIS



JUXTAPOSITION DE MODELES STANDARD
Ensemble obtenu en juxtaposant 2 meubles de 20 cm de profondeur sans aucune fixation par simple pose.
Largeur de l'ensemble : 180 cm
Hauteur : 187 cm
Contenance : 420 volumes
(un des meubles est équipé de portes pleines dans le bas et de 1/2 tablette libre)

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES

150 MODELES VITRES
Juxtaposables - Superposables
Démontables - Accordables

Capacité en multiples montants en agencement bois (panneaux de particules), placage soigné, métal déformé, verres collés, vitres isolées, toutes les vitres sont traitées avec un revêtement anti-reflet. Vitrage soigné, bords droits. Peuvent être équipés en d'autres essences de bois ou présentoirs : Aluminium, Chêne, Sapin, Mélèze. Bois à poser ou à suspendre. En stock à Paris (non livrés).

BIBLIOTHEQUES STANDARD VITRES

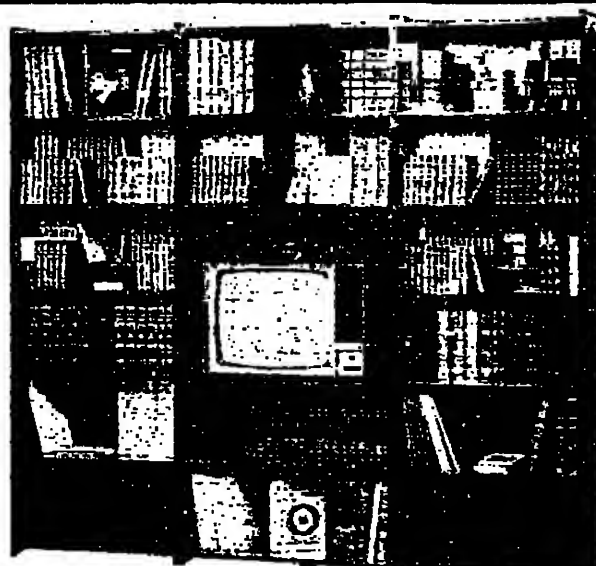
3 hauteurs : de 94 à 224 cm
4 largeurs : 94-104-124-134 cm
2 profondeurs : 20 et 25 cm

DES CENTAINES DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

Superposition : Les meubles de même largeur, de profondeur et de hauteur peuvent se superposer l'un sur l'autre sans fixation.
Juxtaposition : Les meubles de même largeur, de hauteur et de profondeur peuvent se juxtaposer l'un à côté de l'autre sans fixation.

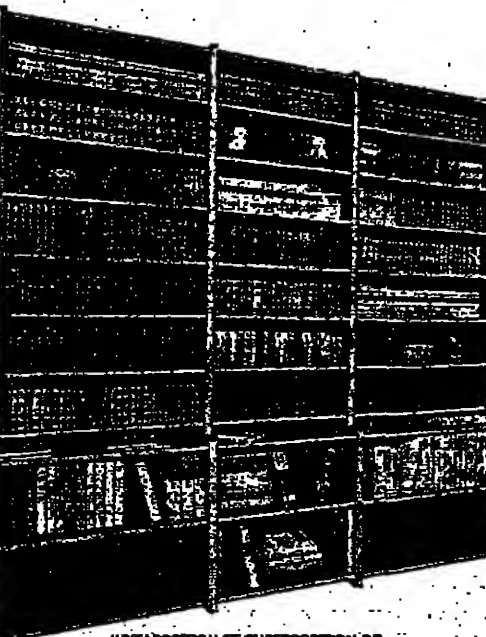
BIBLIOTHEQUES VITRES GRANDE PROFONDEUR

6 hauteurs : de 94 à 224 cm
4 largeurs : 94-104-124-134 cm
2 profondeurs : 30 et 35 cm



JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR
Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 35 cm) sans aucune fixation, par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision.
Largeur de l'ensemble : 250 cm
Hauteur : 222 cm
Contenance : 550 volumes
(un peut être agrémenté par l'ajout de 1/2 tablette libre).

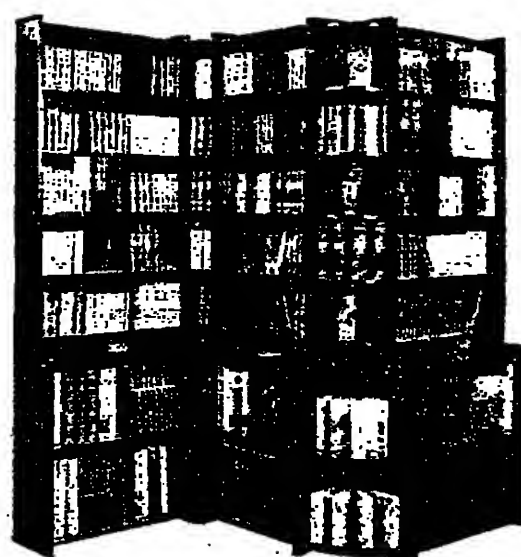
AUTRES JUXTAPOSITIONS ET SUPERPOSITIONS



JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE MEUBLES STANDARD VITRES DE DIFFERENTES PROFONDEURS
Sur 3 meubles juxtaposés de 20 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur, de vitres isolées sans aucune fixation, par simple pose.
Largeur de l'ensemble : 250 cm
Hauteur : 220 cm
Contenance : environ 600 volumes (divers)



SUPERPOSITION ET JUXTAPOSITION EN ANGLE
Ensemble obtenu en juxtaposant en angle 2 meubles de 20 cm de profondeur et en superposant dessus 2 meubles de 20 cm de hauteur sans aucune fixation. Contenance de 200 volumes.

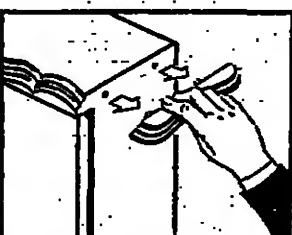


JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION AVEC UTILISATION DE 1/4 DE ROND ET D'ETAGERES D'ANGLE
Ensemble obtenu par la juxtaposition sur 3 meubles de 20 cm de profondeur, de 3 meubles de 25 cm, juxtaposés et reliés entre eux par une diagonale d'angle et une étagère 1/4 de rond.

BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES VITRES

Étagères en multiples montants en agencement bois (panneaux de particules), placage traité, boiseries, vernis mat satiné, Tiroirs Noyer, Frontons, dessus et socles débordants avec moulures d'angle en bois massif. Pieds en forme. Vitrage soigné, bords droits. Différentes essences de bois.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés sont alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

Accessoires : Meuble d'angle et quart de rond

Afin de permettre les installations les plus complexes, nous avons mis au point pour nos meubles rustiques des meubles d'angle et quart de rond qui complètent parfaitement les ensembles rustiques. Voir description au catalogue.



JUXTAPOSITION DE GRANDS MODELES RUSTIQUES
Largeur : 220 cm Hauteur : 200 cm
Profondeur : 33 cm Contenance : 400 volumes

Visitez nos expositions

PARIS :
En Montparnasse 61, rue Froidevaux 75014
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h
sauf : Samedi, Dimanche, Noël, Pâques, 1er Mai, 14-18, 85

En Province :
*AMIENS - 3, rue des Chaudronniers - Tél. 91.97.15 BORDEAUX - 10, rue Buffard - Tél. 44.20.42 CLERMONT-FERRAND - 22, rue G. Clémenceau - Tél. 62.97.06 GRENOBLE - 50, rue Saint-Laurent - Tél. 42.55.75 LILLE - 88, rue Esquermoise - Tél. 66.50.30 LYON - 9, rue de la République - Tél. 28.39.51 MARSEILLE - 105, rue Paradis - Tél. 87.80.54 MONTPELLIER - 9, rue Sévère - Tél. 68.10.52 (rue de la gare) NANTES - 9, rue J.J. Rousseau - Tél. 73.70.45 NICE - 6, rue de la Boucherie (Vieux Nice) - Tél. 90.14.82 RENNES - 10, quai Emile Zola (près du Musée) - Tél. 30.28.77 STRASBOURG - 11, avenue du Général de Gaulle (Esplanade) - Tél. 61.08.24 TOULOUSE - 2 et 3, quai de la Daurade - Tél. 21.08.71 TOURS - 5, rue Henri Barbus (près des Halles) - Tél. 61.03.23

En Belgique :
BRUXELLES 1000 - 54, rue du Midi - LIEGE-4000 - 47, Bd d'Anroy

Au Pays Bas :
BOUSSON - 33, rue de la Gare (près de la gare)

Au Canada :
MONTREAL - 357 E - P.O. - 10,885 boulevard Saint-Laurent

DÉPARTEMENT SUR MESURES
LIVRAISON FRANCO

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES

Ces magnifiques meubles, non vitrés, sont réalisés en Profilé Aluminium anodisé broché et en stratifié blanc ou noir.



Description générale : Montants et traverses en aluminium profilé, vitres isolées, bords droits, vitrage soigné, bords droits. Peuvent être équipés en d'autres essences de bois ou présentoirs : Aluminium, Chêne, Sapin, Mélèze. Bois à poser ou à suspendre. En stock à Paris (non livrés).



Ces glaces couvrent dans des traverses spéciales et peuvent être placées à n'importe quel endroit ou à l'angle d'un angle de joint.
Hauteur des glaces : 63,5 cm - Hauteur du système complet (glace + traverses) 73 cm
Ces meubles sont également juxtaposables entre eux.

Pour recevoir
notre catalogue illustré gratuit

Téléphonez : 633.73.33
répondeur automatique 24 h sur 24
ou renvoyez nous le BÔN ci-dessous

MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux 75014 PARIS

Veuillez m'adresser votre catalogue bibliothèques vitrées contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenances, prix, demande de devis, bulletin de commande

Nom :

Adresse :

Ville :

Code Postal :

INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME ULTRA-RAPIDEMENT ET CHIFFREZ VOTRE DÉPENSE...

DES CENTAINES DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE AVEC NOS MEUBLES STANDARD

JUXTAPOSITION, SUPERPOSITION, PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION.

CHATEAUNEUF-SUR-SARTHE
M. Roizard, c. s., mod. maj., maire de Miré Rédui

CHEMILLE
M. Chalopin, mod. maj., anc. dép. Etu

M. de Polignac, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

CHOLET 3
M. Bouchereau, c. s., C.D.P. Rédui

LE LION-D'ANGERS
MM. Foucher, c. s., mod. 1731; Gillier, mod. maj. 1306; Rousseau P.S. 870; Verger, P.C. 199 Ball.

LONGUE
M. Blandin, mod. maj., 1448; Châtel, act. loc. 1079; Baron, C.S. 702; Du Boulay, 785; Vinet, 1342; M. de Besneville, P.C. 453; M. Quenest, 121. Ball.

M. Boissin, c. s., div. g., ne se représentait pas.

LE LOUROUX-BECONNAIS
M. Michel, c. s., maire, Cas. dém. Rédui

MONTFAUCON-SUR-MOINE
MM. Grégoire, 4 592; Hérné, 3 046; M. Landreau, P.S. 1262; Mme Guillebault, P.C. 559 Ball.

M. de Launay, c. s., P.P., ne se représentait pas.

MONTREUIL-BELLAY
MM. de Grandmaison, c. s., ind., 1827; Guyard, act. loc. 1450; Bonnin, P.S. 129; M. Desnois, P.C. 432; M. Fogu, rad. g. 65 Ball.

NOYANT
MM. Bourdon, dép., ap. U.D.R. 1514; Aunis, 1 266; Lacroix, P.S. 1 045; P.C. 412; Cormier, rad. g. 117 Ball.

M. Guérin, c. s., Cent. dém., ne se représentait pas.

SEICHES-SUR-LE-LOIR
M. Martin, c. s., ind. Rédui

THOUARE
MM. Jolivet, 2 364; de Saint-Pern, c. s., mod. maj. 1 699; Petitjean, P.S. 1 042; Mme Guérol, P.C. 124 Ball.

M. Cesson-Lavau, 202

TIERCE
M. Goujon, c. s., mod. maj. Rédui

VIHIERS
M. Coudert, c. s., mod. maj. Rédui

Huit stéges — sur vingt — n'ont pas été pourvus, dimanche 7 mars, et aucun des sortants du ballottage n'est réellement assuré de retrouver son siège à l'issue du scrutin de dimanche 14 mars.

Si M. David, adjoint au maire d'Angers, peut sans doute compléter, au scrutin tour, sur les voix de M. Bouche-Thomaz, dans le centon voisin, M. Monnier, P.S., distancé de plus de deux mandats, est en difficulté : il aura besoin de toutes les voix du P.C. pour concourir.

Au Lion d'Angers et à Thouaré, ce sont les votes de mandats qui départagent les deux mandataires arrivés en tête du ballottage.

CONS. GEN. (prén.) : M. Fernand Bessou, R.I. (sén.) : 1 P.S., 2 div. g., 6 Cent. dém., 2 C.D.P., 5 U.D.R., R.I., 1 C.N.P., 5 ind., 4 mod. maj.

MANCHE (25+1)

AVRANCHES
M. Léon Jozean-Mari-gné, c. s., prés. cons. gén., député, 1931, 1935, 1939, 1945, sén. R.I. Rédui

BARENTON
M. Emile Buzet, c. s., dép., ap. U.D.R. Rédui

CANISY
M. Michel Yver, c. s., sén., R.I. Rédui

CERISY-LA-SALLE
MM. Eugène Lecler, c. s., R.I., 1297; Lavalley, mod. maj. 638; Hamel, cent., 286; Troy, R.I., 639; Callet, P.S. 91; Peyry, P.C. 43 Ball.

M. Venat, c. s., avait donné sa démission.

CHERBOURG NORD-OUEST
MM. Dumonceau, c. s., C.D.P., 1748; Sol, P.S., 1411; Lervallios, Mouv. 855; Farafo, P.C., 57 Ball.

DUCEY
M. Jean-Pierre Tizon, c. s., mod. maj., député. Rédui

GAVRAY
M. Roland Vaudatin, c. s., Cent. dém. Rédui

GRANVILLE
MM. André Tibile, c. s., U.D.R. 1 801; Derubis, P.S. 2 091; Flaud, P.C. 1 316; Delahaye, s. étq., 1 195 Ball.

— JUVIGNY-LE-TERTRE
MM. Delarue, mod. maj. 286; Troy, R.I., 639; Callet, P.S. 91; Peyry, P.C. 43 Ball.

M. Venat, c. s., avait donné sa démission.

LA HAYE-PESNEL
M. René C. Colin, c. s., mod. maj. Rédui

LESSAY
MM. Jean-François Le Grand, s. étq., 1 840; Le-guetteil, P.S. 1 251; René Leclerc, cent., 1 080; Sabatier, P.C. 220 Ball.

MARIGNY
M. Lebad, mod. maj. Etu

M. Gabriel Gaultier de Carville, c. s., mod. ne se représentait pas.

MONTBEOURG
M. René Lecacheux, c. s., mod. maj., 1 312; ...

SALISNEY, R.I. 1311 ; Mme NERMOND, P.S. 337 ; M. SPINEAUX, P.C. 164 ..	Ball.	
MONTMARTIN-SUR-MER		
M. PIERRE, P.Igoux, c. s.	Réélu	
MORTAIN		
M. Gabriel DESTAÏLE, U.D.R. 1882 ..	Elu	
MM. FERREND SAULU, c. s., mod. maj., 1 423 ; BOSTARD, P.S., 198 ; MME MASURE, P.C. 193 ..		
OCTEVILLE		
M. Georges JOURDAM, c. s., P.S. ..	Réélu	
LES PIEUX		
MM. René LESCAILLER, c. s., mod. maj., 1 730 ; Tavernier, c. s., 793 ; Tomline, mod. maj., 603 ; Simon, P.S. 302 ; Guillemette, P.C. 156 ..	Ball.	
QUETTEHOU		
M. René TRAVERT, c. s., sén. R.I. ..	Réélu	
SAINT-CLAIR-SUR-LELLE		
M. Gustave PROVOST de La Motte-Sonnierière, c. s., mod. maj. ..	Réélu	
SAINT-HILAIRE- DU-HARCOUIT		
M. René LEBLANCBAULT, c. s., mod. maj. ..	Réélu	
SAINT-POIS		
M. Gonzague de BROGLIE, c. s., mod. maj. ..	Réélu	
SAINT-SAUVEUR-LENDELIN		
M. Maurice LANGEVIN, c. s., mod. maj. ..	Réélu	
SAINT-SAUVEUR- LE-VICOMTE		
M. Auguste COUSIN, c. s., mod. maj. ..	Réélu	
SARTILLY		
M. Pierre FRANÇOIS, rad. M. Jean de MONTEGOMONT, c. s., ind., ne se représentent pas ..	Elu	
TESSY-SUR-VIRE		
M. Jean-Claude LEMOINE, U.D.R. 100 ; M. GUÉRIN, c. s., mod. maj., est décédé ..	Elu	
TOURLAUVILLE		
M. Georges FATOME, c. s., P.S. ..	Réélu	
Sur les vingt-six sièges à pourvoir renouvelables, un vacant, celui de Juvigny-le-Fort, sur la démission de son titulaire, M. de la Motte, a été pourvu par le ballottage contre un seul en 1970.		
On ne s'estient pas, après le second tour, à la seule modification de la composition du conseil général. Toutefois, la poussée de l'union de la gauche, surtout portée en P.S., nous fait attendre à Gavrille et plus généralement dans les zones d'urbanisation récente, mais elle ne lui réduira pas de siège, surtout à Gavrille.		
On note aussi des succès de l'U.D.A. et un rajustement des sièges de la majorité : M. Desvieux, élu à Mortain, est un notaire de trente-trois ans, et M. Le Grand, en ballottage, est âgé de 72 ans, ce qui est le contraire de trente-trois ans.		
CONS. GEN. (prés. : M. Léon JOSEAU-MARIGNÉ, C.N.I.P., sén.) : P.S., 2 div. g., 3 mod. app., 2 Cent. dém., 719 ; Viocheux, 1 533 ; U.D.R., 4 R.I., 2 mod. maj., 3 C.N.I.P., 3 mod. app. ..		
MARNE (21)		
CONS. GEN. (prés. : M. Maurice PRÉVOSTEAU, C.D.P.) : S.P.C., 7 P.C., 3 P.S., 1 719 ; Viocheux, 1 533 ; U.D.R., 4 R.I., 2 mod. maj., 3 C.N.I.P., 3 mod. app. ..		
ANCLURE		
M. Maurice MESTRE, c. s., P.C. ..	Réélu	
AY		
MM. Jean COLLEY, c. s., sén. U. cen. maire, 3 512 ; MACHET, P.C., 2 046 ; LAGAUCHE, P.S., 1 939 ; MME PECHON, 3 ..	Ball.	
BOURGOGNE		
M. Maurice PRÉVOSTEAU, c. s., prés. cons. gén. sén., C.D.F. ..	Réélu	
CHALONS-SUR-MARNE 1		
MM. MARD, Cent. dém. maj., 3 075 ; Sammart, c. s., P.S. 2 262 ; SARBOSSEAU, C.P.C. 1 701 ; Mme PÉCHON, 35 ..	Ball.	
CHALONS-SUR-MARNE 3		
M. Jean REYSSIER, c. s., P.C. ..	Réélu	
CIVRY-EN-ARGONNE		
M. Pierre LEDUC, c. s., P.C. ..	Réélu	
DORMANS		
MM. Jacques CHARPENET, c. s., div. g., 1 266 ; DUVERDIER, mod. 934 ; SANDRIEN, P.C. 734 ; WICHE-LESTRAIT, div. g., 1 533 ; Le Quilicq, P.C. 719 ..	Ball.	
FESTERNAY		
M. Henri SAIGNES, c. s., R.I. ..	Réélu	
FISMES		
MM. CARRE, P.S. 1 549 ; CONREAU, mod. 1 532 ; VIOCHEUX, 1 533 ; Le Quilicq, P.C. 719 ..	Ball.	
M. Marc OLIVIER, c. s., mod. ne se représentent pas ..		
HEILITZ-LE-MAURPIT		
M. Aymar de COURSON, c. s., Cent. dém. ..	Réélu	
MARSON		
MM. CHABOUDET, mod. maj., 1 343 ; VALENTIN, mod. maj., 1 719 ; VIOCHEUX, 1 533 ; MAGNEN, P.S. 337 ..	Ball.	
M. Marcel GOILLARD, c. s., C.D.P., ne se représentent pas ..		
MONTMIRAIL		
M. Philippe AMELIN, c. s., U.D.R. ..	Réélu	
REIMS 2		
M. Jean PALALA, c. s., sén. U.D.R. ..	Réélu	

REIMS 4		
MM. Georges Collin, c. s.	P. 2777; Lecœur, P.C.	
2032; Siegel, U.D.R., 1208;	Edon, Cent. dém., 1105;	
Mme Pichon, R.L. 918; Mme	Bechou, R.L. 918; Mme	Ball.
REIMS 5		
MM. Claude Lamblin, c.	s., P.C., 1889; Carpentier,	
S. 1376; Lepigne, R.L.	834; Pernet, U.D.R., 704;	
Mme Pechon, 25		Ball.
REIMS 7		
MM. René Tys, c. s., anc.	dep., 3173; Volsin,	
S. 3328; Faivre, R.L.	1916; Mme Pechon, 30	Ball.
SOMPIEUX		
M. James Manuel, c. s.	div. g.	Réélu
VERTUS		
MM. Paul Gérard, c. s.	div. g., 542; Millon,	
U.D.R., 010; Marc Lefe-	vre, g., 305; Claude	
LeFebvre, P.C., 322; Talur-	maud, S. 173	Ball.
VERZY		
M. Pierre Lallement,	C.D.P.	Elu
M. Jean Cattier, c. s.	C.D.P., ne se représentait	pas
VILLE-SUR-TOURNE		
MM. Gauthier, Cent.	dém., 610; Rocha, mod.	
575; Rissier, P.S. 158; Di-	diere, P.C., 108	Ball.
M. Louis Soufflet, c. s.,	Cent. dém., anc. sén., anc.	
prés. cons. gén., ne se re-	présentait pas.	
VITRY-LE-FRANCOIS EST		
MM. Charles Bandoin,	c. s., 1811; Tessier,	
P. S., 1517; Fabert,	P.C., 956; Mme Martin, 135.	
L'écuse probable de M. Michel		
Ménard, Centre démocrate, maire du		
Château-Saul, ne se représentait pas.		
P.S. serait le fait le plus marquant		
de ce premier tour d'au 4 ^e au M. Jean		
Colonna, qui a été élu au 2 ^e tour de		
son canton depuis dix-huit ans, ne		
se trouvait pas véritablement en diffi-		
culté. M. Soufflet, ancien député, qui		
le défait anticommuniste jouera en sa		
faveur et lui permettra de rattraper		
le retard sur M. Monch (P.C.F.), qui sera le candidat unique		
de la gauche.		
En revanche, la majorité n'a guère		
d'avenir. M. Bandoin, U.D.R., U.D.R.,		
souverain sur la gauche à Vitry-le-François		
Est, il devra normalement reculer		
de 75 %, les voix socialistes dans le		
canton depuis les élections de septem-		
bre 1953.		
HAUTE-MARNE (15)		
ANDELOT		
M. Geoffroy, c. s., maire.	mod. maj.	Réélu
BOURBONNE-LES-BAINS		
M. Magnien, maire, mod.	mod.	Elu
ETRY		
M. Nicolas, c. s., div. g.	ne se représentait pas.	
BOURMONT		
M. Boin, c. s., maire, anc.	sén., rad.	Réélu
CHAUMONT SUD		
MM. Berchet, sén., rad.	2807; Genest, rad. g., 1608;	
Beck, P.C., 1196; Greliche,	P.S., 1486; Willehelm, R.L.	
505.		Ball.
M. Well, c. s., rad., ne se	représentait pas.	
CHEVILLON		
M. Rollin, c. s., maire,	anc. sén., rad.	Réélu
CLERMONT		
M. Schwab, c. s., U.D.R.		Réélu
DOULAINCOURT		
MM. Bignot, c. s., maire,	rad., 918; Bineyruy, mod.	
rad., 474; Chanfrault, P.	S., 387; Mme Mauguet,	
P.S., 189		Ball.
JOINSVILLE		
MM. Hanlin, c. s., prés.	cons. gén. R.L. 1524; Le-	
moigne, maire, mod. maj.	690; Laporte, rad. g., 459;	
Abovick, P.C., 399; Han-	lin, mod. g., 100.	
M. P. 189; Rouhet, P.S.,	189	Ball.
LA FERTE-SUR-AMANCE		
M. Dapret, c. s., maire,	mod. maj.	Réélu
MONTIGNY-LE-ROI		
M. Bernard, c. s., maire,	mod. maj.	Réélu
NEUILLY-L'ÉVEQUE		
M. Luciot, c. s., maire,	U.D.R., 100	Réélu
NOGENT-EN-BASSIGNY		
M. Henry, maire, mod.	mod. maj.	Elu
M. Champion, c. s., mod.	mod., ne se représentait pas.	
POISSONS		
M. Fournier, mod. maj.	449; Mme Martin, mod.	
M. J., 307; M. J., 307; M.	meresch, U.D.R., 190;	
Bourgeois, P.S., 182; Sa-	guelier, c. s., rad., 126;	
Schmitt, P.C., 109		Ball.
SAINT-BLIN		
M. Bernard Collin, c. s.		Réélu
VARENNES-SUR-AMANCE		
M. Roger Collin, c. s.	mod. maj.	Réélu
A Bourbonne-les-Bains, M. Edgard		
Fénelon, ancien ministre, qui se		
présente sous l'étiquette de la gauche		
et bénéficie du soutien du conseil-		
lér provincial, a été battu par M. Louis		
Bourgeois, U.D.R., 100.		
Cette même majorité devrait en		
revanche éprouver de sérieuses dif-		
ficultés à la suite de la défection de		
M. Chamoiseau, U.D.R., 100, qui		
a été battu par M. Louis Bourgeois,		
U.D.R., 100, qui arrive en tête des		

trois candidats de gauche, à Paris pour le conseiller sortant, M. Sa- poch, ancien-secrétaire adj. au Président, âgé de 56 ans.		
CONS. GEN. (après : M. Raymond Hannin, R.I.) : 1 P.C., 1 rad. g., 1 div. r. 6 rad. 6 C.D.R., 2 R.I., 14 no maj.		
MAYENNE (14)		
ARGENTRE	M. des Rieux, c. s., mod. maj.	Réélu
BAIS	Chauveau, c. s., maire, mod. maj.	Réélu
BIERRE	M. Suzanne, c. s., mod. maj.	Réélu
CHATEAU-GONTIER	M. Arthur, maire, réf. M. Lefèvre, c. s., mod. maj., ne se représentait pas	Elu
COUPTRAIN	MM. Auriau, c. s., R.I., 1204 ; Charpentier, mod. maj., 833 ; Marillaud, P.C. 343 ; Collet, F.S., 339	Ball.
EVRON	M. Vadepeul, c. s., sén. maire C.D.P.	Réélu
GRÈZ-EN-BOUERE	MM. Lefebvre, P.S., 723 ; Planchenaud, mod. maj., 531 ; Cognet, P.C., 320 ; Galesme, ap. U.D.R., 489 ; Mlle Orhan, div. mod., 416	Ball.
MEURTHE-ET		
BACCARAT	M. Cuny, c. s., rad. g.,	Réélu
BAYON	MM. Audibert, c. s., mod. maj., 2928 ; Claudel, P.C., 2506 ; Reimer, P. S., 812	Ball.
BRIEY	Mme Gœuriot, F. C., 2738 ; M. Martin, 1899 ; Vartier, R. I., 1688 ; Tonin, P. S., 1392 ; Savard, 2016 M. Bertrand, c. s., P.C., ne se représentait pas	Ball.
CHAMBLEY	M. Koenig, c. s., mod. maj.	Réélu
CIREY-SUR-VEZOUZE	M. Fathoud, s., maire, R. I.	Réélu
DOMEVRE-EN-HAYE	M. Grégoire, c. s., mod. maj., 1810 ; Thouvenin, P.S., 813 ; Feldt, div. g., 564 ; Varinot, P. C., 534	Ball.
GERBEVILLER	M. Vallin, c. s., maire, réf.	Réélu
LONGUYON	MM. Dapier, c. s., dép., maire, 2690 ; Mersch, rad. g., 1939 ; Quatrichio, P. C., 1484 ; Saint-Mard, P. S., 1035	Ball.
LONGWCY	MM. Jean, c. s., P. C., 3041 ; Marechal, 2522 ; Le- fort, P. S., 1326	Ball.
LUNEVILLE SUD	M. Morel, R. I., 2813 ; L'Hommée, P.S., 2144 ; Parentin, 1531 ; Mme Mau- roice, P. C., 1425 ; M. Ber- trand, U.D.R., 1243	Ball.
MONT-SAINT-MARTIN	M. Dalangy, c. s., R. I., ne se représentait pas	
MONT-SAINT-MARTIN	MM. Pastant, c. s., mod. maj., 3348 ; Brigid, P.C., 2380 ; Gisquef, P.S., 2331	Ball.
NANCY EST	MM. Teyssandier, c. s., cent. g., 4544 ; Groscolas, P. S., 3580 ; Sourdire, P. C., 1838 ; Miché, rad. g., 455 ; Rosenheck, Baile, 111 ; Guilmin, P.S.U., 198 ; Val- lon, 2	Ball.
NANCY OUEST	M. Coullas, c. s., dép., R. I.	Réélu
POMPEY	M. Thirion, c. s., div. g., 8336 ; Anjaline, P.C., 2810 ; Charton, F.S., 2339	Ball.
PONT-A-MOUSSON	MM. Tondon, P. S., 5902 ; Jeanclaude, c. s., réf., 6885 ; Bertelle, P. C., 2939	Ball.
SAINT-MAX	MM. Durup, c. s., P. S., 5249 ; Deruyck, mod. maj., 4392 ; Meunier, P.C., 1557 ; Lhuillier, 1322	Ball.
TOUL NORD	MM. Gosso, c. s., maire, U.D.R., 446 ; Feldt, P. S., 2354 ; Egloff, rad. g., 1065 ; Bourgeois, 659	Ball.
VANDOEUVRE	M. Pouille, c. s., maire, R. I.	Réélu
VEZELISE	M. Ledere, c. s., maire, mod. maj.	Réélu
L'UNICOVABLE RAPPORT		
d'ABEILIN		
M. Avelin est parti. Le Rapport Abelin demeure, sera-t-il exploité ? Dans cette perspective, l'Union Comu- niste l'analyse et y découvre de singu- lières tendances : pour le monde des Affaires, « Dans le No 78 d'Affaires, la seule revue économique et sociale en- tendement, faite en Afrique noire (c'est mieux pour en faire parler), publiée 10 Nos en 1960, par ch. ou CCP 98-22, Afrique, Dakar, P.S., 1826.		

M. Le Motheux du Plessis, c. s. mod. ne se représentait pas.

LE HORS
M. Thausault, c. s., maire. Réélu

LASSAY
M. Le Roy, c. s., maire. U.D.R. Réélu

MESLAY-DU-MAINE
M. Riverson, c. s. mod. mai. Réélu

MONTSURMS
MM. Buard, c. s., P.S., 1302; Lellessier, maire, mod. maj., 1214; Paris, P.C., 109. Ball.

PRE-EN-PAUL
M. Renard, mod. maj. ... M. Renard, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

SAINTE-SUZANNE
M. Julien, c. s., mod. maj. Réélu

VILLAINES-LA-JUHEL
M. Schmitt, c. s., mod. maj. Réélu

CONSEILS. GEN. (préts. : M. Ren
Bailay, sén. (Un. cent.) : 5 P.S. 6 Cent. dém., 2 C.D.F., 3 U.D.R. 4 R.I., 3 mod. maj.

MOSELLE (19)

A Nancy, la progression du P.S. s'exerceait aux dépens du parti communiste. On ne peut pas en donner les positions. A Pont-à-Mousson, le parti trêta nettement envahie par le P.S. qui devint perméable à l'entrée de l'Union socialiste, de l'emporter sur le sortant, M. Jules Jean Claude réformateur, suppléant de M. Jean-Louis Servin-Solbrebert aux dernières élections législatives. Sur les neuf conseillers élus au premier tour, huit appartiennent à la majorité et un seul, M. Cusny, radical de gauche, dans le canton de Boulogne. Le P.C. se place en tête à Briey, comme en 1970 année où son candidat, M. Bertrand Lemaire, l'emporta au second tour.

CONSEILS. GEN. (préts. : M. Roge
Boileau, div. g. sén.) : 7 P.C., 3 P.S. 1 rad. g., 5 div. g., 2 ref., 3 U.D.R. 9 R.I., 7 mod. maj.

MEUSE (15)

BAR-LE-DUC SUD
M. Marliet, c. s., cent., 1585; Mlle Mangin, P.S., 420; MM. Vanet, U.D.R., 645; Serrier, P.C., 588. Ball.

CLERMONT-EN-ARGONNE
M. Ruffin, c. s., maire, U.D.R. Réélu

COMMERCY
M.M. Dosé, P.S., 2381; Gausson, maire, mod., 1287; Lecomte, P.C., 545; Barthe, 315. Ball.

M. Perrin, c. s., mod. ne se représentait pas.

DAMVILLERS
M. Franco, c. s., maire, mod. Réélu

MORBIH

ALLAIRE
M. Rouxel, P.S. ... Elu
M. Lellèvre, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

AURAY
M. Orain, c. s., mod. maj. Réélu

BAUD
MM. Olivier, P.S., 3419; M.M. Thebaud, c. s., mod. maj., 3082; Kerjean, P.C., 1119. Ball.

BELZ
M. Le Formal, ind., 3003
MM. Rolland, c. s., U.D.R., 1576; Daniel, P.S., 686; Le Roy, P.C., 369.

CLEGUERE
MM. Pottier, c. s., Cent. dém., 2059; Le Ede, div. g., 2377; Le Du, P.C., 389. Ball.

ELVEN
M. Michel, c. s., mod. mod. maj. Réélu

LE FAOUE
M. Laviole, c. s., mod. maj. Réélu

LA GACILLY
M. Menand, c. s., mod. maj. Réélu

GRAND-CHAMP
M. Blevin, mod. maj., 2791
M.M. Thebaud, c. s., mod. maj., 1774; Coste, P.S., 480; Mme Jean, P.C., 215.

GROIX
M. Yvon, c. s., sén. Cent. dém. Réélu

GUER
M.M. Coudray, c. s., Cent. dém. Réélu

HENNEBONT
MM. Creapey, P.C., 5194; Thomas, c. s., R.I., 4307; Giovannelli, P. S., 3201. Ball.

JOSELIN
M. Du Halgout, c. s., R. I. Réélu

LORIENT I
M.M. Court, c. s., R. I., 2196

ETAÏN
MM. Picard, P.C., 1.130 ;
Bavartier, c.s., maire, mod.
1.039 ; Georges, U.D.R.,
468 ; Bruges, P.S., 338 ;
Mangot, 333 Ball.

FRESNES-EN-WOEVRE
MM. Mourou, Cent. dém.,
815 ; Lemmonson, mod. 714 ;
Hotter, P.C., 319 ; Am-
broise, maire de Ronvaux,
réf. 308 ; Battaviole, mod., ne
se représente pas.

LIGNY-EN-BARROIS
M. Juvancin, c.s., maire
de Nançois-sur-Ornain,
act. loc. Réélu

MONTIERS-SUR-SAULX
M. Dessaint, c.s., cent. g. Réélu

MONTMEDY
MM. Léonard, c.s., mod.,
1.130 ; Juvancin, c.s., maire
687 ; Nourissien, P.S., 631 ;
Briat, P.C., 281 Ball.

REVGNY-SUR-ORNAIN
MM. Didon, c.s., maire,
mod., 1.249 ; Chobert, P.S.,
938 ; Mme Dietsch, P.C.,
364 ; Roy, le docteur de
Montmédy, 291 ; Vanasse,
U.D.R., 80 Ball.

SOUILLY
MM. Louppe, c.s., mod.,
maj., 861 ; Antoine, P.S.,
356 ; Hofbauer, 307 ; Pet-
tazzoni, maire de Monthil-
mont, 291 ; Vanasse,
U.D.R., 80 Ball.

STENAY
M. Mayoux, c.s., prés.
cons. gén. mod. maj. Réélu

VERDUN EST
MM. Vigneron, c.s., P.O.,
2.618 ; Ligny, le docteur
1.588 ; Lévy, 606 ; Guindé,
P.C., 501 ; Delamarque,
Mouv. dém., 371 ; Rettel,
387 ; Bouches, U.D.R., 293 Ball.

VIGNEUILLES-
LES-HATTONCHATEL
M. Harment, c.s., sén.
maire, cent. Réélu

VOIDVACON
M. Gierck, c.s., maire,
cent. Réélu

Dès le premier tour de scrutin,
sept des quinze conseillers sortants
retrouvèrent leur siège. M. Leblanc
fut réélu. Il attirait la surprise gé-
nérale, distance même largement son
concurrent direct, M. Josi, modéré.
C'est cet ancien député du conseil
M. Marzier e Bar-le-Duc face au
candidat du parti socialiste, Mlle
Alençon, qui attire la surprise gé-
nérale. M. Vigneron (P.S.) à Ver-
dun Est, où il affrontait sept concou-
rrents, fut le docteur sur Jean Dupont,
qui est aussi un excellent candidat
en recommandant la création d'une
maison de sommeil pour mettre au
pas les « loupiots » qui perturbent
les pais du samedi soir.

Cette liste électorale obtient
un bon résultat que dans le
canton d'Etamp, grâce à M. Picard,
qui fut le conseiller municipal so-
cialiste. M. Schaeffer Les can-
didats de l'U.D.R., mis à part, se
présentent à Clermont-en-Artois.
Les conseillers sortants seront éliminés du
second tour. Dans le ballottage,
la principale surprise vient de Com-
mune. C'est le conseiller municipal
socialiste, M. Dosz, vingt-neuf
ans, manque le siège de huit voix
face à son concurrent.

Ce succès confirme la poussée
socialiste observée dans la Meuse
départementale. Cette tendance se
manifeste toutefois pas de renverser la
majorité.

CONS. GEN. (près : M. André
Madoux, mod. maj.) : 1 P.C., 4 P.S.,
2 listes U.D.R., 1 R.I., 1 G.N.P.,
1 act. loc., 14 mod. maj., 1 s. étig.

L'INCROYABLE RAPPORT ABELIN

M. Abelin est parti. Le Rapport Abelin demeure. Sera-t-il exploité ? Dans cette perspective, Gilbert Comte l'analyse et y découvre de singulières tendresses : pour le monde des Affranchés, Dans le No 78 d'Africa, la seule revue économique et sociale entièrement faite en Afrique noire (c'est mieux pour en bien parler).

Abon. 10 Nds an : 100 FF. par ch. uu

CCP 98.82 Africa, Dakar, P. 8126.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

MOSELLE (21+2)

NORD (36)

ALBESTROFF
M. Boyon, c. s. maire.
U.D.R. Rédu

BOUZONVILLE
M. Bohl, c. s. sén.
de Creutzwald, C.D.P. Rédu

DELMES
M. Villamin, U.D.R. Rédu

DIEUZE
M. Fekra, c. s. R.I. Rédu

FAULQUEMONT
M. Gouy, c. s. mod. maj.
P.S. 3278; Mlle. Préaux, P.C. 640. Rédu

FENETRAUGE
M. Hutter, 1800; Zuercher, R.I. 1945; Sloger, mod. maj. 545; Winger, mod. maj. 124; Schuller, P.C. 95. Rédu

FLORANGE
M. Arnould, c. s. maire.
R.I. 6032; Frenzel, P.S. 5674; Bour, P.C. 2720. Rédu

FORBACH
M. Bousch, c. s. sén.
390; Mlle. Fritsch, c. s. 390; rad. 1996; M. Communi, P.S. 2342; Bartier, 1403; Mme. Hesse, P.C. 897. Rédu

GROSTENQUIN
M. Sudar, c. s. U.D.R. Rédu

METZ
M. Rausch, c. s. sén.
maire, C.D.P. 4915; Rad, P.S. 1889; Hecker, C.N.P. 2803; Anderbourg, P.C. 1006. Rédu

METZERVILLE
M. Schmitt, c. s. sén.
R.I. 1889; Weiler, 2028; Aubert, P.S. 2788; Aubry, P.C. 1775. Rédu

MOYEUVRE-GRANDE
M. Deplétri, c. s. sén.
maire, P.C. 3771; Martin, R.I. 1768; Drouin, P.S. 3971; Keller, 96. Rédu

PANCE
M. Semlin, R.I. 2097; Schaff, c. s. maire de Montigny-Les-Metz, C.D.P. 1830; Mayot, P.S. 1070; Egloff, 341; Krausener, P.C. 140. Rédu

PHALSBOURG
M. Gérard, c. s. maire.
mod. maj. Rédu

RECHICOURT-LE-CHATEAU
M. Messier, c. s. sén.
prem. min. dép. U.D.R. Rédu

ROHBACH-LES-BAINS
M. Sellinger, c. s. sén.
M. Schneider, c. s. R.I. ne se représentait pas.

SAINT-AVOID
M. Nau, c. s. sén.
3178; Podsiadko, P.S. 3178; Hannon, U.D.R. 2745; Harter, mod. maj. 2221; Decont, mod. maj. 2021; Bitem, P.C. 964; Senna, rad. 568. Rédu

THIONVILLE
M. Froeller, c. s. sén.
3267; Gouffier, P.S. 3267; Maigret, P.S. 1899; Deschryver, R.I. 2461; Mme. Clément-Vohl, U.D.R. 1269; M. Kleiner, rad. g. 863. Rédu

VERNY
M. Walgenwitz, c. s. sén.
maire de Solgnes, rad. 3588; Schaal, P.S. 2049; Lambert, U.D.R. 1321; Antoine, P.C. 486. Rédu

VIGY
M. Masson, mod. maj. 1518; Vincent, c. s. maire.
R.I. 997; Juville, P.S. 680; Denker, mod. maj. 617; Nguyen, 360; Walter, P.C. 263; Houppert, 195; Ragot, rad. g. 55. Rédu

VOLMUNSTER
M. Faber, c. s. C.D.P. 1485; Heuflinger, 1383; Trischler, P.C. 117; Vermon, P.S. 212. Rédu

président réformateur du conseil général, maire de Thionville, voit son propre dauphin distancé par un socialiste. Le gauche est également partie à l'assaut dans la seconde ville du département : Thionville. A une grande des municipalités, alors que la succession du maire est d'ores et déjà ouverte, elle réalise avec trois candidats (P.C., P.S. et M.R.G.) 49,25 % des voix.

Dans trois autres villes : Metz, Forbach et Saint-Avoide, ce premier tour des cantonales ressemble à un préliminaire à un premier tour des municipales. A Metz, le conseiller sortant, M. Jean-Marie Rausch, réélu-maire C.D.P., est battu, lottage, attaqué sur deux fronts : par le gauche qui, bien qu'en nette progression, ne s'écroule cependant pas, avec 38,5 %, son score record des présidentielles (46,2 %); par un candidat U.D.R. et R.I., qui refuse de suivre les consignes des élus-maires partisans. Mais c'est de Forbach II qu'est venue la surprise : Mlle. Anne-Marie Fritsch, députée républicain radical de Forbach, est distancée de près de mille voix par le maire de Forbach, M. Jean-François Bousch, U.D.R. Par deux fois déjà, par suite d'insuccès, Mlle. Fritsch avait battu M. Bousch grâce à l'appui de 142 voix d'un certain nombre de ses socialistes. Apparemment, Mlle. Fritsch ne peut compter sur cet appui et pourrait bien perdre son siège. Les voix qui se sont portées sur M. Bousch, ex-U.D.R., feront la différence.

Enfin, à Saint-Avoide, la pléthore de candidats qui se présentent librement ou indépendamment de la majorité présidentielle (chaque) pourrissent bien l'avenir de l'élection au conseil cantonal.

CONS. GEN. (prés. : M. Paul Druart, R.I. 1889; 3 P.C., 3 P.S., 10 U.D.R., 1 R.I., 2 mod. maj.)

AVESNES-SUD
M. Naveau, c. s. sén.
P.S. 3154; Lefebvre, 2397; Hamery, P.C. 1616. Rédu

BAILLEUL-SUD-OUEST
Mme. Protin, c. s. R.I. 3302; MM. Ledoux, 1873; Bouteux, P.S. 1652; Beccart, P.C. 989. Rédu

LA BASSEE
M. Brice, c. s. mod. maj. Rédu

BAVAY
M. Duron, P.S. 2913; Jaxone, P.C. 2777; Volsin, ancien dép. U.D.R. 1820; Bran, Cent. dém. 969; Hollebecq, 290; Meunier, 365. Rédu

BERLAUMONT
M. Bédier, c. s. P.C. Rédu

BOURBOURG
M. Varlet, c. s. P.S. Rédu

CAMBRAI OUEST
M. Legendre, dép. U.D.R. 7603; Gernez, c. s. maire, anc. dép. P.S. 5468; Laurent, P.C. 4504; Ramon, mod. maj. 570. Rédu

CLARY
M. Lefebvre, c. s. P.S. 6958; Mme. Foulon, U.D.R. 4733; M. Warquier, P.C. 4033. Rédu

DENAIN
M. Fievez, c. s. anc. dép. P.C. Rédu

DOUAI NORD
M. Hage, c. s. P.C. Rédu

DUNKERQUE OUEST
M. Tirmarche, c. s. P.S. Rédu

HAUBOURDIN
M. Nohet, c. s. dép. P.S. Rédu

HAUTMONT
M. Westerlain, P.C. 3943; Dancin, c. s. mod. maj. 3626; Paladre, P.S. 1522. Rédu

HAZEBROUCK-SUD
M. Serghaert, c. s. mod. maj. Rédu

HONDSCHOOTE
M. Peeme, c. s. maire, mod. maj. Rédu

LILLE CENTRE
M. Norbert Ségard, sec. K. app. U.D.R. Rédu

LILLE NORD
M. Dhinnin, dép. U.D.R. 3284; Vandevelde, P.S. 3623; Landrea, P.C. 1851; Moland, C.N.P. 1811; Moland, 404. Rédu

LILLE OUEST
M. Delbosse, c. s. C.D.P. 11889; Burle, P.S. 6445; Durand, P.C. 4372; Idier, C.N.P. 1636. Rédu

LILLE SUD
M. Duppe, c. s. P.S. 4922; Mme. Dewavrin, U.D.R. 3054; M. Rich, P.C. 3008; Mme. Stahl, R.I. 1355; M. Castelein, R.I. 882. Rédu

MARCHENNES
M. Fieret, P.C. 9433; Deneuvillers, c. s. 8155; Meunier, P.S. 2196; Bertin, P.C. 1821. Rédu

MARCOING
M. Dureux, dép. R.I. 3699; Debaere, c. s. mod. maj. 1297; Vandermere, P.S. 1708; M. Duchemin, c. s. mod. maj. ne se représentait pas.

MARCOING-EST
M. Deplanck, c. s. U.D.R. Rédu

MAUBEUGE NORD
M. Forest, c. s. maire, anc. dép. P.S. 608; Pénard, U.D.R. 4420; Férin, P.C. 4223; Decaux, P.S. 989. Rédu

MAUBEUGE SUD
M. Derqes, c. s. Cent. dém. Rédu

ORCHES
M. Defontaine, c. s. mod. maj. Rédu

LE QUESNOY OUEST
M. Bache, c. s. anc. dép. U.D.R. 2401; Le-maire, P.S. 1798; Pruvost, P.C. 1630. Rédu

QUESNOY-SUR-DEULE
M. Roussin, c. s. ind. mod. maj. Rédu

ROUBAIX NORD
M. Faugaret, c. s. P.S. Rédu

ROUBAIX OUEST
M. Herman, anc. dép. U.D.R. 8787; Clément, P.S. 6783; Mme. Riera, P.C. 2928; M. Fontaine, P.S. 822. Rédu

SAINT-AMAND
M. Doreux, c. s. dép. maire, M.D.S.P. Rédu

SECLIN
M. Van, P.S. 4582; Dutoit, c. s. anc. mod. maj. 7839; Derpach, U.D.R. 7463. Rédu

STERNVOORDE
M. Bataille, c. s. R.I. Rédu

TOURCOING-SUD
M. Deraux, R.I. 8822; Châtilliez, P.S. 5810; Maes, P.C. 2994; Cinch, mod. maj. 1156. Rédu

M. Lecocq, c. s. maire, anc. dép. U.D.R. ne se représentait pas.

TRELON
M. Gauthier, c. s. P.C. 5183; Beaume, mod. maj. 4231; Moreaux, P.S. 4096. Rédu

VALENCIENNES NORD
M. Herrewyn, P.C. 7480; Guillard, c. s. P.S. 6787; Galles, mod. maj. 2782. Rédu

VALENCIENNES SUD
M. Carpentier, c. s. P.C. Rédu

Dans le Nord, dix-huit sièges ont été pourvus des deux premiers tours. On constate une nette progression des voix socialistes dans la quasi-totalité des cantons. Plus qu'en 1970, en 1970, 31,55 % des voix ont été portées sur des candidats socialistes. Les voix qui se sont portées sur des candidats socialistes ont été portées sur des candidats socialistes. Les voix qui se sont portées sur des candidats socialistes ont été portées sur des candidats socialistes.

Le P.C. a en partie fait les frais de cette victoire. Sur l'ensemble des départements, il perd en moyenne un point par rapport à 1970. Il gagnerait pourtant des sièges. Si l'on prend le canton de Valenciennes Nord et dans celui de Valenciennes, les sièges ont été obtenus en 1970. Les voix qui se sont portées sur des candidats socialistes ont été portées sur des candidats socialistes. Les voix qui se sont portées sur des candidats socialistes ont été portées sur des candidats socialistes.

D'autre part, à Dunkerque, les républicains ont obtenu une nette progression de la gauche, notamment dans la partie ouest de la ville, étendue de la partie ouest de la ville, l'union des deux communes. Le conseil sortant, M. Tirmarche, est élu. M. Tirmarche, élu en 1971, lors d'une élection partielle, comme indépendant de gauche.

Dans la majorité, c'est l'U.D.R. qui accuse le plus net recul, 18,28 % contre 24,70 % en 1970. Les dernières élections législatives. Les républicains indépendants progressent : 1,91 % contre 3,45 % en 1970 et 1,12 % en 1973. Le Centre démocratique tombe de 5,4 % à 1,29 %.

Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a obtenu un succès dans le canton de Lille-Centre. Il est élu de la majorité, la gauche perd deux points (34,8 % contre 33,3 %). Ce résultat est dû à une nette diminution de la liste de la majorité lors des élections municipales de 1970. Il reste néanmoins distancé par le total des voix de gauche.

Dans plusieurs cantons tenus par la majorité, la gauche a triomphé dimanche dernier. C'est le cas de Lille-Nord et de Valenciennes-Sud. M. Le Maire, mod. maj. 1297, et à Valenciennes, M. Jean Dureux, dép. R.I. 3699, ont affronté une commission de candidats de gauche.

CONS. GEN. (prés. : M. Albert Deneux, P.S. 4223; 15 P.C., 28 P.S., 1 M.D.S.P., 1 Cent. dém., 1 C.D.P., 9 U.D.R., 3 R.I., 11 mod. maj.)

LIANCOURT
M. Gantier, c. s. maire de Sacy-le-Grand, cent. g. 3828; Maillet, P.C. 3392; Thébaud, P.S. 2493; Rousseau, 510. Rédu

MAIGNELAY-MONTIGNY
M. Ville, c. s. maire de Maignelay, P.S. Rédu

MERU
M. Tempez, c. s. cent. g. 3868; Lécuyer, P.C. 1602; Vadeplid, P.S. 1594; César, div. g. 1132. Rédu

MONTATAIRE
M. Samblat, P.C. 4834; Michel, P.S. 2842; Fulop, rad. 2151. Rédu

NANTEUIL-LE-HAUDOIN
M. Hannier, c. s. P.S. 2164; Tringoni, act. loc. 1849; Markides, P.C. 853. Rédu

NEUILLY-EN-THELLE
M. Lauwers, act. loc. 3190; Vogel, P.C. 2652; Douche, P.S. 2439. Rédu

NIVILLERS
M. Segonds, c. s. P.S. 2307; Verschueren, act. loc. 1837; Aury, P.C. 1168. Rédu

RESSONS-SUR-MATZ
M. Desessart, c. s. maire de Cuvilly, R.I. Rédu

Sur vingt sièges renouvelables qu'on ne voit pas que la répartition des sièges au conseil général soit, le dimanche prochain, de grandes transformations. On voit toutefois qu'à Valenciennes Nord le conseiller sortant, M. Amallem, P.S., risque d'être mis en difficulté par le représentant de la majorité, M. Lufan.

A Neuilly-en-Thelle l'union de la gauche pourrait emporter le siège. M. Aury, secrétaire général départemental des républicains indépendants, qui se présente à Compiègne, a été élu pour l'union de la gauche.

A Compiègne, M. Pommery, réélu des le premier tour en 1970, a rallié les rangs de la fédération des républicains indépendants. M. Aury, secrétaire général départemental des républicains indépendants, qui se présente à Compiègne, a été élu pour l'union de la gauche.

CONS. GEN. (prés. : M. François Maraz, P.S. 4223; 15 P.C., 28 P.S., 1 M.D.S.P., 1 Cent. dém., 1 C.D.P., 9 U.D.R., 3 R.I., 11 mod. maj.)

COURTOMER
M. de Pelet, c. s. mod. maj. Rédu

ECOUCHÉ
M. Dionot, c. s. U.D.R. Rédu

LA FÉBTE-FRÉNEL
M. Houhant, c. s. R.I. Rédu

LA FÉBTE-MACE
M. Mlette, c. s. Cent. dém. 3126; Le Pape, P.S. 1630; Gravellet, U.D.R. 1189; Bruneau, P.C. 158. Rédu

GACE
M. Duvel, c. s. mod. maj. Rédu

LE MELE-SUR-SARTHE
M. d'Harcourt, c. s. mod. maj. Rédu

MESSEI
M. Burel, c. s. C.D.P. Rédu

MORTAGNE-AU-PERCHÉ
M. de Ponthréland, c. s. mod. maj. 1878; Lenoir, R.I. 1839; Caillouet, P.S. 565; Pelluau, P.C. 203; Fischer, écologiste, 108. Rédu

NOCE
M. Vangeois, 1130. Rédu

PUTANGES
M. Ragudeau, c. s. mod. maj. Rédu

REMAILARD
C.D.P. Olivier, c. s. sén. Rédu

SKES
M. Consigny, c. s. mod. maj. Rédu

TOUOURE
M. Durand, c. s. mod. maj. Rédu

TRUN
M. Oriot, c. s. U.D.R. 1383; Salomon, 364; Legrix, P.S. 809; Gauthier, P.C. 234. Rédu

Sur dix-huit cantons sortants, M. Aury, secrétaire général départemental des républicains indépendants, qui se présente à Compiègne, a été élu pour l'union de la gauche.

A Compiègne, M. Pommery, réélu des le premier tour en 1970, a rallié les rangs de la fédération des républicains indépendants. M. Aury, secrétaire général départemental des républicains indépendants, qui se présente à Compiègne, a été élu pour l'union de la gauche.

CONS. GEN. (prés. : M. François Maraz, P.S. 4223; 15 P.C., 28 P.S., 1 M.D.S.P., 1 Cent. dém., 1 C.D.P., 9 U.D.R., 3 R.I., 11 mod. maj.)

ORNE (18)

L'ANGLE
M. Boudet, c. s. dép. Cent. dém. Rédu

ALENÇON OUEST
M. Barbe, c. s. mod. maj. Rédu

ATHIS
M. Pichard, c. s. mod. maj. Rédu

BAZOCHE-SUR-ROENNE
M. Ganivet, c. s. mod. maj. Rédu

PAS-DE-CALAIS (29)

AIRE-SUR-LA-LYS
M. Béauve, c. s. maire, R.I. Rédu

AUBIGNY-EN-ARTOIS
M. Hermant, c. s. P.S. Rédu

AUXIL-LE-CHATEAU
M. Pruvost, mod. maj. Rédu

BEAUVAIS NORD-EST
M. Amallem, c. s. P.C. 4371; Richon, P.C. 2471; Meunissier, ind. 1634. Rédu

BETZ
M. Moreau, c. s. rad. g. 1388; Grosbail, P.C. 1810; Ancel, act. loc. 790; Lepine, 213. Rédu

BRÉTEUIL
M. Deschryver, mod. maj. 1050; Koster, P.S. 872; Lallèvre, cent. 713; De-lanck, 489; Mme. Deraux, P.C. 455. Rédu

CLERMONT
M. Pommery, c. s. P.S. 2474; Bertrand, 1810; Mme. Salomon, P.C. 1785; Mme. Fournier, P.S. 1785. Rédu

COMPIEGNE NORD
M. Pettipolsson, c. s. C.N.P. Rédu

COMPIEGNE SUD
M. Lemaire, c. s. P.S. 6031; Angier, P.S. 4490; Mme. Balle, P.C. 2740; M. Moser, U.D.R. 1289. Rédu

LE COUDRAY-SAINT-GERMER
M. Commin, c. s. mod. maj. Rédu

CREIL SUD
M. Anciant, c. s. P.S. 2854; Mlle. Paillet, P.C. 1532; Mme. du Granul, R.I. 785; M. Renouci, F.S.D. 791. Rédu

ESTRES-SAINT-DENIS
M. Douchin, c. s. maire, mod. maj. Rédu

GRANDVILLIERS
M. Jordan, c. s. maire de Damaucourt, R.I. 1650; Martin, P.S. 1177; Bourdon, 1029; Dubois, P.C. 449. Rédu

LAVENTIE
M. Fénart, c. s. maire, Cent. dém. 2436; Foulon, P.S. 2837; Lambin, P.C. 991. Rédu

LEFOREST
M. Marquette, c. s. maire, P.S. Rédu

LENS EST
M. Tell, c. s. maire de Sallaumines, P.C. 7790; Laloux, P.S. 5577; Lucas, mod. maj. 3146. Rédu

LENS NORD-OUEST
M. Delélla, c. s. dép. maire, P.S. Rédu

LIEVIN
M. Darras, c. s. dép. maire, P.S. Rédu

LUMBRES
M. Chochoy, c. s. maire, prés. cons. gén. anc. min. Rédu

MARQUION
M. Suissart, mod. maj. 2148; Michel Chopin, P.S. 1919; Santonia, P.C. 1905; M. Bénoni Chopin, c. s. div. g. ne se représentait pas.

MARQUILLÉ
M. Carpentier, P.S. Rédu

M. Le Sénéchal, c. s. dép. maire, P.S. ne se représentait pas.

NEUX-LES-MINES
M. Joseph, c. s. maire de Beuvry, P.S. Rédu

NORRENT-PONTES
M. Huguet, c. s. dép. maire d'Arras, P.S. Rédu

PAS-EN-ARTOIS
M. Rivaux, c. s. maire de Pailleur, C.N.P. Rédu

SAINT-OMER NORD
M. Lemaire, c. s. P.S. 2335; Delvaux, mod. maj. 1540; Bonnet, 1870; Robn, P.C. 1042; Hous-sin, 766. Rédu

SAINT-OMER SUD
M. Saint-Anand, P.S. 685; Catry, c. s. anc. dép. U.D.R. 6197; Du-lay, P.C. 4889. Rédu

(Lire la suite page 16.)

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

MONSOLS.
M. Leclercq, c. a. rad. Rélu

MORNAINT
M. Palluy, c. a. Cent. Rélu

NEUVILLE-SUR-SAONE
M. Dugoujon, c. a. dép. Rélu

OUILLINS
MM. Suc. mod. maj. 7489; Bernard, P.S. 6789; Rochais, P.C. 3401. Rélu

M. Jorley, c. a. P.S. ne se représentait pas.

SAINT-SYMPHORIEN-SUR-BOISE
M. Carteron, c. a. prés. cons. gén. mod. maj. Rélu

SAINT-SYMPHORIEN-DOZON
M. Simonet, c. a. P.S. Rélu

TARARE
M. Rivière, c. a. mod. dép. U.D.R. Rélu

VENISSIEUX
M. Houel, c. a. dép. maire, P.C. Rélu

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
MM. Germain, c. a. mod. maj. 4783; Poutissou, P.S. 3727; Darpaud, P.C. 3877; M. de Fleury, ind. 2306. Rélu

Sur dix-sept conseillers sortants se représentant dans la commune, onze ont été réélus. M. de Fleury, ind. 2306, a été réélu conseiller sortant. M. de Fleury, ind. 2306, a été réélu conseiller sortant. M. de Fleury, ind. 2306, a été réélu conseiller sortant.

SAONE-ET-LOIRE (28)

AUTUN SUD
M. Lucotte, c. a. sén. maire, R.I. Rélu

BOURBON-LANCY
M. Laguerre, P.S. Rélu

BOULOGNE
M. Morin, ind. 1680; Douvrou, P.S. 1310; Rodier, P.C. 465; Carré, P.S.D. 48. Rélu

M. du Lart, c. a. maire de Coudreaux, ind. ne se représentait pas.

BRULON
M. Mayet, c. a. maire, soc. ind. Rélu

CHATEAU-DU-LOIR
MM. Thion, P.C. 2193; Defail, ind. 1923; Renaud, P.S. 798; Cauchas, P.S. 321; Beaulieu, div. g. 240. Rélu

M. de Condé, c. a. mod. maj. est décédé.

ECOMMOY
M. Dronne, c. a. dép. maire, Cent. dém. 3194; Mmes Bonneau, P.S. 2974; M. de la P. C. 1155; M. Drouot, 623. Rélu

LA FERTÉ-BERNARD
M. Benard, c. a. Cent. dém. Rélu

LA FRESNAYE
M. d'Aillères, c. a. dép. prés. cons. gén. maire d'Aillères-Beauvoir, R.I. Rélu

FRESNAY-SUR-SARTHE
MM. Bizot, c. a. maire d'Assé-le-Bas, R.I. 1883; Riand, ind. 1878; Guilly, P.S. 768; Harsen, P.C. 245. Rélu

LA FLÈCHE
M. Guillot, c. a. cons. rég. maire, soc. ind. Rélu

LOUE
M. de Beaumont, c. a. maire de Coulanges-sur-Ouche, R.I. Rélu

MAYET
M. Hérin, c. a. maire d'Anigné-Racine, mod. maj. Rélu

MONTMIRAIL
M. Lardere, c. a. R.I. Rélu

PONTVALLAIN
MM. Bousard, ind. 977; Blanchard, soc. ind. 875; Amalard, ind. 815; Nolseau, P.C. 691; Joubert, P.S. 897. Rélu

M. Leroy, c. a. maire d'Oise, div. g. ne se représentait pas.

SILLE-LE-GUILLEUME
M. Chasseguet, dép. maire, U.D.R. Rélu

M. Chevillon, c. a. mod. maj. est décédé.

COMBAUFONTAINE
M. Bichet, c. a. mod. maj. ne se représentait pas. Son élection, qui datait de 1973, a été annulée par le tribunal administratif.

FAUCOGNEY-ET-LA-MER
M. Benoit, dép. C.D.P. Rélu

M. Fleuret, c. a. U.D.R. est décédé.

GRAY
MM. Vitter, c. a. prés. cons. gén. dép. maire, R.I. 1088; Lanquien, P.S. 1909; Thiaud, U.D.R. 1081; Damery, P.C. 904. Rélu

GY
MM. Cheviet, P.S. 908; Falva, R.I. 495; Pahn, mod. 488; Guilot, P.C. 188; Chausse, ind. 113. Rélu

M. Godart, c. a. div. g. ne se représentait pas.

MARNAY
MM. Jurain, mod. 758; Bartholomew, P.S. 590; Grondin, mod. maj. 330; Blanc, R.I. 289; Paquis, P.C. 118. Rélu

M. Frère, c. a. sén. R.I. ne se représentait pas.

MELISEY
Mme Daviot, c. a. rad. g. 2238; MM. Leval, C.D.P. 1889; Phenipin, P.C. 452. Rélu

MONTMONT-EN-BRESSE
M. Badoux, c. a. maire, rad. g. Rélu

MONTRET
M. Cavaud, c. a. R.I. Rélu

PALINGES
MM. Clandon, c. a. maire, R.I. 945; Béraud, P.S. 750; Chierici, P.C. 313. Rélu

PIERRE-DE-BRESSE
MM. Camus, c. a. P.S. 1787; Rodrigue, mod. maj. 1858; Ducrot, P.C. 683. Rélu

SAINT-BONNET-DE-JOUX
M. Lacharme, c. a. div. gauche. Rélu

SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL
MM. Buffet, c. a. dép. R.I. 1186; Commerçon, P.S. 783; Griveau, P.C. 384. Rélu

SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
MM. Humblo, mod. maj. 728; Michelin, c. a. maire, rad. g. 501; Juillard, P.C. 404. Rélu

TOULON-SUR-ARBOUX
M. Chapuis, c. a. P.C. Rélu

TOURNUS
MM. Gantheron, P.S. 1367; Ougnaud, mod. maj. 1396; Denicot, c. a. R.I. 1183; Ougnaud, P.C. 988. Rélu

TRAMAYES
M. Challe, P.S. 783; Mmes de Champeigne, mod. maj. 1447; Rameau, U.D.R. 983; Paul, P.C. 687. Rélu

M. Rinet, c. a. maire, ind. ne se représentait pas.

VILLERSEXEL
M. Mirodot, c. a. sén. maire, R.I. Rélu

VITREY-SUR-MANCE
M. Boyer, c. a. mod. maj. Rélu

Rélu dans la première tour en 1970 face à un seul adversaire communiste, M. Vitter, député R.I. et président du conseil général, est devenu, cette fois, le candidat d'un concurrent U.D.R. et de la période socialiste; il est cependant en ballottage favorable à Gray.

M. Badoy, P.S., nettement distancé en 1973 dans le canton de Vesoul-Ouest par le candidat républicain indépendant est mieux placé pour emporter le siège de Vesoul Sud.

Six des sept sièges attribués dans la première tour sont à des candidats socialistes; à la mairie d'Assé-le-Bas, M. de la P. C. 1155, a été réélu, M. Benard, député C.D.P., qui, en 1973, avait été élu par un rassemblement de gauche dans le canton de Lure.

CONC. GEN. (prés. : M. Pierre Vitter, R.I., 2238; 1 P.C., 1889; 1 div. g., 113; 1 U.D.R., 1081; 1 ind., 5 mod. maj.)

SARTHE (17)

BALLON
MM. Champroux, soc. ind. 2334; Bouillard, P.S. 1081; Julien, P.C. 662. Rélu

M. Gaudin, c. a. div. g. ne se représentait pas.

BONNETABLE
M. Vigneron, c. a. maire, soc. ind. Rélu

BOULOGNE
MM. Morin, ind. 1680; Douvrou, P.S. 1310; Rodier, P.C. 465; Carré, P.S.D. 48. Rélu

M. du Lart, c. a. maire de Coudreaux, ind. ne se représentait pas.

BRULON
M. Mayet, c. a. maire, soc. ind. Rélu

CHATEAU-DU-LOIR
MM. Thion, P.C. 2193; Defail, ind. 1923; Renaud, P.S. 798; Cauchas, P.S. 321; Beaulieu, div. g. 240. Rélu

M. de Condé, c. a. mod. maj. est décédé.

ECOMMOY
M. Dronne, c. a. dép. maire, Cent. dém. 3194; Mmes Bonneau, P.S. 2974; M. de la P. C. 1155; M. Drouot, 623. Rélu

LA FERTÉ-BERNARD
M. Benard, c. a. Cent. dém. Rélu

LA FRESNAYE
M. d'Aillères, c. a. dép. prés. cons. gén. maire d'Aillères-Beauvoir, R.I. Rélu

FRESNAY-SUR-SARTHE
MM. Bizot, c. a. maire d'Assé-le-Bas, R.I. 1883; Riand, ind. 1878; Guilly, P.S. 768; Harsen, P.C. 245. Rélu

LA FLÈCHE
M. Guillot, c. a. cons. rég. maire, soc. ind. Rélu

LOUE
M. de Beaumont, c. a. maire de Coulanges-sur-Ouche, R.I. Rélu

MAYET
M. Hérin, c. a. maire d'Anigné-Racine, mod. maj. Rélu

MONTMIRAIL
M. Lardere, c. a. R.I. Rélu

PONTVALLAIN
MM. Bousard, ind. 977; Blanchard, soc. ind. 875; Amalard, ind. 815; Nolseau, P.C. 691; Joubert, P.S. 897. Rélu

M. Leroy, c. a. maire d'Oise, div. g. ne se représentait pas.

SILLE-LE-GUILLEUME
M. Chasseguet, dép. maire, U.D.R. Rélu

M. Chevillon, c. a. mod. maj. est décédé.

LA SUZE-SUR-SARTHE
MM. Fout, c. a. maire de La Suze-sur-Sarthe, P.S. 2742; Daudibon, ind. 1967; Barroy, P.C. 380. Rélu

VIBRAYE
MM. Leguay, c. a. R.I. 1159; Hervé, 788; Massé, P.C. 871; Le Mercier, P.S. 178. Rélu

En repêche, trois sortants de la majorité ont été reconduits, alors qu'ils passaient habituellement au premier tour : M. Bizot, R.I., élu depuis la libération à Fresnay-sur-Sarthe; le docteur Leguay à Vibraye, qui reste cependant en position favorable pour le deuxième tour; M. Dronne, député et maire d'Ecommoy, Centre démocrate, évincé par le socialiste Mme Bonneau, qui part gagnante pour le deuxième tour avec l'appui des voix communistes; les déplacements de population des deux communes dans le canton de Vesoul-Ouest ont joué contre le sortant, A. Ballon, le candidat du parti socialiste depuis la libération, qui a été élu, et lui a permis d'obtenir sur les voix communistes pour l'emporter.

A Châteaun-Loir, où le siège était vacant par suite d'un décès, le candidat communiste en tête dans la propre commune du maire de la localité.

A La Suze, le candidat socialiste sortant est en ballottage favorable. En repêche, à Boulogne, le secrétaire général du parti socialiste, M. de la P. C. 1155, a été reconduit, alors qu'il avait perdu au premier tour. Les radicaux de gauche sont loin d'avoir effacé la marque qu'ils avaient laissée dans le canton de Vesoul-Ouest, où M. de la P. C. 1155, 10 R.I. 1 ind., 3 mod. maj.)

SAVOIE (17)

AIGUEBELLE
MM. Vair, P.C. 925; Cordel, P.S. 807; Vincent, maire, P.S. Rélu

M. Perrier, c. a. P.S. ne se représentait pas.

AIME
MM. Jannot, maire, 1210; M. de la P. C. 303; Régulier, P.C. 584. Rélu

M. Antier-Perret, c. a. U.D.R. ne se représentait pas.

ALBENS
M. Giroud, 1057. Rélu

MM. Ferrusset, P.S. 498; M. de la P. C. 303; de Saint-Ours, mod. maj. 481; Gagnieu, P.C. 76. Rélu

BEAUFORT-SUR-DORON
M. Avest, c. a. maire, 1187; Bally, 452. Rélu

CHAMBERY NORD
M. Chabert, mod. maj. 2637; Monin, c. a. maire de Saint-Jean-d'Arvey, P.S. 2314; M. de la P. C. 583. Rélu

CHAMBERY SUD
M. Dumas, c. a. maire, anc. dép. anc. min. U.D.R. Rélu

LES ECHELLES
MM. Gros, P.S. 723; Gavio, c. a. maire de La Bauche, U.D.R. 520; M. de la P. C. 583; de Saint-François, R.I. 513; Villen, P.C. 172. Rélu

MODANE
MM. Buisson, c. a. Cent. dém. 1057; Carvet, P.S. 643; Girard, U.D.R. 451; Chialot, P.C. 440; Ferrand, P.C. 105. Rélu

LA MOTTE-SERVOLEUX
MM. Hochard, c. a. cons. rég. maire, mod. maj. 2407; Banattier, P.S. 2135; Vasson, P.C. 739. Rélu

MOUTIERS
MM. Blanc, dép. P.S. 1183; Miché, c. a. mod. maj. 1531; Perrier, P.C. 1389; Chat, U.D.R. 1091. Rélu

M. Fontanet, c. a. anc. min. prés. cons. gén. anc. dép. vice-président du C.D.P. ne se représentait pas.

LA ROCHETTE
M. Rey, c. a. cons. rég. maire, cent. g. Rélu

RUFFIEUX
MM. Ruckewitz, maire de Mott, P.S. 882; Pignin, c. a. cent. g. 305; Machet, P.S. 277. Rélu

SAINT-ALBAN-LÉVASSE
M. Bessot, c. a. dép. maire de Barby, P.S. Rélu

SAINT-GENIX-SUR-GUIERS
M. Guinbert, c. a. maire d'Avressieux, Cent. dém. Rélu

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
M. Perrier, c. a. cons. rég. maire de Villargon-dran, P.S. Rélu

SAINT-PIERRE-D'ALBIGNY
MM. Delachanal, c. a. anc. dép. R.I. 969; Marnard, mod. P.S. 878; Novel, P.C. 437. Rélu

UGINE
M. Meunier, c. a. maire, P.S. Rélu

La progression de la gauche s'est poursuivie dans le département de la Savoie. Depuis les élections de 1973, et pour les élections de 1976, tous les sièges de députés sont allés à l'opposition. Les radicaux de gauche ont obtenu quatre voix de plus que les socialistes. Si huit sièges sont déjà pourvus, sept restent en ballottage; trois seulement sont sortants de la majorité, cinq au P.S. et un au P.C.

ANNEXE NORD-EST
M. Bouchet, c. a. maire, Cent. dém. Rélu

ANNEMASSE SUD
MM. Xambou, c. a. Cent. dém. 2781; Cambefort, P.S. 2035; Wolf, P.C. 1481; Foex, P.N. 413. Rélu

LE BIOT
M. Bondaz, c. a. Cent. dém. Rélu

BOËGE
M. Bouvier, c. a. maire de Bogève, Cent. dém. Rélu

BONNEVILLE
MM. Briffod, c. a. anc. dép. P.S. 2330; Féloux, R.I. 1882; Olearin, P.C. 1203; Hayard, P.N. 320. Rélu

CHAMONIX
MM. Desallou, c. a. R.I. 1283; Dabiane, P.C. 1032; Dementio, P.S. 412; Deschanel, 948. Rélu

CRUSELLES
M. Fellari, c. a. maire, R.I. Rélu

ÉVIAN
M. Combet, c. a. div. g. 2885; Mme Favre, Cent. dém. 1496; MM. Bayoux, P.S. 1340; Bened. P.C. 1187; Bally, 452. Rélu

RUMILLY
M. Dagand, maire, U.D.R. 2280; Molroux, P.S. 1125; Benoit, 632. Rélu

SEINE-MARITIME (28)

ARGUEL
M. Binet, c. a. R.I. sout. U.D.R. Rélu

BOLBEC
MM. Belhache, P.C. 3138; Gancel, mod. ind. 2886; Laplace, ind. 2218; Roussel, P.S. 1317. Rélu

M. Seyer, c. a. rad. ne se représentait pas.

BOOS
M. Magniaux, c. a. cent. dém. sout. R.I. Rélu

BUCHY
M. Verhaeghe, c. a. rad. Rélu

CAUDEBEC-EN-CAUX
MM. Malon, c. a. rad. sout. R.I. 2280; Pacand, act. loc. 1200; Lepetit, P.C. 898; Thomas, P.S. 751. Rélu

CLERES
M. Martin, c. a. dép. M.D.S.F. sout. R.I. Rélu

DIÈPPE
M. Bourgois, c. a. maire, P.C. Rélu

DOUDEVILLE
M. Ducault, c. a. cent. dém. sout. R.I. Rélu

ELBEUF
MM. Yoninou, P.S. 6224; Maussion, P.C. 4228; Chevrier, mod. 3318; Baudouin, mod. 2882; Allard, rad. 677. Rélu

M. Danais, c. a. P.C. ne se représentait pas.

ENVERMEU
M. Caron, c. a. sén. cent. dém. sout. R.I. Rélu

EU
MM. Boisson, c. a. rad. sout. R.I. 6015; Balard, P.C. 3449; Garraud, P.C. 3058. Rélu

FORGES-LES-EAUX
MM. Blot, maire, U.D.R. 2051; des Roys, c. a. C.D.P. 1504; Cagnelard, P.C. 856; Sébais, P.S. 428. Rélu

GODERVILLE
MM. Clément-Grand, mod. 2232; Roussel, act. loc. 1012; Labreton, c. a. R.I. 748; Chailot, P.C. 877. Rélu

GOURNAY-EN-BRAY
M. Hanillard, c. a. rad. sout. R.I. Rélu

GRAND-COURONNE
M. Lereu, c. a. dép. maire de Grand-Quevilly, P.S. Rélu

LE HAVRE 1
M. Dubois, c. a. C.N.I.P. Rélu

LE HAVRE 3
Mme Riou, P.C. Rélu

M. Durand, c. a. dép. maire, P.C. ne se représentait pas.

LE HAVRE 6
MM. Collard, P.C. 5584; Lenoir, c. a. R.I. 4533; M. de la P. C. 2150; M. de la P. C. 2150; Mouv. dém. 1312. Rélu

LE HAVRE 7
MM. Schewitz, P.C. 6317; Dégé, P.S. 3141. Rélu

ROULLE
P.N. 178. Rélu

M. Darnet, c. a. Cent. dém. ne se représentait pas.

SALLANCHES
MM. Le Bescond, c. a. maire de Megeve, R.I. 2611; Honoré, 1311; Daller, P.C. 672; Jacquier, 578; Ansaldo, P.S. 508 voix. Rélu

SCIONZIER
M. Allamand, c. a. R.I. Rélu

SEYNOUD
M. Decarre, c. a. maire, Cent. dém. Rélu

SEYSSSEL
M. Abry, maire de Bassy, Cent. dém. ne se représentait pas.

TANINGES
M. Nyssolin, c. a. Cent. dém. Rélu

THONES
M. Dupont, c. a. maire de Saint-Jean-de-Sixt, Cent. dém. Rélu

THORENS
M. Lavy, c. a. sén. prés. cons. gén. maire d'Argemay, R.I. Rélu

On ne pouvait s'attendre à un bouleversement en Haute-Savoie, où les résultats ont été constants politiques. Cependant, le président du conseil général, le sénateur André Lory (R.I.), a été réélu au premier tour, ainsi que huit de ses collègues. L'inconnue du scrutin a été fournie par le canton d'Évian, où le conseiller général sortant, M. Combet, ancien maire, n'avait pas reçu l'investiture de son parti, le parti socialiste. M. Combet arrive maintenant en tête du ballottage, ce qui, si l'on veut, a voté l'homme et non pas l'équipe.

M. Bonnet, le conseiller général sortant, M. Briffod (P.S.), est en ballottage favorable. Bien que l'opposition du P.C. lui ait fait perdre beaucoup de voix en 1970, il avait été réélu dans le premier tour. A Chamonix, M. Edmond Desallou (R.I.), se trouvant au départ du second tour à égalité avec le candidat de la gauche, le sortant centre démocrate est arrivé à Annemasse Sud.

CONC. GEN. (prés. : M. Arthur Lavy, R.I. 561; 3 P.C., 1 P.S., div. g. 14 Cent. dém., 1 U.D.R., 14 R.I.)

DAVAL
c. a. ind. 2754; Lanois, act. loc. 2316; Brumet, R.I. 1833. Rélu

MONTIVILLIERS
MM. Eberhard, c. a. sén. P.C. 5857; Vallery, P.S. 2283; Montigny, mod. 2886; P.C. 1383; Roussay, cent. 3128. Rélu

OFFRANVILLE
MM. Sénécal, P.C. 2342; Jouan, act. loc. 1450; Lucas, P.S. 1383; Grenet, sout. R.I. 1125; Blanchard, soc. ind. sout. R.I. 881. Rélu

M. de Boishbert, c. a. R.I. ne se représentait pas.

ROUEN 1
M. Euguerre, mod. 518; Mme Montier, act. loc. 472; MM. Ricouard, c. a. R.I. 430; Volpé, P.S. 253; Jouany, C. 282. Rélu

ROUEN 2
M. Lemaunet, c. a. min. d'Etat, min. justice, maire, Cent. dém. Rélu

ROUEN 3
M. Danet, c. a. R.I. Rélu

SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC
MM. Odévre, c. a. maire, R.I. 2163; Marical, act. loc. 1659; Leclerc, P.C. 1146; Avice, P.S. 884. Rélu

SAINT-SAËNS
MM. Carpentier, rad. 886; Leroy, rad. 673; Le Vern, P.S. 630; Goyel, c. a. R.I. 510; Basseville, Cent. dém. 456; Fauguet, P.C. 125. Rélu

YERVILLE
M. Pallouges, c. a. rad. sout. R.I. Rélu

YVETOT
M. Bobès, c. a. maire, rad. g. Rélu

La moitié des candidats sortants ont été réélus au premier tour. Parmi eux, M. Jean Lemaunet, ministre d'Etat, par le second tour, président du Centre démocrate.

La poussée de la gauche profite tant au parti communiste, dont le fort prestige sur la région havraise devrait lui permettre de gagner deux ou trois sièges, qu'au parti socialiste, qui gagne des voix et devrait avoir au P.C. le canton d'Évian.

Au total, cinq ballottages sont favorables à la gauche, et le candidat communiste est arrivé en tête dans quatre d'entre eux. Dans deux cantons, le scrutin sera serré entre l'opposition et la majorité : à Bolbec, où le sortant réformateur ne se représentait pas, la candidate du P.C. sera opposée à un candidat indépendant; à Eu, la candidate du P.S. représentera la gauche au second tour face au sortant réformateur, ancien socialiste.

Six ballottages sont favorables à la majorité, mais les sortants ne devraient remporter leur siège que dans trois cas seulement. On assistera ainsi à un remaniement qui ne devrait pas changer le poids respectif des trois familles de la majorité au sein du conseil général.

CONC. GEN. (prés. : M. Jean Lemaunet, Cent. dém. ministre d'Etat, min. de la Justice); 7 P.C., 4 P.S., 3 rad. g., 2 M.D.S.F., 6 rad. g., 8 Cent. dém., 3 rad. g., 3 U.D.R., 9 R.I., 19 C.N.I.P.)

(Lire la suite page 18.)

Les résultats dans les autres départements

(Suite de la page 17)

DEUX-SEVRES (17)

AIRVAULT
M. Barret, maire, P.S., 1724 voix.
MM. Bortage, c. s. anc. dép. U.D.R., 1068; Bon, P.C., 182.
ARGENTON-CHATEAU
MM. Ganne, cent. dém., 2071; Garreau, c. s., 1886; Corbière, maire, ind., 240; Millet, P.C., 454.
BEAUVOIR-SUR-NIORT
M. Nicolas, c. s., rad., Rédu.
BRESSUIRE
M. Brochard, c. s. dép. Cent. dém. Rédu.
BRIOU-SUR-BOUTONNE
M. Treilla, c. s. prés. Rédu.
CHEF-BOUTONNE
M. Boulin, c. s. mod. Rédu.
FRONTENAY-ROHAN-BOHAN
M. Chatain, c. s. anc. dép. rad., Rédu.
MAULEON
M. Fruchard, c. s. maire, mod. maj. Rédu.
MAUZE-SUR-LE-MIGNON
M. Coupiot, c. s. maire, mod. maj. Rédu.
MAZIERES-EN-CATINE
M. Babin, c. s. cons. rég. Cent. dém. Rédu.
MELLE
M. Touzeau, c. s., rad. Rédu.
NIORT NORD
MM. Gaillard, c. s. dép. maire, P.S., 3925; Charbonneau, C.D.F., 3547; Vincent, P.C., 1041.
PARTHENAY
MM. Jubien, c. s. maire, P.S., 4358; Denoue, U.D.R., 4038; Le Goff, P.C., 798.
SAINT-LOUP-LAMARE
M. Bouchet, c. s. ind. Rédu.
ST-MAXENT-LE-ECOLE
M. Lemberon, c. s. P.S. Rédu.
SECONDIGNY
M. Airault, c. s. mod. Rédu.
THOUARS 2
M. Dumont, c. s. ind. Rédu.
Trois cantons sur dix-neuf cantons, à Argenton-Château se disputent la seule « primauté » au sein de la majorité. Le centre remporte par le centre démocrate au détriment du conseiller général U.D.R. sortant.
Il faut noter à Airvault la défaite de M. Bortage, ancien député U.D.R. devenu sur sa socialiste, M. Barret, élu dès le premier tour. En revanche, est réélu, à Bressuire, M. Brochard, député Cent. dém. après une difficile campagne qui l'avait opposé au maire de Bressuire (radical, L. de lauch), Le service devait en définitive gagner au moins un siège dans la prochaine assemblée, grâce au socialiste élu à Airvault.
CONS. GEN. (prés. : M. Georges Treilla, rad.) : 1 P.S., 1 rad., 2 div. g., 5 rad., 2 Cent. dém., 4 U.D.R., 3 ind., 9 mod. maj.

SOMME (22)

ABBEVILLE SUD
M. Lejeune, c. s. dép. prés. cons. gén. maire, M.D.S.F. Rédu.
AILLY-SUR-NOYE
M. Classen, c. s. maire, M.D.S.F. Rédu.
AMIENS OUEST
MM. Grenet, c. s., P.C., 3886; Guérin, R.I., 2138; Ducrotoy, P.S., 1410; Eazard, soc. ind., 680; Hame Parent, P.S.U., 320.
AMIENS NORD-OUEST
Mme Cosserat, c. s. P.C., 3948; M. Conroy, R.I., 2387; M. Trouillet, P.S., 1705.
AMIENS NORD-EST
MM. Carouge, c. s. P.C., 4088; Jolly, soc. ind., 3110; Mme Joron, P.S., 1294.
BERNAVILLE
M. Becq, P.S., 1051; Crepin, c. s. M.D.S.F., 1039; Semon, ind. 807; Hardy, P.C., 309.
BOVES
MM. Desse, c. s., 3103; Zimmer, P.C., 1701; Doucement, P.S., 1419; Nieuvin, Mouv. dém., 292.
BRAY-SUR-SOMME
M. Adriaenssens, c. s. soc. ind. Rédu.
CHAULNES
M. Bayard, c. s. maire, M.D.S.F. Rédu.
CRECY-EN-PONTHIEU
MM. Delannoy, c. s. U.D.R., 873; Loeillet, act. loc. 700; Petit, P.C., 575; Brantant, act. loc. 555; Ponder, maire, 510; Cahon, P.S., 333.
DOMART-EN-PONTHIEU
MM. Polier, réf., 2114; Timmerman, P.S., 1790; Briatte, P.C., 1723.
HALLEN-COURT
MM. Dallery, R.I., 1270; Desablin, gaul. opp., 1044; Jacob, P.C., 910; Roger, P.S., 874; Le Quintain, M.D.S.F., 193.
M. Deschamps, c. s. maire, rad. ne se représentait pas.

HAM
MM. Goubet, c. s., P.C., 2590; Morant, act. loc. 1944; Bolel, P.S., 1554; Dorot, U.D.R., 1018.
HORNOY-LE-BOURG
MM. Dufour, c. s. maire, soc. ind., 1584; Hart, U.D.R., 1012; Iriarte-Arriola, P.C., 569; Dumont, P.S., 203.
MOREUIL
MM. Gardes, c. s., P.S., 1976; d'Hauteville, sout. R.I., 276; Chérols, P.C., 237; Pétin, 538; Bappe, M.D.S.F., 19.
NOUVION
M. Lecuyer, c. s. M.D.S.F. Rédu.
OISEMONT
M. Bignon, c. s. dép. U.D.R. Rédu.
PERONNE
MM. Daudré, c. s. maire, rad., 2354; Guibaud, P.C., 224; Lincette, P.S., 2177.
PICQUIGNISSE
M. Regnier, c. s. P.C. Rédu.
POIX-DE-PICARDIE
M. Daniel, c. s. maire, Cent. dém. Rédu.
ROSIERES-EN-SANTERRE
M. Millet, c. s. P.S. Rédu.
ST-VALERY-SUR-SOMME
MM. Gauthier, c. s. maire, P.S., 2560; Mmes Aurial, P.S., 1536; Valey, M.D.S.F., 1110; MM. Van Den Bergh, R.I., 927; M. Skiersat, P.S.U., 158.
Dans la Somme, les neuf conseillers généraux sur vingt-deux élus au premier tour sont tous des sortants. Parmi eux, M. Max Lejeune (Mouvement démocrate, socialiste de France), président du conseil général depuis 1970, M. Polier, républicain, est arrivé en tête avec 2114 voix. Suivent la candidate socialiste avec 1790 voix et la candidate communiste avec 1723 voix. Si ses voix se prononcent en faveur du socialiste, la rétro de M. Lincette, cela lui permettrait de battre le conseiller général sortant, radical, M. Daudré.
CONS. GEN. (prés. : M. Max Lejeune, M.D.S.F. dép.) : 9 P.C., 4 P.S., 3 soc. ind., 5 M.D.S.F., 4 rad., 3 Cent. dém., 2 C.D.F., 4 cent., 5 U.D.R., 2 R.I.

TARN (21)

BRASSAC
M. Carminade, c. s. maire, mod. maj. Rédu.
CALADEN
MM. Barthe, P.S., 950; Alquier, c. s. rad. g., 927; Martinez, P.C., 138.
CARMAUX NORD
MM. Varrelles, c. s. maire, P.S., 2334; Cazelles, P.C., 2137; Costes, ind., 1062; Bordoll, U.D.R., 738.
CARMAUX SUD
MM. Coudouly, c. s., P.C., 2549; Malaterre, P.S., 1585; Gayard, R.I., 1373; Labit, mod. maj., 244.
CASTRES EST
MM. Sery, c. s. rep. ind., 2753; Amen, P.S., 2256; Brémont, P.C., 915.
CASTRES NORD
M. Limouzy, c. s. dép. maire, anc. secr. E. U.D.R. Rédu.
CASTRES SUD
M. Aalis, c. s. mod. maj., 3648; Pelt, P.S., 2582; M. Guzman, P.C., 978.
DOURGNE
M. Mamy, c. s. R.I. Rédu.
GAILLAC
M. Yrisso, c. s. maire, mod. maj., 3421; Pestre, P.S., 2390; Muratet, P.C., 1252; de Chantier, P.S.U., 661.
LACAUNE
M. Bonnet, c. s. mod. maj. Rédu.
LAVAU
MM. Esparbié, c. s. rad. g., 2885; Talazac, maire, mod. maj., 2154; Bressolle, P.C., 1641; Valette, P.S., 716; Maury, réf., 465.
MONESTIES
M. Bonné, c. s. P.S. Rédu.
PAMPELONNE
M. Alousque, c. s. P.S. Rédu.
PUYLAURENS
MM. Maruques, c. s. maire, div. g., 1593; Fournies, P.S., 689; Bouysou, R.I., 522; Bousquet, P.C., 500.
RABASTENS
MM. Fargues, P.S., 1452; Marty, maire, U.D.R., 1290; Mousset, P.C., 623; Salvan, gaul. maj., 495.
SAINT-AMANS-SOULT
M. Limouzy, maire, mod. maj., 1310; Chos, rad. g., 1297; Tournier, P.S., 1077; Couquill, P.C., 670.
M. Bourguet, c. s. rad. div. g., ne se représentait pas.

VABRE
M. Faure, c. s. div. g. Rédu.
VALENCE
MM. Nespoulous, maire, C.D.F., 1288; Cuy, c. s., 1237; Dauras, P.C., 151.
VAOUR
MM. Sudra, c. s. P.S., 425; Lachaze, ind., 277; Boyer, div. g., 317; Mmes Hernandez, P.C., 72.
VIELMUR-SUR-AGOUT
M. Rocaud, ind., 1083; Barbut, c. s. rad. g., 1051; Billotte, P.C., 201.
VILLEFRANC-D'ALBIGEOIS
M. Albert, c. s. prés. cons. gén. soc. ind. Rédu.
Si M. Albert, soc. ind., président du conseil général, et Limouzy, député U.D.R. et maire de Castres, sont réélus le premier tour, les deux autres conseillers sortants de Castres sont en difficulté face aux représentants du P.S. Le maire, M. Gaillet, M. Trissou, mod. maj., curé du mal à conserver son siège. Le retrait de M. Spéna, président du Parlement européen, n'empêchera pas le P.S. d'obtenir le siège de Babastens, tandis que Saint-Amans-Soult est un radical de gauche, M. Gros, qui recueille l'héritage de M. Bourguet, sénateur socialiste.
CONS. GEN. (prés. : M. Spéna, soc. ind.) : 1 P.C., 9 P.S., 3 rad. g., 3 soc. ind., 3 div. g., 5 U.D.R., 2 R.I., 3 mod. maj.

TARN-ET-GARONNE (15)

AUVILLAR
MM. Vidalot, c. s. maire de Dunes, soc. ind., 656; Dauty, P.S., 340; Gorisse, maire de Danzas, act. loc., 323; Breton, P.C., 292; Moreaux, ind., 224; Chaboux, rapatriés, 92.
BOURG-DE-VISA
MM. Richard, c. s., div. g., 573; Messines, rad. g., 426; Giron, ind., 397; Bedel, P.S., 104.
CASTELARRASIN 2
MM. Larroque, c. s. rad. gauche, maire de Meuzan, 1544; Bonnal, P.S., 999; Bonnet, P.C., 806.
CAYLUS
MM. Lafon, c. s. maire, mod. maj., 760; Saint-Martin, P.S., 507; Marquet, ind., 155; Andrieu, ind., 119; Mlle Laguille, P.C., 77.
LAVIT
M. de Marsac, c. s. maire de Marsac, P.S. Rédu.
MOISSAC 1
MM. Rigal, c. s. maire, rad. g., 1004; J. P. V. ind., 1195; Demieus, P.C., 728; Naud, P.S., 463; Saulnier, rapatriés, 123.
MOLIERES
MM. Combelles, c. s. mod. maj., 898; Sahut, cent. g., 842; L'herm, mod. 2 cent. dém., 356; Mlle Loras, P.C., 107.
AUPS
M. Rolland, c. s. app. P.S. Rédu.
BARJOIS
M. Niron, c. s. P.C. Rédu.
LE BEAUSSET
MM. de Combret, c. s., P.S., 1478; M. d'Emporier, P.C., 2038; Vercellina, P.C., 1549.
COLOMBRIERES
MM. Ravello, c. s. P.S., 1870; Delon, mod. maj., 1083; Lemaire, U.D.R., 897; Mlle Dubreux, P.C., 531; M. Raymond, 160.
COMPS-SUR-ARTUBY
MM. Lavassan, c. s. app. P.S., 307; Gaumard, P.S., 143; Troin, P.S., 132; Jassaud, div. g., 119; Cance, P.C., 27; Dalmont, R.I., 19; Thédel, div. g. 0.
COTIGNAC
MM. Reboul, maire, 1077; Galliano, P.C., 739; Stuerge, 542; Mariage, P.S., 388.
M. Berne, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.
LA CRAU
M. Palazy, c. s. mod. maj. Rédu.
CUERS
M. Blacas, c. s. P.S. Rédu.
DRAGUIGNAN
MM. Gayard, c. s. P.S., 5619; German, 2180; Martini, U.D.R., 1983; Sentez, P.C., 1978; Bousbaud, P.S.U., 495.
FAYENCE
MM. Fabre, P.S., 1405; Krempf, P.C., 1056; Michelmod, mod. maj., 739; Bottero, mod. maj., 707; Savy, 313.
M. Demichelli, c. s. app. P.S., ne se représentait pas.
GRIMAUD
MM. Max, c. s. P.S., 2643; Broucher, 1992; Ferrari, P.C., 1193; Comarais, 526.
LA ROCQUEBRUSSE
M. Emerit, c. s. maire de Gréoulx, P.S. Rédu.
SAINT-MANDRIER
MM. Pichon, c. s. U.D.R., 2507; Spéna, P.C., 1728; Barthe, P.S., 1408; Giovannella, Mouv. dém., 361.
SAIERNES
M. Nicoletti, c. s. P.S. Rédu.

MONTAUBAN 2
MM. Gouze, c. s. P.S., 1934; Plesmann, mod. maj., 1298; Bea, rad. g., 949; Juge, P.C., anc. dép., 849; Brunet, rapatriés, 140.
MONTAUBAN 3
MM. Delmas, c. s. maire, anc. dép. P.S., 1773; Bécout, mod. maj., 1140; Escobar, P.C., 476; Labouret, rad. g., 226; Verdut, rapatriés, 100.
MONTAUBAN 4
MM. Hamacher, c. s. rad. gauche, 1578; Devigny, P.S., 877; Souleil, P.C., 790; Poinard, mod. maj., 749; Giraldou, rad., 391; Augier, rapatriés, 146.
MONTECH
MM. Gondalma, c. s. maire de La Villette, R.I., 1645; Augé, P.S., 1187; Souleil, P.C., 1105; Courrech, rad. g., 790; Marchad, rapatriés, 275.
NEGREPESSE
MM. Bourdarias, c. s., rad. g., 1213; Battut, U.D.R., 659; Gibert, P.S., 759; Luras, act. loc., 687; Martin, P.C., 443; Cabanne, rapatriés, 149; Lamolina, ind., 130.
ST-NICOLAS-DE-LA-GRAVE
M. Descazeaux, c. s. maire de Gargouillat, P.S. Rédu.
VERDUN-SUR-GARONNE
MM. Roger, c. s. rad. g. maire de Saint-Sardes, 1639; Dussol, P.C., 1480; Pallat, P.C., 476.
VILLEBRUMIER
MM. Aïza Vigoureux, P.C., 616; Louis Vigoureux, mod. maj., 552; Sabatier, c. s., rad. g., 451; Delbours, P.S., 374; Catala, rapatriés, 104.
Les 9 primaires et 9 suppléants au sein de l'U.D.S.R. par une fédération socialiste en rébellion ont prouvé l'attachement du courant radical. Le P.S. a obtenu en effet près de 14 000 voix (40 % des suffrages exprimés) contre plus de 10 000 aux radicaux de gauche, et les deux seuls conseillers généraux sortants (sur quatre) ont été réélus au premier tour, soit socialistes. Les six conseillers généraux sortants radicaux de gauche sont tous en ballottage. Le M.R.G. a théoriquement déjà perdu le canton de Villebrumier puisque leur candidat est de gauche par un communiste.
On note qu'aucun candidat proutiste n'a été élu. Les radicaux de gauche ont obtenu 1 850 voix, proutistes ainsi qu'ils constituent une force majeure dans le canton de Villebrumier, au moins, et surtout, de faire élire ou battre à leur convenance ou leur candidat ou l'opinion d'élections cantonales ou législatives.
CONS. GEN. (prés. : Mlle Sveltyne Baret, rad. g., 4 P.S., 13 rad. g., 3 div. g., 2 mod. 2 cent. dém., 1 C.D.F., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 mod. maj.

VERDUN-SUR-GARONNE
MM. Roger, c. s. rad. g. maire de Saint-Sardes, 1639; Dussol, P.C., 1480; Pallat, P.C., 476.
VILLEBRUMIER
MM. Aïza Vigoureux, P.C., 616; Louis Vigoureux, mod. maj., 552; Sabatier, c. s., rad. g., 451; Delbours, P.S., 374; Catala, rapatriés, 104.
Les 9 primaires et 9 suppléants au sein de l'U.D.S.R. par une fédération socialiste en rébellion ont prouvé l'attachement du courant radical. Le P.S. a obtenu en effet près de 14 000 voix (40 % des suffrages exprimés) contre plus de 10 000 aux radicaux de gauche, et les deux seuls conseillers généraux sortants (sur quatre) ont été réélus au premier tour, soit socialistes. Les six conseillers généraux sortants radicaux de gauche sont tous en ballottage. Le M.R.G. a théoriquement déjà perdu le canton de Villebrumier puisque leur candidat est de gauche par un communiste.
On note qu'aucun candidat proutiste n'a été élu. Les radicaux de gauche ont obtenu 1 850 voix, proutistes ainsi qu'ils constituent une force majeure dans le canton de Villebrumier, au moins, et surtout, de faire élire ou battre à leur convenance ou leur candidat ou l'opinion d'élections cantonales ou législatives.
CONS. GEN. (prés. : Mlle Sveltyne Baret, rad. g., 4 P.S., 13 rad. g., 3 div. g., 2 mod. 2 cent. dém., 1 C.D.F., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 mod. maj.

VAR (21)

SOLLIES-PONT
MM. Menut, P.S., 2264; Pantalacci, mod. maj., 1830; Antori, P.C., 1394; Murat, div. g., 910; Léone, Cent. dém., 651; Meyer, P.S., 554; Chiozza, mod. maj., 354.
M. Ballester, c. s. anc. P.S., ne se représentait pas.
TOULON 1
M. Fogacci, c. s. mod. maj. Rédu.
TOULON 3
MM. Vitell, c. s. mod. maj., 2488; Ronsoux, P.C., 1834; Kurtzmann, U.D.R., 1478; Andreani, P.S., 1419; Pedinelli, Mouv. dém., 739; Perrial, C.N.I.P., 187.
TOULON 4
MM. Trucy, act. loc., 1783; Bayle, c. s. anc. dép. U.D.R., 1478; Canaze, P.C., 864; Pradié, P.S., 850; Mlle Barbotte, Mouv. dém., 178; M. Benedetti, C.N.I.P., 120.
TOULON 6
M. Arrecks, c. s. R.I., 4907; Perrier, P.S., 2508; Mme Maggio, P.C., 2306; MM. Mollet, 927; Ollivier, C.N.I.P., 878.
TOULON 7
MM. Bernardi, c. s. U.D.R., 1173; Orsini, act. loc., 878; Giuseppe, P.C., 861; Maleplatre, P.S., 607; Mme Aguirre-Vayssé, Mouv. dém., 120; M. Gondon, C.N.I.F., 72.
TOULON 8
MM. Piaz, P.C., 2188; Fabre, act. loc., 2150; Colombani, c. s. R.I., 1804; Mastracci, P.S., 1597; Pieroni, C.N.I.P., 768.
La gauche consolide ses positions dans un département où celles-ci étaient déjà solides. Le P.S. a quatre élus au premier tour et six de ses candidats sont en ballottage favorable. Le seul communiste sortant retrouve son siège à Serris.
A Toulon, deux sortants appartenant à la majorité — MM. Bayle, U.D.R. et Colombani, R.I. — sont distancés par des adjoints du maire, M. Maurice Arrecks, qui devrait lui-même retrouver sans trop de difficulté son siège de Toulon 6.
A Signes, canton du Basse-Var, dans la zone de la Vallée, la population a boycotté le scrutin. 29 électeurs seulement sur 675 inscrits se sont présentés au bureau de vote.
CONS. GEN. (prés. : M. Edouard Soland, P.S. sén.) : 4 P.C., 20 P.S., 6 U.D.R., 5 R.I., 6 mod. maj.

VAUCLUSE (12)

AVIGNON OUEST
MM. Duplan, c. s. C.N.I.P., 3103; Travail, P.S., 2577; Mme Bourgeois, P.C., 1632.
AVIGNON NORD
MM. Derouille, c. s. maire du Poullet, mod. maj., 3823; Bousquet, P.S., 1947; David, P.C., 1824; Boulol, P.S.U., 256.
BOLLENE
MM. Sabatier, c. s. P.C., 2510; Penna, P.S., 2380; Allain, rad., 1387; Ichiwicz, Mouv. dém., 651.
CARPENTRAS SUD
M. Barras, c. s. mod. maj. Rédu.
CAVAILLON
MM. Lombard, P.S., 3975; Bouchet, mod. maj., 2984; Gros, P.C., 2382; Faure, rad., 1905.
M. Accarie, c. s. rad., ne se représentait pas.
GORDES
MM. Bonfils, c. s. maire, mod. maj., 990; Richard, P.C., 880; Baurau, mod. maj., 367; Mme Roure, P.S., 320.
ORANGE OUEST
MM. Giord, c. s. P.C., 4901; Solinot, U.D.R., 2235; Mouralla, R.I., 1683; Mme Grandin, P.S., 1388.
PERNES-LES-FONTAINES
M. Espenon, mod. maj. Elu.
M. Ayza, c. s. anc. dép. P.S., ne se représentait pas.
PERTUIS
M. Jaubert, c. s. P.S. Rédu.
SAULT
M. Seignon, c. s. mod. maj. Rédu.
VAISON-LA-ROMAINE
MM. Théa, mod. maj., 1974; Maffre, c. s. maire, P.S., 1907; Barnier, P.C., 1373.
VALREAS
MM. Duffard, maire, mod. maj., 2077; Bonnefoy, U.D.R., 1028; Thomas, P.C., 863; Delaquis, P.S., 562; Auger, rad. g., 319.
Freywet, c. s. div. g. 313.
CONS. GEN. (prés. : M. Jean Garcin, P.S.) : 4 P.C., 9 P.S., 1 rad. g., 2 div. g., 1 C.D.F., 2 U.D.R., 2 C.N.I.F., 2 mod. maj.

VENDEE (15)

CHANTONNAY
M. Crucis, c. s. maire, anc. dép. prés. cons. gén. mod. maj. Rédu.
FONTENAY-LE-COMTE
M. Forens, c. s. maire, dép. rad. Rédu.
LUÇON
M. de Monzon, maire, app. P.S. Elu.
M. Bousseau, c. s. anc. dép. U.D.R., ne se représentait pas.
MAREUIL-SUR-LAY
M. Priouzeau, c. s. maire, mod. maj. Rédu.
MONTAIGU
M. Anquet, c. s. min. du commerce et de l'artisanat, U.D.R., 3078; M. Rubi, P.S., 287.
MORTAGNE-SUR-SEVRE
M. Brosset, maire, act. loc. Elu.
M. Landreau, c. s. U.D.R., ne se représentait pas.
LA MOTE-A-CHARD
M. Pateau, c. s. mod. maj. Rédu.
MOUTIERS-LES-MAUX-FAITS
M. Callemier, c. s. anc. déj. R.I. Rédu.
NOIRMOUTIER-EN-ILE
M. Oudin, c. s. U.D.R., 2018; Adrien, P.S., 906; Mlle Coulombéau, act. loc., 836; M. Berthome, P.C., 411.
M. Polignat, c. s. ind., ne se représentait pas.
PALLUAU
M. Roch, c. s. maire, U.D.R. Rédu.
POUZANGES
M. de Tinguy du Pouët, c. s. anc. dép. réf. Rédu.
LA ROCHE-SUR-YON SUD
M. Durand, c. s. sén. R.I. Rédu.
ST-GILLES-CROIX-DE-VIE
MM. Calvean, c. s. ind., 6045; Ragon, U.D.R., 3078; Albert, P.S., 2543; Clément, P.C., 781.
SAINT-HILAIRE-DES-LOGES
MM. de Certaines, c. s. maire de Faymoreau, R.I., 1940; Tournauze, P.S., 1159; Normand, act. loc., 604; Mineau, P.C., 249; Bourdin, P.S.U., 232.
SAINT-JEAN-DE-MONTS
M. Viguié, c. s. maire, U.D.R. Rédu.
La poussée socialiste se traduit par une surprise relative : l'élection, dès

le premier tour, de M. de Monzon à Luçon. Il prend un siège à la majorité. Mais celle-ci en détenait vingt-huit sur trente et un, et l'opposition devrait cependant s'en tenir à ce gain unique. On notera que M. Anquet, ministre du commerce et de l'artisanat, voit son pourcentage de suffrages diminuer sensiblement par rapport à l'élection de 1970, où il avait recueilli 83 % des voix : il n'en a obtenu cette fois dans son canton que 77 %. La participation électorale dans le département a été à peu près identique à celle de la consultation précédente : 72 % contre 74 % en 1973.
CONS. GEN. (prés. : M. Michel Crucis, mod. maj. anc. déj. : 2 P.S., 1 rad. g., 2 cent. dém., 1 R.I., 6 U.D.R., 13 mod. maj.

VIENNE (17)

AVAILLES-LIMOZINE
M. Bernard, c. s. cent. g. Rédu.
CHATELLERAULT NORD
MM. Abelin, c. s. anc. ministre, prés. cons. gén. maire, Cent. dém., 3875; Mme Cresson, P.S., 2447; M. Frommelt, P.C., 1394.
DANGE-SAINT-ROMAIN
M. Marie, c. s. div. g. Rédu.
GENÇAY
MM. Lepere, dép. maire de Usson-du-Poitou, act. loc., 1944; Cresson, P.S., 1781; Bernard, P.C., 934.
M. Bernard, c. s. cent. g., ne se représentait pas.
L'ISLE-JOURDAIN
M. Rideau, c. s. P.C. Rédu.
LENCLITRE
MM. Pierre, maire, mod. maj., 1016; Girard, mod. maj., 108; Archambault, P.C., 602; Mme Claverie, maire de Seoré-Claivieux, mod. dém., 482; Mme Bourreau, P.S., 359; M. Moulin, soc. ind., 805.
M. Roulet, c. s. maire, mod. maj., ne se représentait pas.
MONTMORILLON
MM. Boulou, c. s. sén. maire, Cent. dém., 3393; Gerbault, P.C., 1537; Charpentier, P.S., 1239.
MONT-SUR-GUESNES
M. Roy, c. s. Cent. dém. Rédu.
POITIERS 1
MM. Saumon, c. s. maire de Magné-Auxances, R.I., 2840; Monnange, P.S., 1954; Lecoffre, P.C., 1235; Mme Barlet, P.S.U., 263.
POITIERS 2
MM. Santrot, c. s. P.S., 3004; Pasquet, U.D.R., 1520; Mme Foupard, P.C., 920.
POITIERS 3
M. Grandon, c. s. Cent. dém. Rédu.
POITIERS 5
MM. Verdadier, c. s. anc. min. maire, U.D.R., 2615; Fournier, P.S., 1972; Amand, P.C., 1044.
ST-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX
M. Girault, c. s. maire de Jaumay-Clan, cent. Rédu.
SAINT-SAVIN
M. Chaussebourg, c. s. Cent. dém. Rédu.
LA VILLEDEU-DE-CLAIN
M. Bernard, c. s. maire de Smares, R.I. Rédu.
VIVONNE
MM. Manteau, maire de Itault, mod. maj., 1331; Vergnon, c. s. mod. maj., 1010; Betin, P.S., 508; Clouchard, P.C., 318.
VOUNEUIL-SUR-VIENNE
M. Rubi, P.S., 287.
M. Parthenay, c. s. mod. 1344; Mme Poteau, P.C., 426.
Le scrutin a été caractérisé par une poussée des voix socialistes dans l'ensemble du département de la Vienne. Dans le canton de Châtelleraut Nord, 80 voix ont manqué à M. Pierre Abelin pour être réélu au premier tour. De l'attitude des électeurs communistes dépendra donc le prochain le succès ou l'échec de Mme Edith Cresson, qui a fait réélire au P.S. dans ce canton un progrès important, distanciant la candidate communiste de près de mille voix. Au premier tour de l'élection législative partielle d'octobre 1975, elle n'avait qu'en troisième position avec 21,3 % des suffrages, derrière M. Frommelt (25,3 %) et M. Abelin (45,6 %). Au second tour, M. Abelin était majoritaire avec 50,73 % des voix. D'une consultation à l'autre, en moins de six mois, le candidat communiste, adversaire habituel de M. Abelin depuis quinze ans, enregistre donc un tel succès, qui rappelle par l'histoire du P.S. de toutes les élections à Châtelleraut lorsque M. Abelin siègeait dans l'opposition. Dans les autres cantons, la mise en ballottage de M. Pierre Verdadier, ancien ministre, et M. Jean-Marie Boulou, sénateur, Centre démocrate, a été une surprise locale, au profit du P.S. dans le premier cas et du P.C. dans l'autre. D'autre part, dès le premier tour, le P.S. entrait à la majorité dans le conseil général. Le scrutin a été caractérisé par une poussée des voix socialistes dans l'ensemble du département de la Vienne. Dans le canton de Châtelleraut Nord, 80 voix ont manqué à M. Pierre Abelin pour être réélu au premier tour. De l'attitude des électeurs communistes dépendra donc le prochain le succès ou l'échec de Mme Edith Cresson, qui a fait réélire au P.S. dans ce canton un progrès important, distanciant la candidate communiste de près de mille voix. Au premier tour de l'élection législative partielle d'octobre 1975, elle n'avait qu'en troisième position avec 21,3 % des suffrages, derrière M. Frommelt (25,3 %) et M. Abelin (45,6 %). Au second tour, M. Abelin était majoritaire avec 50,73 % des voix. D'une consultation à l'autre, en moins de six mois, le candidat communiste, adversaire habituel de M. Abelin depuis quinze ans, enregistre donc un tel succès, qui rappelle par l'histoire du P.S. de toutes les élections à Châtelleraut lorsque M. Abelin siègeait dans l'opposition. Dans les autres cantons, la mise en ballottage de M. Pierre Verdadier, ancien ministre, et M. Jean-Marie Boulou, sénateur, Centre démocrate, a été une surprise locale, au profit du P.S. dans le premier cas et du P.C. dans l'autre. D'autre part, dès le premier tour, le P.S. entrait à la majorité dans le conseil général. Le scrutin a été caractérisé par une poussée des voix socialistes dans l'ensemble du département de la Vienne. Dans le canton de Châtelleraut Nord, 80 voix ont manqué à M. Pierre Abelin pour être réélu au premier tour. De l'attitude des électeurs communistes dépendra donc le prochain le succès ou l'échec de Mme Edith Cresson, qui a fait réélire au P.S. dans ce canton un progrès important, distanciant la candidate communiste de près de mille voix. Au premier tour de l'élection législative partielle d'octobre 1975, elle n'avait qu'en troisième position avec 21,3 % des suffrages, derrière M. Frommelt (25,3 %) et M. Abelin (45,6 %). Au second tour, M. Abelin était majoritaire avec 50,73 % des voix. D'une consultation à l'autre, en moins de six mois, le candidat communiste, adversaire habituel de M. Abelin depuis quinze ans, enregistre donc un tel succès, qui rappelle par l'histoire du P.S. de toutes les élections à Châtelleraut lorsque M. Abelin siègeait dans l'opposition. Dans les autres cantons, la mise en ballottage de M. Pierre Verdadier, ancien ministre, et M. Jean-Marie Boulou, sénateur, Centre démocrate, a été une surprise locale, au profit du P.S. dans le premier cas et du P.C. dans l'autre. D'autre part, dès le premier tour, le P.S. entrait à la majorité dans le conseil général. Le scrutin a été caractérisé par une poussée des voix socialistes dans l'ensemble du département de la Vienne. Dans le canton de Châtelleraut Nord, 80 voix ont manqué à M. Pierre Abelin pour être réélu au premier tour. De l'attitude des électeurs communistes dépendra donc le prochain le succès ou l'échec de Mme Edith Cresson, qui a fait réélire au P.S. dans ce canton un progrès important, distanciant la candidate communiste de près de mille voix. Au premier tour de l'élection législative partielle d'octobre 1975, elle n'avait qu'en troisième position avec 21,3 % des suffrages, derrière M. Frommelt (25,3 %) et M. Abelin (45,6 %). Au second tour, M. Abelin était majoritaire avec 50,73 % des voix. D

LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Commentaires

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

Dans la majorité

M. PONIATOWSKI : une poussée parallèle du P.S. et des R.I.
Commentant les résultats des élections cantonales, le ministre de l'Intérieur a souligné l'existence, selon lui, d'une poussée parallèle de deux formations politiques : les R.I. et le parti

socialiste. M. Poniatowski s'est d'autre part félicité que le scrutin se soit déroulé dans le calme et que, par rapport aux précédentes élections cantonales, l'abstention apparaisse en recul.

« M. ROGER CHENAUD, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale : « Le P.S. a gagné un certain nombre de voix sur le P.C. (...) Il s'agit d'une élection sans risque. Il ne s'agit pas du tout, dans une telle élection, de remettre en question l'essentiel, c'est-à-dire la majorité qui gouverne ce pays. Dans une telle élection, les Français ont le droit de voter. »

« M. CLAUDE LABBE, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale : « La majorité s'est présentée pratiquement unie aux élections cantonales. Cela n'a pas été le cas de la gauche. Cette fameuse dynamique de l'opposition, qui n'a pas joué au premier tour, ne jouera pas forcément au second. (...) Dans le Midi pyrénéen, où de graves événements se sont produits il y a quelques jours, la majorité est loin d'être en retrait. Les socialistes sont en difficulté. »

« M. ALEXANDRE SANGUINETTI, ancien secrétaire général de l'U.D.R. : « Du fait que l'U.D.R. n'a pas présenté de candidats partout, une partie de notre électorat s'est portée sur le candidat de la majorité qui était présent. Mais, lorsqu'il y a eu des élections primaires, les résultats n'ont pas toujours été mauvais pour l'U.D.R. Cela confirme qu'il faut présenter partout des candidats sous notre drapeau pour que les choix soient plus clairs. L'unité de candidature se révèle être un faux culte. »

« M. JEAN LECANUET, ministre de la Justice, président du Centre démocrate : « Il y a un phénomène léger de politisation qui a motivé les décisions. A travers cette politisation, il y avait les problèmes politiques

général et une prise de conscience des problèmes du département (...). Toute élection est politique. Les électeurs se prononcent en fonction de leur tendance politique profonde, mais aussi en considération de la valeur de l'homme qu'ils ont choisi. »

« M. ANDRÉ DILIGENT, vice-président du Centre démocrate, premier secrétaire de la Fédération des réformateurs : « Au sein de l'opposition, il y a un net renversement de tendance en faveur du parti socialiste. Nous constatons qu'au sein de la majorité le même phénomène se produit en faveur des candidats réformateurs et des républicains indépendants. L'axe politique de la France s'est déplacé vers le centre gauche. »

« M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates : « Le vote de mécontentement qui a été exprimé à la hausse des prix — phénomène quasi mondial — profite à l'alliance socialiste-communiste. Cet avertissement

Dans l'union de la gauche

M. MITTERRAND : de plus en plus de Français condamnent la politique du gouvernement.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a déclaré dimanche soir 7 mars, au micro de R.T.L. :

« Il existe, de façon générale, une forte poussée socialiste. Cette poussée était prévisible. Ces élections ont pris un tour politique et ont été marquées, d'autre part, par la diminution du nombre d'abstentions (...). Cette forte participation aux urnes constitue une preuve de confiance de la part des électeurs. »

« De plus en plus, les Français, et peut-être une majorité de Français, condamnent la politique du gouvernement et entendent rallier une majorité de gauche. »

M. ESTIER : un succès qui est celui de l'union de la gauche.

M. Claude Estier a déclaré, lundi 8 mars, au nom du secrétaire du parti socialiste :

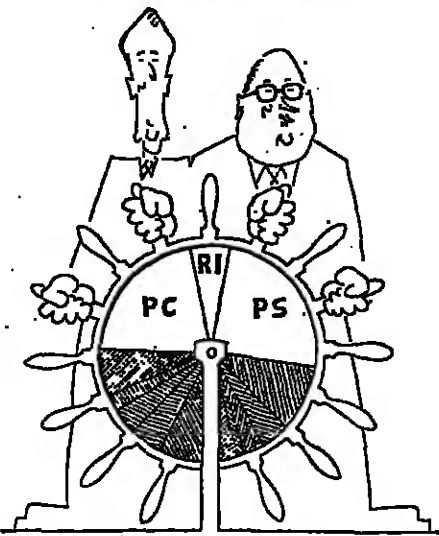
« En dépit de l'urgence du ministre de l'Intérieur, les résultats sont éloquentes. Avec une parti-

M. MARCHEAIS : désistement en faveur du candidat arrivé en tête de la gauche.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., s'est félicité de la forte participation électorale.

Il a ajouté : « La gauche électorale a une poussée. Le P.C.F. consolide ses positions. Il obtient plus de voix, un nombre d'élus plus élevé, et donc une plus grande influence. Ces progrès de la gauche témoignent de la volonté de changement qui grandit dans le pays. Pour amplifier le progrès des forces démocratiques, notre parti présente pour le second tour, dans tous les cantons, le désistement loyal en faveur du candidat de la gauche placé en tête par le scrutin universel. Pour cela, nos organisations, nos militants, feront le maximum pour se réaliser autour des candidats d'union le rassemblement le plus large, afin que s'exprime avec plus de vigueur encore l'aspiration populaire au mieux-être et à la démocratie. »

« M. CHARLES FITERMAN, membre du secrétariat du parti communiste : « Je constate qu'il y a une progression du P.S. qu'il y a un recul de la droite et un maintien, voire une progression, de notre parti. Mais si, ici ou là, comme à Châteauneuf, cette progression du P.S. a pu se faire au détriment du P.C., nous ne pensons pas que, globalement, la progression du P.S. se fera au détriment de notre parti. »



(Dessin de KONK.)

montre la nécessité d'une politique active de l'emploi, de suppression des inégalités sociales et de développement des équipements collectifs. »

patron plus forte qu'à l'ordinaire, la gauche est majoritaire, et c'est seulement l'insuffisance du découpage cantonal qui laisse à la prétendue « majorité présidentielle » un plus grand nombre de sièges cantonaux.

« Le fait dominant, reconnu par tous, est l'importance de la progression du parti socialiste, qui est devenue l'élément de la première partie de France. Cette progression se fait, pour l'essentiel, au détriment de la droite, dont les positions, dans de nombreux départements, se trouvent fortement ébranlées. »

« La discipline de désistement, qui est la marque de la gauche, a permis d'appliquer sans faillir, dans de nombreux départements, la stratégie de l'union de la gauche. »

Dans le courant de la nuit de dimanche à lundi, M. Estier avait expliqué : « La progression du parti socialiste s'est faite au détriment des communistes, qui ne reculent que là où nous n'avions pas de candidats en 1970, et où nous réintégrons effectivement les sièges d'un électeur socialiste. La où nous avions des candidats, c'est essentiellement au détriment de la majorité que nous avons marqué des points. »

« M. GASTON DEFERRÉ, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : « Nous, socialistes et communistes, nous présentons toujours des candidats au premier tour. L'U.D.R. et les R.I. essayent au contraire de se mettre d'accord pour présenter un candidat unique. Quand ils n'y parviennent pas, il y a un duel. Tandis que chez nous il n'y a pas de duel : il y a une compétition. »

« M. MICHEL CREPEAU, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, député de la Charente-Maritime : « Je note avec satisfaction l'apport d'un très bon nombre de candidats du Mouvement des radicaux de gauche là où il était présent, c'est-à-dire dans 200 cantons sur 1 801. Mais ce n'est que le premier tour, et c'est au second que la dynamique de la gauche va jouer à plein. »

« M. MICHEL MOUSEL, membre du secrétariat national du P.S.U. : « La manœuvre du pouvoir visant à minimiser l'importance des élections cantonales et à les politiser a non seulement échoué, comme en témoigne le niveau de participation électorale, mais elle s'est retournée contre lui. Les électeurs ont tenu à saisir cette occasion pour marquer leur désaveu à l'égard de la politique gouvernementale. »

Le P.S. est le grand bénéficiaire

(Suite de la première page.)

Il concurrencera sérieusement le P.C. dans la région parisienne (y compris dans le bastion communiste de la Seine-Saint-Denis), mais aussi en Haute-Garonne, où il lui enlève le siège de M. Doumeng, en Seine-Maritime, où il le dispute à Elbeuf, dans le Calvados, où il en va de même dans dix-sept cantons sur dix-neuf, dans le Nord, dans la Somme, dans le Pas-de-Calais, où il est en passe d'obtenir à lui seul la majorité au conseil général, etc. Il donne enfin l'impression de se substituer aux radicaux de gauche dans plus d'un département, par exemple dans la Charente-Maritime, l'Eure, le Tarn-et-Garonne.

Quelques déceptions pour les socialistes

Voilà un tableau de chasses spectaculaires que ne suffisent pas à dévaloriser certaines déceptions (échec à Narbonne-Sud, insuccès de M. Escal en Haute-Marne, mauvaise tenue à Beauvais-Nord-Est), mais autant de succès risquant d'envenimer les relations au sein de la gauche, si au second tour les reports de voix ne se font pas avec toute la loyauté que réclame M. Georges Marchais, c'est-à-dire du P.S. sur le P.C. Mais, bien qu'en son contraire, M. Estier l'a fort bien compris, qui insiste sur le fait que la première victoire de dimanche est celle de la gauche tout entière et de son union, ce qui est d'ailleurs vrai dans plusieurs départements où les poussées socialistes et communistes sont simultanées (Aisne, Haute-Corse, Côte-d'Or, Nord, He-

rault, Meurthe-et-Moselle, Fuy-de-Dôme, Seine-Maritime). Le P.C. s'il se place en seconde position avec 23,8 % des suffrages exprimés, et s'il peut enregistrer de bons résultats, notamment dans le Cher, les Côtes-du-Nord, la Seine-Maritime, les Vosges, etc., ne saurait dissimuler qu'il lui sera de plus en plus difficile de concurrencer M. Mitterrand son adversaire de « l'ender de l'opposition ».

En présence d'une telle situation, la majorité s'inquiète. M. Sanguinetti condamne les candidatures uniques, et à l'instar Maitignon on se reprend d'avoir pris la consultation à la légère et de n'avoir aligné, en métropole, que 501 candidats U.D.R. alors que le P.C.F. et le P.S. (dont l'effort n'avait jamais été aussi intense) en présentent respectivement 1 791 et 1 862.

Si le gouvernement n'a pas à se plaindre avec l'élection de la réélection de 15 des 18 ministres et secrétaires d'Etat candidats (seuls sont en ballottage MM. Granel, U.D.R., dans l'Aube, Solson, député radical indépendant, dans l'Yonne, et Cavallé, républicain indépendant, en Haute-Garonne), il semble pourtant que M. Poniatowski ne rende pas compte de la réalité lorsqu'il parle de « poussée parallèle » des républicains indépendants (8,8 % des suffrages exprimés) et des socialistes (25,5 % des mêmes suffrages).

A un an des « municipales »

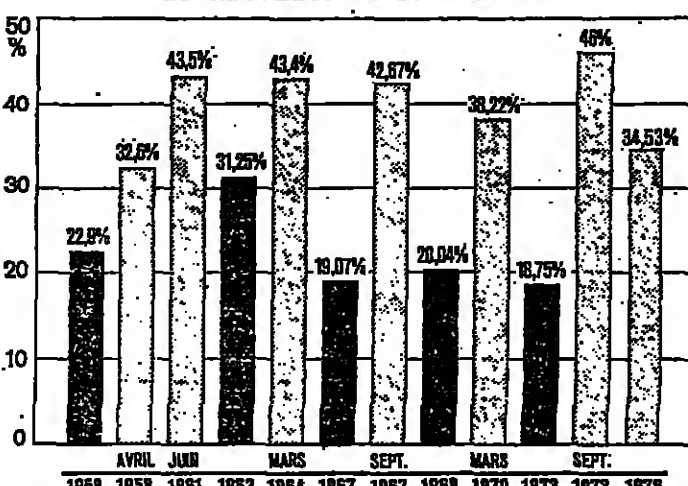
Les R.I. n'ont pas dépassé l'U.D.R. (10,6 %) toujours partiote d'une majorité qui résiste bien dans le Cantal, la Corrèze, la Corse-du-Sud, les Hautes-de-Seine, la Mayenne, le Morbihan, et dans plusieurs autres départements. Les gaullistes ont, certes, à déplorer certains ballottages difficiles, tel celui de M. Michel Debré en Indre-et-Loire, mais ils peuvent se prévaloir d'avoir mieux résisté aux réformateurs qu'on ne le pensait dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

Quelles que soient les satisfactions ou les déceptions que peuvent respectivement trouver ici et là gaullistes, giscardiens et réformateurs, ils ne sauraient se dissimuler que la majorité pourrait leur échapper dans plusieurs conseils généraux (Allier, Côte-d'Or, Nord, Essonne, Gers, Girond, Landes, Fuy-de-Dôme, territoire de Belfort, Val-de-Marne, Vienne notamment).

Ce sont autant de belles espérances pour la gauche à un an des « municipales » et à deux ans des « législatives ».

RAYMOND BARRILLON.

LES ABSTENTIONS DEPUIS 1958



En noir, élections législatives ; en gris, élections cantonales.

PERSONNALITÉS ÉLUES

Mme Marie-Madeleine Dienesch, mod. maj., ambassadrice de France au Luxembourg, anc. min., anc. dép. (Côte-d'Or) ; MM. André Paquet, médiateur, s. ét., anc. min., anc. dép. (Isère) ; Hubert Mouly, maire de Narbonne, s. ét., (ex-P.S.) ; Charles Ornano, maire d'Alger, honoraire, député régional adjoint de l'équipement ; Louis-Charles Bary, R.I., premier adjoint au maire de Neuilly, président du Syndicat national des techniciens honoraire, directeur (Haute-de-Seine) ; Claude Fuder, P.S., adjoint au maire de Bondy, ancien rédacteur en chef du Populaire ; Jean Clouet, R.I., maire de Vincennes, député général de la Fédération nationale des travaux publics (Val-de-Marne).

PERSONNALITÉS EN BALLOTAGE

MM. Michel Debré, anc. premier ministre, U.D.R. (Alpes, Indre-et-Loire) ; Roger Ribadeau Dumas, dép., U.D.R. (Vallée, Drôme) ; Louis Longueque, P.S., dép. (Limoges, Haute-Vienne) ; Georges Fillard, P.S., dép. (Bordeaux, Gironde) ; Francis Hardy, U.D.R., dép. (Cognac, Charente) ; Hector Rolland, U.D.R., dép. (Moulins, Allier) ; Jean-Marie Rausch, Cent. dém., s. ét., (Moselle) ; Lucien Grand, rad. g. s. ét. (Saint-Hilaire, Charente-Maritime) ; Paul Alduy, P.S., dép., maire de Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; Robert Lacoste, P.S., anc. min. (Thionville, Dordogne) ; Pierre Brousse, rad. s. ét., maire de Bédiers (Hérault) ; Emile Muller M.D.S.F., dép., maire de Houliouste (Haut-Rhin) ; Charles Cayre, U.D.R., dép. (Corrèze) ; Pierre Vertadier, U.D.R., maire de Poitiers, anc. min. (Vienne) ; de Guillenchmidt, rad. g. s. ét., directeur de M. Michel Durafour, ministre du travail (Loir-et-Cher).

ANCIENS COMBATTANTS

« Colloque sur Verdun. — L'Association nationale du souvenir de la bataille de Verdun et l'université de Nancy-II ont organisé les 6 et 7 juin 1975, à Verdun, un colloque sur l'histoire de la bataille de 1916. Cette rencontre a fourni l'occasion d'une présentation synthétique des travaux réalisés depuis un demi-siècle en France et en Allemagne, tout en dégagant des orientations de recherche à poursuivre. Les actes de ce colloque (un volume broché, illustré, de 352 p., 85 F) paraîtront pour le soixantième anniversaire de la bataille de Verdun. Les bulletins de souscription sont à adresser au : Mémorial de Verdun, 55100 Fleury-devant-Douaumont, C.C.P. Paris 1536170 F.

« M. Mohamed Laradi, président du comité de défense des musulmans français rapatriés d'Algérie, a sept de ses compagnons, incarcérés à Perpignan depuis le début du mois de janvier, ont cessé la grève de la faim qu'ils avaient commencée vendredi 27 février (le Monde daté 28 et 29 février). Par cette grève, M. Laradi et ses amis s'opposent contre le refus des autorités judiciaires de les taire devant la Cour de sûreté de l'Etat.

PERSONNALITÉS BATTUES OU QUI ONT ÉCHOUÉ

MM. Jean-Baptiste Doumeng, cons. gén. sortant, P.C., P.-d.-g. de l'Intérieur et de l'Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest, surnommé « le milliardaire rouge » (Haute-Garonne) ; Edgard Fissani, s. ét., P.S., anc. min. (Haute-Marne) ; Jean Briane, dép., Cent. dém. (Aveyron) ; Jean Le Lagarde, journaliste à l'Humanité, P.C. (Côte-d'Or) ; Lucien Richard, dép. app. U.D.R. (Loire-Atlantique) ; Mlle Anne-Marie Fritsch, dép. rad. (Moselle) ; René Du-mont, P.C., directeur du quotidien l'Echo du Centre (Haute-Vienne) ; François Guérard, membre du bureau du Centre démocrate (Vallée-de-Marne) ; Robert Parenty, Cent. dém., s. ét., prés. de la Fédération des Hauts-de-Seine du Cent. dém.

« M. Jacques Chirac, revenu de Corèze en fin de matinée, lundi 8 mars, a reçu à l'hôtel Maitignon, M. Robert de Souza, ambassadeur de France en Iran. Dans l'après-midi, il préside un comité interministériel consacré à la situation de la petite et moyenne industrie.

SUR QUARANTE PRÉSIDENTS DE CONSEILS GÉNÉRAUX SORTANTS : VINGT-SIX RÉELUS...

MM. Maurice Prevot, Cent. dém., s. ét., Maine ; Michel d'Allières, R.I., dép., Sarthe ; Kieher Louvain, P.S., anc. min., Loir-et-Cher ; Georges Valbon, P.C., Seine-Saint-Denis ; Max Lejeune, rad. g., Somme ; Georges Magnier, Cent. dém., Fuy-de-Dôme ; Auguste Jonbert, mod. maj., Doubs ; Michel Cruss, mod. maj., Vendée ; Benoît Carteron, mod. maj., Rhône ; Bernard Chochoy, P.S., s. ét., anc. min., Pas-de-Calais ; Pierre Labonde, R.I., s. ét., Aube ; Jacques Chirac, U.D.R., prem. min. Corèze ; André Colin, Cent. dém., s. ét., anc. min., Finistère ; Jean Gravier, Cent. dém., s. ét., Jura ; Léon Joussan-Martin, s. ét., Manche ; André Madoux, mod. maj., Meuse ; Jean Lecanuet, Cent. dém., min., Seine-Maritime ; Jean Vilmain, mod. maj., Vosges ; Emile Didier, rad. g., s. ét., Alpes ; Maurice Faure, rad. g., dép., anc. min., Lot ; Robert Gourdon, P.S., Gard ; Georges Treille, rad., Deux-Sèvres ; Emile Albert, mod. maj., Tarn ; André Gasnier, rad. g., Indre ; Léon Eeckhoutte, P.S., s. ét., Haute-Garonne ; Arthur Lévy, R.I., s. ét., Haute-Savoie.

QUATORZE EN BALLOTAGE

MM. Pierre Abelin, cent. dém., anc. min., Vienne ; Henry Goetschy, Cent. dém., Haut-Rhin ; René Regaudie, P.S., Haute-Vienne ; Pierre Viltier, R.I., Haute-Saône ; Antoine Buisson, Cent. dém., Isère ; Adolphe Chauvin, Cent. dém., s. ét., Val-d'Oise ; Charles Pasqua, U.D.R., Haute-Seine ; Jean-Paul Palewski, U.D.R., Yvelines ; Raymond Hanlin, R.I., Haute-Marne ; Jean Meard, mod. maj., s. ét., Cantal ; Henri Prévaille, Cent. dém., s. ét., Ille-et-Vilaine ; Lucien Grand, gauche dém., s. ét., Charente-Maritime ; Robert Lacoste, P.S., s. ét., ancien min. Dordogne ; Jacques Borde-neuve, rad. g., Lot-et-Garonne.

« France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., change de formule. Le format s'est réduit, passant de 26x37 à 21x28. Cette modification répond au souci de rendre l'hebdomadaire plus pratique et plus lisible.

LA STATISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (métropole)

Le ministère de l'Intérieur a publié, lundi 8 mars en fin de matinée, une statistique portant sur les 1 801 cantons de la métropole :

Inscrits	18 321 199
Votants	10 671 521
Suffrages exprimés	10 385 325
Abstentions	34,62 %

PARTIS	Nombre de candidats	Nombre de voix	Pourcentage des suffrages exprimés
P.S.	1 562	2 761 088	26,5
P.C.	1 791	2 368 238	22,8
U.D.R.	501	1 102 127	10,6
Div. mod. maj.	658	828 972	8,0
R.I.	482	884 212	8,5
Cent. dém.	243	527 399	5,1
Cent. g. maj.	319	528 968	5,1
Div. g.	464	412 892	3,9
Ind. s.	168	348 212	3,3
Rad. g.	721	253 154	2,4
C.D.P.	122	178 108	1,7
Extr. g.	255	75 631	0,7
Div. d.	131	63 511	0,6

LA SITUATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Dix-huit membres du gouvernement étaient candidats aux élections cantonales. Le bilan du premier tour est, pour eux, le suivant :

DOUZE RÉÉLECTIONS. — MM. Jacques Chirac, premier ministre, U.D.R. (Mayenne, Corèze) ; Jean Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux, Centre dém. (Rouen 2, Seine-Maritime) ; Yvon Bourges, ministre de la défense, U.D.R. (Dijon, Ille-et-Vilaine) ; Robert Galley, ministre de l'équipement, U.D.R. (Les Rives, Aube) ; Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, R.I. (Le Pail, Mayenne) ; Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, U.D.R. (Montaigu, Vendée) ; André Rossi, porte-parole du gouvernement, rad. (Charly-sur-Marne, Aisne) ; Christian Poncelet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, U.D.R. (Remiremont, Vosges) ; Jacques Barrot, secrétaire d'Etat auprès du ministre du logement, C.D.P. (Yssingeaux, Haute-Loire) ; Paul

Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, R.I. (Embrun, Hautes-Alpes) ; Jean François-Poncet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, maj. prés. (Laplace, Lot-et-Garonne) ; Olivier Stura, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, U.D.R. (Vire, Calvados).

TROIS ÉLECTIONS. — MM. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, R.I. (Troyes, Calvados) ; Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., U.D.R. (Lille Centre Nord) ; Pierre Méhaignerie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, C.D.P. (Vitré, Ille-et-Vilaine).

TROIS BALLOTAGES. — MM. Marcel Cavalié, secrétaire d'Etat aux transports, R.I. (Toulouse-15, Haute-Garonne) ; Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, R.I. (Auxerre, Sud-Ouest, Yonne) ; Paul Grand, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la vie, U.D.R. (Romilly-sur-Seine, Aube).

سكوت الاميل

UN ÉPISODE MARQUANT DE LA « GUERRE FROIDE » FRANCO-AMÉRICAINE

Il y a dix ans, la France sortait de l'intégration atlantique

par MAURICE DELARUE

Le « retrait de la France de l'OTAN », selon une formule impropre mais consacrée, fut l'une des décisions les plus controversées du général de Gaulle. Dix ans plus tard, elle l'est encore. Les premières passes d'armes de la « guerre froide » franco-américaine, qui devaient s'entendre jusqu'en 1966, se produisirent dès le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, au cours d'un été chargé d'événements, mais où toutes l'attention des Français était occupée par l'Algérie. Le 5 juillet, de Gaulle reçoit le secrétaire d'État américain Foster Dulles. Celui-ci, qui a accordé deux jours plus tôt à la Grande-Bretagne, par une dérogation à la législation en vigueur, l'accès aux secrets nucléaires américains, en refuse le bénéfice à la France. Il fait valoir que la technique française n'est pas assez avancée et que Paris, contrairement à Londres, n'a pas répondu à la requête des Américains (décembre 1957) d'autoriser sur le sol français le stockage de leurs armes nucléaires. Le général de Gaulle répond que la France « ne se livrera à aucun marchandage » et se refuse à « échanger des avantages contre des rampes de lancement » (1).

Le 15 juillet, après le coup d'État qui a débarrassé le régime pro-occidental français, les Américains débarquent au Liban, déclenchent la guerre civile, et les Britanniques font de même en Jordanie. En septembre, Washington envoie des observateurs atomiques dans l'île chinoise (nationaliste) de Quemoy, pionnière par les Chinois du continent. Le 19 septembre, de Gaulle, assuré depuis l'entretien de Colombey (14 septembre) de la confiance du seul Européen qui compte à ses yeux, Adenauer, envoie un message au président Eisenhower et

au premier ministre britannique Macmillan. L'un reprochant d'agir sans le consulter, il demande qu'une organisation des trois puissances soit habilitée à « prendre des décisions communes » sur « la sécurité mondiale », y compris « les plans d'action en ce qui concerne l'emploi des armes nucléaires ». La France subordonnera « tout développement de sa participation actuelle à l'OTAN » à la prise en considération de cette demande (2). Eisenhower répond qu'il ne peut donner aux autres alliés l'impression que des décisions fondamentales sont prises sans leur participation. Il ajoute que toute extension de la zone de l'alliance inscrite dans le pacte atlantique se heurterait à « de très sérieux problèmes ».

Ainsi toute coopération nucléaire militaire et toute stratégie mondiale commune sont impossibles entre Paris et Washington. Même si la séparation de corps doit être éliminée, le divorce entre la France et l'OTAN est consommé. Le 3 novembre 1959, de Gaulle en prendra acte dans un discours prononcé à huis clos (mais publié huit jours plus tard) devant l'École militaire : « Le système de l'intégration a échoué ».

Au début de 1960, le refus explicite de la France de stocker des armes nucléaires américaines sur son sol amène le Pentagone à réviser deux cents bombardiers

stratégiques de ses bases de France. Le 11 mars, la France enlève du commandement allié son escadron de Méditerranée. L'escadron de l'Atlantique, basé en France, semble-t-il, d'un oeil que signifiera, par inadvertance, l'ami américain Demissou en faisant ses adieux à de Gaulle, aura un surcoût jusqu'en 1963. En 1964, les marins français ne font plus partie des états-majors alliés. En 1966, la France avait prélevé sur le dispositif allié en Allemagne, pour les envoyer en Algérie, deux divisions qui, la guerre finie, en 1962, ne seront pas « réintégrées ». Ces mesures ne peuvent être séparées du reste des relations franco-américaines. Si le général de Gaulle, avant d'amorcer le rapprochement avec l'U.R.S.S., fut le champion de la fermeture dans les grandes crises Est-Ouest (Berlin en 1958-1961, affaire de l'U-2 en 1960, Cuba en 1962), il n'en fut pas moins un « double négotiateur » comme le dit-il lui-même, ce qui reviendrait à dénoncer le traité. L'ambassadeur ne fut aussi connu pour son gaullisme que pour son indépendance, fait valoir les inconvénients d'une telle extrême. L'OTAN est indissociable du traité, qui ne prévoit aucune procédure de dénonciation avant 1969. En revanche, suggère l'ambassadeur, la France peut mettre fin à l'intégration. De Gaulle l'écoute avec agacement et met fin à l'entretien en lui disant de revenir la semaine suivante. « J'ai réfléchi », dit-il alors.

C'est ainsi que le 21 février 1966, dans une conférence de presse, il annonce « une nécessaire adaptation », visant à « rétablir une situation normale de souveraineté dans laquelle ce qui est français (...) et tout élément étranger qui se trouverait en France ne relèveront plus que des seules autorités françaises ». Le 7 mars, il écrit au président Johnson. Il confirme que, à moins de changement dans « les données fondamentales entre l'Est et l'Ouest », la France restera aux côtés de ses alliés après 1969. Mais, ajoute-t-il, « les dispositions militaires prises après la conclusion de l'alliance ne s'ajustent plus ». La France envisage par conséquent mettre fin à la « présence permanente d'éléments militaires alliés » sur son sol et dans son territoire. Elle ne peut plus, au commandement intégré et ne mettra plus de forces à sa disposition.

ger plus précisément. Le traité ne mentionne aucune « intégration » militaire et établit seulement une organisation politique qui sera baptisée OTAN. C'est la panique engendrée par la guerre de Corée, le 25 juin 1950, qui décida les alliés, le 15 septembre de la même année, à mettre sur pied une organisation militaire intégrée placée sous un commandement unique, avec, à sa tête, le commandant en chef américain en Europe. Un simple accord intergouvernemental et des traités bilatéraux sur le statut des forces étrangères suffiraient pour mettre cette décision en œuvre.

« J'ai réfléchi »

Au cours des négociations, la France se montrera disposée à coopérer avec les alliés notamment pour la défense aérienne et le survol de son territoire. Mais la décision du 7 mars a soulevé une question de principe : le maintien des forces françaises en Allemagne. Le gouvernement de Bonn fait remarquer que, depuis 1954, le « droit de stationnement » ne leur est accordé qu'en tant que forces de l'OTAN. De Gaulle fait alors un coup de poker : non seulement, dit-il, la France ne se prévaut d'aucun droit indéfini, mais elle ne maintiendra ses forces en Allemagne que si le gouvernement de Bonn le « souhaite » expressément. C'est ce qu'il fera dans un échange de lettres le 21 décembre.

Le rôle de la guerre du Vietnam

Le général de Gaulle n'a cependant jamais expliqué pourquoi, entre septembre 1965 et mars 1966, il avait brusqué sa décision. La guerre du Vietnam a sans aucun doute été décisive. Au début de 1965, les Américains ont déclenché les bombardements du Vietnam du Nord et ils triplent en six mois leurs effectifs au Sud. Ils multiplient les pressions pour que leurs alliés « participent physiquement » au conflit, comme ils l'avaient fait en Corée. Au début de mars 1966, le Congrès vote de nouveaux crédits de guerre, l'aviation américaine lâche ses bombes à 25 km de la Chine et le secrétaire américain à la Défense, Mc Namara, déclare : « Il ne serait pas raisonnable de nier le risque de guerre avec la Chine » (3 mars).

C'est bien l'avis du général de Gaulle, qui a dit dans sa confé-

rence de presse du 21 février : « Tandis que se dissipent les perspectives d'une guerre mondiale éclatant à cause de l'Europe, voici que des conflits où l'Amérique s'engage dans d'autres parties du monde (...) risquent de prendre, en vertu de la jamaïque escaladée, une extension telle qu'il pourrait en sortir une conflagration générale. Dans ce cas, l'Europe, dont la stratégie est, dans l'OTAN, celle de l'Amérique, serait automatiquement impliquée dans la lutte, alors même qu'elle ne l'aurait pas voulue. Il en serait de même pour la France si l'intégration (...) dans le système militaire sous commandement américain devait subsister plus longtemps ». En somme, comme la guerre de Corée a provoqué l'intégration en 1950, celle du Vietnam, pour ce qui concerne la France, y a mis fin en 1966.

Un autre événement a décidé de Gaulle à franchir le pas. Le 6 décembre 1965, à la première élection présidentielle au suffrage universel, il a été mis en ballottage et il a songé à abandonner la partie. Il s'est ravisé, a été réélu, mais il a éprouvé sa vulnérabilité. Le retrait de l'OTAN faisait partie de son programme de toujours. S'il avait attendu ce qui s'appellait en septembre « l'expiration des engagements pris jadis » pour mettre fin à l'« intégration », il n'aurait jamais pu le faire. En août 1969, au terme d'un long et savant, il avait quitté le pouvoir depuis quatre mois.

« RÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE »

Auxiliaire d'État
Aucun diplôme exigé
Demandes et nouveaux guides gratuits, numéro 888
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs,
75008 PARIS - CÉDEX 02

ZURICH AIRPORT
HOLIDAY INN HOTEL

Un point vers le monde

- L'hôtel international d'aéroport, plein de personnalité.
- Des restaurants aussi multiples que variés y proposent une cuisine alliant la qualité à la fantaisie.
- Un hôtel qui met vraiment le nom de « Restaurant-Hôtel ».
- Chambres d'hôtel confortables (100% insonorisées). Service prévenant. Locaux de réunion adaptables.

Bureau de réservation France:
Rungis Tél. 686 50 87 Télec. 24 696

Moins d'obstacles dans la coopération

Depuis dix ans, et particulièrement depuis l'accession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, les rapports entre les instances militaires de l'OTAN et le commandement français se sont détendus. A vrai dire, cette « décontraction » avait commencé durant les dernières années de la présidence de Georges Pompidou. Il y a seulement un an, le général d'Armée aérienne François Maurin, qui a occupé le poste de chef d'état-major des armées pendant quatre ans, de juin 1971 à juillet 1975, a écrit lui-même à une instance de militaires français que, partout où il avait décelé les obstacles à un travail efficace en commun entre la France et l'OTAN, il avait fait en sorte de lever ces obstacles.

Pour autant, la France ne paraît pas être revenue sur l'essentiel de ses décisions du général de Gaulle communiquées, en mars 1966, par une série de notes aux quatorze autres gouvernements des pays membres de l'OTAN. Le personnel français a été retiré des quartiers généraux militaires intégrés de l'OTAN. Seules subsistent des liaisons techniques qui ont principalement pour mission d'harmoniser les procédures et les codes à mettre en œuvre les uns et les autres. Les forces françaises continuent de ne plus dépendre de commandements internationaux qui sont, dès le temps de paix, organisés pour concevoir et appliquer les plans de bataille. Aucune des unités, installations ou bases alliées dont le général de Gaulle avait réclamé le départ n'a réintégré, à ce jour, le territoire français. Le gouvernement français continue de refuser la part que ses alliés voudraient lui voir prendre dans la défense d'un « créneau » de l'OTAN à la frontière germano-tchèque.

Mais, progressivement, les rapports entre l'OTAN et la France se sont détendus de la méfiance où des malentendus du passé pour devenir à la fois plus directs et plus sincères d'efficacité. La coopération technique, qui n'a pas cessé après la décision du général de Gaulle, s'est faite peu à peu à visage découvert et de manière pragmatique. Le général de Gaulle avait souhaité ne donner aucune publicité aux liaisons et missions techniques de la France auprès de l'OTAN, et celles-ci avaient pour consigne de maintenir leurs distances à l'égard des grands commandements intégrés. Aujourd'hui, le chef de l'État ne dissimule plus que

la France entretient des contacts techniques réguliers, participe à certains programmes internationaux d'armements et s'entend, sur le terrain, par des manœuvres communes, les procédures ou les plans de l'alliance. Des échanges d'informations ont lieu, qui préparent une éventuelle coordination des hauts commandements.

Les états-majors étudient en effet les hypothèses selon lesquelles la France — au terme d'une décision gouvernementale — aurait à mener, le cas échéant, des opérations aux côtés de l'OTAN, dans les domaines aériens et navals principalement. Le commandement français a donc été invité, dans une telle perspective, à rendre possible une participation aux actions de l'OTAN, aux côtés de l'organisation atlantique, et non en son sein, comme l'y aurait conduit la stricte intégration des forces françaises dans l'OTAN. En principe, la France reste, toutefois, maître de décider, selon les circonstances et ses propres engagements, quand, comment et où elle utiliserait ses moyens, à la différence des autres membres de l'OTAN liés par des accords automatiques d'engagement.

La France a maintenu aussi sa participation à des organismes alliés, comme l'Eurocom, qui prépare la coopération dans le domaine des systèmes de transmission tactique, ou le réseau NADGE (Nato Air Defense Ground Environment) de surveillance radar à longue distance qu'elle a, en partie, financé. Elle a accepté de participer à certains programmes d'armement, comme le développement du missile sol-air à courte portée. Enfin, la France assiste aux travaux du secrétariat international de l'OTAN en matière de coopération des armements classiques et elle est assez active au sein de la conférence semestrielle des directeurs nationaux des armements.

Il est naturellement de notre devoir, a expliqué le général Maurin, pour justifier les discussions régulières de la France avec l'OTAN, de prévoir toutes les éventualités et de faire en sorte que, si nous devons intervenir dans le cadre de l'alliance, les procédures permettant l'engagement des forces françaises soient définies et appliquées. (...) C'est en ce sens que la France, puissance nucléaire autonome, participe, par son pouvoir dissuasif, à la sécurité européenne.

JACQUES ISNARD.

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

Leur journal habituel d'abord, parce qu'il est français. Le second parce qu'il est international. Le seul à être édité et imprimé à Paris. Pour tout savoir sur les événements politiques, sociaux et artistiques du monde entier. Pour être au courant des mouve-

ments financiers et des dernières tendances de la Bourse de New York. Pour être informés en toute objectivité. Voilà pour quoi tant de Français lisent chaque jour ce quotidien international. And that's why you should read it, too.

International Herald Tribune.



International Herald Tribune [SPECIAL] 30 JOURS

Oui, je désire me joindre à ces certains Français qui lisent un second quotidien chaque jour. C'est-à-dire non chaque jour, mais pour recevoir l'International Herald Tribune pendant un mois.

Nom

Adresse

Ville

N 9/3

Veuillez en France métropolitaine seulement. Pour tous renseignements concernant les tarifs dans d'autres pays, contactez : Services Abonnements Paris, Tél. 225 28 90.

AMÉRIQUES

LA SITUATION AU BRÉSIL

L'Amazonie en train de naître

(Suite de la première page.)

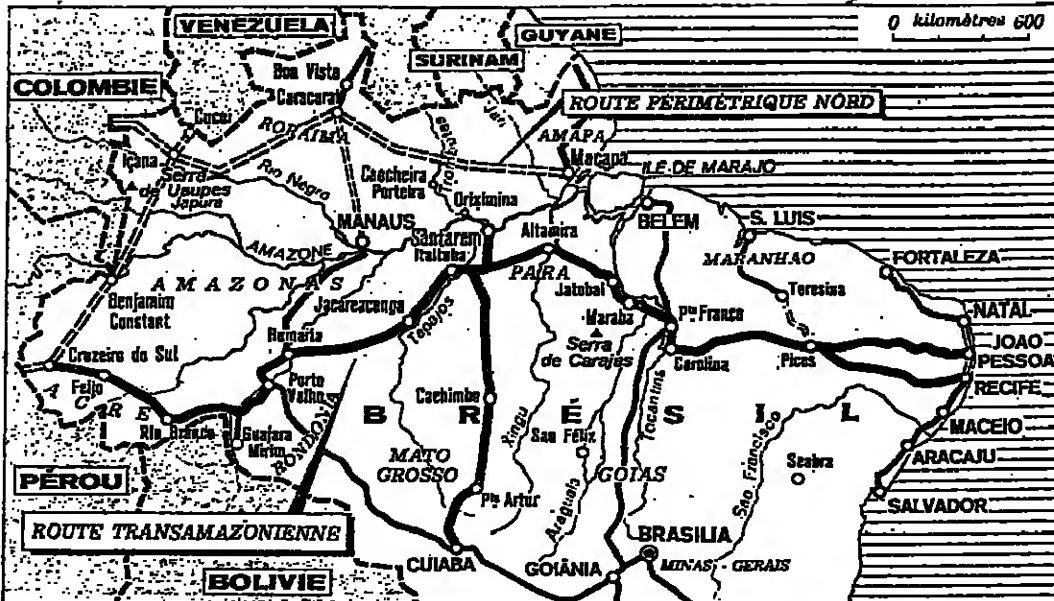
Face à l'intempérance de la nature, qui compromet les futures récoltes et décime le bétail, le caboclo oppose une pécuniosité séculaire. Le caboclo, c'est le descendant mélangé des Indiens : il en a gardé le regard en forme de meurtrière et l'habitude de l'incommensurable. Quand les Portugais ont remonté pour la première fois l'Amazonie, au dix-septième siècle, ils n'ont guère essayé. Ils voulaient surtout chasser le Hollandais, l'Anglais, le Français, installés dans le delta du fleuve et disputant une frontière à l'Amérique espagnole. Plus tard, ils ne se sont guère intéressés qu'aux « drogues », nom donné alors aux épices, aux fruits, aux plantes cueillies dans la forêt et qui régalaient les palais européens. Pas de politique de peuplement comme dans le Nord-Est, qui importait des esclaves noirs pour cultiver la canne à sucre. Seulement quelques forts militaires, quelques missions religieuses, qui regroupaient les indigènes en plantations, et cette trace de l'Amazonien vis encore à cet âge de l'humanité où tout est angosse et légende, et où le troc n'a pas encore été remplacé par les échanges monétaires : sucre, café, kérosène sont « achetés » à crédit à la « taverne » la plus proche, en fait échangés en perte contre le poisson ou le jute. Derrière ses étendages de poisson séché au soleil, dans son réduit flottant qui sent la saumure, le taverneux a une belle figure de fripouille. Bien qu'ignorant, le caboclo ne s'y trompe pas. « La taverne, dit-il, c'est l'achèvement du camarade ». Pour finir de l'achever, il y a sous les mains endurcies par une nature en déire : la malaria, bien sûr, mais aussi la lèpre et la tuberculose, et toutes les dysenteries.

Dans la nuit de la forêt, voici une autre Amazonie : celle des hommes crépusculaires, les *seringueiros*, qui partent à la cueillette du caoutchouc. Des chemins taillés à coups de hache mènent aux arbres qu'il faut saigner au lever du jour, car c'est après le repos nocturne que l'arbre répond le mieux à la « blessure ». Trois cents arbres à parcourir, puis une deuxième tournée pour recueillir le « lait » qui a coulé, goutte à goutte, dans les godets et qu'il faut fumer pendant des heures pour éviter qu'il ne ferment. Sur le trajet, les serpents, les araignées, les fourmis, qui « plantent leur fer dans le camarade ». Avec le propriétaire d'un arbre, des rapports de quasi-servage : obligation de lui vendre le latex, en échange des outils et des marchandises. Comme les hévées sont très dispersées, le mode de production est anti-économique — mais il survit. Cruauté de la langue, qui appelle « emplacement » l'endroit où le *seringueiro* habite : une case tout en silence et en sourires, où il arrive que les enfants se prénomment Jeanne d'Arc.

Un cycle végétal continu

De tout temps, la forêt a été dévoreuse d'énergies. A première vue, elle n'est qu'anarchie. Pourtant, un ordre imparable y règne. Deux catégories d'arbres, les dominants et les dominés, les premiers captant le soleil, les seconds se partageant les restes de lumière. Au rez-de-chaussée, le feuillage des lianes et des bambous, et les feuilles pourries à terre qui forment le tapis d'où naissent et renaissent les futaies, cycle végétal continu. Des arbres, comme le *summa-meira*, ont des racines qui ressemblent à des arches. D'autres engendrent des jardins d'où ils se ramifient. Certains naissent sur d'autres arbres, ou à partir de branches tombées à terre.

Dans le livre de la jungle, il y a le jaguar, les singes, bien sûr, qui font la sarabande à la tombée de la nuit et semblent s'arrêter à l'appel d'un *luder*. Les harpies et les serpents (deux cents sortes de serpents). Les calmans aux yeux phosphorescents dans le noir, les vampires qui sucent le sang du bétail, les tamanoirs qui tuent parfois par embarrasement. Les paresseux aux indolences de bouddha. Les tapirs, les tatous, les tortues qui entrent cent à cent cinquante cent dans le sable des fleuves, et la multitude des oiseaux qui tapissent la cathédrale de leurs cris : aras, perro-



quets, toucans, et encore le « forgeron » — parce qu'il fait un bruit d'enclume — ou bien le « dragueur » — il en a le sifflet — et le *urupuru*, dont le chant est si beau, dit-on, que tous les autres oiseaux s'arrêtent pour l'écouter. Trois mille espèces de plantes, deux mille neuf cents types d'oiseaux, huit cents espèces d'insectes, le tiers des forêts denses du monde, le cinquième des eaux douces de la planète, un réseau de 25 000 kilomètres de voies navigables ; et malgré tout, la réputation d'être un « enfer ».

Enfer, ou paradis perdu ? Au long des siècles, la forêt n'a été qu'une énigme. Récolte du latex, ramassage des châtaignes d'Para, abattage anarchique des arbres, convoqués par flottage vers les scieries artisanales des villes, plantations de manioc et de jute dans les mouchoirs de poche : telle est l'économie traditionnelle de la région. Et un demi-siècle de « boom », celui du caoutchouc. Jusqu'en 1912, le Brésil a été le premier producteur mondial de *borrachas*. Cette année-là, il exportait 42 000 tonnes (le double de la production actuelle), qui lui fournissaient le tiers de ses devises. A cause du caoutchouc, un demi-million de Nordestins ont fui les sécheresses du *Sertão* et donné à la jungle quelques-uns des hommes qui lui manquent.

Mais les hévées sauvages d'Amazonie n'ont pas résisté à la concurrence des plantations asiatiques. A l'abondance qui avait enflé les villes et fait pousser Manaus en pleine forêt — avec un théâtre de mille deux cents places, des tramways et le téléphone — a succédé la misère de toujours. Aujourd'hui, à Belém, des femmes font la queue devant des docks qui vendent, non du poisson, mais des têtes de poisson. Pour faire la soupe ? « Non », répondent les ménagères, le poisson. Parfois les têtes sont mangées crues, à même le trottoir, sous les murs d'« azulejos » d'une ville qui s'était enivré de ses richesses.

La peur du vide

Un jour, pourtant, le vide amazonien a fait peur. On s'est aperçu, tout à coup, que, sur 6 200 kilomètres de frontières, le Brésil était à découvert, et que les grandes entreprises de la région étaient étrangères : la Bethlehem Steel, associée à un groupe brésilien pour extraire le manganèse de l'Amazapa ; le milliardaire américain Daniel Ludwig, propriétaire de 1,5 million d'hectares le long du fleuve Jari, au nord du Para ; plusieurs firmes américaines et japonaises, qui exploitent la forêt à l'embouchure de l'Amazonie. En 1968, une commission d'enquête parlementaire révélait que 20 millions d'hectares avaient été aliénés et que de nombreuses sociétés étrangères faisaient des prospections minières quasi clandestines. A l'extérieur, certains parlaient d'un « internationalisme » l'Amazonie. C'était plus qu'il n'en fallait pour inquiéter les militaires.

Longtemps, ceux-ci ont été les seuls Brésiliens à avoir une « conscience amazonienne ». Gardiens des frontières, défricheurs de la forêt, ils étaient les seuls à connaître les problèmes de la région. Le général Golbery, aujourd'hui chef de la maison civile de la présidence, fut l'un des premiers à insister sur l'importance stratégique de l'Amazonie. Dans son livre *Géopolitique du Brésil*, il proposait, en 1960, d'« inonder de civilisation » l'interland brésilien, afin de barrer les « voies de pénétration possibles » et d'arrêter le pays à ses voisins. Professeur à l'Ecole supérieure de guerre, d'où sont

sortis les chefs du mouvement armé de 1964, il a vu ses idées fébrilement appliquées par le régime militaire : la sécurité du pays, selon les généraux, impose la conquête de l'Amazonie, indispensable à la création d'une « solidarité continentale », sans laquelle le Brésil serait condamné à un dangereux isolement.

La découverte par le radar

C'est sous le gouvernement Médici qu'est lancé, en 1970, le plan d'intégration nationale, dont la première réalisation est la Transamazonienne. *Integrar para não entregar* : intégrer pour ne pas brader. Tel est le mot d'ordre de l'époque. Avec les terres occupées ne se fera pas seulement par les fleuves, mais de l'intérieur. En 1971, le projet R.A.D.A.M. (Radar-Amazonia) assure en quatre mois une couverture photographique complète de la région, impossible avec les photos aériennes classiques en raison des nuages qui voilent constamment la forêt.

Grâce au radar, on découvre, au nord et au sud du bassin amazonien, plus de deux cents structures volcaniques riches en titane, en chrome, en cuivre, en nickel, en cassitérite, en terres rares. L'aménagement des vallées, la bourse en uranium. Les réserves de sel montent que près de 30 % des terres se prêtent aux cultures. Les berges inondables des fleuves (le quart de la France) sont un électorat de fertilité, mais plutôt que d'éluder l'occupation traditionnelle, il est envisagé de les soumettre à des plans-pilotes. C'est-à-dire à un mode de production hautement capitaliste. C'est d'ailleurs en termes d'occupation « rationnelle », « économi-

Argentine

Mme PERON EST REUE À LA TÊTE DU PARTI JUSTICIALISTE

Buenos-Aires (A.F.P., U.P.I.). — La présidente María Estela Martínez de Peron a été réélue, le samedi 6 mars, à la tête du parti justicialiste au cours du congrès national de ce parti. Le gouverneur de la province de Chaco, M. Deslindo Bittel, a été élu premier vice-président, et le syndicaliste Nestor Carrasco second vice-président. Le député de Buenos-Aires, M. Manuel Lázaro Roca a été élu secrétaire général.

Le congrès avait été convoqué pour élire un nouveau conseil national afin de remplacer celui qui, animé par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Angel Robledo, et par le syndicaliste José Baez, était devenu trop contestataire à l'égard du pouvoir.

Mme Peron s'est appuyée sur les « verticalistes » (péronistes inconditionnels) qui l'ont élu par 175 voix contre 40 des délégués, représentant la fraction modérée du parti, avaient délibérément quitté le congrès avant le vote.

La présidente a lancé un sévère avertissement à ses adversaires. « On croit que je ne suis rien », a-t-elle dit, « de ce qui se passe dans les rues, ni des canailles qui y rôdent. Mais, si l'on fait, je serai la femme au fouet ».

● La monnaie argentine, le peso, a de nouveau été dévaluée le 5 mars. Un dollar vaut désormais 140 pesos officiellement. Le gouvernement a également proclamé une « répression sociale » de six mois, durant laquelle les prix et les salaires seront bloqués et un programme de redressement économique sera élaboré. Tous les programmes précédents ont échoué. — (A.F.P., Agéfi.)

INQUIETES DES PROGRÈS DU MARXISME

Les autorités lancent des opérations contre les « activités subversives »

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Au cours des trois derniers jours, deux économistes ont « disparu » à Rio-de-Janeiro, vraisemblablement enlevés par des autorités policières. Le premier, M. Arron de Albuquerque Queiroz, professeur à l'université fédérale de Niterói, et fonctionnaire au ministère des finances, a été arrêté en plein centre de Rio. Il a été poussé dans une voiture par quatre hommes affirmant appartenir au DOPS (Département d'ordre politique et social), mais qui n'ont présenté aucun mandat d'arrestation. Jusqu'à présent, il a été impossible de localiser le lieu de détention de M. Arron de Albuquerque Queiroz. Les autorités du DOPS comme celles de l'armée nient en effet être à l'origine de cette arrestation.

Autre disparition, le samedi 6 mars, entre son domicile et son lieu de travail : celle de M. Alexandre Magalhães, professeur dans un institut de mathématiques de Rio. Toutes les recherches se sont révélées infructueuses.

A Rio également, un photographe du quotidien *O Globo*, M. Luiz Paulo Santana Machado, a été arrêté dans la rue vendredi soir. Des agents du DOPS se sont présentés ensuite à son domicile et ont montré un mandat d'arrestation, mais dimanche, le lieu de détention du photographe restait encore inconnu.

D'autre part, un député du M.D.B. (opposition) de l'Etat de Pernambuco, M. Fernando Lyra, a dénoncé, au cours d'une séance du Congrès, à Brasília, l'arrestation à Recife de l'écrivain Paulo Cavalcanti.

Six autres personnes ont été arrêtées dans la même ville. Egalement professeur et journaliste, M. Paulo Cavalcanti, solennellement élu, est un homme de lettres connu dans le Pernambuco. Son incarcération a été faite de façon régulière. Les autorités de la IV^e armée (Recife) ont publié un communiqué indiquant que plusieurs personnes avaient été arrêtées dans le cadre

d'une opération déclenchée contre les activités « subversives ».

Bien qu'aucune précision n'ait été donnée, tout porte à croire que la répression de ces derniers jours vise, une fois de plus, en priorité le parti communiste brésilien (orthodoxe). Arrêtés à la fin de février, neuf personnes sont maintenues en prison dans les locaux d'un bataillon de chasseurs, à Aracaju (Sergipe), et accusées d'être liées au P.C.B. L'offensive anticommuniste déclenchée par les militaires a touché également les rangs du M.D.B. local : vendredi, un député du parti d'opposition à l'Assemblée législative du Sergipe, M. Jackson Barreto, a été longuement interrogé dans les locaux de l'armée.

Cette vague de répression survient au moment où le président de la Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.), Mgr Aloisio Lorscheider, se déclare préoccupé par les « progrès du marxisme en Amérique latine ». A l'issue d'une réunion à Bogotá du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), Mgr Aloisio Lorscheider a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que l'Eglise était singulièrement inquiète de la poussée marxiste « dans les milieux universitaires et les moyens de communication sociale ». Il a précisé, à ce propos, que plus de quatre mille Latino-Américains étudiaient en ce moment à Moscou les méthodes de communication sociale et que, de retour dans leur pays, « ils ne pourront manquer d'être influencés par le système soviétique ».

Le président de la C.N.E.B., d'autre part, indique que l'Eglise brésilienne n'avait entrepris aucune démarche auprès des autorités gouvernementales pour obtenir une amnistie des prisonniers politiques. « L'amnistie est une bonne chose, a-t-il déclaré, à condition qu'elle soit possible. Seules les autorités ont compétence pour juger d'un tel problème. » — C. V.

Prochain article :

DES PLUIES OU DES PROTÉINES ?

(PUBLICITE)

UN NOUVEAU JOURNAL

(en vente dans les kiosques, chez tous les marchands de journaux, y compris dans les gares et le métro)
2 F seulement

OFFENSIVE pour changer la vie

LE NUMÉRO 2 EST PARU

AU SOMMAIRE :

HACHETTE :

« LA FORMIDABLE BATAILLE DE 2.000 FEMMES »

DANS LES BIBLIOTHÈQUES DE GARES ET DU MÉTRO

Pour de meilleures conditions de travail et la réintégration de Jeanne Hays ; L'intervention en leur faveur de Françoise Giroud.

« LE PARISIEN LIBÉRÉ » : un an après le début du conflit, menaces sur l'ensemble de la presse parisienne

UNE FEMME SEULE CONTRE TOUS ou l'incroyable mise à mort d'une Maison de la Presse en LOIRE-ATLANTIQUE.

LES COMMUNISTES FRANÇAIS SONT-ILS EN TRAIN DE CHANGER ? Entretien avec un ouvrier communiste de Villejuif (circonscription de Georges Marchais).

Ce journal est réalisé — en toute liberté — par des militants de la base, toutes étiquettes mêlées. Lisez-le, soutenez-le en vous abonnant

Coût de l'abonnement : 20 F
Abonnement de soutien : 50 F, 100 F ou plus
(chacun selon ses moyens)

« J'appelle tous ceux et toutes celles qui veulent changer leurs conditions de vie et de travail à soutenir l'Offensive. »

JEANNE HAYS

bibliothécaire à la Gare du Nord, licenciée pour avoir pris son repos hebdomadaire, conformément à la loi.

Adressez chèques, abonnements et vos articles à : « Offensive », boîte postale n° 5 Chevilly-Larue 94021

صلى الله عليه وسلم

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

BULLETIN

Exporter plus ne suffit pas

Ce sont deux problèmes que le gouvernement doit, par sa politique, résoudre : d'abord, en ce qui concerne les échanges de la France avec l'étranger. Il est important de les distinguer car la confusion dont ils font en général l'objet a eu souvent, dans le passé, pour conséquence de susciter des décisions erronées et d'entretenir des illusions.

Le premier, qui est spécifiquement traité ici, dans l'article de Michel Boyer, ci-contre, et dans l'enquête que nous avons menée auprès des principaux secteurs d'activité (page 24), consiste à favoriser l'essor de nos exportations. C'est là, dans les circonstances actuelles, l'impératif en soi. Le marché intérieur, malgré une certaine reprise de la demande, reste faible. Il convient donc de chercher des débouchés extérieurs à notre industrie. Les importations nécessaires, notamment celles d'énergie, coûtent très cher. Il faut en payer si possible le total, au moyen de gains au « devis » résultant de ventes à l'étranger, faute de quoi on est obligé, détestable pratique, d'emprunter pour régler des dépenses de consommation courante.

Pour développer nos exportations, il faut d'abord avoir des prix compétitifs. Il est à la mode de soutenir que dans le monde moderne la considération du prix n'est plus à elle seule déterminante. Il faudrait aussi tenir compte de la qualité, des services après-vente, des délais de livraison. Cela est évident, mais cela ne retire pas au facteur prix sa primauté. La plupart des éléments auxquels il vient d'être fait allusion sont réductibles en termes de coût.

Mais il ne suffit pas de pouvoir théoriquement se mesurer avec ses concurrents. Il faut encore être présents. C'est ce qu'on compte depuis longtemps les Allemands. Leurs vendeurs sont installés partout où il y a des marchés à prendre.

Si, par suite d'une inflation intérieure plus forte, les prix français cessent d'être au niveau international, on peut corriger l'écart par une dévaluation de la monnaie. Les pays qui font flotter leur monnaie, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, procèdent à cette correction de façon permanente. Une bonne partie du patronat regrette, sans le dire publiquement, que la France, en faisant rentrer sa monnaie dans le « serpent », se soit privée de cette facilité.

C'est là qu'intervient la deuxième problématique à laquelle la France doit faire face. La dépréciation monétaire continue est sans doute un moyen de favoriser l'exportation et de décourager l'importation, mais ce n'est pas ainsi qu'on peut rétablir l'équilibre. Ceux qui le croient commettent l'erreur d'ignorer qu'il n'y a pas de différence de nature entre une vente faite sur le marché intérieur et une vente faite sur le marché international ni entre un achat en France et un achat à l'étranger.

C'est par une politique d'ensemble d'ajustement du pouvoir d'achat global, qui peut aussi bien se porter sur des biens français que sur des biens étrangers, aux possibilités globales de la production, destinée à s'écouler à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, qu'on peut atteindre à l'équilibre.

Après la chasse aux contrats mirobolants

Une politique plus réaliste du commerce extérieur

L'ECONOMIE tournant au ralenti, la France a pu terminer l'année 1975 avec un solde commercial excédentaire de 8,8 milliards de francs. Les importations ont diminué de 8 %, revenant à 220,4 milliards de francs (ressources et fret exclus), alors que les exportations s'élevaient à 229,2 milliards. Le bilan sera sans doute, à cet égard, moins satisfaisant en 1976. Déjà, en janvier, le déficit a atteint le milliard de francs.

Il serait toutefois présomptueux de citer, avec quelque crédibilité, un chiffre pour 1976, compte tenu de l'importance des variables, notamment la force et la durée de la reprise en France et à l'étranger. D'un côté, les importations françaises continueront d'augmenter, sans aucun doute, leur croissance devant, selon les derniers calculs, être deux fois et demi plus élevée que celle de la production intérieure brute. De l'autre, les exportations progresseront ; elles ont déjà, depuis novembre, amorcé un redressement, ayant augmenté de 10 % en trois mois. Y aura-t-il équilibre entre les deux courants ?

Malgré leur fragilité, des prévisions sont néanmoins avancées, qui varient d'ailleurs fortement. Selon certaines hypothèses officielles, le déficit pourrait atteindre 10 milliards de francs cette année ; selon d'autres, la balance commerciale serait en équilibre. Pour la Banque de Paris et des Pays-Bas, un déséquilibre de 12 milliards à 15 milliards « est probable » ; pour les experts de M. François Mitterrand, il s'élèverait à 6 milliards ou 7 milliards de francs, chiffre voisin de celui de la chambre de commerce de Paris.

Une simple application mécanique des comptes pour 1976, annexés au budget,

aboutit à un déficit de 5 milliards, qui, en l'état actuel des choses, semble le plus vraisemblable aux responsables français. L'équilibre du commerce extérieur peut être obtenu — en théorie — par une réduction des achats français à l'étranger ; mais la marge de manœuvre apparaît faible — même si des économies supplémentaires d'énergie semblent possibles — et les résultats ne peuvent être immédiats. Il passe surtout par une croissance des exportations, d'autant que, comme l'a souligné M. Barre, « pour vendre il faut d'abord acheter ». L'exemple de l'Algérie est, à cet égard, révélateur. Dès lors, il s'agit, au départ, d'effectuer un dosage entre le marché extérieur et le marché national, d'assurer une participation aux échanges internationaux compatible avec les équilibres intérieurs et non plus, comme le dit l'économiste français pour l'exportation, comme le préconisait l'ancien ministre du commerce extérieur, M. Norbert Ségard.

Dans une optique plus réaliste, la nécessité apparaît de mener une action continue et régulière sur le marché international, plutôt que de céder au vertige des contrats mirobolants. Des résultats ont certes été obtenus : les contrats de vente de biens d'équipement garantis par la COFAC ont atteint 50 milliards de francs en 1975 contre 38 milliards en 1974 et 35 milliards en 1973. Mais des déconvenues ont été enregistrées, qui contrastent fâcheusement avec le triomphalisme officiel de l'an dernier : ainsi le contrat de 1 milliard de dollars que pensait obtenir Creusot-Loire Industries, pour la construction d'un complexe pétrochimique en Irak, vient d'être signé par une association germano-américaine, Thyssen-Lammin.

Aller en province

A la chasse aux contrats, la France a perdu sa place sur des marchés plus proches, ayant par exemple, été devancée par les Pays-Bas comme premier fournisseur de l'Allemagne fédérale et ayant enregistré un recul relatif en Italie et aux Etats-Unis. Ce qui paraît maintenant compter, en plus d'une implantation industrielle solide et d'une présence commerciale active à l'étranger, c'est d'assurer un flux régulier et diversifié de biens d'équipement moyen et de produits de consommation. Pour atteindre cet objectif, les pouvoirs publics peuvent, comme ils viennent de le faire, augmenter les crédits destinés à aider les firmes à équiper pour exporter ; mais celles-ci doivent être plus conscientes des efforts à entreprendre pour conquérir des marchés. Pour gagner des industriels à la cause du commerce extérieur, M. Barre devrait être amené — paradoxalement — à se déplacer plus souvent en province, réduisant à l'essentiel ses voyages à l'étranger. A l'occasion de ces déplacements, le nouveau responsable du quai Branly répèterait sans doute aux hommes d'affaires que la stabilité d'une monnaie est un facteur important de compétitivité.

La dégradation de la compétitivité française est relevée par de nombreux chefs d'entreprise et par le Conseil national du patronat français. Elle

apparaît au travers des calculs effectués par les experts du ministère de l'économie et des finances. Ceux-ci ont mis au point un indice de compétitivité des produits étrangers d'un certain nombre de pays par rapport aux produits français, basé sur le base 100 en janvier 1971 ; cet indice est fondé sur les variations relatives des prix à la consommation et des taux de change. En outre, est calculé un indice synthétique de compétitivité de l'étranger, par la prise en compte des parts des sept pays (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas, Italie, Grande-Bretagne) dans les exportations de la France en 1974.

L'évolution des différents courbes est reproduite dans le graphique page 26. Comme on le voit, les produits français étaient plus compétitifs que ceux des sept pays en question jusqu'à la fin de 1974. Depuis, la situation s'est dégradée, ayant atteint son point le plus bas en juin 1975 (-10,3 %) pour se redresser ensuite et à nouveau fléchir en janvier (-9,1 %). En 1971 et 1972, la France apparaissait plus compétitive que ses principaux concurrents, pour passer en dessous de la ligne en 1975 et revenir à un niveau positif en 1974.

MICHEL BOYER.

(Lire la suite page 25, 1^{re} col.)

Ne plus raisonner par des moyennes pour analyser les causes de l'inflation et du chômage

La lutte contre le chômage est à l'ordre du jour. Le premier ministre vient d'annoncer un certain nombre de mesures à cet effet, dont la création d'un comité interministériel pour la promotion de l'emploi (CIPE). Dans son débat télévisé avec M. François Mitterrand, M. Jean-Pierre Fourcade a rappelé que l'objectif du VII^e Plan était le plein emploi. Cependant les experts officiels continuent de raisonner sur des hypothèses qui ne correspondent plus à la réalité économique.

par CHRISTIAN SCHMIDT (*)

NOTRE économie est-elle, comme le pense Alfred Sauvy, l'économie du diable (1) ? On s'est déjà depuis quelques années que l'inflation et le chômage n'étaient pas incompatibles. 1974 et 1975 nous apprennent douloureusement qu'ils peuvent même croître simultanément. De 1973 à 1974 en effet, l'indice des prix à la consommation a augmenté en France d'environ 12 % et le taux de chômage de près de 10,5 %. Entre 1974 et 1975, ils se sont respectivement élevés de près de 10 % et de plus de 35 %.

Il est souvent tentant de bâtir et de détruire avec des chiffres de prétendus lois économiques. Plutôt que de procéder ainsi, il est préférable de s'interroger sur ce qui fonde de pareils raisonnements. C'est ainsi que la fameuse relation inverse entre l'inflation et le chômage — selon laquelle celui-ci aurait tendance à décroître si celle-là s'accroît — qui guide encore aujourd'hui les travaux des planificateurs français, s'appuie en réalité sur trois hypothèses sur la pertinence desquelles il convient de s'interroger.

1^{re} Une relation causale entre l'augmentation des salaires et la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Certes, la corrélation entre ces deux séries reste assez bonne au cours des dernières années, mais elle n'est pas suffisante pour rendre les salaires responsables de la hausse des prix. Une analyse plus complète ferait notamment apparaître une corrélation semblable entre l'augmentation des profits distribués et la hausse du niveau

général des prix. Et pourtant, personne jusqu'à ce jour n'a encore parlé d'une inflation par les profits, même si certains ont incriminé les superprofits. Il ne faut donc pas prendre cette corrélation pour une explication causale.

2^e Une utilisation du niveau de l'emploi comme indicateur représentatif de l'activité économique.

Il existe une relation incontestable entre la production et l'emploi, mais elle ne va pas sans exception. Ainsi, de 1970 à 1971 en France, la PIB augmentait de 5,30 % alors que le chômage s'accroissait dans le même temps de 23,84 % par rapport à l'année précédente. Un taux d'accroissement de la production enregistré en volume en 1973 s'accompagnait au contraire d'une réduction de 9,52 % du chômage. Confondre ainsi emploi et activité économique conduit donc à négliger la substitution capital-travail pourtant si importante au cours des dernières années dans un pays comme la France (2).

3^e Une liaison directe entre les prix et l'activité de l'économie.

Pour mettre en relation la rémunération des facteurs de production (salaires et profits) avec un indice d'emploi, il faut supposer que la production suit étroitement l'évolution de la productivité. Or ce n'est pas ce que l'on observe, surtout depuis 1968, en France, où la rentabilité du capital produit a progressivement baissé, tandis que dans le même temps le rythme de production globale avait tendance au contraire à s'accroître (3).

Les effets pervers

En dépit de ces démentis, la relation inverse postulée entre inflation et chômage a inspiré, dans la plupart des pays industrialisés, des politiques économiques dont l'effet pervers est facile à démontrer.

Des trois catégories de bénéficiaires de l'activité économique, consommateurs, salariés et entreprises, ce sont les consommateurs qui sont les moins protégés dans une économie où la règle du jeu conduit chaque unité de production à sortir de la concurrence pour rechercher une position dominante. Il en résulte une tendance naturelle à l'inflation par un mécanisme bien connu de rattrapage réciproque « salaires-profits ». Elle s'aggrave encore lorsqu'elle s'accompagne, comme on l'a vu, d'une baisse de la productivité globale. La croissance nominale n'est plus alors justifiée par une croissance réelle.

Une telle situation, qui se traduit par un

développement rapide de l'endettement des agents économiques en général et des entreprises en particulier, engendre nécessairement une augmentation rapide des moyens de paiement. Elle renforce en apparence le clan des monétaristes, qui voient dans la réduction de la masse monétaire le « sésame » du retour à l'équilibre. Mais alors, au lieu d'une progressive substitution d'un sous-emploi modéré à une inflation rapide, on observe au contraire le passage brutal à un taux de chômage élevé sans dégradation sensible de la hausse des prix, comme nous l'avons appris à nos dépens en France en 1971, lorsque la mise en place du dispositif d'encadrement du crédit a entraîné un accroissement de près de 24 % des demandes d'emploi non satisfaites.

Les politiques fondées sur la relation inverse inflation-chômage ont donc paradoxalement entraîné sa fin.

Une analyse mieux adaptée

Faut-il cependant conclure de ces remarques désabusées que l'économiste professionnel se trouve aujourd'hui désarmé pour comprendre, prévoir et, par conséquent, proposer des solutions ? Deux facteurs souvent mal appréciés peuvent peut-être servir de fil directeur pour proposer une analyse mieux adaptée aux circonstances présentes.

En premier lieu, il est nécessaire de rappeler que les indices d'inflation sont les résultats de moyennes dont la fiabilité dépend principalement de la stabilité de leur composition.

C'est pourquoi ce genre de raisonnement sur des moyennes s'avère peu significatif en périodes troublées, où les écarts et la distribution des valeurs sont plus révélateurs que les indices moyens.

Or ce qui est vrai de l'activité économique l'est aussi des prix, de telle sorte que l'observation de l'inflation dans certains secteurs peut très bien s'accompagner de l'aggravation du chômage dans d'autres, sans que ces deux phénomènes se compensent nécessairement, au moins dans la courte période.

En second lieu, les délais de réaction du système économique aux incitations auxquelles il se trouve soumis s'avèrent souvent plus déterminantes que ces incitations elles-mêmes.

L'évolution des dix dernières années en France révèle que, de 1965 à 1970, le taux d'investissement a été dans l'ensemble particulièrement élevé, sans entraîner par ailleurs ni croissance exceptionnelle ni hausse des prix spectaculaire. A partir de 1970, au contraire, le taux d'accroissement de la production intérieure brute s'est accéléré, entraînant avec lui un emballement sur les prix, avec un rythme toujours soutenu quoique légèrement moins rapide des investissements productifs. Seule constante pendant

toute cette période : une dégradation assez régulière dans la situation de l'emploi.

Cette évolution cependant n'est pas paradoxale qu'en apparence, et elle peut s'expliquer aisément de la manière suivante : les efforts d'investissement poursuivis de 1965 à 1970 ne se sont effectivement traduits en termes de croissance économique qu'au cours des trois années qui ont précédé la crise actuelle, c'est-à-dire au moment précis où de fortes pressions inflationnistes commencent à se manifester à l'importation, comme en témoigne l'évolution relative de l'indice des prix à l'importation par rapport à celui des prix intérieurs.

Une pareille coïncidence n'est évidemment pas suffisante pour permettre d'imputer aux investissements réalisés de 1965 à 1970 l'inflation enregistrée entre 1970 et 1975.

En conclusion, la science économique connaît aujourd'hui un problème qui présente quelque analogie avec la physique : dans un premier temps, il peut se révéler commode de négliger les « frottements », mais il apparaît aujourd'hui que c'est justement sur ces frottements que devrait porter en priorité l'attention des économistes.

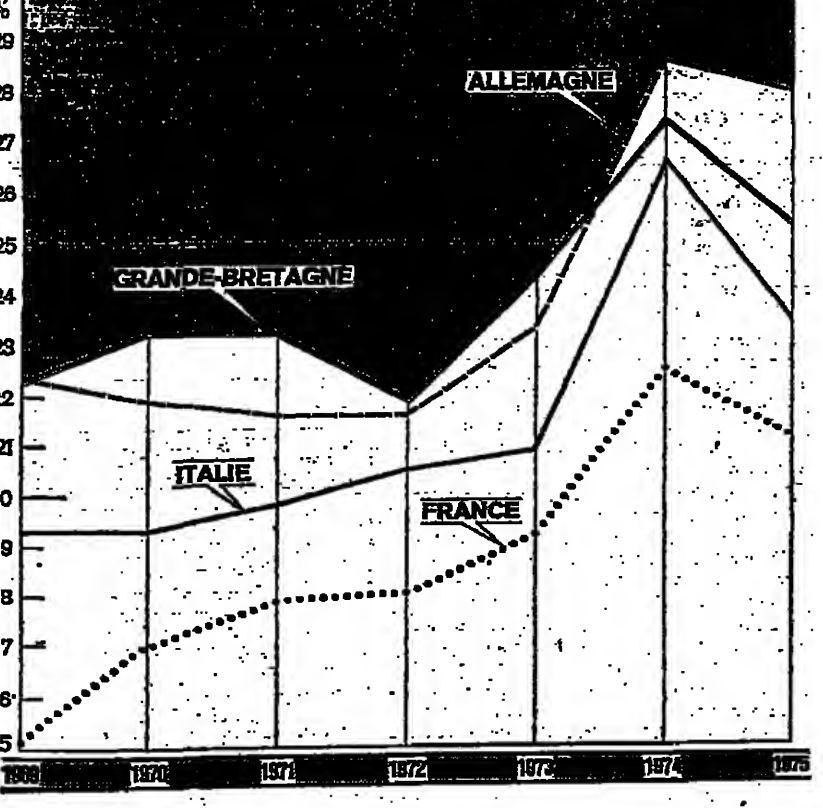
Lorsque l'économie connaît une longue période de croissance soutenue et régulière, ce qui fut le cas dans notre pays de 1960 à 1970, les phénomènes de désajustement précédemment décrits ne se manifestent plus au grand jour. Mais, lorsqu'on entre dans une phase plus troublée de la vie économique, certains des ressorts cachés du fonctionnement d'une économie moderne complexe, comme les écarts et les délais de réaction, se trouvent alors brutalement mis en lumière.

(1) Alfred Sauvy, l'Economie du diable, Calmann-Lévy, 1970.
(2) Cf. J.-C. Vassal, Chômage, inflation et substitution capital-travail : Un essai d'analyse de l'expérience française (1964-1974), Revue Banque, novembre 1975.
(3) Cf. C. Sauvy, l'Inflation et la Rentabilité de l'investissement, 1964 à 1974, Economica et Statistique, juin 1975.

Les exportations de biens et services

représentent en France plus du cinquième du produit intérieur

Dans les quatre principaux pays de la C.E.E., la récession de 1974-1975 a eu pour effet d'augmenter brusquement, en 1974, la part apportée de la production intérieure brute. Les marchés nationaux se resserrant, les entreprises ont cherché à élargir leurs débouchés à l'extérieur.



Les exportateurs français aux prises avec une concurrence

LES Industriels que nous avons interrogés ont parfois manifesté — par prudence — une certaine réticence à répondre à nos questions. Les pronostics en matière d'exportations sont délicats et les fluctuations de cours de change n'arrangent pas les choses comme on peut l'imaginer. Au travers des réponses qu'ils nous ont données, on peut discerner trois grandes tendances.

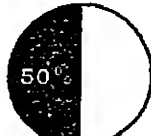
Les producteurs de biens de consommation pensent généralement améliorer leurs résultats de 1975. La chose ne surprendra pas dans la mesure où la consommation a été l'élément moteur de la reprise qui semble se dessiner.

Les fabricants de produits de base sont plus réservés. Ils constatent en effet que les signes de redémarrage qui demandent à être confirmés. Prudents dans leurs prévisions, ils ne sont cependant pas trop inquiets.

Les producteurs de biens d'équipement eux le sont, qui constatent depuis quelque temps un lent ralentissement de leurs commandes en provenance de l'étranger, suite au ralentissement des programmes d'équipement des pays producteurs de pétrole et des pays de l'Est.

Si leurs pronostics divergent quelque peu, les industriels, en revanche, sont unanimes pour dénoncer trois dangers. En premier lieu la dépréciation de la lire et de la livre qui a permis et permet encore aux Italiens de faire le vide dans certains secteurs, et aux Britanniques, dont l'industrie n'est pas si malade qu'on veut bien le dire, d'enlever de gros contrats. A cela s'ajoute une concurrence américaine plus vive. En second lieu, l'agressivité japonaise qui se traduit par des ventes à des prix très inférieurs à ceux des autres pays. En troisième lieu, la lente dégradation de la compétitivité des produits français.

AUTOMOBILE : bonnes perspectives

Proportion
de la
production
exportée

« Les perspectives pour 1976 sont plutôt bonnes. Nous espérons une progression de 10 % du volume des exportations », affirme la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Même s'il faut faire la part dans ce bel optimisme de la méthode Coué, largement utilisée par les constructeurs depuis quelques mois, l'année 1976 s'annonce meilleure que les précédentes.

La reprise se confirme sur tous les marchés européens et les constructeurs français espèrent être en mesure de mieux en profiter. En 1975, les grèves prolongées de Renault et de plusieurs sous-traitants de l'automobile avaient empêché l'automobile française de tirer le meilleur parti de la réanimation de ces marchés. Renault affirme que ses problèmes d'approvisionnement sont désormais réglés et que ses commandes sur les marchés européens sont supérieures de 15 % à celles de l'an passé. Au total, les constructeurs espèrent donc pour 1976 une progression des ventes sur ces marchés supérieure à 10 %.

Quant aux ventes à la « grande exporta-

tion », dont la croissance avait permis en 1974 de compenser en partie le recul des marchés européens, et qui s'étaient effondrées l'an passé, les fabricants français estiment qu'ils devraient progresser d'environ 9 % cette année. Les stocks importants qui s'étaient constitués l'an passé dans certains pays (notamment au Moyen-Orient et en Afrique) se sont en effet à peu près résorbés, ce qui laisse espérer une reprise prochaine des livraisons.

Optimisme à tout crin donc, à peine tempéré par deux inquiétudes : d'une part, la concurrence « aux yeux bridés », dit-on chez Renault : les constructeurs japonais gênent considérablement les firmes françaises sur les marchés de grande exportation et se font de plus en plus dangereux en Europe et même en France. D'autre part, les « aléas monétaires », auxquels les constructeurs français restent particulièrement attentifs bien qu'ils semblent avoir retrouvé une plus grande sérénité que par le passé à ce sujet. « Cela nous a coûté très cher, mais cela va mieux », assure-t-on chez Renault.

INDUSTRIES MÉCANIQUES : une lente dégradation



M. PHILIPPE BURNEL, président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, le rappelle récemment : « L'exportation a été, dans la traversée de la crise économique, le moteur essentiel de l'activité de la profession. »

Les chiffres lui donnent amplement raison. En 1975, les exportations de la mécanique ont atteint 37 milliards de francs (+ 10 % en volume par rapport à 1974), soit 42 % de sa production totale. Cette progression s'est accompagnée d'un redéploiement géographique non négligeable. C'est ainsi que les ventes vers les pays de l'O.C.D.E. qui représentaient en 1974 58,3 % des exportations, n'ont plus représenté en 1975 que 48,1 %.

Satisfait, les professionnels n'en sont pas moins inquiets. Une lente dégradation des prises de commandes à l'étranger se manifeste en effet depuis plusieurs mois.

Bien entendu, la situation varie selon les secteurs. Les plus touchés sont la machine-outil, dont les contrats de commandes sont peu fournis ; l'équipement de conditionnement (aérologique, thermique), et le matériel de mesure et de régulation.

La maintenance, le matériel pour l'industrie textile, se vendent dans la

moindre. Au-dessus de la moyenne, on trouve le matériel de travaux publics, de grosse manutention, et d'équipements sidérurgiques (M.T.P.S.), et la grosse mécanique. Pour ce dernier secteur, dont la compétitivité se dégrade moins vite, les commandes sont plus élastiques dans le temps.

Pour les industriels, les raisons expliquant ce lent essoufflement sont de deux ordres :

● Ralentissement des commandes des pays producteurs de pétrole et des pays de l'Est, phénomène qui apparaît d'autant plus préoccupant que la tendance ne semble pas prête à se retourner ;

● Détérioration de la compétitivité des produits français, due tout à la fois aux fluctuations de changes, qui ont avantagé certains de nos concurrents, et à une évolution défavorable des cours internes, compte tenu de l'inflation.

Pour maintenir l'activité à l'exportation dans les mois à venir, les industries de la mécanique ont suggéré aux pouvoirs publics de prendre un certain nombre de mesures ponctuelles, parmi lesquelles figurent : un abaissement des taux de crédits de préfinancement, la possibilité d'obtenir des financements exceptionnels, un assouplissement de la garantie de financement à l'égard de certains pays.

CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE : inquiétude à moyen terme



AVSC un volume de ventes à l'étranger en 1975 de 15 milliards de francs (18 milliards si l'on compte les matériels militaires), les industries électriques et électroniques apportent une contribution essentielle aux exportations françaises. Pendant des années, nombre de chefs d'entreprise de ce secteur (qui compte 480 000 employés) ont fait preuve d'une tranquille assurance quant à leurs positions sur les marchés extérieurs.

Aujourd'hui, le ton change, et l'inquiétude est perceptible notamment pour les biens d'équipement, domaine où la France occupe une forte position. Certes, les prises de commandes ont augmenté de 15 % en 1975, mais ce pourcentage, somme toute satisfaisant, ne rend pas compte de l'évolution à la baisse eugéniste au fil des mois.

« La progression est due à un premier trimestre 1975 extraordinaire, précédé d'un autre mois, on a enregistré un volume de commandes inférieur à celui des périodes correspondantes de 1974. » Au 1^{er} janvier 1976, on estime que le carnet de commandes des industries

électriques et électroniques est moins important qu'au 1^{er} janvier 1975, et les premières semaines de 1976 n'ont pas marqué de renversement de tendance. Bien au contraire.

« Pour les six prochains mois, nous ne sommes pas pessimistes. Il y a encore de nombreuses affaires en cours qui devraient déboucher sur des contrats. Mais, pour les derniers mois de l'année et pour 1977, à part quelques grosses commandes, nous nous attendons à une baisse sensible. »

Pourquoi ce ralentissement ? Les explications varient, selon les interlocuteurs et les secteurs. Les principaux acheteurs de biens d'équipement (surtout pour les gros matériels) ont été, ces dernières années, les pays en voie de développement, notamment les pays producteurs de pétrole. Or ces États ont réduit tous leurs plans de développement, au moment même où les mouvements erratiques des monnaies (lire, livre, dollar) ont souvent pénalisé les industriels français.

Les entreprises estiment dans leur majorité que l'augmentation des salaires et des charges sociales a diminué leur compétitivité.

SIDÉRURGIE : modeste amélioration



Le commerce extérieur des produits sidérurgiques est important : il représente près de 33 % en valeur et entre 25 % et 30 % en volume. Régulièrement excédentaire — les exportations, d'un montant de 7 millions de tonnes en 1975, l'ayant emporté de 1,2 million de tonnes — ce commerce extérieur donne lieu à des échanges d'ordre très différents.

La France importe essentiellement des produits finis en acier courants en provenance des pays de la Communauté européenne (C.E.C.A.), tandis que ses exportations se répartissent à peu près également entre cette même C.E.C.A. et les pays tiers (Amérique latine, Scandinavie, Moyen-Orient).

En 1975, les expéditions les plus affectées ont été celles à destination des pays tiers.

les prix subissant une baisse vertigineuse de 40 % à 50 %.

Au seuil du printemps 1976, les sidérurgistes ont noté une modeste et timide amélioration des ventes sur les pays tiers. La reprise ne porte encore que sur les produits plats (tôles minces) destinés soit à l'automobile, soit à l'électro-ménager. La conjoncture reste mauvaise pour les tôles lourdes destinées aux équipements lourds. Cette situation reflète assez fidèlement celle de l'économie mondiale, où la consommation est repartie la première, les biens intermédiaires et les biens d'équipement devant théoriquement prendre le relais. Les producteurs d'acier tablent, raisonnablement, sur une accentuation du mouvement jusqu'à la fin de l'année.

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : optimisme



APRES avoir diminué de 3 % en valeur en 1975 (35 400 millions de francs, contre 36 867 millions de francs en 1974), les exportations du secteur agro-

alimentaire devraient progresser, selon les premières estimations, de 5 à 10 % cette année.

Les céréales sont, pour des raisons climatiques, le secteur où toute prévision est fragile. Traditionnellement, les ventes de grains à l'étranger représentent le quart des exportations françaises agricoles. Or cette proportion n'est plus que du cinquième (7,56 milliards de francs ; — 30 % par rapport à 1974) en raison non seulement de la production de maïs, mais des perturbations monétaires qui ont faussé le jeu des restitutions à l'exportation. En 1975, compte tenu de l'augmentation des emblavements et d'un retour à la normale des rendements, quelque 20 millions de tonnes de céréales pourraient être disponibles à l'exportation. Au prix du marché actuel, cela pourrait représenter plus de 10 milliards de francs.

Une progression des ventes de l'ordre de 15 % pourrait également être réalisée dans le secteur des vins et spiritueux. Les commandes étrangères avaient fortement baissé en 1974 et 1975 respectivement de 14 % (3 milliards de francs) et de 4 % (2,9 milliards de francs). Les achats ont recommencé au dernier trimestre de 1975. Les champagne ont été les premiers bénéficiaires de cette reprise, qui s'est étendue aux bordeaux et aux bourgognes, dont les prix sont redevenus plus accessibles après les sommets de 1973. Toutefois, les négociants ont remarqué que le rapport qualité-prix était désormais favorable aux crus des Corbières ou du Rhône lorsque les cours sont trop élevés dans les régions « nobles ».

Un secteur, peu sensible aux caprices climatiques, devrait reprendre une progression interrompue en 1975, celui des conserves. Autres produits en progression probable : les fromages (1 739 millions de francs en 1975 + 5 %) ; les viandes de volailles et les abats.

En revanche, un tassement des ventes est à craindre en ce qui concerne les animaux vivants. Les exportations ont atteint 2 467 millions de francs en 1975 (+ 53 %), grâce à la reprise des achats massifs de jeunes bêtes par l'Italie.

« L'avenir est incertain », estiment les industriels laitiers en ce qui concerne le beurre, dont le tonnage exporté a régressé de 14 000 tonnes (— 2 % en valeur) et la poudre de lait (— 28 % en valeur). Ils craignent que l'évolution de la réglementation communautaire n'aggrave la concurrence des autres pays de la C.E.E.

TEXTILES : éclaircie après une année catastrophique



« POUR les exportations, l'année 1976 sera meilleure que l'an passé », ce qui n'est pas difficile, dit-on à l'Union des industries textiles. Après une année 1975 catastrophique pour l'ensemble du secteur textile et confection (quel que soit le produit ou la destination, les exportations ont pratiquement partout reculé), l'amorce de reprise qui se note sur certains marchés étrangers, États-Unis et Allemagne, laisse penser que le creux de la vague est désormais dépassé.

Dans l'immédiat, les signes encourageants demeurent cependant faibles et très variables d'une branche à l'autre. Si les commandes de tissus de coton et de synthétiques s'améliorent sensiblement, le redressement des carnets d'ordre de la bonneterie et de la confection féminine reste lent. L'industrie lainière ainsi que la confection masculine se bornent à constater une stabilisation de leurs commandes à un niveau très bas.

Aussi les prévisions pour l'ensemble de l'année sont-elles incertaines. Seule la confection terminée escompte un redémarrage notable de ses ventes à l'étranger au second semestre, la première partie de l'année restant négligeable.

Les estimations des industriels sont d'autant plus prudentes que la baisse de la lire et de la peseta vis-à-vis du franc et la hausse continue de leurs prix de revient ont gravement compromis la compétitivité de leurs produits vis-à-vis de leurs principaux concurrents. « La reprise n'a que de tourner court si la compétitivité des produits français continue de se dégrader », estime le Centre textile de conjoncture économique. Les industriels le reconnaissent : l'ailleur volontiers, mais affirment qu'ils « ne voient pas du tout comment résoudre le problème », dans la mesure où celui-ci est lié en grande partie à l'évolution des parités monétaires.

CHIMIE : un léger progrès encore peu significatif

LES exportations françaises de produits chimiques, qui pour la première fois depuis trente ans, avaient fortement baissé en 1975 (11 % en valeur et 16,8 % en volume) repartent. Mais l'ampleur du mouvement est

faible et les courants commerciaux ne se rétablissent pas, loin s'en faut, sur tous les marchés.

La situation varie selon les entreprises en fonction de leur activité dans telle ou telle branche. La demande de

grands intermédiaires chimiques (éthylène, propylène, benzène) s'accroît. Mais les entreprises productrices, comme Cof-Chimie, se refusent à formuler le moindre pronostic. Certaines matières plastiques, tels le polystyrène expansé et le polypropylène, font l'objet d'une demande plus active en Europe de l'Ouest et de l'Est, au Proche-Orient et au Canada. Mais la situation de ces produits à la grande exportation reste peu brillante, en Extrême-Orient surtout.

Les ventes de polyéthylène basse densité, qui avaient un peu repris en décembre restent stables avec des prix, qui continuent à se dégrader. Stabilité également, après une légère augmentation en fin d'année, des exportations de polystyrène et de PVC, mais avec une tendance à une augmentation des prix. Le commerce des produits pharmaceutiques se développe normalement.

En ce qui concerne les textiles chimiques durement concurrencés par les produits des pays de l'Est, la situation est toujours assez mauvaise, bien qu'une très légère reprise semble se manifester.

En fait, en général, l'amélioration constatée au premier trimestre de 1976 s'est maintenue en janvier et en février, et le niveau des ventes à l'étranger est légèrement supérieur à celui atteint en 1975 à pareille époque. Mais dans presque tous les cas, les variations ne sont pas réellement significatives, dans la mesure où l'on ignore si le phénomène résulte d'une reconstitution des stocks ou d'une véritable reprise de la consommation. Les industriels restent fort prudents. Après une étude effectuée en janvier par l'I.N.S.E.E., 35 % des entreprises chimiques interrogées estiment que leurs carnets de commandes à l'exportation étaient normalement garnis, mais 63 % qu'ils étaient peu.

VIEN DE PARAÎTRE

la chimie dans le monde : 1975, les faits marquants

une grande enquête : la chimie française

300 USINES

implantations - moyens

consommations-productions et les

300 PRINCIPAUX FOURNISSEURS

produits - procédés

matériels - services...

650 PAGES

55 Francs

☐ Je commande votre numéro SPECIAL USINES et règle ci-joint 55 F.

☐ Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre venue nom et adresse :

retourner à : **INFORMATIONS CHIMIE**, 5, rue Jules Leleuvre - 75002 Paris

tél. 874.53.70 - telex : edisette 650 886 F

(Publié)

**L'IRRIGATION
et la PRODUCTIVITÉ
dans l'AGRICULTURE**

Les toutes récentes techniques d'irrigation vont permettre à nos agriculteurs d'améliorer leur production. Une journée internationale d'étude va dès demain 9 mars rassembler les meilleurs spécialistes du sujet dans le cadre du Salon International de la Machine Agricole, qui se tient en ce moment à la porte de Versailles. Les installations et les matériels d'irrigation modernes, pour atteindre les performances actuelles, sont largement appelés à l'équipement agricole. Les progrès de l'électrique ainsi qu'aux processus d'automatisation et d'asservissement utilisent des technologies électroniques sophistiquées. De nombreuses grandes exploitations agricoles du sud-ouest de la France produisent le plus souvent du maïs ont fait appel pour l'équipement électrique, la programmation de leurs machines et de leurs ensembles complets, à la Société FORCLUM.

La dimension et la compétence de cette entreprise ont permis la réussite de réalisations importantes. Les toutes dernières installations, étudiées principalement dans le département de la Gironde, desservent au total 5 750 hectares de cultures. Certaines rampes d'arrosage à alimentation électrique atteignent jusqu'à 100 m de rayon et peuvent irriguer 100 ha à l'heure d'un seul appareil en marche à l'aide d'un seul câble d'alimentation. Des robots possèdent des cycles d'arrosage entièrement programmés. Ces travaux représentent l'installation de 12 385 kVA distribués par 68 postes. La Société FORCLUM est intervenue dans ces réalisations en concevant et en installant en œuvre les armatures électriques, le démarrage des moteurs de pompes, les automatismes pour les équipements programmés et les alimentations générales.

Société FORCLUM
Centre d'Affaires Paris-Nord
Bâtiment Ampère N° 1, B.P. 201
92133 LE BLANC-MESNIL Cedex
Tél. : 931-42-41.

**COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE**

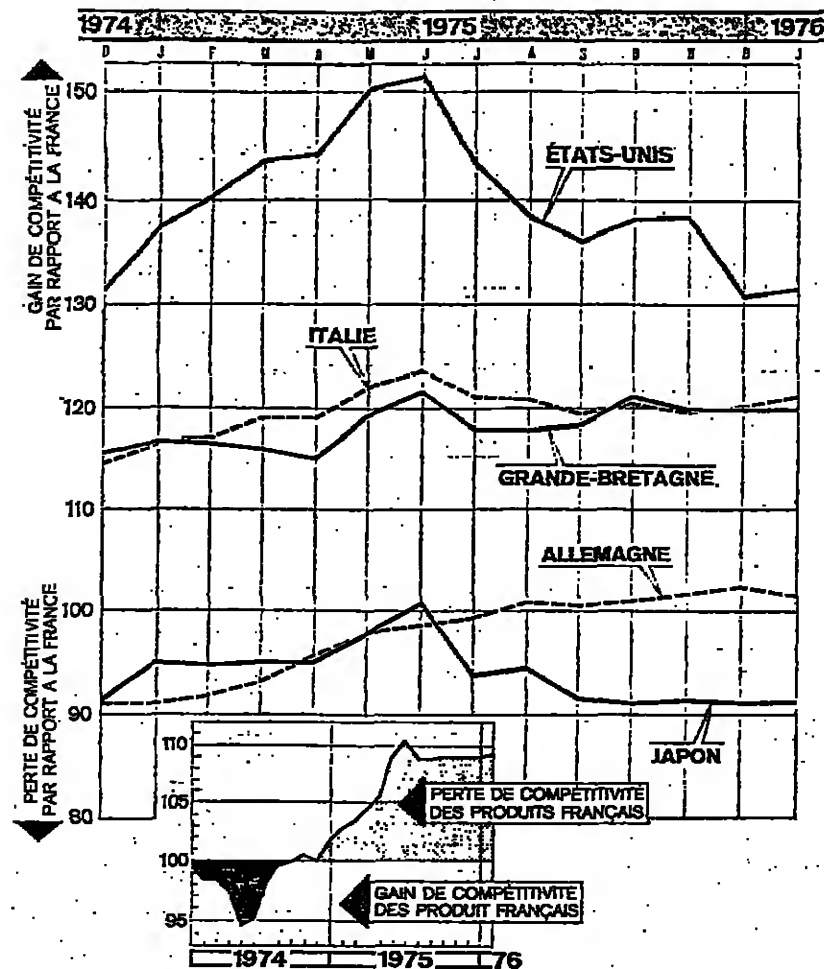
VERGÉE EXTRA OLIVOLI

Produit naturel
de l'olive fraîche
Garantie extraite par
PREMIÈRE PRESSION A FROID
et clarifiée par simple
décantation et filtration
FRANCO DE PORT
A PARTIR DE 5 LITRES
Demandez Documentation
gratuite N° 9 à la :
STE PROVENCALE OLEICOLE
13 - SALON-DE-PROVENCE

صوتنا من الامم

plus vive

LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUITS FRANÇAIS S'EST DÉGRADÉE DEPUIS OCTOBRE 1974



Une politique plus réaliste du commerce extérieur

(Suite de la page 23.)
De la comparaison avec les sept pays, il ressort que ce sont les produits américains, italiens et britanniques qui ont évolué plus favorablement que les produits français. C'est ainsi en juin dernier que leur compétitivité a été la plus forte, l'Indice étant situé à 151,4 pour les États-Unis, à 123,9 pour l'Italie et à 121,7 pour la Grande-Bretagne. Cette évolution traduit les effets de la dépréciation du dollar, de la livre et de la monnaie fédérale, la position française étant favorable jusqu'en juillet 1975. L'indice de la Bns de l'États ne donne qu'une idée de la compétitivité française. Cependant, pour le ministre du

commerce extérieur, la France ne se trouve pas à l'heure actuelle dans une position plus désavantageuse que ces principaux partenaires. Aux termes d'une déclaration prudente de M. Raymond Barre, « la hausse des prix relatifs français sur les marchés étrangers n'exécute pas la marge résultant de la dévaluation de 1969 ». Pour certains experts officiels, le problème du commerce extérieur français ne se situe pas non plus aujourd'hui du côté des prix, qui — sans accident — ne devraient pas entraîner de difficultés excessives. En revanche, la situation financière, très mauvaise, des entreprises paraît les mettre, à leurs yeux, en position défavorable pour un développement de leurs ventes à l'étranger.

Malgré une hausse de la parité du franc de 9 % en 1975 par rapport aux monnaies fortes du « serpent », les exportations n'ont, dans un climat de contraction du commerce mondial, diminué en volume que de 4 %, tandis que, pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., elles ont régressé en moyenne de 5,5 %. Il n'en reste pas moins que la marge donnée par la dévaluation de 1969 est mangée, alors même que, selon M. Barre, la « dépréciation accélérée et anormale de certaines monnaies » — comme surtout la livre, mais aussi la peseta — présente de « graves inconvénients ». Dès lors, étant donné que la France ne peut plus se permettre de taxonomiser, un examen attentif et réaliste de la place du commerce extérieur paraît s'imposer.

MICHEL BOYER.

L'État voudra-t-il et pourra-t-il contrôler le nouveau groupe pétrolier Elf-Aquitaine ?

COMMENT les pouvoirs publics vont-ils contrôler le nouveau groupe pétrolier français issu de la fusion de l'ERAP (Entreprise de recherches et d'activités pétrolières), établissement public, et de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) ? L'ERAP sera-t-elle maintenue et, dans ce cas, ne constituera-t-elle pas un « écran » entre l'État et la nouvelle entité, la Société nationale Elf-Aquitaine ? Où est le droit ? Telles sont les questions — dont certaines sont paradoxales — que l'on se pose à propos de ce projet de fusion. Au moment où cette fusion a été autorisée par le gouvernement (le 9 décembre 1975), tout a été fait pour rassurer les actionnaires privés de la S.N.P.A., seuls ceux-ci, de par les statuts, auront le droit de voter lors de l'assemblée

générale extraordinaire qui devra ratifier en juin la nouvelle organisation du groupe (voir ci-dessous), effarouchés, ils pourraient faire capoter le projet.

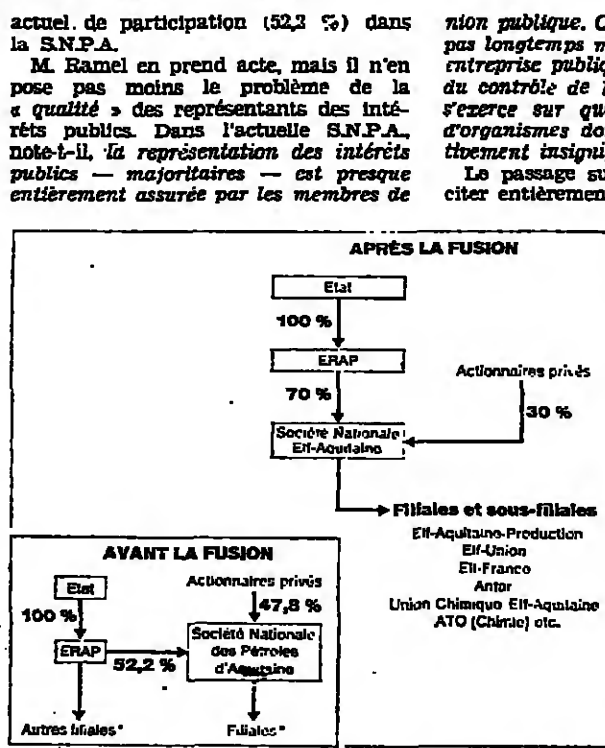
Mais ce souci de ne pas les effrayer avait laissé entière la question du rapport entre l'État et le nouveau groupe. Cette question fait l'objet de tractations entre l'administration et l'équipe de M. Guillaumat, l'actuel P.-D.G. du groupe. Une note de M. G. Ramel, chef de la mission de contrôle des entreprises pétrolières (1), montre une certaine résistance de l'équipe en question au contrôle de l'État. Elle jette en outre une lumière crue sur la façon dont les choses se passent dans la

problème est d'abord celui de la composition du conseil d'administration de la nouvelle entité, la Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.). C'est elle qui constituera le centre de décision, et non pas l'ERAP, dont on apprend que sa « survivance » est « peut-être temporaire » — ce qui n'avait été dit nulle part. M. Ramel va même jusqu'à écrire que l'ERAP « ne paraît avoir été maintenue que pour des considérations d'opportunité ». Mais pour comprendre ces considérations, il faut d'abord examiner le problème du conseil d'administration de la nouvelle société et de son contrôle.

Dans la S.N.P.A., société de droit privé, où l'État, par le truchement de l'ERAP, détient 52,2 % du capital, le conseil est ainsi composé : sept membres siégeant au nom des intérêts publics (le président, un représentant du ministère de l'économie et des finances, cinq représentants des entreprises publiques, dont quatre venant de l'ERAP) ; quatre membres venant du secteur privé (Rhône-Poulenc, Banque de Paris et des Pays-Bas, Compagnie française des pétroles, Total-Compagnie française de distribution) ; un douzième, M. Bloch-Lainé, siège à titre personnel après avoir représenté le Crédit Lyonnais.

« Dans le souci légitime, écrit M. Ramel, de ne pas provoquer trop de remous au moment où on commence la phase décisive de la mise en place des nouvelles structures, M. Guillaumat souhaite que le conseil de la S.N.E.A. soit composé à l'image de celui de la S.N.P.A. à peine modifié. »

Toutefois, remarque le chef de la mission de contrôle, la participation des intérêts publics dans la S.N.E.A. sera de 70 %, « ce qui devrait avoir théoriquement pour effet de porter de sept à neuf le nombre des représentants de l'État ou des établissements publics ». Mais on y a par avance renoncé, puis-que l'ERAP, comme on le sait, a décidé de ne pas exercer son droit de vote, dans la nouvelle société, au-delà de son taux



Les principales autres filiales actuelles de l'ERAP sont ELF-R.E. (à 100 %), Anzerm (à 100 %), ELF-Union (à 90 %), SOCAP et SOVAP (à 100 %). Elles sont contrôlées par des contrôleurs d'État, du fait du très haut pourcentage de la participation des capitaux publics. Ce n'est pas le cas pour la S.N.P.A. ni pour Antar (à 100 %) et pour les filiales de l'ERAP à l'étranger, où pourtant la participation publique est très forte.

l'état-major du groupe Elf-Aquitaine lui-même, le ministère de l'économie et des finances n'étant représenté — et encore depuis une date récente seulement — que par le seul directeur général de la concurrence et des prix, celui (du ministère) de l'Industrie et de la recherche ne l'étant pas, celui des affaires étrangères pas davantage.

« Cette situation n'est pas normale »

« La composition du conseil de la S.N.P.A. », ajoute M. Ramel, paraît s'expliquer par des motifs historiques ou par des considérations personnelles plutôt que par des raisons logiques ou un quelconque souci de l'équilibre. A vrai dire, en dépit de l'importance de l'entreprise, la première du groupe autour de laquelle il va se réorganiser, les pouvoirs publics ne semblent jamais avoir attaché une attention particulière à son conseil d'administration (...). Dans la mesure où le centre de décision du groupe sera le conseil de la S.N.E.A., et non celui de l'ERAP (...), cette situation n'est sans doute pas normale. »

Cependant, M. Guillaumat « n'envoie », pour l'instant, que la nomination au conseil d'un représentant de l'Industrie et de la recherche, ministère de tutelle de l'entreprise, pour équilibrer la représentation du ministère de l'économie et des finances. D'autre part, M. Guillaumat souhaite que M. Bloch-Lainé soit remplacé, au conseil, par M. Lauré, président de la Société générale ; M. Desmarais (C.F.P.) par M. Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française ; que

M. Morin, directeur général adjoint de la Banque de Paris et des Pays-Bas, demeure au conseil. Il s'interroge, apparemment, sur la représentation de la C.F.P. et celle-ci continue à figurer son portefeuille d'actions de la S.N.P.A. »

Dans le schéma de M. Guillaumat, il y aurait donc, sur douze sièges, huit sièges pour représenter les intérêts publics. Et sur les huit, trois — non compris le président — seraient dévolus à l'ERAP. « Mais, remarque M. Ramel, il ne faut pas se dissimuler, si l'on retient cette dernière hypothèse, qu'elle ne satisfait pas le ministère de l'Industrie et de la recherche, qui voudra, de son côté, être mieux représenté — peut-être par le délégué général à l'énergie, — et moins encore le ministère des affaires étrangères. » Aussi M. Ramel suggère-t-il de réduire les sièges des représentants de l'ERAP de trois à deux, pour faire une place à un représentant supplémentaire du ministère de l'économie et des finances ou du ministère de l'Industrie et de la recherche.

M. Guillaumat a beau assurer que « le problème a moins d'importance qu'il n'y paraît, tout au moins tant que l'ERAP subsiste », M. Ramel insiste. Pour lui, « c'est de la composition du conseil d'administration de la S.N.E.A. qu'il faut veiller avec plus de soin qu'on ne l'a peut-être fait, dans le passé, pour celui de la S.N.P.A. ».

Voilà donc quelles sont les suggestions de part et d'autre pour ce conseil d'administration. Il apparaît clairement que dans l'esprit de M. Ramel il ne faut pas confondre l'ERAP avec l'État et qu'il faut inscrire la participation de ce dernier au processus des décisions du nouveau groupe.

Comment l'État va-t-il maintenant contrôler l'application de ces décisions ? La S.N.P.A. ayant été considérée comme une société d'intérêt public, le gouvernement avait pris l'habitude de désigner auprès d'elle deux commissaires chargés de défendre « les droits de l'État ». Il en est de même pour la Compagnie française des pétroles, rappelons-le.

Cette organisation du contrôle est-elle satisfaisante ? M. Guillaumat la pense et souhaite qu'elle soit « simplement transposée dans le cadre de la société nationale Elf-Aquitaine. Les statuts de la S.N.P.A. n'ayant pas été modifiés sur ce point, ni d'ailleurs sur aucun autre, en dehors du changement d'appellation de la société. »

« Cette position est sans doute la plus sage, tout au moins pendant la période de mise en route des réformes de structure du groupe », approuve M. Ramel.

Cependant, estime M. Ramel, à plus ou moins long terme, il faudra trouver une autre solution, surtout si l'ERAP disparaît. « L'industrie pétrolière, explique-t-il, constitue désormais un secteur particulièrement sensible à l'op-

nion publique. On ne pourra sans doute pas longtemps maintenir la plus grande entreprise publique de ces secteurs hors du contrôle de l'État alors que celui-ci s'exerce sur quantité d'entreprises ou d'organismes dont beaucoup ont récemment insignifiants. »

Le passage suivant de la note est à citer entièrement, tellement il est significatif du rapport de forces qui existe entre le contrôleur et le contrôlé : « Sans doute a-t-on assuré jusqu'ici, tant bien que mal, le contrôle des pouvoirs publics en désignant le chef de la mission de contrôle comme commissaire au gouvernement (S.N.P.A., ELF-R.E., ELF-UNION, UCEA, SOGANTAR). Considérant que l'appellation de chef de mission n'avait pas de sens si celle-ci se limitait à une seule personne, qui risquait d'être dépassée par sa tâche, j'ai pu obtenir de M. Guillaumat, dès sa nomination, l'un dernier, d'être assisté de M. Gaben — ou de tout contrôleur d'État qui serait ultérieurement affecté à la mission, — qui a eu ainsi accès

aux documents et au conseil d'ELF-R.E. et d'ELF-UNION, ou comité spécial et au comité d'administration. »

« Je n'ai pas pu l'obtenir pour la S.N.P.A., UCEA et SOGANTAR — ni, évidemment, pour ATO, où je ne siège moi-même au conseil de surveillance qu'à titre précaire, le président de l'ERAP ayant estimé qu'il n'avait pas la compétence pour décider ainsi, ces sociétés comportant des actionnaires privés. »

« Cette réforme du contrôle a représenté un progrès certain. Un commissaire du gouvernement ne peut, seul, avoir l'ambition d'exercer un véritable contrôle, même léger, sur un groupe d'entreprises aussi important qu'ELF-Aquitaine, même s'il dispose de pouvoirs aussi étendus que ceux qui lui confèrent les statuts de la S.N.P.A. M. Dommenet a eu l'occasion de l'écrire à propos de ses fonctions de commissaire du gouvernement de la C.F.P. »

Pour la S.N.E.A., conclut M. Ramel, « il est nécessaire que le commissaire du gouvernement soit assisté du contrôleur d'État de la mission, ce qui n'est pas le cas, je le rappelle, pour la S.N.P.A. Il est également nécessaire que la même disposition soit prise pour les filiales de la S.N.E.A. (ELF-R.E., ELF-UNION, SOGANTAR, UCEA, SANORI) ». « M. Guillaumat, ajoute-t-il, m'a donné son accord sur ce point. » Mais comment faire, puisqu'il s'agit de sociétés de droit privé ? Un des responsables de l'ERAP envisage de « faire adopter » (le dispositif) par le conseil d'administration de la S.N.E.A. — et, sans plus attendre, par celui de la S.N.P.A. — sans la soumettre à l'assemblée générale, pour éviter toute publicité. Cette solution, sans être inusitée, n'offre cependant pas plus de sécurité juridique que toute autre. Elle pourrait, dans l'avenir, être annulée par une décision contraire du conseil d'administration. Au demeurant, il n'appartient pas à la société de se prononcer sur l'organisation du contrôle des pouvoirs publics.

Alors la solution pourrait consister en « une lettre commune du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'Industrie et de la recherche, adressée au président de l'ERAP, qui préciserait que le contrôle de l'État sur la société nationale Elf-Aquitaine et sur ses filiales serait exercé par les deux commissaires du gouvernement de la S.N.P.A., assistés du contrôleur d'État de la mission de contrôle des entreprises pétrolières ». Cette lettre sera-t-elle envoyée avant ou après l'assemblée de juin ? Dans le premier cas, sera-t-elle publiée avant ou après juin ? Quelle est sa valeur juridique ? L'État peut-il se contenter pour le nouveau groupe de commissaires « assistés » d'un contrôleur ? Cette assistance a-t-elle une existence légale ? Si la lettre est envoyée ou publiée après l'assemblée de juin, les actionnaires privés ne seront-ils pas en droit de se plaindre que l'on a ainsi changé a posteriori les statuts de la société ? D'autant qu'une telle modification, qui demande la majorité des deux tiers, ne peut se faire sans leur accord, puisque l'ERAP a renoncé par avance à exercer son droit de vote au-delà de 52,2 %.

PHILIPPE SIMONNOT.

(1) Contrôle exercé sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances.

UNE MONNAIE POUR L'EUROPE
LEUOSTABLE

Jacques RIBOUD

Éditions de la RPP

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE
DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OFFICE DES ROUTES APPEL D'OFFRES N° 0337/76/TPAT/OR

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE DE MATÉRIEL ROUTIER ET DE VÉHICULES AUTOMOBILES DIVERS

AVENANT N° 1

1) OBJET DE L'APPEL D'OFFRES
Les quantités mentionnées à l'appel d'offres précité sont modifiées comme suit :

LOT 1 : 28 miveleuses au lieu de 21.	14 camions à benne fixe au lieu de 6 ;
LOT 2 : 9 bulldozers au lieu de 6 et 1 excavateur (inchangé).	15 camions-citernes à eau au lieu de 10 ;
LOT 3 : 13 chargeurs au lieu de 10	6 camions-citernes à gazoil au lieu de 4.
LOT 4 : 6 unités mobiles de graissage au lieu de 4.	LOT 6 : 31 pick-up au lieu de 22.
LOT 5 : 82 camions à benne basculante au lieu de 62 ;	LOT 7 : 5 camions atelier au lieu de 4.
	LOT 8 : 13 caravanes de chantier au lieu de 11.

3) DATE LIMITE POUR LES SOUMISSIONS.
Les soumissions devront parvenir à l'Office des Routes au plus tard le 5 mai 1976 à 10 heures locales.

5) OUVERTURE DES OFFRES
L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, en la salle de conférences de la direction générale de l'Office des Routes, bâtiment situé avenue ex-Deschamps à Kinshasa-Gombe, le 5 mai 1976 à 10 heures locales précises.

Les autres stipulations reprises à l'appel d'offres précité demeurent inchangées.

OFFICE DES ROUTES

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

François Gondrand

L'INFORMATION
DANS L'ENTREPRISE
POURQUOI ? COMMENT ?Préface d'Oly Collet.
Postface de J.B. Eggen.

Le meilleur ouvrage, sans doute le plus complet, paru sur cette question brûlante. L'information étant, ici comme ailleurs, la clef de la démocratie. Les multiples aspects sont étudiés : information ascendante, latérale contre le cloisonnement, descendante de diverses sortes, visite et connaissance de l'entreprise, etc. Les informations à donner au personnel font l'objet d'un développement spécial, dans les cas où il s'agit de « mauvaises nouvelles » (situation critique de l'entreprise), ou simplement d'un important changement en vue. Le mot *rumours*, si troublant, revient souvent dans l'exposé. Dans le même ordre d'idées, une attention particulière est accordée aux enquêtes d'opinion. Et, par l'« information-contestation », nous faisons un pas supplémentaire.

Loin d'être une pure création imaginative et confortable, l'ouvrage décrit de nombreuses expériences réalisées, par exemple celle des fromageries Bell dans le Jura. Il n'y a pas que des réussites, bien entendu, mais tout échec a valeur de lumière.

Sont également mentionnées, trop brièvement peut-être, les attitudes d'organismes intéressés, C.N.P.F., syndicats. Encore que prudente, celle de la C.F.D.T. est plus affirmée que celle de la C.G.T. Mentionnons enfin des extraits du rapport Sudreau.

Bibliographie critique.

* Paris 1975. Les Editions d'organisation. 23 cm. 328 p., 54 F.

André Piettre

LES GRANDS PROBLÈMES
DE L'ECONOMIE
CONTEMPORAINE

I. — Où va le capitalisme ?

L'opposé de tant d'ouvrages économiques, dont les auteurs semblent appliquer la devise célèbre : « Pourquoi faire simple, alors qu'on peut être compliqué ? », l'auteur des *Trois Ages* présente, de façon claire, la marche du capitalisme, son état actuel, ses difficultés aussi, nous annonçant

bien qu'il ne s'agit pas de théorie, mais de réflexions. Dans ces tableaux défilent les figures de notre temps, Beveridge, Phillips, Rost, etc. A l'épreuve des citations, Marx l'emporte sur Keynes par douze à dix et Proudhon est loin. Partout se manifeste le souci de ne heurter ni les hommes ni les événements.

Peut-être les pages sur l'inflation méritent-elles le plus d'attention, en raison de la divergence des opinions à ce sujet.

L'indexation et le rythme volontaire à la brésilienne sont vus avec bienveillance.

Dûment signalé, le refus du travail manuel n'a cependant pas reçu toute l'attention que lui valent son accentuation d'année en année et la désaffection actuelle vis-à-vis de la souape que constituent les travailleurs étrangers. La multiplication des emplois non manuels, sans nécessité, est attribuée à la loi de Parkinson sans mention de la pression intense exercée sur les services publics et les entreprises. Et, de même, la loi Royer, bien commentée, eût gagné à voir éclairer ses causes.

« Mondialisation des principes et impérialisme (surtout monétaire) des puissances », accentuation d'une qualité plus politique que sociale, éducation sacrifiée à l'instruction, etc., autant de formules claires, à l'appui d'une documentation rarement prise en défaut. La répartition des revenus eût mérité cependant plus que le tableau, sobre et sans signification, de la comptabilité nationale.

Des passages d'humour aussi, le champ du sourire est large.

Un second volume portera sur les pays socialistes et les pays non alignés.

Excellent rapport, recommandé aux profanes et même aux spécialistes pour mettre leurs idées en ordre.

* Paris 1975. Editions Cujas. 21 cm. 340 p., 48 F.

Gérard Grellet (sous la direction de)

NOUVELLE CRITIQUE
DE L'ECONOMIE POLITIQUE

Textes de G.-C. Harcourt.

G. Grellet, J. Robinson, A. Bhaduri, P. Garegnani, L. Pasinetti et M. Nutt.

Avant-propos de Christian Schmidt.

D'EUX ouvrages importants, signale le préfacier, portent en sous-titre « Critique de l'économie politique » : celui de Marx et celui, contemporain, de Piero Sraffa, « La Production de marchan-

dises par les marchandises », heureux retour au réel. L'introduction de Gérard Grellet, revue par Joan Robinson, s'en prend aux contradictions de l'école classique, étiquette le raisonnement de Walras, conçu pour les dissiper, et cherche une alternative à la théorie néo-classique, autrement dit, une théorie plus satisfaisante.

Les auteurs des articles (tous traduits de l'anglais) manifestent quelque insatisfaction de ce qui a été fait et de ce qu'ils font eux-mêmes. Le phénomène le plus concret, dit du « retour des techniques », semble moins général qu'il n'est suggéré.

Ces divergences, à l'intérieur même de l'école cambréigienne conduite par J. Robinson et P. Sraffa, doivent-elles être attribuées à l'imprécision des définitions et des concepts ou à l'absence de religion ? La physiocratie et le marxisme initial ont échappé à cette confusion qui semble suggérer un retour à la source, un nouveau départ. Mais, est-il chose plus difficile que d'oublier ? Curieux et préoccupant.

* Paris 1975. Calmann-Lévy. 21 cm. 231 p., 39 F.

Jean-Paul de Gaudemar

MOBILITÉ DU TRAVAIL
ET ACCUMULATION DU CAPITAL

DANS cette collection marxiste-classique, sous la direction de Charles Bettelheim (cabinet 28 d'Economie et Socialisme), ce traité mérite une place de choix par l'originalité du sujet, la maîtrise de son auteur, son souci constant de nous mener au spectacle et de nous instruire.

Que la mobilité, spatiale ou autre, s'accorde avec la conception la plus classique de l'économie n'a besoin de le dire. Le cheminement, depuis Cantillon redécouvert à chaque génération, aux deux pôles Marx et Walras, n'en présente pas moins un vif intérêt.

Le grand problème de toute économie en mouvement : faut-il déplacer les hommes ou les choses ? est en outre vu surtout sous l'angle marxiste et d'une façon beaucoup moins brutale, naturellement, que l'interrogation précédente. Les subtilités se succèdent, s'entrelacent et s'opposent, entraînant leur plus haut point lors de la contradiction triangulaire entre Marx, Rosa Luxemburg et Bauer, les deux derniers divergeant sur la façon correcte de critiquer le maître. Malheureusement, avant de pénétrer dans le domaine contemporain, nous n'échappons pas aux simplismes courants sur la machine et l'emploi.

Lénine ne pouvait pas ne pas être frappé par l'afflux de travailleurs polonais en Allemagne, qui obligeait à revoir de plus près la création continue de l'« armée de réserve » des travailleurs. Du reste, tout au long de l'ouvrage, apparaît le manque de connaissances démographiques chez tous les auteurs, fruit de la violente réaction contre Malthus.

Nous regrettons de ne pas voir une suite jusqu'à nos problèmes actuels. La critique incidemment formulée contre le marxisme « officiel » du parti communiste français aurait gagné à être étoffée, concrétisée, appliquée aux migrations contemporaines de travail dans le monde capitaliste et dans l'Europe socialiste à la lueur des tentatives en cours en R.D.A.

De façon générale, faut-il s'étonner de voir l'expérience tenir si peu de place, cette gêneuse, cette indésirable n'étant guère mieux vue dans les traités de l'autre bord ?

En somme, nous avons, tout au long de l'ouvrage, l'impression de nous trouver devant d'excellents moteurs, logiques à souhait, mais ne subissant pas l'épreuve périlleuse de la mise en marche. Ne parlons pas, bien entendu, du seul critère des théories économiques, la cruauté prévision.

Une bibliographie sélective et variée complète ce travail de grande portée, nourrissant sans être jamais indigeste.

* Paris 1975. Editions P. Maspero. 24 cm. 272 p., 50 F.

Louis Périellier

LA PATRIE PLANÉTAIRE

« UNE seule terre » a été la devise de la grande conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972, mais, avant cette année-là, et dès la création des Nations unies, des propositions ont été formulées en faveur d'un gouvernement mondial. C'est l'objectif présenté dans cet ouvrage, qui donne une large place aux questions économiques. Si personne ne conteste la générosité d'un tel projet, si bien peu s'y opposent ouvertement, il reste à trouver les moyens de cette fin.

Le double appel à la sensibilité et à la raison, voire à la prévoyance vitale, est largement lancé, mais de sérieuses réserves peuvent être formulées sur l'efficacité des arguments utilisés. On peut se demander, en particulier, s'il est opportun de célébrer les deux rapports au club de Rome, dont l'aspect scientifique prête tant à contestation. Une fois de plus sevit le triple prestige des Etats-Unis, de l'outil mathématique et de l'ordinateur. En particulier, le calcul évoqué des millions de morts en Asie du Sud, dans le deuxième rapport, est affligeant. Par contre,

les travaux, combien plus aérieux, de l'université du Sussex ne sont pas cités. Publicité... Il n'était pas davantage utile de reproduire la légende des centaines de milliers de morts dans le Sahel, créée par la seule rumeur.

Sur un plan plus technique, nous retrouvons l'attachement au mirage des prix, qui s'est manifesté avec continuité depuis Babylone et Sumér. La C.E.E. a mieux vu la question que les organismes internationaux, en garantissant les recettes et non les prix. Enfin, une fois de plus, la partie démographique est superficielle.

Ces réserves faites, nous sommes plus à l'aise pour souligner « vertu du fond. Que nous ne puissions être « une lie d'abondance dans un océan de pauvreté » devrait être affiché dans toutes les écoles, mairies et lieux publics. Du reste, les passages les plus convaincants concernent l'information et l'éducation, en vue de réduire la hauteur des murailles qui entourent l'Hexagone.

Vient enfin la dénonciation de l'illusion selon laquelle l'unité linguistique serait un préalable. Le pluralisme, est-il précisé, est recommandable. Un avis qui pourrait aller bien plus loin.

* Paris 1975. Robert Laffont. 22 cm. 243 p., 39 F.

O.C.D.E.

PRODUITS
NON CONVENTIONNELS
POUR L'ALIMENTATION
HUMAINE

MARCELIN BERTHELOT doit se redresser dans sa tombe en voyant l'influence croissante de la chimie sur l'alimentation, qu'il célébrait il y a moins d'un siècle. Laissons de côté la servile terminologie des organismes internationaux, précisons qu'il ne s'agit pas nécessairement de produits synthétiques, ne serait-ce que du fait du passage par l'animal. Parfois, au contraire, il s'agit d'éviter ce passage, si onéreux en termes de calories.

Le terme *ersatz* étant quelque peu dévalué, il s'agit aujourd'hui de *substituts* ou d'*analogs*, notamment pour le sucre et la viande. Le beurre a déjà, depuis longtemps, ses succédanés.

Bien que les préventions à l'égard de tels aliments « non naturels » soient bien moins vives aux Etats-Unis qu'en France, des précautions sont prises pour satisfaire le consommateur, par exemple pour limiter le craquement de la viande, ou donner le goût naturel par des aromates appropriés. De grands chefs de cuisine sont d'ailleurs appelés à juger ces fabrications. Il y a aussi des réussites en pâtisserie, dont nous ne sommes pas toujours avertis.

Quelles que soient les appréhensions, des progrès importants ont été accomplis : dans les hamburgers, si complaisants déjà, figurent aux Etats-Unis 25 à 30 % de protéines végétales. On produit d'ailleurs des viandes végétales à 100 %. Ces progrès, qui se manifestent en quantités et en prix, ouvrent de larges horizons. La récupération des feuilles, par exemple, représente la plus grande réserve de protéines.

La prédominance du soja sur l'urée (synthétique) et l'arachide, dans la production d'azote fourragère, nous confirme, après leur réussite céréalière, la puissance que les Etats-Unis sont en train d'acquiescer grâce à ces aliments.

Sans lyrisme, cet ouvrage que l'on eût aimé plus substantiel, notamment sur la fermentation des levures utilisant l'énergie du pétrole, nous laisse entrevoir, grâce à M. Lengellé, que le grand problème de la nourriture de l'humanité ne se résoudra pas uniquement dans les champs et les étables.

* Paris 1975. O.C.D.E. 29 cm. 68 p., 12 F.

Frédéric Valensole

COMMENT VA PÉRIR
L'OCCIDENT

DANS ces vus de « politique-fiction », selon l'expression même de l'auteur, nous voyons ce qui se passera dans moins de quatre ans, au moyen d'articles pastiches de divers journalistes ou écrivains, J. Dutourd, P. Gaxotte, A. Fabre-Luce, J.-F. Revel, R. Aron, etc., et aussi des textes du *Nouvel Observateur* (J. Daniel), ou de l'*Humanité* (anonymes). Dans ces anticipations, violemment anticomunistes, apparaît soudain, dans un éclair, la question du vieillissement de la population occidentale, qui aurait dû faire la moitié de l'ouvrage. Le contraste tragique est cependant mis en lumière entre ceux qui, voulant faire la société de demain, en négligent l'éternel assentiment et ceux qui se préoccupent de ce facteur vital tout en se tournant vers le passé.

Le pétrole tient, bien entendu, une large place, avec fortes incidences politiques, tandis qu'est soulignée la nécessité, pour les pays pauvres, d'une large prospérité des pays riches, argument qui peut aller loin. Le manichéisme est-il la meilleure défense contre le Mal ?

* Paris 1975. Editions de la Revue moderne. 22 cm. 172 p., 30 F.

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris. 265 14-40

Les costumes de chez Lanvin
ou le bonheur d'être soi-même

UN GENTLEMAN britannique aurait, paraît-il, affirmé : « Il y a dans ma vie deux choses importantes : mes chaussures et mon lit, car lorsque je ne suis pas dans les unes, je suis forcément dans l'autre. »

Monsieur Deschamps, maître-tailleur chez Lanvin, à qui je rappelais ce mot, me répondit qu'il lui paraissait étonnant d'avoir omis le costume dans lequel, bon gré, mal gré, un gentilhomme digne de ce nom passait tout de même la moitié de sa vie.

« D'où, s'empresse-t-il de poursuivre, l'importance de son confort, de ses finitions... »

En accord avec soi-même

Nous sommes rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans les

salons du premier étage. Un cadre tranquille et feutré propice à la conversation.

« Le confort, Monsieur, voilà une notion subtile. Bien sûr il y a la qualité, la souplesse de l'étoffe ; bien sûr il y a la coupe, les doublures, les finitions... Mais il y a autre chose. Il y a cette harmonie fondamentale qui doit exister entre le costume et la personnalité de celui qu'il revêt, auquel il s'adapte. Mieux encore, qu'il reflète. C'est cela l'élégance, la vraie.

Mais trop de gens s'habillent en fonction de rigides équations : gris égale sérieux, brun égale sport, etc. Comment voulez-vous dans ces conditions qu'ils soient en accord avec eux-mêmes... »

Six maîtres-couteurs entourent M. Deschamps. Ce sont des seigneurs du métier. Ils peuvent vous proposer près de mille tissus dont certains rarissimes. Mais, rassurez-vous, ce n'est pas pour vous mettre dans l'embarras du choix. C'est pour que d'une part vous n'ayez pratiquement aucune chance de voir un autre costume de chez Lanvin, à plus forte raison d'ailleurs, semblable au vôtre ; mais aussi pour pouvoir vous conseiller des étoffes qui correspondent exactement à ce que vous êtes. C'est la raison pour laquelle, chez Lanvin, on doit vous entendre parler de vous - même si vous n'aimez pas cela. Car on a besoin de vous connaître.

Vos étoffes choisies, vos mensurations prises, votre costume devient l'affaire d'une soixantaine de personnes. Les coupeurs d'abord, qui taillent l'étoffe, les spécimens qui montent le costume, les finisseurs, qui s'occupent des doublures, des boutonsnières, des ourlets...

Au fil de crin, au fil de soie, ils cousent à la main des milliers et des milliers de petits points. Qui songerait aujourd'hui que, pour un seul costume, quatre-vingts à cent heures de travail sont nécessaires ?

« On ne quitte pas Lanvin ! » A l'un de ces hommes, employé dans la maison depuis près de trente ans et à qui je demandais s'il n'avait jamais eu envie de changer, je m'entendis répondre : « Mais, Monsieur, on ne quitte pas Lanvin ! »

« Voyez-vous, me dit M. Deschamps tandis que nous sortions de l'atelier, ils sont aussi fidèles que nos clients - si c'est possible. »

Mais, au fait, comment se sent-on dans son premier costume Lanvin ?

Tellement soi-même que l'on a l'impression d'être un autre homme.

G.L.



De la tenue de ville au costume d'apparat...

صوت من الامم

EUROPE

Italie

LA FIN DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE Les délégués se sont prononcés pour une « alternative de gauche »

De notre correspondant

Rome. — Le quarantième congrès du parti socialiste, réuni à Rome du 4 au 7 mars, a officiellement donné le coup de grâce à la coalition de centre-gauche qui gouverne l'Italie depuis une douzaine d'années. A l'unanimité, les délégués se sont prononcés pour « une alternative de gauche », qui ferait du P.C.I. l'allié privilégié.

« Historique », ce quarantième congrès ne l'est pourtant qu'à moitié. Car si l'objectif a été défini, le moment de le réaliser n'a pas encore été fixé. Il faut d'abord, selon les socialistes, « réajuster » la gauche italienne — dans laquelle une place prépondérante est occupée par le P.C.I. — et permettre à ce dernier de devenir plus indépendant du bloc soviétique.

Ce sont donc des préoccupations immédiates qui ont finalement dominé le congrès. D'ici aux prochaines élections, seul un gouvernement d'union nationale destiné à affronter la crise économique aurait la faveur des socialistes. Tout partage du pouvoir avec la démocratie chrétienne est, en revanche, exclu. Quand le nouveau Parlement aura été élu, une « nouvelle phase » de la vie démocratique sera ouverte, mais pas encore celle d'une « alternative », mais au cours de cette période le P.C.I. s'efforcera de se faire reconnaître l'existence de cet objectif futur.

En d'autres termes, les socialistes souhaitent que la législature actuelle soit abrégée au plus vite. Après les élections, on verra un gouvernement avec la démocratie chrétienne, mais alors possible, même si elle n'est pas décidée de rester dans l'opposition. Il ne s'agit plus d'une coalition « centre-gauche », mais d'une « coalition de gauche », mais probablement d'une « coalition de gauche » dans laquelle le P.C.I. pense avoir le rôle principal. Cette coalition gouvernementale entretiendrait un type

nouveau de rapports avec l'opposition communiste. Mais le P.C.I. et les socialistes ne l'ignorent pas — même tous les jours — et les deux formations ont, à l'alternative de gauche, même si les deux formules sont moins opposées qu'il ne le paraît. Dans la « phase intermédiaire » définie par le P.C.I., ce contraste devra être clarifié. M. Lombardi, leader du courant de gauche, qui était pour l'« alternative de gauche », avait proposé au début du congrès un « pacte consultatif » avec le P.C.I. Cette hypothèse a été rejetée par Francesco De Martino, reconstruit au secrétariat du parti. « On a une confrontation », a-t-il dit, « mais dans une pleine autonomie ». Et de se montrer plus prudent que le courant de gauche dans l'évaluation de la démocratie chrétienne : la D.C. ne peut, selon lui, être qualifiée de parti conservateur. C'est une formation populaire, comme le souligne, du reste, les communistes.

M. Lombardi et ses amis n'en sortent pas moins vainqueurs de ce congrès, qui marque un virage à gauche plus net que prévu devant lequel les leaders traditionnels ont dû s'incliner. Plus tôt que de changer à grossir son courant (qui compte vingt-six sièges sur cent soixante-trois dans le nouveau parlement), le P.C.I. a voulu « continuer » les autres.

Cette stratégie, à laquelle s'était refusé le C.R.S. dans le parti socialiste français, a été payante. Et si des comparaisons doivent être faites on peut dire que le P.C.I. ressemble à son homologue français du temps où celui-ci avait à sa tête M. Alain Savary, un parti qui rompt avec le centre et la droite, mais hésite encore à se tourner franchement vers la gauche. Avec cette différence, toutefois, qu'en Italie la gauche (communiste) n'a pas renoncé, elle, à s'allier avec d'autres formations politiques.

ROBERT SOLÉ

Portugal

Le gouvernement adopte un décret-loi permettant l'expulsion de certains étrangers

De notre correspondant

Lisbonne. — Le gouvernement portugais a approuvé le samedi 6 mars un projet de décret-loi qui prévoit l'expulsion de cinq ans — des étrangers dont les agissements sont contraires à la « sécurité nationale » ou à l'ordre public. Les mesures d'expulsion peuvent aussi frapper les familles des étrangers inculpés. Cette décision a été prise alors que des signes de xénophobie apparaissent dans le pays. Après la reconnaissance de la République populaire d'Angola, des rumeurs ont commencé à circuler concernant la présence de milliers de guérilleros cubains. Elles ont été démenties par les autorités, ce qui n'a pas empêché le journal *A Luta*, proche de la droite du parti socialiste, de publier, le jeudi 4 mars, une caricature de M. Fidel Castro : accompagné d'un guérillero fusil braqué, il apparaît dans les nuages, le chef du gouvernement cubain demandant à un paysan terrorisé : « Où sont les infidèles ? ».

Le Portugal était, après la « révolution des œillets », le pays favori des jeunes, qui venaient, seuls ou en groupe, « prendre contact » avec la « révolution ». Ils participaient activement à des manifestations, surtout d'extrême gauche, quelques fois aussi à des occupations de terres.

Beaucoup sont restés. Bien accueillis par la 5^e division de l'état-major générale des forces armées, ils ont trouvé des emplois liés à la campagne de « dynamisation culturelle ». D'autres ont occupé des postes dans des journaux et même dans des entreprises publiques, notamment pour les campagnes d'alphabétisation. Pour l'instant, aucun document officiel ne leur a été délivré.

Après la chute du général Vasco Gonçalves, et la formation du 3^e gouvernement provisoire, les étrangers résidant au Portugal ont été l'objet d'une certaine hostilité. Dans une conférence de presse au début de décembre 1975, M. Mário Soares, secrétaire d'État au parti socialiste, a dénoncé les activités de ceux qui « n'ont pas été capables de faire la révolution chez eux ». Plus tard, la

cours des entretiens du mois de février 1976 entre les ministres des affaires étrangères du Portugal et d'Espagne, des bruits ont couru sur l'éventualité d'un accord entre les deux pays concernant l'échange d'éléments extrêmes. Les dispositions concernant les étrangers prises lors du dernier conseil des ministres ont surpris certains cercles intellectuels et politiques, où l'on se souvient de la situation de beaucoup de Portugais obligés de s'exiler pendant le régime de Salazar et de Marcello Caetano. Plusieurs ministres et secrétaires d'État sont rentrés de l'étranger, surtout de France, de Suisse et d'Algérie, après le 25 avril 1974. Toutefois, le décret-loi sur les étrangers ne prévoit rien en ce qui concerne les nombreux réfugiés politiques qui ont choisi le Portugal comme pays d'asile : cent soixante-neuf demandes de régularisation ont été déposées auprès des services compétents par des réfugiés venant en majorité des pays d'Amérique latine.

JOSÉ REBELO

Grèce

L'Union des industriels dénonce la politique économique du gouvernement

De notre correspondant

Athènes. — Au cours d'une conférence de presse vendredi 5 mars, le bureau de l'Union des industriels grecs a vivement critiqué la politique économique du gouvernement : ce dernier se voit reprocher d'avoir recouru à une « logique malsaine » et retardé la relance indispensable. Les industriels grecs estiment que cette « manie socialisante » rend plus difficile un dialogue responsable avec les organisations ouvrières, qu'elle n'encourage certainement pas de nouveaux investissements privés grecs, et encore moins étrangers. L'Union des industriels invite le gouvernement à dire clairement et une fois pour toutes s'il s'en tiendra aux principes fondamentaux du libéralisme économique ou s'il a l'intention de procéder à des réformes plus ou moins socialistes. Le gouvernement est également invité à préciser s'il veut ou non industrialiser le pays.

La riposte du gouvernement à cet égard est, cependant, que s'est pas fait attendre. Sur un

ton très sec, M. Papaligouras, ministre de la coordination économique, a qualifié cette déclaration de « provocatoire ». Le ministre a relevé que son gouvernement a clairement précisé qu'il respecterait la libre entreprise et qu'il n'envisagerait nullement des nationalisations ou des mesures relevant d'un « socialisme à la grecque ».

Cette tension entre le gouvernement et le patronat survient au moment même où les problèmes sociaux deviennent de plus en plus aigus, provoquant une vague de grèves dans tout le pays. En fait, la crise couvait depuis des mois. En déclenchant une procédure de révision des contrats signés durant la dictature, le gouvernement Caramanlis a provoqué une levée de boucliers dans le camp des banquiers, des industriels et des armateurs, pour une fois solidaires. Les patrons sont profondément déçus par le recours à un vocabulaire pseudo-socialiste, qui répond beaucoup plus à des préoccupations électoralistes qu'à la logique.

MARC MARCEAU

Espagne

Dix officiers sont jugés pour « sédition »

Le procès de dix officiers espagnols membres de l'Union militaire démocratique, inculpés de délit de « sédition », devait s'ouvrir ce lundi 8 mars à la caserne de Moyos de Mazar, près de Madrid. L'un des inculpés, le capitaine d'aviation José Ignacio Domínguez, en fuite à l'étranger, est accusé de « rébellion ». Ses neuf compagnons ont été arrêtés le 29 juillet 1975. Le plus élevé en grade, le commandant du génie Luis Otero Fernández, a été mis au secret il y a deux semaines. Sa femme a été arrêtée et quelques jours, une requête au roi Juan Carlos pour protester contre cette mesure.

Le procès sera public, mais un nombre très restreint de journalistes ainsi que des officiers choisis dans des casernes des différentes régions militaires assisteront aux débats. Le procureur militaire a demandé dans ses

conclusions provisoires les peines suivantes : douze ans de prison pour le commandant Otero et le capitaine Ibarra Remes, huit ans pour les capitaines Fernando Lago, six ans pour les capitaines Fortes Bouzan et José Reñeñin ; quatre ans pour le capitaine García Márquez et trois ans pour le capitaine Ruiz Cillero.

Les autorités ont différé à plusieurs reprises ce premier procès de militaires libéraux, qui met en lumière les remous dans l'armée espagnole. Les quatre autres membres du conseil de guerre vont se trouver devant une décision délicate. Trop sévères, les peines accroîtraient sans doute le malaise dans les casernes. Trop légères, elles apparaîtraient aux yeux du haut commandement comme un encouragement au mouvement de contestation démocratique qui se développe dans l'armée.

ASIE

Cambodge

« La révolution khmère est beaucoup plus radicale que les révolutions chinoise ou russe » déclare l'ambassadeur de Suède en Chine

Pékin (Reuters). — « La révolution khmère est beaucoup plus radicale que les révolutions chinoise ou russe », a déclaré dimanche 7 mars à Pékin M. Kaj Björk, ambassadeur de Suède en Chine, de retour d'un séjour de deux semaines au Cambodge, qui a été le premier Occidental invité à visiter le pays depuis la prise du pouvoir par les révolutionnaires, en avril 1975. « La révolution au Cambodge est plus radicale et d'une portée beaucoup plus grande que les révolutions chinoise et russe. Il n'y a aucun doute que la population cambodgienne est enthousiasmée et continue de beaucoup souffrir », a-t-il dit.

M. Björk est convaincu que les Khmères rouges sont des ultranationalistes et non des « partisans » de la Chine, du Vietnam du Nord ou de tout autre pays. Leur propagande demeure souvent dirigée contre les États-Unis.

Invité en compagnie de diplomates égyptiens, jordanais, saoudiens, algériens et de représentants de l'O.L.P., M. Björk est notamment rendu à Siem Reap, qui, selon Phnom Penh, a été

bombardé le 25 février par des avions américains. « On nous a demandé nos conditions de travail », a déclaré M. Björk, « j'ai répondu que le Cambodge ne pouvait pas être une zone de guerre, mais que je n'avais pas le droit de juger les faits. Il y avait un grand creux et de nombreuses maisons détruites ». Les délégués de la diplomatie de Phnom Penh ont été stupéfaits aux champs. Aux abords de la capitale, nous avons rencontré de longues files de Cambodgiens en train de brûler. Ils ont couronné un peuple en guerre. Chacun reçoit ce dont il a besoin, une ration quotidienne de riz, pas plus », a ajouté M. Björk.

Les délégués de la diplomatie se sont entretenus à diverses reprises avec les vice-premiers ministres MM. Ieng Sary et Khieu Samphan, et ont été reçus par le chef de l'État, le prince Sihanouk, et par le premier ministre, M. Penn Nouth.

Les dirigeants ont confirmé à M. Björk que l'intégrité de la minorité sud-vietnamienne avait quitté le Cambodge peu après la guerre.

Chine

Une personnalité déclare que M. Teng Hsiao-ping occupe toujours ses fonctions

Le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping, occupe toujours ses fonctions dans le gouvernement, la parti et l'armée, a indiqué pour la première fois une personnalité chinoise, le samedi 6 mars à Pékin. Pour la première fois également depuis le début de la crise, des officiels ont dénoncé publiquement M. Teng Hsiao-ping devant des ambassadeurs en poste à Pékin, au cours d'une visite organisée à leur intention à l'Université Fuda de la capitale. Toutefois, un vice-président du comité révolutionnaire de l'université, M. Huang Hsin-pai, a fait cette réponse à un diplomate qui lui demandait si M. Teng Hsiao-ping était « toujours actif dans ses fonctions à la fois au sein de l'État, du parti et de l'armée » : « Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas entendre parler d'un changement au sujet de ses postes ».

M. Teng Hsiao-ping, qui est à la fois vice-premier ministre, vice-président du parti communiste

chinois et chef d'état-major de l'armée populaire de libération, est depuis plusieurs semaines la cible principale d'une vaste campagne de critiques lancée par M. Mao Tse-tung contre les dirigeants « droitistes » dans le parti.

Les diplomates, représentants d'une douzaine de pays occidentaux et du tiers-monde, ont entendu un exposé sur la campagne engagée contre M. Teng Hsiao-ping. Ils ont ensuite visité une exposition de des milliers de lettres dénonçant publiquement le vice-premier ministre. M. Huang Hsin-pai a déclaré aux diplomates que « le commandant Teng Hsiao-ping était à la racine d'un mal qui a fait combattre le parti révolutionnaire ». Il a été des liens de M. Teng Hsiao-ping avec M. Liu Shao-chai, ajoutant qu'après sa réhabilitation il a encore profité de la confiance des gens dans le parti pour se faire à nouveau une ligne révolutionnaire.

Malaisie

Le nouveau gouvernement doit faire face à une sérieuse crise économique et sociale

De notre correspondant

Bangkok. — M. Hussein Onn, premier ministre malaisien, a réaffirmé vendredi 6 mars son gouvernement. Le Dr Mahathir, ministre de l'éducation, devient vice-premier ministre. Le président de la compagnie pétrolière nationale, le prince Karaleh, quitte cette fonction pour prendre le portefeuille des finances. Le ministre de l'agriculture, M. Ghaffar Baba, ne fait plus partie du gouvernement, mais n'a pas encore été remplacé. La nomination de M. Mahathir est importante car, selon la tradition politique, le vice-premier ministre est en fait le successeur désigné du chef du gouvernement ; or, M. Hussein Onn est de santé fragile. M. Mahathir a suppléé le vice-premier ministre placé dans la hiérarchie. M. Ghaffar Baba, qui est aussi un des vice-présidents du parti malais (UMNO) et secrétaire général du Front national coalition au pouvoir, M. Ghaffar Baba, n'est sans doute pas satisfait. Mais, dans une organisation aussi hiérarchisée que l'UMNO, il semble difficile de pouvoir mener une opposition efficace au premier ministre ; d'autant que le dernier à annoncer que M. Mahathir serait vice-premier ministre du parti jusqu'au Congrès de 1978.

La promotion du prince Raseh, qui entre pour la première fois au gouvernement, sera sous le signe d'une accélération par certains investisseurs étrangers, surtout par Washington : on lui reproche son attitude nationaliste et sa politique autoritaire et malhabile dans le domaine pétrolier. Mais elle ne s'oppose pas à l'adhésion des nationalistes malais, qui ont le plus en plus le vent en poupe et qui, aussi, se rejoignent de la sécession de M. M. Mahathir. En 1969, M. Mahathir avait profité des accusations lancées contre l'ancien premier ministre Dr Yeh Yeh Lim, pour être nommé ministre de l'éducation. Il a conservé ce portefeuille. Il a aussi rejoint les nationalistes malais, qui ont été éliminés par le parti UMNO. M. Mahathir a été nommé ministre de l'éducation, ce qui a été considéré comme une victoire pour les nationalistes malais. M. Mahathir a été nommé ministre de l'éducation, ce qui a été considéré comme une victoire pour les nationalistes malais. M. Mahathir a été nommé ministre de l'éducation, ce qui a été considéré comme une victoire pour les nationalistes malais.

dont des hauts fonctionnaires, rencontrés récemment à Kuala Lumpur, ont qualifié de « néo-fascisme ». Le gouvernement malaisien a désormais à sa tête deux personnalités sans longue expérience du pouvoir, alors qu'il est confronté avec la crise sociale et économique grave depuis l'indépendance, en 1957. Aux difficultés économiques dues à la conjonction internationale s'ajoute la plus sérieuse sécheresse depuis un siècle. Comme en 1974, la sous-alimentation menace certaines régions. En outre, les problèmes de sécurité sont de plus en plus aigus et le premier ministre vient d'affirmer que, si des Malais rejoignent les maquis communistes, le régime ne sera plus capable d'y faire face. Le danger d'une expansion de l'insurrection, jusqu'à présent essentiellement limitée aux Chinois, est donc reconnu alors que circulent des informations sur le départ vers la jungle d'éléments malais déçus par l'insuffisance de l'aide qui leur est accordée après leur retour à la vie civile. Enfin, la tension ethnique n'a jamais été aussi forte depuis les massacres de 1969.

Tous ces facteurs sont liés. A ce moment où le gouvernement veut modifier le Plan (le lancement du troisième Plan quinquennal a été retardé jusqu'au milieu de l'année) pour lui donner un caractère plus multiracial, il doit faire face à une vive pression des Malais : beaucoup se rendent compte qu'ils n'ont guère bénéficié de la politique de développement. Le slogan des précédents premiers ministres, « un Malais pour un Malais », est aussi fort depuis les massacres de 1969.

Ces mécontentements sont exploités par les extrémistes malais, qui certains disent soutenus par les Soviétiques, inspirés par leur stratégie anticoloniale. On assiste à une tentative de renforcer le caractère islamique du régime — remplacement de la croix rouge par le croissant rouge, discussion de projets d'application du droit musulman à la majorité non musulmane du pays — ce qui a en tout accentué le sentiment de frustration des Chinois. Certains Chinois se désolent de la situation ; d'autres envisagent d'émigrer ; d'autres enfin se tournent du côté des communistes.

FATRIC DE BEER

Finlande

Trois mois après sa formation

Le gouvernement de centre-gauche adopte son programme

De notre correspondant

Helsinki. — Le gouvernement de centre-gauche, formé le 30 novembre dernier, a adopté son programme (Parti du centre), et enfin mis au point son programme d'action. Les principaux points de discordance entre la gauche (social-démocrates et communistes) et le centre (Parti du centre, libéraux et « suédais ») concernaient la politique fiscale, la politique conjonctionnelle, la réforme du système des retraites et pensions, la réforme constitutionnelle. Le programme adopté renforce les moyens d'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique.

Ainsi le gouvernement prendra des mesures pour renforcer l'orientation globale et la surveillance des investissements. Il approuvera, chaque année, un plan global d'investissement et donnera des directives pour sa réalisation. Il examinera les points de vue significatifs des pouvoirs nationaux et régionaux. Un organisme spécial sera créé à cet effet.

Une seconde innovation d'importance vise à mettre fin à l'incapacité dans laquelle s'étaient trouvés les gouvernements précédents de maîtriser les variations conjonctionnelles. Le programme prévoit l'instauration d'un système d'équilibre conjonctionnel intégrant « la production industrielle, la construction, les services, et établissant une articulation puissante de la politique conjonctionnelle du secteur public, tout de l'État que des communes ». Des dépôts seront réclamés aux entreprises. En cas de surchauffe dans certains secteurs, comme cela se produisit au printemps 1974 pour le bois et le papier, une surtaxe à l'exportation sera imposée, dont le montant sera « évalué ultérieurement, après examen du gouvernement pour assurer la production et l'emploi en période de récession ».

Réformes sociales

Dans le domaine social, plusieurs réformes concernent la santé, les conditions de travail (un renforcement de la protection des travailleurs contre les licenciements significatifs) et surtout le système des retraites, qui devrait aboutir en trois étapes à ce que la retraite vieillie soit équivalente au salaire minimum, actuellement d'environ 1400 francs par mois. Dans le

domaine fiscal, le gouvernement s'engage à réexaminer chaque année les barèmes d'impôt sur le revenu pour garantir les effets de l'inflation, et d'autre part à mettre à l'étude une réforme de la fiscalité communale, particulièrement lourde.

Pour faciliter la mise en œuvre de certaines des réformes, une révision partielle de la Constitution (réclamée depuis longtemps par la gauche) est envisagée pour modifier la majorité qualifiée, qui serait dans certains cas des deux tiers au lieu des cinq sixièmes actuellement. La gauche désire qu'une date soit fixée pour le dépôt du projet de loi, et le centre s'y oppose. Il a été entendu que le gouvernement présentera « sans retard » son projet au Parlement. Une commission réunissant les chefs des partis sera chargée de préparer ce texte, mais le gouvernement risque de rencontrer de grosses difficultés.

Les échéances les plus difficiles vont se présenter dans les semaines à venir. La réforme de la loi fondamentale s'ajoute la préparation du Plan pour la sauvegarde de l'emploi, qui reste « la tâche première du gouvernement ». Le gouvernement a déjà décidé d'augmenter de 20 à 30 % les allocations de chômage, ce qui représente une dépense supplémentaire de 40 millions de marks (soit environ 45 millions de francs) et d'accorder aux entreprises exportatrices en difficulté une aide au stockage, sous la forme d'une subvention par travailleur égale à l'allocation chômage. On espère qu'ainsi ces entreprises ne licencieront pas de personnel.

Pour financer ces dépenses supplémentaires et le plan de sauvegarde de l'emploi, le premier ministre envisage l'augmentation du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires, actuellement de 11 % (sauf pour les produits de première nécessité). Une hausse d'un point rapporterait 630 millions de marks à l'État. Mais les communistes y sont hostiles. Les deux semaines qui restent au gouvernement — s'il souhaite respecter le délai qu'il s'est lui-même fixé pour mettre au point le plan de sauvegarde de l'emploi — risquent de voir un affrontement plus marqué au sein de la coalition. « Même si le programme est approuvé, je n'ai pas jusqu'à dire que tout le monde restera jusqu'au bout au gouvernement », a prudemment admis le premier ministre.

GILLES GERMAIN

PROCHE-ORIENT

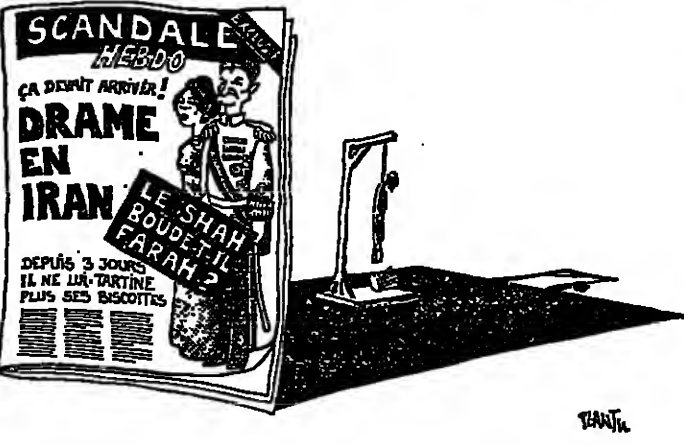
Iran

Deux nouvelles pendaisons à Téhéran

Téhéran (A.F.P.). — Deux « terroristes » ont été pendus, dimanche matin 7 mars, en Iran, après avoir été reconnus coupables, par un tribunal militaire, d'agression contre un policier, et de fabrication et de pose de bombes. On annonce un communiqué officiel.

LE RECOURS A LA TORTURE ?

L'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran (S. rue du Renard, Paris-4), nous communique : « Deux nouvelles exécutions, annoncées le dimanche 7 mars à Téhéran, viennent encore allonger la sinistre liste des exécutions de partisans iraniens en lutte contre le régime dictatorial de répression sanguinaire, réels de l'impérialisme américain. « Venant après les nombreux rapports d'observateurs internationaux établissant l'insupportable de la torture par le régime du chah, venant après l'annonce que de jeunes militants ont été tués en solidarité avec le peuple d'Iran, ces nouvelles pendaisons sont une nouvelle fois un acte de répression systématique de la torture. »



Israël

Les représentants de villages arabes de Galilée demandent l'annulation des mesures de réquisition des terres

De notre correspondant

Jérusalem. — Les représentants de plusieurs villages arabes de Galilée se sont réunis, samedi 6 mars à Nazareth, afin d'étudier les mesures de réquisition des terres décidées par le gouvernement de réquisitionner 2 000 hectares de terres dans leur région (le Monde du 3 mars).

Les chefs de village et notables au nombre d'une soixantaine, ont décidé, après de nombreux et vifs débats, de présenter un projet de « *judahiser la Galilée* » de manière à ce que, le 30 mars, si la décision n'a pas été annulée, diverses actions seront entreprises. Le 30 mars sera d'abord proclamé « *jour de la terre* » et tous les Arabes israéliens seront invités à observer une grève de vingt-quatre heures. Une délégation sera envoyée au siège des

Selon « Foreign Policy »

LES ÉTATS-UNIS AURAIENT FOURNI DES ASSURANCES SECRÈTES AUX ARABES SUR UN RETOUR AUX FRONTIÈRES DE 1967

Washington (A.F.P.). — Les présidents Richard Nixon et Gerald Ford ont donné aux pays arabes, en 1974 et en 1975, l'assurance secrète que les États-Unis souhaitaient le retour d'Israël dans ses frontières de 1967, affirme le chroniqueur américain Edward Sheehan, dans la revue *Foreign Policy*.

L'auteur de l'article, qui affirme s'être renseigné auprès de sources américaines, arabes et israéliennes, indique notamment que M. Kissinger se serait plaint à des dirigeants arabes de l'attitude d'Israël à son égard, en précisant : « *Il veut me renverser* ». Le secrétaire d'État aurait également déclaré, en privé, que la création de communautés israéliennes de peuplement sur la Golan constituait « *la pire faute commise par les Juifs en deux mille cinq cents ans* ».

Le département d'État n'a pas démenti les informations de *Foreign Policy*, mais a simplement indiqué, vendredi 5 mars, dans un communiqué, que la position des États-Unis sur la question du tracé des frontières définitives au Proche-Orient demeure inchangée et qu'ils appuient la résolution 242.

Les deux condamnés, MM. Ahmed Reza Fathemi et Mohamed Ali Mohavadi, étaient, selon le communiqué, les « *principaux dirigeants d'un groupe de terroristes* » qui a fait exploser des bombes à l'université Aryabher de Téhéran et à la faculté théologique de Qom, au sud de la capitale, et attaqué un policier à Téhéran, à des dates et dans des circonstances non précisées.

Le même tribunal militaire a condamné à mort cinq autres membres du groupe, dont la peine a été commuée en détention à vie par le chah d'Iran, après que ceux-ci eurent « *regretté leurs actes* », ajoute le communiqué.

Trois autres membres du même groupe ont été condamnés à la prison à vie par le tribunal militaire.

Un communiqué officiel, publié le 2 février dernier, avait annoncé l'exécution de deux « *terroristes* » et la condamnation à diverses peines de prison de trois comploteurs pour le même attentat contre un policier à Téhéran.

Les exécutions annoncées dimanche portent à quatorze le nombre des « *terroristes* » fusillés ou pendus depuis le début de l'année. De plus, une trentaine de « *terroristes* » ont été, selon les sources officielles, « *abattus* » lors d'acrochages avec la police ou de tentatives d'évasion.

AFRIQUE

Tchad

APRÈS LA VISITE DE M. CHIRAC

La France va accroître sensiblement son aide à N'Djamena

N'Djamena. — M. Chirac est rentré samedi soir 6 mars à Paris de sa brève visite au Tchad. Le communiqué commun, lu après la signature, par le général Malloum et le premier ministre, des accords de coopération renoués, évoque « *le climat d'amitié et de franchise* » qui a régné lors de cette visite et souligne « *la communauté* »

de vues entre les deux pays ». M. Chirac a d'ailleurs affirmé que la « *crise* » franco-tchadienne était « *beaucoup plus due à des malentendus, à des erreurs humaines qu'à des conflits d'intérêt et d'idéologie* ». Enfin, le général Malloum a accepté l'offre du président Giscard d'Estaing de se rendre en visite à Paris.

De notre envoyé spécial

pas totalement inactive. Pour de nombreux États africains qui ne veulent pas tomber sous l'influence des Américains ni sous celle des Soviétiques, mais sont trop pauvres pour se passer d'aide extérieure, celle de la France apparaît comme un moindre mal. « *Même si, nous a précisé un proche du général Malloum, ces accords doivent être critiqués* ».

Pour le Tchad, qui se débat dans des problèmes économiques et financiers et éprouve de grandes difficultés à réaliser l'unité nationale, Paris a donc décidé de faire un effort.

Certes, les récoltes de coton, de mil et de sorgho sont annoncées comme bonnes. Les résultats des forages dans le Kanem (province orientale du pays, au nord de N'Djamena) sont « *très positifs* », et le sous-sol recèle vraisemblablement de l'uranium. Mais l'exploitation du minerai, comme celle du pétrole, n'interviendra pas avant plusieurs années. De plus, la gestion du président Tombalbaye avait été catastrophique, et le conseil supérieur militaire se débat dans des difficultés financières presque insurmontables.

La France va donc accroître son aide « *de façon très sensible* », a précisé M. Chirac. Ainsi, au lieu des 15 millions de francs prévus, Paris affectera 40 millions aux projets d'investissement.

De plus, la subvention budgétaire, qui avait été supprimée, sera rétablie, et même augmentée. Si le montant de l'aide pour 1976 n'a pas été définitivement arrêté, il devrait largement dépasser les 145 millions de francs de 1975 ; et même les 170 millions de 1974.

Dans le domaine militaire, la France n'a plus de base, la clause automatique de défense en cas d'attaque du Tchad a été supprimée. Mais Paris a accepté d'augmenter le nombre de ses « *constructeurs* » pour, a précisé M. Chirac, « *accélérer au maximum la formation de l'armée tchadienne* ». « *Il n'est pas question que les militaires français interviennent directement contre la rébellion* », a ajouté le premier ministre.

La politique de « *réconciliation nationale* » préconisée par le gouvernement tchadien après le coup d'État du 13 avril 1975 marquant le pas « *(il n'y a pas eu de ralliements massifs escomptés)* », est-elle dans l'entourage du président Malloum, il est possible que l'armée du Tchad déclenche une nouvelle offensive contre les rebelles du nord du pays.

BRUNO DETHOMAS.

Rhodésie

Les nationalistes noirs intensifient la guérilla

La direction de l'aide intérieure du Conseil national africain (A.N.C.) a donné, le dimanche 7 mars, son accord à M. Joshua Nkomo, pour que ce dernier poursuive les négociations constitutionnelles avec M. Ian Smith.

Tandis que les autorités de Maputo (ex-Lourenço-Marques) déclarent d'urgence à Rhodesie, dont deux diplomates en poste au conseil rhodésien, de nombreux États ou organisations continuent d'apporter leur appui au Mozambique.

Le maréchal Ili Amin Dada, président de l'Organisation de l'unité africaine, a appelé samedi tous les États membres de l'O.U.A. à fournir une aide matérielle et militaire au Mozambique, ajoutant que l'Ouganda était prêt à envoyer des troupes dans ce pays. De son côté, M. Julius Nyerere, président de la Tanzanie, demande, dans une interview publiée à Londres par The Observer, que la Grande-Bretagne applique l'application par le Mozambique des sanctions contre la Rhodésie.

Enfin, M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, en visite officielle en Turquie, a déclaré samedi qu'il espérait que M. Ian Smith « *n'attendrait pas la dernière seconde pour admettre la loi de la majorité* » à Salisbury. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Correspondance

Salisbury. — La guérilla est maintenant intense. Rhodésie, le long des 1 300 kilomètres de frontière avec le Mozambique. Le gouvernement de Salisbury reconnaît que les « *rebelles* » agissent sur une large échelle.

L'armée a déclenché une opération massive en riposte aux raids effectués à partir du territoire mozambicain, presque toute la longueur de la frontière précède le dernier communiqué gouvernemental. L'armée de l'air a révélé, pour la première fois, que quelques-uns de ses avions ont été abattus par des combattants du Mozambique, alors qu'ils se trouvaient du côté rhodésien de la frontière.

Ce dernier week-end, au cours duquel les actions de guérilla se sont accrues, un couple de Blancs, M. et Mme Botha Joubert, est tombé dans une embuscade, près de la ville frontalière de Chipinga.

La jeune femme et son mari, âgé de vingt et un mois, ont été blessés. Bien que les pneus de sa voiture aient été déchirés, M. Joubert a réussi à s'enfuir sous une grêle de balles.

Six terroristes ont été tués lors de l'attaque d'une ferme habitée par des Blancs, au sud de Chipinga, où l'armée est engagée depuis l'opération rhodésienne dans une opération répondant au nom de code de « *Trasher* » (de donner des corrections).

Embuscades et explosions de mines se sont multipliées ces derniers jours. Plusieurs véhicules militaires ont sauté sur des engins et leurs occupants ont été légèrement blessés. Un autobus a également sauté sur une mine. Son conducteur, noir, a été tué et douze passagers ont été blessés. Cinq civils noirs ont été tués dans l'attaque d'un village africain sur la frontière nord-est.

Aux opérations de guérilla des nationalistes noirs de Rhodesie s'ajoutent les tirs des gardes-frontières mozambicains, tant sur les civils rhodésiens que sur les douaniers. Le poste frontalière de Vila-Salazar, à l'extrême sud, a subi ces tirs. Il est situé à 3 kilomètres de Malvern, au Mozambique, où seize employés des che-

mins de fer rhodésiens ont été arrêtés la semaine dernière.

Les forces de sécurité ont tué un Noir, qui n'avait pas respecté le couvre-feu dans le territoire tribal de Chilwino, un autre, qui s'était enfui d'une zone de contact. Incendies et pillages deviennent de plus en plus fréquents. Un grand nombre d'armes et de munitions ont été saisies par les forces de sécurité au cours de leurs derniers engagements.

L'armée a annoncé qu'un nouveau contingent de civils allait être rappelé sous les drapeaux. Cette aggravation soudaine du conflit a aussi suscité de nouvelles pressions sur le premier ministre, M. Ian Smith, afin qu'il compose avec les leaders des nationalistes Noirs, M. Joshua Nkomo, sur la règle de la majorité. Mais M. Smith a répondu qu'il ne céderait pas sur ce point.

Mozambique

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS AMÉRICAINS FONT ÉTAT DE LIVRAISONS DE CHARS SOVIÉTIQUES.

Washington (A.F.P.). — D'importantes quantités d'armes soviétiques ont été récemment débarquées dans le port de Beira, au Mozambique, et trois navires battant pavillon soviétique font actuellement route vers l'ancienne colonie portugaise, incluant, lundi 8 mars, à Washington, de source proche des services de renseignements américains.

Des chars d'assaut T 34, T 54, et des lance-roquettes montés sur camions ont notamment été aperçus lors de leur débarquement à Beira. Des rapports contradictoires ont d'autre part été reçus à Washington sur l'arrivée au Mozambique de Cubains ayant lutté en Angola aux côtés des forces de la République populaire.

Rabat et Nouakchott rompent avec Alger

(Suite de la première page.)

La déclaration par laquelle l'Algérie a reconnu la République saharaine indique que le conseil des ministres de l'O.U.A. avait « *reconnu le Front Polisario comme mouvement de libération* » et « *recommandé le rapport du comité de libération (1) recommandant la reconnaissance du Polisario comme mouvement de libération* ».

Le communiqué marocain s'élève avec force contre ces « *allegations contraires à la vérité* ». Le procès-verbal de la réunion du conseil des ministres de l'O.U.A. prouve en réalité, fait observer le texte publié à Rabat, que le comité chargé des questions de la décolonisation a « *décidé de renvoyer à la séance plénière du conseil des ministres l'examen du problème du Sahara* », et qu'en raison de l'absence de la République saharaine, le conseil des ministres a estimé « *qu'il ne saurait être question de reconnaître le Polisario comme mouvement de libération du Sahara occidental* » (2).

La rupture des relations diplomatiques succède à une situation de fait caractérisée par le départ de Rabat, à la fin de décembre (le Monde du 1^{er} janvier), de l'ambassadeur d'Algérie, et par l'absence d'Algérie de l'ambassadeur du Maroc, chargé depuis quelques mois par Hassan II de différentes missions.

On avait laissé entendre dans les milieux autorisés, dès qu'avait été connue la création de la République saharaine que le Maroc tirerait à l'égard des États qui reconnaissent cette « *prétendue République* » les conséquences qui lui paraîtraient s'imposer. Il ne pou-

Sénégal

Le voyage de M. Djoud

LES SÉNÉGALAIS ONT L'IMPRESSION DE FAIRE LES FRAS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE D'IMMIGRATION.

(De notre correspondant.)

Dakar. — M. Paul Diond vient de terminer une brève visite au Sénégal (le Monde du 3 mars).

En cours de ses entretiens avec les responsables sénégalais, le secrétaire d'État aux Immigrations s'est attaché à leur faire comprendre les raisons qui ont conduit le gouvernement français à suspendre pour un temps l'immigration de travailleurs étrangers. « *Il s'agit, a-t-il déclaré en substance à la presse, d'augmenter de façon considérable les entrées chez nous jusqu'à une date récente de façon anormale — cause essentielle de la pléthore de leurs difficultés — avant d'envisager d'admettre d'autres qui pourront alors être accueillis dans de bien meilleures conditions* ».

Il n'est pas certain, toutefois, que ce langage était celui que les Sénégalais s'attendaient à entendre au que M. Diond ait réus à dissiper les malentendus entre la France et le Sénégal.

Tard venus sur le marché français du travail, où leur nombre, estimé à environ quatre-vingt mille seulement, est décroit par rapport aux chiffres globaux rappelés par M. Diond, les Sénégalais ont le sentiment de faire les frais d'une politique dont les raisons sont essentiellement d'autres qu'immigratoires : huit cent mille Portugais, neuf cent mille Algériens, plusieurs centaines de milliers de Marocains et de Tunisiens, etc. Ils estiment que les grands voisins méditerranéens de la France devraient admettre qu'une exception pourrait être faite en faveur du Sénégal. La promesse de M. Diond d'accrocher au Sénégal un contingent annuel quand des temps meilleurs seront revenus ne pouvait donc apparaître ici que comme une réponse dilatoire.

Une attitude intransigeante dans ce domaine fait peser une menace sur la colonie française du Sénégal et même sur l'ensemble des intérêts français dans le pays. Déjà, la carte d'étranger imposée l'an dernier aux Français résidant au Sénégal est le signe avant-coureur d'une politique qui pourrait bien connaître d'autres développements.

PIERRE BARNIER.

Rabat et Nouakchott rompent avec Alger

(Suite de la première page.)

La déclaration par laquelle l'Algérie a reconnu la République saharaine indique que le conseil des ministres de l'O.U.A. avait « *reconnu le Front Polisario comme mouvement de libération* » et « *recommandé le rapport du comité de libération (1) recommandant la reconnaissance du Polisario comme mouvement de libération* ».

Le communiqué marocain s'élève avec force contre ces « *allegations contraires à la vérité* ». Le procès-verbal de la réunion du conseil des ministres de l'O.U.A. prouve en réalité, fait observer le texte publié à Rabat, que le comité chargé des questions de la décolonisation a « *décidé de renvoyer à la séance plénière du conseil des ministres l'examen du problème du Sahara* », et qu'en raison de l'absence de la République saharaine, le conseil des ministres a estimé « *qu'il ne saurait être question de reconnaître le Polisario comme mouvement de libération du Sahara occidental* » (2).

La rupture des relations diplomatiques succède à une situation de fait caractérisée par le départ de Rabat, à la fin de décembre (le Monde du 1^{er} janvier), de l'ambassadeur d'Algérie, et par l'absence d'Algérie de l'ambassadeur du Maroc, chargé depuis quelques mois par Hassan II de différentes missions.

On avait laissé entendre dans les milieux autorisés, dès qu'avait été connue la création de la République saharaine que le Maroc tirerait à l'égard des États qui reconnaissent cette « *prétendue République* » les conséquences qui lui paraîtraient s'imposer. Il ne pou-

LOUIS GRAVIER.

M^{re} BOUABID : le Maroc est en état de légitime défense.

M^{re} Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) du Maroc, nous a fait la déclaration suivante : « *Ce que le régime franquiste projetait de faire en 1974, c'est-à-dire la création d'un gouvernement fantôme au Sahara occidental occupé, les gouvernements actuels de l'Algérie tiennent de le faire en territoire algérien même* ».

« *Il s'agit d'un nouvel acte d'hostilité caractérisé à l'égard des peuples marocain et mauritanien. Il ne s'agit plus pour le gouvernement qui a usurpé le pouvoir en Algérie en 1965, de se limiter à défendre la prétendue principe de l'autodétermination devant les instances arabes, africaines ou internationales. Tout se passe comme si le régime algérien ne voulait pas laisser, et de manière délibérée, aucune possibilité à la négociation, et encore moins à l'édification d'un Maghreb uni* ».

« *En créant un gouvernement à sa dévotion, comprenant notamment des individus de nationalité mauritanienne, le régime algérien s'attaque ouvertement à l'unité et à l'intégrité du Maroc et de la Mauritanie* ».

« *Notre pays est en état de légitime défense. Il défend son intégrité territoriale. Il saura répondre à l'agression algérienne par les actes militaires ou diplomatiques que la situation exige* ».

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

AU FOYER DE SEMI-LIBERTÉ DE VITRY (VAL-DE-MARNE)

Une étrange rencontre entre jeunes délinquants et policiers

Jacques, adolescent, délinquant, qui a envoyé récemment un policier à l'hôpital, a été jugé récemment en compagnie de plusieurs inspecteurs, stagiaires à l'École nationale de police, venus visiter le foyer de semi-liberté de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). L'air d'un poupon un peu boudeur ou d'un conscrit timide, Jacques a bien voulu, entre le rôle de veau petit pois et l'éclair au chocolat, répondre aux questions discrètes de son voisin de table, un jeune inspecteur du midi de la France, costume élégant, lunettes fines, diplômé de l'enseignement supérieur.

Pour la première fois de sa vie, un « fils » ne le tutoyait pas, s'efforçant de ne point le brusquer, de ménager sa susceptibilité, sa dignité. « Est-ce que je peux vous demander pour quelle raison vous êtes ici ? » Jacques ne s'est pas dérobé et a raconté comment, ramassé dans la rue, il avait été « cogné » des policiers qui le lui avaient bien rendu. De l'autre côté de la table, Fatrice, autre délinquant, ne se tenait plus de rire mais s'est bien gardé de raconter sa propre histoire au cours de cette étrange rencontre.

Réserve

Aussi peu à l'aise les uns que les autres, les trente inspecteurs et inspectrices de police, très jeunes pour la plupart, ont vingt-cinq « pensionnaires » du foyer de Vitry, ont tenté d'engager un dialogue collectif sans y parvenir. Il est vrai que c'était la première fois depuis vingt-cinq ans que des représentants du ministère de l'Intérieur venaient sans arrière-pensée visiter le foyer. Quant aux jeunes, si leur réserve a paru excessive, elle s'explique par une histoire individuelle qui

n'est faite que d'ennuis avec le monde des adultes, le « fils » avec ou sans uniforme, étant le nec plus ultra de la société adulte, le dernier recours des autres autorités quand elles ont échoué. Pour qu'il imagine que ces « fils » seraient différents des autres, qu'on pourrait leur parler et même leur sourire ? Parce qu'ils n'étaient pas en service ? C'était venant d'autres villes ? Que les éducateurs étaient présents ?

Canaliser la violence

Le foyer de Vitry est à la rééducation des mineurs délinquants ce que le théâtre du Soleil est à la comédie-française (1). Point de portes fermées. Dans cette banlieue assez triste, il est une tache aux mille couleurs dans un environnement grisâtre et froid. Trois bâtiments principaux, deux anciens pavillons de banlieue et une bâtisse en béton plus récente — des hangars, des soutèdes, des abris, des baraques dans un jardin qui ne paie pas de mine. Pas un centimètre carré où les pinces fantasmatiques des pensionnaires n'aient mis une trace de gaieté, les murs sont des fresques, même les marches d'escalier sont peintes.

Fantaisie, liberté : le foyer de Vitry a pour ambition essentielle de permettre à des délinquants mal aimés de se retrouver, de « rentrer » comme l'a dit un ancien. Violents ou chapeards, les deux cent cinquante jeunes passés ici depuis vingt-cinq ans ont trouvé, lieu où les adultes brandissent le moins d'intimidation possible. Certains jours on peut, à Vitry, se demander de quel côté du portail on vit le plus en liberté, par une histoire individuelle qui

que le dira un « ancien » qui veut devenir à son tour éducateur, utilise beaucoup, à Vitry, le canal du cinéma. Deux films ont déjà été réalisés ici, un troisième va l'être (2). On se sert pour cela de la caméra offerte par M. René Pieven à l'époque où, garde des sceaux, il était venu un soir partager l'ordinaire des pensionnaires. Pour mettre dans le bain les stagiaires de la police, ces films leur ont été projetés mardi, au risque de les choquer. Au détour d'une image, le « fils » y apparaît comme l'agent exclusif de la répression et le foyer y est dépeint comme le contraire « d'une boîte à curés ou d'une maison punitive ».

Le chien du centre, jugé « débile », est signalé comme « mordant personnel » des « fils en uniforme ». Cécile ou Compagnon, les stagiaires n'ont guère réagi à ces provocations : « Vous savez, dira l'un d'eux, la table même entre nous on se traite parfois de fils, par blague. Croyez-moi, nous sommes la génération de mai 68. Certains, même, nous ont dit que quand ils étaient en fac, la police comme uniquement maitresse. Mais les choses ont vite changé dans la police. C'est déjà commencé ».

Les organisateurs de cette rencontre redoutaient des incidents. On ne mélange pas impunément policiers et délinquants violents. Faut-il mettre sur le compte de la tolérance ou de la prudence la courtoisie réservée que chaque côté a montrée ? Les éducateurs ont tenté d'animer le débat en lançant quelques questions. Un ancien du foyer raconte comment il y a dix ans, passé une heure apaisée sur une règle, dans un commissariat. Il en fallait plus pour démontrer le commissaire responsable du stage, qui déclara : « L'opinion des stagiaires », en affirmant qu'il y a « toujours des bavures dans tous les métiers », mais qu'il faut « perdre cette image du policier et de sa maitresse ».

Moins loquaces que leur supérieur hiérarchique, les stagiaires ont suivi gentiment la visite guidée par des jeunes du foyer, s'amusant du poulailler « où il n'y a que des poules et un coq, mais pas de poulets », approuvant les manières du directeur, une vaste fresque représentant « la Terre promise telle qu'elle est décrite dans la Bible ». Après un repas par petites tables, le commissaire du stage, qui déclara de devoir « céder aux impératifs de l'horaire », fit un discours de remerciement, et l'on vit les pensionnaires l'applaudir.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Dans le Monde daté 19-20 novembre 1972, nous avions publié une page de photos et de textes par les pensionnaires du foyer de Vitry. (2) Un jeune cinéaste, Jean-Marie Bringuier, tourne actuellement un long métrage sur le « Socrate » au foyer de Vitry. Il s'agit d'une technique d'expression fondée sur l'usage d'un hochement de tête devant un public qui n'est pas limité aux pensionnaires du foyer. Le film, qui traite de la violence et des psychopathologies individuelles, financé par la jeunesse et le service audiovisuel du C.N.R., ce film devrait sortir au début de l'automne sur les écrans parisiens.

De la place de la République à la place des Fêtes

Plusieurs centaines de femmes et de jeunes filles ont manifesté à Paris

Plusieurs centaines de jeunes filles et de femmes se sont réunies samedi 6 mars, en début d'après-midi, à la place de la République à Paris, à l'appel d'un certain nombre d'organisations féministes. Elles ont manifesté pour le service audiovisuel du C.N.R., ce film devrait sortir au début de l'automne sur les écrans parisiens.

Les manifestantes brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « L'année de la femme est finie, la lutte continue », et « scandale des slogans ».

Le cortège, précédé d'une camionnette équipée d'un puissant sonnerie, a quitté vers 16 heures la place de la République en direction de la place des Fêtes.

Par cette manifestation, qui célèbre la Journée internationale de la femme (le 8 mars 1975), les États-Unis, avait éclaté la première grève de femmes, les divers mouvements féministes entendaient protester contre le chômage des femmes et la discrimination dans le travail, exiger le développement des crèches et leur garde, l'avortement libre et la reconnaissance du viol comme un crime sexiste.

Au cours du défilé, une délégation de manifestantes s'est rendue au foyer Pauline-Rolland (centre d'hébergement et d'aide sociale aux mères célibataires et aux femmes battues) gardé par d'importantes forces de police. Elles ont protesté contre les récentes expulsions de résidentes, et ont obtenu d'affirmer elles-mêmes la réintégration d'une femme récemment expulsée. La manifestation s'est dispersée sans incident à 18 h. 45.

JUSTICE

« Les auteurs du délit sont restés inconnus »

NON-LIEU APRÈS UN INCENDIE A SAINT-MARIE-MAJEURE

Dix-neuf morts

(De notre correspondant.)

Rome. — On ne saura probablement jamais qui mit le feu, le 28 mars 1975, à l'hôtel Excelsior de Saint-Marie-Majeure, au nord de l'Italie, où dix-neuf personnes, des touristes français pour la plupart, trouvèrent la mort, et quarante autres furent blessées. Le juge d'instruction du tribunal de Verbania a prononcé un non-lieu, le 5 mars, parce que « les auteurs du délit sont restés inconnus ». Cela signifie, en pratique, que le dossier sera définitivement classé, à moins que n'intervienne de nouveaux faits.

Il a été pourtant établi par le magistrat instructeur que c'est à la suite d'une mise à feu criminelle d'essence dans le hall de l'hôtel que le bâtiment devait brûler en pleine nuit. Mais les familles des victimes ne pourront pas obtenir de dommages et intérêts, faute d'un coupable, et parce que la responsabilité du propriétaire — auquel on avait reproché des systèmes de sécurité défectueux — n'a pas été établie. Une vendetta contre la famille d'Ana, d'origine sicilienne, qui dirigeait l'agence Mer et Soleil, est évoquée dans la sentence. Le juge reconnaît à l'agence plusieurs activités illicites, mais n'a pu recueillir que de « vagues soupçons sur la vengeance dont elle aurait pu être l'objet ». — R. S.

Deux dirigeants d'entreprise, M. François Promier, président du conseil d'administration de la Société d'études de travaux et de préfabrication de Donville (Manche), et M. Lechat, chef de chantier, qui avaient été placés en garde à vue après un accident mortel du travail (le Monde daté 7-8 mars), ont été relâchés au bout de vingt-quatre heures, après avoir été entendus par un juge d'instruction du tribunal d'Avranches.

Le Conseil d'État rejette le recours dirigé contre la déclaration d'utilité publique de l'extension du camp du Larzac

Dans sa séance du 20 février, le Conseil d'État a examiné la requête formée contre l'arrêté déclarant d'utilité publique l'extension du camp du Larzac (le Monde daté 22-23 février). Après observations de M. Waquet, Lemaître et Armand Lyon-Caen, le commissaire du gouvernement, M. Genot, avait présenté des conclusions tendant au rejet de ce recours. La décision rendue le 5 mars est conforme à ces conclusions : elle confirme ainsi le jugement rendu dans cette affaire par le tribunal administratif de Toulouse.

Les requérants invoquaient de nombreux moyens, fondés notamment sur l'incompétence du préfet de l'Aveyron pour prendre l'arrêté litigieux, des irrégularités dans la procédure d'enquête publique et l'absence d'utilité publique du projet.

La décision du Conseil écarte cette argumentation en se fondant sur les dispositions législatives et réglementaires applicables et sur les principes jurisprudentiels déjà dégagés en cette matière. En particulier, l'Assemblée du contentieux a fait application de sa jurisprudence selon laquelle une opération ne peut légalement être déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée ou à d'autres intérêts généraux, le coût financier et éventuellement la dégradation de l'environnement, les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs par rapport à l'utilité qu'elle présente.

A cet égard, la décision considère que « les atteintes portées par l'extension du camp du Larzac à un certain nombre d'exploitations agricoles, au paysage des alentours, à la production fromagère et à la circulation routière ne sont pas excessives, eu égard

à l'importance que présente cette opération pour la défense nationale ».

Sur un plan strictement juridique, l'intérêt essentiel de la décision concerne un point accessoire : l'intervention de la région Midi-Pyrénées au soutien des requérants. Le ministre des armées contestait la recevabilité de cette intervention. Le Conseil d'État l'a en revanche admise. Il a jugé que la mission de contribuer au développement économique et social de la région, assignée par le législateur à l'établissement de public régional, donnait qualité à ce dernier pour intervenir dans un litige de cette nature. Il a également admis que si, en principe, c'est au préfet de représenter la région en justice, il appartenait cependant au Conseil régional de désigner l'un de ses membres pour assurer cette représentation lorsque l'action en justice se rapporte à un litige opposant l'État à la région.

Le Conseil d'État a, ainsi, de façon préventive, comblé une lacune de la loi du 5 juillet 1972 s'inspirant des dispositions de la loi de 1871 sur les conseils généraux.

A LA COUR DE CASSATION

La publicité mensongère

La condamnation à 5 000 francs de publicité mensongère, prononcée le 28 juin dernier par la cour d'appel de Dijon, en application de la loi du 27 décembre 1973 sur l'orientation du commerce, dite loi Royer, à l'encontre de M. Pierre Calvargat, directeur général des établissements V.J.F., fabricant de jus de fruits, est maintenant définitive.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Combadiou, a en effet rejeté, jeudi 4 mars, le pourvoi que M. Calvargat avait formé contre cette décision. La cour de Dijon lui reprochait d'avoir fait apposer, en avril 1974, sur les cent vingt-sept autobus circulant dans la ville de Grenoble, des panneaux publicitaires portant l'inscription « Pêcher. Du fruit prêt à boire », laissant à penser qu'il s'agit d'un jus de fruits sans addition d'eau alors que cette boisson contient seulement 50 % de jus de fruits.

A l'appui du pourvoi, M. Combadiou avait fait valoir qu'il n'y avait pas

Les défenseurs du docteur Simeoni déposent une nouvelle demande de mise en liberté

Une nouvelle demande de mise en liberté en faveur du docteur Edmond Simeoni, incarcéré à la prison de la Santé depuis le 28 août 1975, a été déposée par l'ensemble de ses défenseurs. L'un d'entre eux, M. Marcel Bartoli, a déclaré : « Cette demande a été faite à la lumière des récents événements de l'Aude, qui ressemblent à ceux d'Algeria. Mais alors que pour les événements d'Algeria, la Cour de sûreté de l'Etat a été saisie, pour ceux de l'Aude, seule une procédure du droit commun a été engagée ».

De son côté, M. Raymond Filippi, avocat au barreau d'Aix-en-Provence, a adressé une lettre ouverte aux ministres d'Etat dans laquelle il écrit notamment, parlant au nom de M. Simeoni : « Est-ce que je me confie »

A Marseille

SECONDE INCULPATION POUR LE DOCTEUR SALEM

(De notre correspondant.)

Marseille. — Mme Monique Mabelly, premier juge d'instruction à Marseille, vient d'inculper une seconde fois le docteur Edmond Simeoni, accusé d'avoir favorisé, par des prescriptions répétées d'insémination d'hommes, la fécondation d'un jeune garçon mineur, Jean-Louis, qui se prostituait en se travestissant. Le magistrat se réfère à l'article 334 du code pénal qui punit celui qui, par menaces, pressions, manœuvres ou par tout autre moyen, entraîne l'action de prévention, de contrôle, d'assistance ou de réduction entre prise par des organismes qualifiés en faveur de personnes se livrant à la prostitution ou en danger de prostitution.

Le jeune Jean-Louis avait été en effet placé par décision judiciaire dans un foyer, mais, malgré les avertissements répétés de sa directrice, le docteur Simeoni s'était persisté à prescrire des injections d'hormones.

Le Conseil d'État rejette le recours dirigé contre la déclaration d'utilité publique de l'extension du camp du Larzac. Dans sa séance du 20 février, le Conseil d'État a examiné la requête formée contre l'arrêté déclarant d'utilité publique l'extension du camp du Larzac (le Monde daté 22-23 février). Après observations de M. Waquet, Lemaître et Armand Lyon-Caen, le commissaire du gouvernement, M. Genot, avait présenté des conclusions tendant au rejet de ce recours. La décision rendue le 5 mars est conforme à ces conclusions : elle confirme ainsi le jugement rendu dans cette affaire par le tribunal administratif de Toulouse.

Les requérants invoquaient de nombreux moyens, fondés notamment sur l'incompétence du préfet de l'Aveyron pour prendre l'arrêté litigieux, des irrégularités dans la procédure d'enquête publique et l'absence d'utilité publique du projet.

La décision du Conseil écarte cette argumentation en se fondant sur les dispositions législatives et réglementaires applicables et sur les principes jurisprudentiels déjà dégagés en cette matière. En particulier, l'Assemblée du contentieux a fait application de sa jurisprudence selon laquelle une opération ne peut légalement être déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée ou à d'autres intérêts généraux, le coût financier et éventuellement la dégradation de l'environnement, les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs par rapport à l'utilité qu'elle présente.

A cet égard, la décision considère que « les atteintes portées par l'extension du camp du Larzac à un certain nombre d'exploitations agricoles, au paysage des alentours, à la production fromagère et à la circulation routière ne sont pas excessives, eu égard

à l'importance que présente cette opération pour la défense nationale ».

Sur un plan strictement juridique, l'intérêt essentiel de la décision concerne un point accessoire : l'intervention de la région Midi-Pyrénées au soutien des requérants. Le ministre des armées contestait la recevabilité de cette intervention. Le Conseil d'État l'a en revanche admise. Il a jugé que la mission de contribuer au développement économique et social de la région, assignée par le législateur à l'établissement de public régional, donnait qualité à ce dernier pour intervenir dans un litige de cette nature. Il a également admis que si, en principe, c'est au préfet de représenter la région en justice, il appartenait cependant au Conseil régional de désigner l'un de ses membres pour assurer cette représentation lorsque l'action en justice se rapporte à un litige opposant l'État à la région.

Le Conseil d'État a, ainsi, de façon préventive, comblé une lacune de la loi du 5 juillet 1972 s'inspirant des dispositions de la loi de 1871 sur les conseils généraux.

La condamnation à 5 000 francs de publicité mensongère, prononcée le 28 juin dernier par la cour d'appel de Dijon, en application de la loi du 27 décembre 1973 sur l'orientation du commerce, dite loi Royer, à l'encontre de M. Pierre Calvargat, directeur général des établissements V.J.F., fabricant de jus de fruits, est maintenant définitive.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Combadiou, a en effet rejeté, jeudi 4 mars, le pourvoi que M. Calvargat avait formé contre cette décision. La cour de Dijon lui reprochait d'avoir fait apposer, en avril 1974, sur les cent vingt-sept autobus circulant dans la ville de Grenoble, des panneaux publicitaires portant l'inscription « Pêcher. Du fruit prêt à boire », laissant à penser qu'il s'agit d'un jus de fruits sans addition d'eau alors que cette boisson contient seulement 50 % de jus de fruits.

A l'appui du pourvoi, M. Combadiou avait fait valoir qu'il n'y avait pas

dans l'hérésie judiciaire lorsque, pour situer les responsabilités, je réclame, sans être entendu, une reconstitution sur les lieux et des analyses de laboratoire qu'on aurait ordonnées pour le plus misérable des meurtriers ? (...)

« Est-ce que je disais des choses insensées lorsque, promis à la compétence de la Cour de sûreté, j'affirmais, et que j'affirme encore, que je ne méritais « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité », que pour des faits analogues, on infligeait qu'à moi Edmond Simeoni ? (...)

« Ces questions restent plus de résonance et de clarté encore dans le tourment qui vient de secouer le sol de la République et l'âme des citoyens. Les défenseurs d'Edmond Simeoni, loin de rompre le silence d'un secret inutile ont conscience d'avoir assumé la plénitude de leur mission, en dénonçant le péril et en réaffirmant leur foi dans l'équité de la justice. Depuis plus de six mois, on parle d'apaisement. Aujourd'hui encore, on s'empêtre dans des dogmes contradictoires inspirés de la fermeté nécessaire et de la modération souhaitable. Nous craignons que cette confiance permanente dans l'œuvre éternelle du temps ne soit un leurre tragique. Messieurs les ministres d'Etat, gardez-vous de demander du temps ! Le malheur n'en accorde jamais ».

A Lyon

PEINE RÉDUITE EN APPEL POUR UN AVOCAT PRÉVENU DE FRAUDE FISCALE

La cour d'appel de Lyon vient de réduire à treize mois d'emprisonnement avec sursis la peine de trois ans d'emprisonnement — également avec sursis — prononcée en 1973 par le tribunal de Troyes contre un avocat du barreau de cette ville, M. Antony Coplati, pour fraude fiscale. M. Coplati, à qui l'on reprochait des minorations des revenus de son étude avait fait l'objet de plusieurs redressements fiscaux depuis 1958.

Devant le tribunal correctionnel, il avait argué de sa bonne foi faisant notamment état de l'impossibilité de ventiler d'une façon précise sa comptabilité d'avoué ; il exerçait, en effet, cette profession avant la fusion de cette dernière avec celle d'avocat. Le jugement du tribunal de Troyes avait été annulé par la cour d'appel de Reims qui avait relaxé l'avocat, mais cet arrêt avait été ensuite cassé et l'affaire renvoyée devant la cour d'appel de Lyon.

Pour diffamation envers deux inspecteurs chargés des impôts, MM. Yvon Vignal et Raoul Loche, contenues dans le livre Dossier F... comme fraude fiscale, M. Alain Moreau, éditeur, MM. Christian de Brle et Florent Chaperon, auteurs, ont été condamnés, samedi 6 mars, à deux amendes de 4 000 francs chacune par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, ainsi qu'à 20 000 francs de dommages et intérêts solidairement envers chacun des deux requérants. Ils devront payer les frais d'insertion du jugement dans deux journaux du choix des parties civiles.

CATASTROPHES

DE NOUVELLES SECOURS SISMQUES PROVOQUENT UN DÉBUT DE PANIQUE AU GUATEMALA

Guatemala (A.F.P.). — De nombreuses secousses sismiques ont été enregistrées dimanche 7 mars au Guatemala. Selon l'observatoire sismologique guatémaltèque, près de trente-sept secousses, de degrés divers sur l'échelle Mercalli, ont été ressenties. Elles n'ont, en général, duré que quelques secondes. Selon l'observatoire, l'épicentre de ces secousses se situe à environ 60 kilomètres au nord-est de la capitale.

Cette recrudescence des mouvements du sol a provoqué une vague de terreur parmi la population encore mal remise de la catastrophe du 4 février. Des milliers de personnes qui avaient regagné leurs habitations éparpillées par la secousse dorment à nouveau dans leurs voitures ou sous la tente.

Des rumeurs persistantes faisant état de l'imminence d'un nouveau séisme circulent parmi les habitants. Parfois, ces rumeurs frisent l'hystérie : ainsi la version selon laquelle « un enfant de neuf mois a prédit un second tremblement de terre pour dimanche », avant de mourir dans un hôpital de la capitale.

Des processions religieuses sont organisées dans tout le pays et la population a été invitée à prier par la hiérarchie de l'Eglise.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 24 mars à 14 heures. ENTREPRENEUR, PEINTURE DÉCORATION à PUTEAUX (92) 47 ter, rue Roque-de-Pillol, av. BAILL. M. A. P. (p. et. 33.20.00 F. C. 30.00 F. S'ad. M. Danchès not., 37, qu. Tourneville, M. Martin, 13, r. St-Marc.

Vente sur saisi immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mânières, le mardi 23 mars 1976, à 14 heures. UN APPARTEMENT avec cave et parking à VILLEGRESNES (94)

Résidence du Manoir d'Atilly, 1 allée des Sycomores Immeuble E. Bâtiment Sud, 3 étages. MISE A PRIX : 35.000 FRANCS. Consignation préalable indispensable pour enchérir. Rens. M. TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 498-30-26 et 498-14-18.

Vente sur saisi immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mânières, le jeudi 18 mars 1976, à 14 heures. UN APPARTEMENT au premier étage dans l'immeuble sis à PARIS (6^e)

12, rue Jacob entrée, salon, salle à manger, cuisine, grand salon, chambre, cabinet de toilette, dégagement, débarras, salle de bains et WC. MISE A PRIX : 80.000 FRANCS S'adresser à M. Jacques SCHMIDT, avocat, 183, boulevard Péreire, 75017 Paris, tél. 924-14-12.

Vente sur saisi immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mânières, le mardi 23 mars 1976, à 14 heures. UN APPARTEMENT avec cave et parking situé à GRIGNY II (91)

Bâtiment T 7, 3 étages. MISE A PRIX : 40.000 FRANCS. Consignation préalable indispensable pour enchérir. Rens. M. TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 498-30-26 et 498-14-18.

Vente sur saisi immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mânières, le mardi 23 mars 1976, à 14 heures. UN PAVILLON D'HABITATION sis à

12, avenue Victor-Hugo MISE A PRIX : 10.000 FRANCS. Consignation préalable indispensable pour enchérir. Rens. M. TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 498-30-26 et 498-14-18.

Vente sur saisi immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mânières, le mardi 23 mars 1976, à 14 heures. UN PAVILLON D'HABITATION sis à

PUSSAY (Essonnes) 20, rue de Grandville MISE A PRIX : 20.000 FRANCS. Consignation préalable indispensable pour enchérir. Rens. M. TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion, tél. 498-30-26 et 498-14-18.

VENTE par adjudication amiable, en l'étude de M. BAILLOUX, notaire à 7880 QUINCY-VOISIN, le 10 h. 30 s'il y a lieu. 15, RUE EUGÈNE LUNEAU, comp. 2 boutiques, 7 logements, 4, PASSAGE DES CASSÉS, comprenant 4 logements.

IMMEUBLE à ST-OUEN (92) 15, RUE EUGÈNE LUNEAU, comp. 2 boutiques, 7 logements, 4, PASSAGE DES CASSÉS, comprenant 4 logements.

IMMEUBLE à CLICHY (92) 15, RUE EUGÈNE LUNEAU, comp. 2 boutiques, 7 logements, 4, PASSAGE DES CASSÉS, comprenant 4 logements.

ET DIVERS LOGEMENTS de 1 pièce, 1 pièce cuis., 2 pièces cuis., 3 pièces cuisine, et 4 pièces cuisine.

A PARIS 16, RUE DU MOULIN-JOLY (11^e) : 1 magasin de 1 pièce et 1 logem. 139, R. PELLEPORT (20^e) : 17 log. 2, R. PONTMARTIN (11^e) : 7 logem. 2, RUE RANVIER (18^e) : 5 logements. 31, R. ST-GEORGES (8^e) : 10 log. 16, RUE J. TIERCE (11^e) : 6 pièces 22, R. DE CLERY (5^e) : 10 logem.

Pour tous renseignements, s'adresser au Notaire. Possibilité 30 % crédit du prix d'adjudication par LA REIN-CHOFFINO et 80 % après étude du dossier.

Chambre des Notaires de Paris, le MARDI 6 AVRIL 1976, à 14 h. 30. ADJUDICATION PAR LA VILLE DE PARIS - EN 4 LOTS

1 APPARTEMENT 2 PIÈCES - LIBRE 3 CHAMBRES - LIBRES

5-7, rue des Beaux-Arts - PARIS (6^e) et 8-10-12, rue VISCONTI

MISES A PRIX : 144.000 F - 16.000 F - 42.000 F - 20.000 F

Consignat. pour enchérir 20 % des mises à prix par chèques certifiés M. MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIÈVRE, notaires associés, 14, rue des Prémilades, Paris (11^e), tél. 204-11-12. VIS. sur place merc. de 10 à 12 h. rend. de 15 à 17 h. av. du 10 mars

Vente du Palais de Justice à PONTAISE, jeudi 18 mars 1976, à 14 heures. BEL IMMEUBLE USAGE HABITATION, PONTAISE (95)

Centre ville, 17 et 19, rue de la Bretonnerie, angle rue Thiers, 2 étages. Cour, garage, jardin - Contenance 686 m²

LIBRE LOCATION - MISE A PRIX : 250.000 FRANCS

S'adr. M. BUSSON, avocat à PONTAISE, tél. 464-31-62 ; M. PETIT, avocat à PONTAISE, tél. 464-13-28.

سكنا في الامل

CULTURE

UNE « MAISON DE LA FRANCITÉ »

(Suite de la première page.)

Succès personnel pour M. Poupko, succès d'équipe pour la C.F.C., l'inauguration de la Maison de la francité aura été de façon très attendue l'occasion d'une prise de position significative et d'une préfiguration, de ce que pourraient être demain, sous la pression des réalités bruxelloises, les rapports entre les deux communautés linguistiques. Prenant la parole au déjeuner d'inauguration, dont il était l'invité nédérlandophone le plus éminent, le sénateur Lode Claes a en effet déclaré en substance, et dans un français très chaleureux, que face aux problèmes posés par l'avenir de l'agglomération, les représentants des deux communautés étaient amenés à se comporter d'ores et déjà en « alliés objectifs ». Il n'a pas caché son espoir de voir un jour ces alliés objectifs devenir des « alliés subjectifs » et même — pourquoi pas ? — des amis.

Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps. Il faudrait beaucoup d'optimisme pour voir dans cette évocation d'une « alliance d'objectifs » la promesse d'une « nouvelle donne » de la politique bruxelloise. Cependant, outre la personnalité même de M. Lode Claes, échevin d'agglomération, personnalité dominante de la Volksunie et porte-parole respecté des nédérlandophones, deux considérations donnent beaucoup de poids à ce qui paraît bien avoir été une improvisation soigneusement calculée. D'une part, la concertation et la coopération entre les deux communautés sont déjà inscrites, au moins en ce qui concerne l'agglomération, dans les institutions et dans les faits. La loi du 26 juillet 1971 a délégué en effet d'assez larges pouvoirs aux deux commissions culturelles de l'agglomération, la C.F.C. et son homologue néerlandophone, la N.C.C. Leur budget, d'abord modeste, a été régulièrement augmenté. La C.F.C. dispose par exemple, pour 1976, de 35 millions de FB (dont 1,5 million ira à la Maison de la francité), et la N.C.C. est financièrement à l'aise.

Le terme de « culture » doit d'ailleurs s'entendre ici dans un sens très large. Il recouvre non seulement des tâches proprement culturelles (animation, théâtre, patrimoine architectural), mais encore d'autres qui, en France, seraient considérées comme sociales (aide au troisième âge, à l'enfance), éducatives ou scolaires; plus le tourisme, les sports, la formation des chercheurs et, bien entendu, la défense de la langue. Une partie appréciable de ces missions

(le « cadre de vie » et le patrimoine architectural de Bruxelles entre autres) est l'affaire commune des deux commissions, siégeant en « commissions réunies » sous la présidence cette année de M. Jean-Pierre Poupko, l'an prochain sous celle de son homologue néerlandophone, M. Wacko.

C'est à partir des commissions réunies que s'est constituée cette « alliance objective » dont la mention, dans les conditions où elle s'est faite, ne plaie pas nécessairement à tout le monde. Mais l'entente entre les deux commissions est effectivement aussi bonne qu'elle pouvait l'être dans un contexte bruxellois : le président de la N.C.C. est bilingue, comme celui de la C.F.C.; ils sont de la même génération, jeunes. Si la même génération, jeunes. Si la même génération, jeunes. Si la même génération, jeunes.

Concluons explicitement pour sauvegarder ces richesses communes, l'alliance objective des représentants des deux communautés est aussi, dans la pensée de M. Lode Claes, le seul moyen de faire face à un danger dont les bruxellois sont de plus en plus conscients. L'immigration a atteint, sinon dépassé dans Bruxelles, un niveau d'alerte. Il n'est pas exceptionnel de trouver 20, 30 et jusqu'à 40 % d'enfants d'immigrés dans l'effectif d'une école de la ville. Bruxelles s'internationalise donc « par le bas ». Et aussi « par le haut ». Siège des institutions européennes, et surtout du SHAPE, la C.F.C. et de nombreuses multinationales, la ville tend à « angliciser » (ou plutôt à américaniser) ses couches dirigeantes et actives. D'où le danger signalé assez clairement par le sénateur Claes : voir l'anglais devenir la seconde langue aussi bien des francophones que des néerlandophones, et finalement leur langue commune, au grand détriment de l'identité culturelle de la ville. Il est possible que la résistance des Pays-Bas à l'abandon du français comme langue étrangère ait joué son rôle dans cette vision très nouvelle des rapports linguistiques entre bruxellois. L'idée que les langues de l'Europe se souviennent ensemble, ou se perdent, pouvait-elle en tout cas trouver une meilleure tribune que celle-ci, et une meilleure occasion de s'exprimer ?

JACQUES CELLARD.

CARNET

Naissances

— M. et Mme G.-H. Bloch, professeur à l'université de Nancy-II, Lucien-Stéphane, Jean-Dominique et Maxence ont la joie d'annoncer la naissance de Lucile.
Nancy, le 1^{er} mars 1976.

Décès

Louis ALVERGNAT

Nous apprenons la mort de M. Louis ALVERGNAT, membre du Conseil économique et social, victime d'une crise cardiaque, le 5 mars 1976.

[Né le 22 septembre 1914, à Saint-Etienne, M. Alvergnat a milité à la jeunesse ouvrière catholique (JOC) avant de se consacrer au syndicalisme familial, dont il fut l'un des fondateurs. Secrétaire de la Confédération syndicale des familles, il contribua au retour de son organisation au sein de l'Union nationale des associations familiales dont il espérait ainsi faire en brèche la conservatisme, devenu vice-président de l'UNAF, M. Alvergnat était depuis 1974 au Conseil économique et social au titre des organisations familiales.]

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de lecture une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Christian VIELJEUX

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Christian VIELJEUX, survenu, le 2 mars à Roques, 08170, Roulez.
De la part de Mme Christian Vieljeux, ses enfants, petite-enfants, arrière-petite-enfants.
Ses frères, sœur et belle-sœur, M. et Mme Emilie Kapfer, En de Brassin Amlouch, son fidèle secrétaire.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 5 mars, à La Rochelle (Charente-Maritime).
Le présent avis tient lieu de faire-part.

[Né en 1883, à La Rochelle (Charente-Maritime), Christian Vieljeux, armateur, avait été élu député dans son département natal, le 21 octobre 1943, sous l'étiquette Concentration républicaine et paysanne, puis réélu, le 2 juin 1948, il siégeait au sein du groupe du parti républicain de la liberté. Réélu, le 10 novembre 1948, à l'Assemblée nationale, il fait partie des membres désignés par cette dernière, le 19 décembre, au conseil de la République où il siégea jusqu'en 1958. Vice-président d'honneur de la compagnie financière Delmas-Vieljeux, il était, depuis 1960, président d'honneur de la société de combustibles Delmas-Vieljeux et avait occupé les fonctions d'administrateur de la société Delmas-Vieljeux, qui s'est associée aux Chârgés récents pour former les lignes maritimes d'acier, est un des principaux groupes d'armateurs privés français.]

Annoy, Marigny, Alger, Nîort, Boulogne-Billancourt, Ambèze.

Les obsèques de M. Francis BARRUCAND, ingénieur agronome, décédé à Annoy, le 2 mars 1976, dans sa soixante-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise, ont eu lieu, le vendredi 5 mars 1976, en l'église Saint-Maurice d'Annoy. Priez pour lui !
De la part de Mme Francis Barrucand, son épouse, et de ses enfants.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Paul DORMEUIL, survenu le 23 février, dans sa quatre-vingt-huitième année.
De la part de M. et Mme Henry Labouret, de leurs enfants et petite-enfants, Mme Serge Dufour-Dormeuil, de ses enfants et petite-enfants.
Selon la volonté expresse de la défunte, les obsèques ont eu lieu en sa paroisse, dans la plus stricte intimité familiale, le mercredi 3 mars 1976.

Mme Jodel, ses enfants et petite-enfants.
Mme Reding, ses enfants et petite-enfants.
Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Norbert JARDEL.
La levée du corps aura lieu le mercredi 10 mars, à 8 heures, à l'hôpital La Salpêtrière, 23, rue Bruneau, à Paris (13^e arr.).
Une messe sera dite ultérieurement.

Messes anniversaires

— La société du souvenir du général Foch et du général Weygand fera célébrer, en l'église Saint-Louis des Invalides, le dimanche 21 mars, à 10 heures, leur messe annuelle à la mémoire du général Foch et du général Weygand et de tous leurs morts. A 8 h. 40, dépôt de garbes sur le tombeau du général.

Anniversaires

— Une pensée fidèle est demandée, le 8 mars 1976, septième anniversaire de sa mort à ceux qui ont été les amis de Charles CARABIER, de la part de Mme Carabier, 23, boulevard Richard-Wallace, 92 Neully-sur-Seine.

— Pour le dixième anniversaire de la mort de M. Baptiste-Pierre PARY, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.
La messe de 19 heures sera dite à son intention à Notre-Dame de Vincennes, le mercredi 10 mars 1976, anniversaire de sa mort.
De la part de la famille Pary-Gauthier.

— Pour le trentième anniversaire de la mort de Roland DORVILLE, une messe à sa mémoire sera célébrée par le R.P. Michel Riquet S.J., en l'église Saint-Pierre de Montmartre, rue du Mont-Cenis, le 18 mars, à 11 heures.
Ses amis se réuniront ensuite au cimetière Saint-Vincent, sur sa tombe, où l'un des membres de l'Académie Goncourt lui rendra hommage.

Remerciements

— Mme Georges Ruvelin, M. et Mme Gilles Streichenberger, M. et Mme Philippe Ruvelin, M. et Mme Bernard Duprat, M. et Mme Pierre Ruvelin, Mme Françoise Amblard, M. et Mme Paul Ruvelin, tous touchés des marques de sympathie et d'amitié que vous leur avez témoignées lors du décès de M. Georges RUVELIN, vous adressent leurs sincères remerciements.

Communications diverses

— Les Francs-Comtois à Paris se réuniront le jeudi 11 mars, à l'hôtel de la rue de Valenciennes, 108, avenue J.-B. Clément, à 18 h. 30.

Visites et conférences

MARDI 9 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale des monuments historiques, 14 h. 15, 15 h. 30, 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30, 19 h. 30, 20 h. 30, 21 h. 30, 22 h. 30, 23 h. 30, 24 h. 30, 25 h. 30, 26 h. 30, 27 h. 30, 28 h. 30, 29 h. 30, 30 h. 30, 31 h. 30, 32 h. 30, 33 h. 30, 34 h. 30, 35 h. 30, 36 h. 30, 37 h. 30, 38 h. 30, 39 h. 30, 40 h. 30, 41 h. 30, 42 h. 30, 43 h. 30, 44 h. 30, 45 h. 30, 46 h. 30, 47 h. 30, 48 h. 30, 49 h. 30, 50 h. 30, 51 h. 30, 52 h. 30, 53 h. 30, 54 h. 30, 55 h. 30, 56 h. 30, 57 h. 30, 58 h. 30, 59 h. 30, 60 h. 30, 61 h. 30, 62 h. 30, 63 h. 30, 64 h. 30, 65 h. 30, 66 h. 30, 67 h. 30, 68 h. 30, 69 h. 30, 70 h. 30, 71 h. 30, 72 h. 30, 73 h. 30, 74 h. 30, 75 h. 30, 76 h. 30, 77 h. 30, 78 h. 30, 79 h. 30, 80 h. 30, 81 h. 30, 82 h. 30, 83 h. 30, 84 h. 30, 85 h. 30, 86 h. 30, 87 h. 30, 88 h. 30, 89 h. 30, 90 h. 30, 91 h. 30, 92 h. 30, 93 h. 30, 94 h. 30, 95 h. 30, 96 h. 30, 97 h. 30, 98 h. 30, 99 h. 30, 100 h. 30, 101 h. 30, 102 h. 30, 103 h. 30, 104 h. 30, 105 h. 30, 106 h. 30, 107 h. 30, 108 h. 30, 109 h. 30, 110 h. 30, 111 h. 30, 112 h. 30, 113 h. 30, 114 h. 30, 115 h. 30, 116 h. 30, 117 h. 30, 118 h. 30, 119 h. 30, 120 h. 30, 121 h. 30, 122 h. 30, 123 h. 30, 124 h. 30, 125 h. 30, 126 h. 30, 127 h. 30, 128 h. 30, 129 h. 30, 130 h. 30, 131 h. 30, 132 h. 30, 133 h. 30, 134 h. 30, 135 h. 30, 136 h. 30, 137 h. 30, 138 h. 30, 139 h. 30, 140 h. 30, 141 h. 30, 142 h. 30, 143 h. 30, 144 h. 30, 145 h. 30, 146 h. 30, 147 h. 30, 148 h. 30, 149 h. 30, 150 h. 30, 151 h. 30, 152 h. 30, 153 h. 30, 154 h. 30, 155 h. 30, 156 h. 30, 157 h. 30, 158 h. 30, 159 h. 30, 160 h. 30, 161 h. 30, 162 h. 30, 163 h. 30, 164 h. 30, 165 h. 30, 166 h. 30, 167 h. 30, 168 h. 30, 169 h. 30, 170 h. 30, 171 h. 30, 172 h. 30, 173 h. 30, 174 h. 30, 175 h. 30, 176 h. 30, 177 h. 30, 178 h. 30, 179 h. 30, 180 h. 30, 181 h. 30, 182 h. 30, 183 h. 30, 184 h. 30, 185 h. 30, 186 h. 30, 187 h. 30, 188 h. 30, 189 h. 30, 190 h. 30, 191 h. 30, 192 h. 30, 193 h. 30, 194 h. 30, 195 h. 30, 196 h. 30, 197 h. 30, 198 h. 30, 199 h. 30, 200 h. 30, 201 h. 30, 202 h. 30, 203 h. 30, 204 h. 30, 205 h. 30, 206 h. 30, 207 h. 30, 208 h. 30, 209 h. 30, 210 h. 30, 211 h. 30, 212 h. 30, 213 h. 30, 214 h. 30, 215 h. 30, 216 h. 30, 217 h. 30, 218 h. 30, 219 h. 30, 220 h. 30, 221 h. 30, 222 h. 30, 223 h. 30, 224 h. 30, 225 h. 30, 226 h. 30, 227 h. 30, 228 h. 30, 229 h. 30, 230 h. 30, 231 h. 30, 232 h. 30, 233 h. 30, 234 h. 30, 235 h. 30, 236 h. 30, 237 h. 30, 238 h. 30, 239 h. 30, 240 h. 30, 241 h. 30, 242 h. 30, 243 h. 30, 244 h. 30, 245 h. 30, 246 h. 30, 247 h. 30, 248 h. 30, 249 h. 30, 250 h. 30, 251 h. 30, 252 h. 30, 253 h. 30, 254 h. 30, 255 h. 30, 256 h. 30, 257 h. 30, 258 h. 30, 259 h. 30, 260 h. 30, 261 h. 30, 262 h. 30, 263 h. 30, 264 h. 30, 265 h. 30, 266 h. 30, 267 h. 30, 268 h. 30, 269 h. 30, 270 h. 30, 271 h. 30, 272 h. 30, 273 h. 30, 274 h. 30, 275 h. 30, 276 h. 30, 277 h. 30, 278 h. 30, 279 h. 30, 280 h. 30, 281 h. 30, 282 h. 30, 283 h. 30, 284 h. 30, 285 h. 30, 286 h. 30, 287 h. 30, 288 h. 30, 289 h. 30, 290 h. 30, 291 h. 30, 292 h. 30, 293 h. 30, 294 h. 30, 295 h. 30, 296 h. 30, 297 h. 30, 298 h. 30, 299 h. 30, 300 h. 30, 301 h. 30, 302 h. 30, 303 h. 30, 304 h. 30, 305 h. 30, 306 h. 30, 307 h. 30, 308 h. 30, 309 h. 30, 310 h. 30, 311 h. 30, 312 h. 30, 313 h. 30, 314 h. 30, 315 h. 30, 316 h. 30, 317 h. 30, 318 h. 30, 319 h. 30, 320 h. 30, 321 h. 30, 322 h. 30, 323 h. 30, 324 h. 30, 325 h. 30, 326 h. 30, 327 h. 30, 328 h. 30, 329 h. 30, 330 h. 30, 331 h. 30, 332 h. 30, 333 h. 30, 334 h. 30, 335 h. 30, 336 h. 30, 337 h. 30, 338 h. 30, 339 h. 30, 340 h. 30, 341 h. 30, 342 h. 30, 343 h. 30, 344 h. 30, 345 h. 30, 346 h. 30, 347 h. 30, 348 h. 30, 349 h. 30, 350 h. 30, 351 h. 30, 352 h. 30, 353 h. 30, 354 h. 30, 355 h. 30, 356 h. 30, 357 h. 30, 358 h. 30, 359 h. 30, 360 h. 30, 361 h. 30, 362 h. 30, 363 h. 30, 364 h. 30, 365 h. 30, 366 h. 30, 367 h. 30, 368 h. 30, 369 h. 30, 370 h. 30, 371 h. 30, 372 h. 30, 373 h. 30, 374 h. 30, 375 h. 30, 376 h. 30, 377 h. 30, 378 h. 30, 379 h. 30, 380 h. 30, 381 h. 30, 382 h. 30, 383 h. 30, 384 h. 30, 385 h. 30, 386 h. 30, 387 h. 30, 388 h. 30, 389 h. 30, 390 h. 30, 391 h. 30, 392 h. 30, 393 h. 30, 394 h. 30, 395 h. 30, 396 h. 30, 397 h. 30, 398 h. 30, 399 h. 30, 400 h. 30, 401 h. 30, 402 h. 30, 403 h. 30, 404 h. 30, 405 h. 30, 406 h. 30, 407 h. 30, 408 h. 30, 409 h. 30, 410 h. 30, 411 h. 30, 412 h. 30, 413 h. 30, 414 h. 30, 415 h. 30, 416 h. 30, 417 h. 30, 418 h. 30, 419 h. 30, 420 h. 30, 421 h. 30, 422 h. 30, 423 h. 30, 424 h. 30, 425 h. 30, 426 h. 30, 427 h. 30, 428 h. 30, 429 h. 30, 430 h. 30, 431 h. 30, 432 h. 30, 433 h. 30, 434 h. 30, 435 h. 30, 436 h. 30, 437 h. 30, 438 h. 30, 439 h. 30, 440 h. 30, 441 h. 30, 442 h. 30, 443 h. 30, 444 h. 30, 445 h. 30, 446 h. 30, 447 h. 30, 448 h. 30, 449 h. 30, 450 h. 30, 451 h. 30, 452 h. 30, 453 h. 30, 454 h. 30, 455 h. 30, 456 h. 30, 457 h. 30, 458 h. 30, 459 h. 30, 460 h. 30, 461 h. 30, 462 h. 30, 463 h. 30, 464 h. 30, 465 h. 30, 466 h. 30, 467 h. 30, 468 h. 30, 469 h. 30, 470 h. 30, 471 h. 30, 472 h. 30, 473 h. 30, 474 h. 30, 475 h. 30, 476 h. 30, 477 h. 30, 478 h. 30, 479 h. 30, 480 h. 30, 481 h. 30, 482 h. 30, 483 h. 30, 484 h. 30, 485 h. 30, 486 h. 30, 487 h. 30, 488 h. 30, 489 h. 30, 490 h. 30, 491 h. 30, 492 h. 30, 493 h. 30, 494 h. 30, 495 h. 30, 496 h. 30, 497 h. 30, 498 h. 30, 499 h. 30, 500 h. 30, 501 h. 30, 502 h. 30, 503 h. 30, 504 h. 30, 505 h. 30, 506 h. 30, 507 h. 30, 508 h. 30, 509 h. 30, 510 h. 30, 511 h. 30, 512 h. 30, 513 h. 30, 514 h. 30, 515 h. 30, 516 h. 30, 517 h. 30, 518 h. 30, 519 h. 30, 520 h. 30, 521 h. 30, 522 h. 30, 523 h. 30, 524 h. 30, 525 h. 30, 526 h. 30, 527 h. 30, 528 h. 30, 529 h. 30, 530 h. 30, 531 h. 30, 532 h. 30, 533 h. 30, 534 h. 30, 535 h. 30, 536 h. 30, 537 h. 30, 538 h. 30, 539 h. 30, 540 h. 30, 541 h. 30, 542 h. 30, 543 h. 30, 544 h. 30, 545 h. 30, 546 h. 30, 547 h. 30, 548 h. 30, 549 h. 30, 550 h. 30, 551 h. 30, 552 h. 30, 553 h. 30, 554 h. 30, 555 h. 30, 556 h. 30, 557 h. 30, 558 h. 30, 559 h. 30, 560 h. 30, 561 h. 30, 562 h. 30, 563 h. 30, 564 h. 30, 565 h. 30, 566 h. 30, 567 h. 30, 568 h. 30, 569 h. 30, 570 h. 30, 571 h. 30, 572 h. 30, 573 h. 30, 574 h. 30, 575 h. 30, 576 h. 30, 577 h. 30, 578 h. 30, 579 h. 30, 580 h. 30, 581 h. 30, 582 h. 30, 583 h. 30, 584 h. 30, 585 h. 30, 586 h. 30, 587 h. 30, 588 h. 30, 589 h. 30, 590 h. 30, 591 h. 30, 592 h. 30, 593 h. 30, 594 h. 30, 595 h. 30, 596 h. 30, 597 h. 30, 598 h. 30, 599 h. 30, 600 h. 30, 601 h. 30, 602 h. 30, 603 h. 30, 604 h. 30, 605 h. 30, 606 h. 30, 607 h. 30, 608 h. 30, 609 h. 30, 610 h. 30, 611 h. 30, 612 h. 30, 613 h. 30, 614 h. 30, 615 h. 30, 616 h. 30, 617 h. 30, 618 h. 30, 619 h. 30, 620 h. 30, 621 h. 30, 622 h. 30, 623 h. 30, 624 h. 30, 625 h. 30, 626 h. 30, 627 h. 30, 628 h. 30, 629 h. 30, 630 h. 30, 631 h. 30, 632 h. 30, 633 h. 30, 634 h. 30, 635 h. 30, 636 h. 30, 637 h. 30, 638 h. 30, 639 h. 30, 640 h. 30, 641 h. 30, 642 h. 30, 643 h. 30, 644 h. 30, 645 h. 30, 646 h. 30, 647 h. 30, 648 h. 30, 649 h. 30, 650 h. 30, 651 h. 30, 652 h. 30, 653 h. 30, 654 h. 30, 655 h. 30, 656 h. 30, 657 h. 30, 658 h. 30, 659 h. 30, 660 h. 30, 661 h. 30, 662 h. 30, 663 h. 30, 664 h. 30, 665 h. 30, 666 h. 30, 667 h. 30, 668 h. 30, 669 h. 30, 670 h. 30, 671 h. 30, 672 h. 30, 673 h. 30, 674 h. 30, 675 h. 30, 676 h. 30, 677 h. 30, 678 h. 30, 679 h. 30, 680 h. 30, 681 h. 30, 682 h. 30, 683 h. 30, 684 h. 30, 685 h. 30, 686 h. 30, 687 h. 30, 688 h. 30, 689 h. 30, 690 h. 30, 691 h. 30, 692 h. 30, 693 h. 30, 694 h. 30, 695 h. 30, 696 h. 30, 697 h. 30, 698 h. 30, 699 h. 30, 700 h. 30, 701 h. 30, 702 h. 30, 703 h. 30, 704 h. 30, 705 h. 30, 706 h. 30, 707 h. 30, 708 h. 30, 709 h. 30, 710 h. 30, 711 h. 30, 712 h. 30, 713 h. 30, 714 h. 30, 715 h. 30, 716 h. 30, 717 h. 30, 718 h. 30, 719 h. 30, 720 h. 30, 721 h. 30, 722 h. 30, 723 h. 30, 724 h. 30, 725 h. 30, 726 h. 30, 727 h. 30, 728 h. 30, 729 h. 30, 730 h. 30, 731 h. 30, 732 h. 30, 733 h. 30, 734 h. 30, 735 h. 30, 736 h. 30, 737 h. 30, 738 h. 30, 739 h. 30, 740 h. 30, 741 h. 30, 742 h. 30, 743 h. 30, 744 h. 30, 745 h. 30, 746 h. 30, 747 h. 30, 748 h. 30, 749 h. 30, 750 h. 30, 751 h. 30, 752 h. 30, 753 h. 30, 754 h. 30, 755 h. 30, 756 h. 30, 757 h. 30, 758 h. 30, 759 h. 30, 760 h. 30, 761 h. 30, 762 h. 30, 763 h. 30, 764 h. 30, 765 h. 30, 766 h. 30, 767 h. 30, 768 h. 30, 769 h. 30, 770 h. 30, 771 h. 30, 772 h. 30, 773 h. 30, 774 h. 30, 775 h. 30, 776 h. 30, 777 h. 30, 778 h. 30, 779 h. 30, 780 h. 30, 781 h. 30, 782 h. 30, 783 h. 30, 784 h. 30, 785 h. 30, 786 h. 30, 787 h. 30, 788 h. 30, 789 h. 30, 790 h. 30, 791 h. 30, 792 h. 30, 793 h. 30, 794 h. 30, 795 h. 30, 796 h. 30, 797 h. 30, 798 h. 30, 799 h. 30, 800 h. 30, 801 h. 30, 802 h. 30, 803 h. 30, 804 h. 30, 805 h. 30, 806 h. 30, 807 h. 30, 808 h. 30, 809 h. 30, 810 h. 30, 811 h. 30, 812 h. 30, 813 h. 30, 814 h. 30, 815 h. 30, 816 h. 30, 817 h. 30, 818 h. 30, 819 h. 30, 820 h. 30, 821 h. 30, 822 h. 30, 823 h. 30, 824 h. 30, 825 h. 30, 826 h. 30, 827 h. 30, 828 h. 30, 829 h. 30, 830 h. 30, 831 h. 30, 832 h. 30, 833 h. 30, 834 h. 30, 835 h. 30, 836 h. 30, 837 h. 30, 838 h. 30, 839 h. 30, 840 h. 30, 841 h. 30, 842 h. 30, 843 h. 30, 844 h. 30, 845 h. 30, 846 h. 30, 847 h. 30, 848 h. 30, 849 h. 30, 850 h. 30, 851 h. 30, 8

SPECTACLES

GERARD DEPARDIEU
BULLE OGER



Maitresse
de Barbet SCHROEDER

MERCURY - ABC
HAUTEFUILLE - MONT-
PARNAISE 83 - GAUMONT
CONVENTION - NATION -
FAUVETTES -
Clichy Pathé. Périphérie :
GAUMONT EVRY

"Pour moi, ce film
"Les Conquistadores"
est extraordinairement
passionnant."
Claude Chabrol

"Les
Conquistadores"
un film
de Marco Puly.
avec Gérard Desarthe
et Dominique Labourier.

A partir du 10 mars.
BALZAC - J. COCTEAU - PLAZA

JOURS DE 36 (Gr. v.o.) : Le Seize.

LES LOLOS DE LOLA (Fr.) : La
Clef. 5 (237-90-90), U.G.C. Mar-
beuf. 5 (225-47-10), Olympic-En-
trappé. 14 (753-47-42).
LES MAL PARTIS (Fr.) : Clichy-Pa-
thé. 5 (233-07-70), Quinette. 5
(232-55-40), Concorde. 5 (350-
92-84), Gaumont-Lumière. 5 (770-
84-54), Montparnasse-Palace. 14
(235-65-13), Gaumont-Conven-
tion. 15 (828-42-27), Mayfair. 18 (532-
27-00), Clichy-Palace. 18 (532-
27-00).

MATRESSE (Fr.) : ABC. 2
(238-55-54), Hautefeuille. 5 (633-
79-20), Montparnasse 83. 5 (544-
14-27), Mercury. 5 (225-75-50), Les
Nations. 12 (343-04-57), Fauvette.
12 (331-60-74), Gaumont-Conven-
tion. 15 (828-42-27), Clichy-Palace.
18 (532-27-41).

MASMA ROMA (Fr. v.o.) : Mar-
beuf. 5 (272-47-80), St-Germain Vil-
lage. 5 (633-27-50).
LE MESSIE (It. v.o.) : Gaumont
Champs-Élysées. 5 (239-04-87).
(v.f.) : Hautefeuille. 5 (633-
79-20), Francella. 5 (770-33-88),
Gaumont-Conven- 15 (828-
42-27).

MONTY-PYTHON, SAÏRE GRAAL
(Angl. v.o.) : Clichy-Palace. 5
(232-20-13), Baummann. 5 (770-
47-45), Biarritz. 5 (723-89-23).
PARFUM DE FEMME (It. v.o.) :
Cinéma St-Germain. 5 (633-
10-52), Elysées Point Show. 5
(235-65-13), Gaumont-Conven-
tion. 15 (828-42-27), Montpa-
rnis 83. 5 (544-14-27).

LA PRÊME (Sov. v.o.) : La Clef. 5
(237-90-90), Subotique. 5 (232-
55-40), U.G.C. Marbeuf. 5 (225-
47-10).
LE SAUVAGE (Fr.) : Argos. 15
(232-57-00), Studio Rivoli. 4
(272-80-37), Montparnasse-Palace.
(232-55-40), Saint-Ambroise. 10
(700-89-10), Studio République.
15 (828-42-27), Palais d'Avron. 19
(343-85-41).

LES PAVES, LA FLAGE
(Sov. v.o.) : St-André-Artois. 5
(238-48-18), 14-Juillet. 11 (357-
90-51).
LA TRAGÉDIE (A. v.o.) : Balzac.
5 (350-32-70), Arlequin. 5 (548-
62-55), (v.f.) : Marbeuf. 5
(232-55-40), Paramount-Gallia. 14
(238-99-34), Paramount-Mallot.
14 (508-63-28), Moulin-Rouge.
15 (608-63-28).

LES TROIS JOURS DU CONDOR
(A. v.o.) : Studio Cujas. 5 (232-
55-40), Brimble. 5 (239-15-71),
(v.f.) : Baummann. 5 (770-
47-45).
UN APRES-MIDI DE CHEN (A.
v.o.) : La Clef. 5 (337-90-90),
Studio J.-Cocteau. 5 (633-79-20),
Biarritz. 5 (723-89-23), Publicis
Champs-Élysées. 5 (239-04-87).
(v.f.) : Caméo. 5 (770-30-89).
MIRAR. 14 (326-41-02).
UNE CROIX TRES NATURELLE
(S. v.o.) : Action-Christine.
5 (323-85-78).

UN COIN TRANQUILLE (A. v.o.) :
Studio de la Barre. 5 (232-
55-40), Balzac. 5 (350-32-70),
Olympia. 14 (783-87-45), V. et L.
ON GENTE DEUX ASSOCIES, UNE
CLOCHE (N. v.o.) : Rex. 5 (230-
83-90), Rotonde. 5 (633-08-21),
Brimble. 5 (239-15-71), U.G.C.
Gobelins. 13 (331-08-19), Miral.
14 (630-33-43).

LE VOYAGE DES COMÉDIENS
(Grec. v.o.) : Jean-Benoît. 5
(874-40-75), A. 15 h. et 20 h.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 8 mars

Quatre Arcans (Mozart, Bee-
thoven, Ravel).
Théâtre de la Ville. 21 h. : Ensemble de
l'Orchestre, dir. F. Burwick, avec
A. Roldi, cor (V. Arden, Stravinski,
Mozart, Berg, Stravinski).
Théâtre de la Ville. 21 h. : M. Joste,
piano. 5 (332-10-50), J. Joste,
soprano (Schoenberg : le Livre des jardins
suspendus).

Le music-hall

Elysée-Montmartre. 20 h. 45 : Hic-
cups d'été.
Olympia. 21 h. 30 : Enrico Macias.
Palais des congrès. 21 h. : Jean-
Michel Carré, Catherine Sa-
vage.

Jazz et pop

Palais des sports. 20 h. : Frank
Zappa.

cinémas

Les films marqués (*) sont
interdits aux moins de treize ans.
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillet. 20 h. 30 : The Dark Corner,
de H. Hathaway.

Les exclusivités

A CHEVAL SUR LE TIGRE (It.) :
Studio Média. 5 (232-55-40),
Elysées-Lumière. 5 (239-04-87).
AIEU POULET (Fr.) : Bretagne. 5
(222-37-97), Normandie. 5 (238-
41-18), Paris-Opéra. 5 (232-
55-40).
AGUIRE, LA COLÈRE DE DIEU
(A. v.o.) : Studio de la Contre-
marque. 5 (232-55-40).

A NOUS LES PETITES ANGLAISES
(Fr.) : Gaumont-Théâtre. 5 (231-
33-18), St-Germain Studio. 5 (633-
42-72), Montparnasse 83. 5 (544-14-
27), Elysées-Lumière. 5 (239-04-87),
St-Lazare-Pasquier. 5 (387-25-43),
Marignac. 5 (339-92-82), Athènes.
12 (242-01-88), Miral. 14 (630-33-43),
Calypso. 15 (754-10-68), Gau-
mont-Sud. 14 (331-21-16), Clichy-
Palace. 18 (532-27-41).

ATTENTION LES YEUX (Fr.) :
Biarritz. 5 (723-89-23), U.G.C.
Odeon. 5 (225-71-00), Balzac. 5
(350-32-70), Cinéma-Opéra. 5
(770-84-54), Nord-Cinéma. 10 (778-
11-51), U.G.C. Gobelins. 13 (331-
08-19), Miral. 14 (630-33-43), Clichy-
Palace. 18 (532-27-41), Max
Linder. 5 (770-84-54), Paris-
Opéra. 5 (232-55-40), Paris-
Montparnasse. 14 (738-24-14).
LE BON ET LES MÉCHANTS (It.) :
St-Germain-Buchette. 5 (633-42-72),
Colisée. 5 (238-24-08), Fran-
cette. 5 (770-30-89), Diderot.
(343-19-20), Fauvette. 13 (331-21-16),
Montparnasse-Palace. 14 (332-
55-40).

LA BONNE FORTUNE (A. v.o.) :
Quinette. 5 (633-35-40), Fran-
cette. 5 (723-71-11), V.I. : Gau-
mont-Théâtre. 5 (231-33-18).

M. Rodolphe Serkis étant souffrant
et ayant annulé tous ses concerts,
la Direction de l'Orchestre de Paris
se voit dans l'obligation de modifier
le programme des concerts des
18 et 20 mars prochains. Elle s'en
excuse auprès de ses abonnés.

LES FILMS NOUVEAUX

LA MONTÉE, film d'espionnage de
S. Abendm. V.O. : Studio
Lopes. 5 (232-55-40).

VOI AU-DESSUS D'UN NID DE
COUCOU, film américain de
Miles Forman. V.O. : Bouli-
Mich. 5 (232-55-40), Paris-
Montparnasse. 14 (738-24-14).

LES BON ET LES MÉCHANTS (It.) :
St-Germain-Buchette. 5 (633-42-72),
Colisée. 5 (238-24-08), Fran-
cette. 5 (770-30-89), Diderot.
(343-19-20), Fauvette. 13 (331-21-16),
Montparnasse-Palace. 14 (332-
55-40).

LA BONNE FORTUNE (A. v.o.) :
Quinette. 5 (633-35-40), Fran-
cette. 5 (723-71-11), V.I. : Gau-
mont-Théâtre. 5 (231-33-18).

LES DENTS DE LA MER (A. v.o.) :
U.G.C. Odeon. 5 (225-71-00), Balzac.
5 (350-32-70), Cinéma-Opéra. 5
(770-84-54), Nord-Cinéma. 10 (778-
11-51), U.G.C. Gobelins. 13 (331-
08-19), Miral. 14 (630-33-43), Clichy-
Palace. 18 (532-27-41), Max
Linder. 5 (770-84-54), Paris-
Opéra. 5 (232-55-40), Paris-
Montparnasse. 14 (738-24-14).

LES DENTS DE LA MER (A. v.o.) :
U.G.C. Odeon. 5 (225-71-00), Balzac.
5 (350-32-70), Cinéma-Opéra. 5
(770-84-54), Nord-Cinéma. 10 (778-
11-51), U.G.C. Gobelins. 13 (331-
08-19), Miral. 14 (630-33-43), Clichy-
Palace. 18 (532-27-41), Max
Linder. 5 (770-84-54), Paris-
Opéra. 5 (232-55-40), Paris-
Montparnasse. 14 (738-24-14).

LA MEILLEURE FAÇON DE
MARCHER, film français de
C. Miller. Dragon. 5 (544-14-27),
Hautefeuille. 5 (633-79-20),
St-Lazare-Pasquier. 5 (387-25-43),
Baummann. 5 (770-47-45),
Les Nations. 12 (343-04-57),
Bleuvenne-Montparnasse. 15
(828-42-27), Biarritz. 5 (723-89-23).

LA VILLE EST À NOUS, film
français de Serge Polonski.
Olympic - Eutrop. 14 (783-
87-45).

LES AVENTURES DU LUCKY
LADY, film américain de S.
Jones. V.O. : St-Michel. 5
(232-57-80), V.F. : Rex. 5 (230-
83-90), U.G.C. Gobelins. 13
(331-08-19), Miral. 14 (630-33-43),
Magic-Conven- 15 (828-42-27).

FOUS À DELIER, film italien de
M. Bolognini. V.O. : Quin-
ette. 5 (633-35-40), Studio
Lopes. 5 (232-55-40), Clichy-
Palace. 18 (532-27-41),
L'OLIVIER, film français col-
lectif. Le Marais. 5 (723-89-23).

Samedi 13 mars, à RADIO-FRANCE

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE

Radio France

autour de

IVO MALEC

10 h. : Grand Auditorium - Répétition publique
14 h. 30 : Auditorium 105 - Concert débat (entrée libre)
POUR UN PRINCIPE ORGANISATIONNEL DE LA MUSIQUE
20 h. 30 : Grand Auditorium - Concert

M. CHRON - MOUSSORGSKY - I. MALEC - BESUALDO - P. HENRY

Solistes - Chœurs de Radio-France.
Groupe de Recherches Musicales de l'I.N.A.
Direction : Ivo MALEC.

Prix des places : 15 F (Étudiants, J.M.F. : entrée libre)
Location Radio-France (234-33-61) et Agences de Spectacles

BIRKIN
DANS UN FILM DE
GAINSBURG

JACQUES-ERIC STRAUSS
présente
JANE BIRKIN
JOE DALLESSANDRO
un film écrit et réalisé par SERGE GAINSBURG

je t'aime moi non plus

avec HUGUES QUESTER / RENÉ KOLDEHOFF / GERARD DEPARDIEU

Musique SERGE GAINSBURG

Une production
PRESENTATION EN CO-PRODUCTION

Distribué par **Snuf**

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Interdit aux moins de 18 ans

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra. 19 h. 30 : Les Noces de Figue-
ro. Comédie-Française. 20 h. 30 : Maître
Fautilla et son valet Maitil (abt
Mabille).
Chaillet. Foyer. 20 h. 30 : Chant
pour la delta, la lune et le soleil.

Les salles municipales

Nouveau Carré. 20 h. 30 : Initiation
aux techniques du cinéma. 21 h. :
Lucrèce Borgia.
Théâtre de la Ville. 20 h. 30 : Opé-
ra. 21 h. : La pipelette du pipa plus.
Fait Casino. 21 h. : Mouches.

Les autres salles

Bouffes-Parisiens. 20 h. 45 : La
Grosse
Centre culturel du Marais. 21 h. 15 :
Cyclo de poésie, Michaux.
Comédie Caumartin. 21 h. 10 :
Bouting-Bouting.
Fontaine. 21 h. : Jacques Martin.
Gaité-Montparnasse. 20 h. 45 : Le
Roi des cœurs.
Le Lucernaire. 20 h. 30 : Le Siège
de Dieu.
Midi. 20 h. 30 : Pneu de vacance.
Michel. 21 h. 10 : Ducs sur canapé.
Nouveautés. 21 h. : Les Deux Vierges.
Renaissance. 20 h. 30 : Via Poilini.
Récamier. 20 h. 30 : Écritures
contemporaines.
Saint-Georges. 20 h. 30 : N'écrivez
pas, mesdames.
Théâtre Campana. Première. 20 h. :
Zouze. 22 h. 30 : Copi.
Théâtre des Deux-Portes. 20 h. 30 :
le Chant du fœtus.
Théâtre d'Edgar. 20 h. 30 : Jonas
et Valère.
Théâtre Tristan-Bernard. 20 h. 45 :
Crime parfait.

Théâtres de banlieue

Marty. Maison Jean-Vilar. 18 h. :
Jean-Pierre Derouet (persuasions).
Saint-Germain-en-Laye. Académie du
château. 21 h. : Sur le fil.
Vincennes. Théâtre Daniel-Sorano.
20 h. : Polk.

Les cafés-théâtres

Au Bee Inn. 19 h. 30 et 21 h. : le
Peintre et son modèle. 21 h. 45 :
N. Mosa. 22 h. : L'Amant.
Au Fata Morgana. 20 h. 45 :
Festivals de la chanson inconnue.
Blanc-Manteau. 20 h. 30 : Alain
Scott. 21 h. 30 : Michel Truffaut.
22 h. 30 : Pascal Auberson.

Lundi 8 mars
à 20 h. 30
Cinquante ans des
ÉCRITURES
CONTEMPORAINES
FRANCIS PONGE
avec
SUZANNE FLON
EMMANUELLE RIVA
JEAN-MARIE PATTÉ
THÉÂTRE REGAMIER
3, rue Récamier (7^e), 540-63-51

**THEATRE
DE LA VILLE**
20h30
dimanche 14h30
**BIEDERMANN
ET LES
INCENDIAIRES**
Max Frisch
avec
Maurice CHEVET - Raymond GEROME
JANDELIN - Dominique JAYR
Pierre TORNADE.
location : 2, place du Châtelet
par téléphone : 887.35.39

L'Association pour la Collaboration
des Écrivains et des Compositeurs
(A.C.E.C.) donnera son neuvième
concert-programme au musée
Galliera, 6, place d'Orléans, à Paris,
le mardi 9 mars, à 21 heures.
Au programme, des œuvres de
Gustav Mahler, Beethoven, Schubert
et Liszt, avec l'ensemble vocal
de l'A.C.E.C., sous la direction de
Boris Vinogradov, et le sextet
d'œuvres Jeanne Lurieu.

**ORCHESTRE
DE PARIS**
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE
Daniel BARENBOÏM
Luben YORDANOFF
Albert TETARD
BRAMES
double concerto
pour violon et violoncelle
ELGAR
Variations « Enigma »
PALAIS DES CONGRÈS
Jeudi 18 mars, 20 h. 30
THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 20 mars, 18 h.
Location : Th. des Ch.-Élysées
et Palais des Congrès

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pour l'intégrer rapidement à l'**ÉQUIPE DE DIRECTION** nous recherchons un **DIRECTEUR COMMERCIAL** esprit curieux, caractère agréable, 30 ans minimum, possédant une expérience de quelques années en tant que directeur commercial et administratif. Formation B.C. - E.S.E.C. indispensable. Français anglophone et allemand apprécié. Nous sommes une P.M.E. de 200 personnes, en pleine expansion, située entre SUD-SOUD-OISE et RHONE-ALPES. Nos produits s'adressent à une clientèle de grossistes français et étrangers. Ecr. manuscrit (+ photo) en précisant la rémunération souhaitée à notre conseil L. JUSTET, 18, rue des Croixes, 94000 AVIGNON.

Recherche **ACHETEUR MATIÈRES PREMIÈRES** pour **FABRICATION FILATURE CARDE** Connaissances indispensables : — confection textile en général et Carde en particulier ; — connaissance des Sources en Approvisionnement, Façon de filature et Façon de teindre ; — Responsabilité choix Matières et Fournisseurs, et Achat. Salaires et conditions au rapport à débiter, envoyer C.V. sous le n° 1369 à « Le Monde » Publi, 5, rue des Italiens. — 75007 PARIS (9).

GTB SYLVANIA développe son usine de fabrication de connecteurs situés en NORMANDIE Ses fabrications comprennent désormais des composants mécaniques de haute précision destinés aux industries électriques et électroniques. Pour superviser le démarrage de ces nouvelles activités, nous recherchons

Importante Société recherche **POUR SON USINE DE FRANCHE-COMTE MEDECIN DU TRAVAIL** Il complètera l'équipe d'un service autonome. Excellentes conditions de travail dans une entreprise moderne. Evolution de carrière possible. Envoyer C.V. et prétentions sous n° 4252 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

emploi international

ESPAGNE
Direction commerciale biens d'équipements
POSITION DE LEADER SUR LE MARCHÉ NATIONAL
Nous recherchons un manager de 30 ans min. ayant une formation technique de base (ingénieur) et prêt à prendre la totalité de la fonction commerciale. Reportant au directeur général le candidat retenu sera chargé de : — la gestion et l'organisation du réseau de vente national (agences dans les principales villes) ; — la préparation des budgets et la fixation des objectifs des unités de vente ; — l'ensemble de l'exportation. Il assistera le D.G. dans la recherche de nouveaux produits. Il jouera un rôle important dans la détermination de la stratégie à plus long terme de la Société. En plus de la nationalité espagnole la connaissance parfaite d'une langue étrangère (français ou anglais) est indispensable. La rémunération sera fonction du profil et de l'expérience. Poste RÉGION BARCELONE. Adresser C.V. et photo en français ou anglais à : réf. 235, à SWERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

ingénieur d'études
BSN-Gervais Danone recherche pour INGETEC, sa société d'ingénierie et d'études économiques, un ingénieur d'études qui assistera le chef de projets "Produits et Fluides". La nature des tâches qui lui seront confiées sera variée : projets, négociation de marchés, suivi des réalisations et mises en route, suivi budgétaire. Les travaux concerneront les procédés utilisés dans diverses industries : brasserie, eaux minérales, aliments pour enfants, pharmacie industrielle... Ce poste, à pourvoir à STRASBOURG, peut concerner un ingénieur diplômé Centrale, IN, AM, ENSAIS ou équivalent, et aura une durée de deux années d'expérience lui permettant d'acquiescer à un niveau général, diverses techniques : implantations, génie civil, chimie, mécanique, processus en chaîne, automatisés. Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence D 04, à Daniel HARTOUN, BSN-Gervais Danone 126-130 rue Jules Guesde 92302 LEVALLOIS

UN DIRECTEUR DE PROJETS
Le candidat retenu devra faire des voyages réguliers aux U.S.A. pour prendre connaissance des nouvelles technologies qui y sont développées, et les adapter à notre usine. Une formation supérieure en mécanique (Arts et Métiers ou équivalent) et la connaissance de la langue anglaise sont indispensables, de même qu'une expérience réelle des responsabilités de fabrication. Ce poste évolutif prévoit qu'au terme d'une année le candidat aura la responsabilité totale d'une usine à forte production ou prédominance l'utilisation des techniques les plus avancées d'outillage en découpe, emboutissage, moulage, etc. Une rémunération motivante (100.000 +) est offerte, de même que la possibilité de devenir le numéro 1 d'une organisation en rapide expansion. Envoyer C.V. et prétentions à Monsieur REULLON, G.T.E. SYLVANIA, B.P. 20 - 76710 MONTVILLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BESANCON recherche **ANALYSTE ORGANIQUE SPÉCIALISTE MITRA 15** pour participation à la mise en place d'un projet pilote de régulation de trafic. EXPÉRIENCES : — contrôle de processus en temps réel ; — architecture MITRA 15 ; — gestion des priorités. Envoyer C.V. et prétentions sous référence TX 1. ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT, 15, rue Auber - 75009 PARIS.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE VILLE UNIVERSITAIRE REGION OUEST recherche **INGÉNIEUR DE PRODUCTION** Rattaché au directeur des usines, ce collaborateur de formation M.E. ou I.N.S.A. ou équivalent aura la responsabilité de l'animation et de la gestion d'une unité de fabrication de 250 personnes (organisation de la production et méthodes de montage sur chaîne de gros ensembles, gestion des stocks, budgétisation des activités, etc.). Notre préférence ira à un homme d'usine, de personnalité affirmée, justifiant au minimum de 5 ans d'expérience industrielle en fabrication TOURNAGE et MÉCANIQUE petites et moyennes séries, rattaché à la gestion des ateliers et ayant le sens des contacts humains. Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 6755 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SIDÉRURGIQUE MÉTALLURGIQUE ET MÉCANIQUE recherche **INGÉNIEUR** de fabrication d'usinage, adjoint au chef de service usinage. — Age minimum : 35 ans ; — formation Arts et Métiers ou INSA ou INSEA ; — expérience 6 à 8 années d'usinage et méthodes ; — connaissances numériques souhaitées. Lieu de résidence : Midi de la France. Région agréée. Adresser C.V. avec photo identité récente à/réf. 3158 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN recherche pour l'une de ses principales activités **LE RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE** Il aura comme mission prioritaire la mise en place en 1976 d'un ordinateur IBM 370/115 suivie en 1977 d'un système 3790. Responsable d'une équipe d'exploitation et d'études, il devra gérer un budget informatique et les projets d'études détaillés avec les utilisateurs. Le candidat aura une expérience technique appropriée et la pratique d'animation d'une équipe. Le poste est situé à POITIERS. Une évolution dans cette fonction est envisageable dans le Groupe. Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant la référence 4.226 sur l'enveloppe à : **Q7 Organisation et publicité** 2, rue de Valenciennes, 75001 PARIS, qui transmettra

Un des premiers Constructeurs français de biens d'équipement (Mécanique) recherche **SON DÉLÉGUÉ EN IRAN** Il sera chargé de développer un courant d'affaires suffisant pour justifier à terme une implantation industrielle et ce en collaboration avec un partenaire local. Ce poste requiert l'expérience de la vente d'équipements lourds (sondeuses complexes), la connaissance des matériels usuels des industries de base (sidérurgie, pétrochimie, cimenterie, mines, etc.), la pratique de la langue anglaise et d'excellentes qualités d'initiative, d'adaptation et de contact humain (isolement dans une culture différente). Lieu de travail : TEHRAN. Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra

HEWLETT PACKARD GRENoble Division Informatique recrute **UN (E) JEUNE DIPLOMÉ (E) ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, FORMAT. ÉCONOMIQUE OU COMMERCIALE** Il (elle) sera chargé(e) dans un premier temps de la gestion du carnet de commandes et de la planification des fabrications « systèmes ». Anglaise courante indispensable. **POUR REMPLIR SON BUREAU D'ÉTUDES UN JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN** — Formation Arts et Métiers ou équivalent. — 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un cabinet d'architecture industrielle ou d'ingénierie. — Connaissance pièces plastiques appréciée. — Anglais indispensable. Pour ces postes, écrire avec C.V. détaillé à HEWLETT PACKARD, Service du Personnel 5, rue Raymond-Chanay, 38330 EYBENS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE fabricant de composants pour industries de l'ELECTROMÉNAGER usines en France, Italie, Allemagne recherche **directeur administration des ventes** organisateur capable assurer la coordination des ventes et de la fabrication pour une clientèle européenne. Anglais, Italien indispensables, allemand souhaité. Expérience dans la coordination des ventes de niveau international indispensable. Lieu de travail : ALPES MARITIMES. Envoyer C.V., réf. et prétentions à No 45728 CONTEXTE PUBLICITE 20 av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GECELLIOTT AUTOMAT. SA DIVIS. VANNES DE REGULATION recherche pour son usine de CERNAY (Haut-Rhin) **ASSISTANT A CHIEF DE PRODUITS** Expérience commerciale portant sur la vente et la négociation de biens d'équipement de régulation. Bonnes connaissances de la mécanique des fluides. Anglais indispensable. **AGENT TECHNICO-COMMERC.** Anglais courant indispensables. Connaissance des éléments de base du contrôle et de la régulation. Bonnes notions de la mécanique des fluides. Une expérience commerciale sera appréciée. Les candidatures seront à adresser avec C.V. manuscrit et photo au responsable de la fonction personnel B.P. 6 - 67070 CERNAY.

INFORMATIQUES SCIENTIFIQUES Gdes Ecoles ou Formation Universitaire, (Maths), 3 ans expérience minimum. Anglais, Français pour missions des pays européens : 1) ANALYSEUR PROGRAMMEUR SCIENTIFIQUE exécutif, temps réel et applications numériques sur mini-calculateurs. 2) PROGRAMMEUR SYSTEME expert, I.C.L. 4722 néces. 3) ANALYSE-PROGRAMMEUR MATHÉMATIEN expérience simulation - Analyse mathématique - Calcul numérique. Connaiss. FORTRAN - MACRO-assembly. — Pratique temps réel sur systèmes (I.B.M., I.C.L., C.I.L., SIEMENS) et / ou 5 mini-calculateurs. Tél. : 59-92-10. Pour prendre la responsabilité d'une mission d'études urbaines en Amérique latine, 3e d'ingénierie à vocal, internat. rech. **INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE** orienté vers les problèmes d'urbanisme et de réseau urbain, av. 5 à 10 a. d'exp. profess. L'ingénieur retenu, disponible rapidement, doit avoir le goût du travail en équipe, être capable d'assumer et si possible anglais. Les personnes intéressées, peuvent env. leur candid. (C.V., photo et salaire) à : réf. 322/102, à L.T.P., 31, boul. de France, nouvelle, 75002 Paris CEDEX 02.

Importante Société Industrielle de l'Ouest recherche **ATTACHÉ COMMERCIAL** pour développer les ventes de son département « Équipements Collectivités ». Minimum 25 ans. Dynamique et organisé. Disponible pour déplacements fréquents mais de courte durée. Nécessité habiter proximité LAVAL. Adr. C.V. manuscrit avec prétentions et photo à : AGENCE BAYAS, cp 1463, B.P. 705 - 33002 LAVAL CEDEX.

Groupe Industriel (1 MILLIARD C.A. - 1400 PERSONNES) recherche **ARCHITECTE D.P.L.G.** pour son département bâtiments industriels clés en main. Rattaché au chef de service études et devis, il aura pour mission de concevoir et proposer la part architecturale des projets (usines, entrepôts, bureaux, valeur moyenne 3 à 20 M€) et de conseiller les responsables de la réalisation au stade des études et du chantier. Ce poste conviendrait à un jeune candidat ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un cabinet d'architecture industrielle ou d'ingénierie. Lieu de travail : grande ville du Nord. Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

NOVOTEL ORLÉANS SUD recherche **COMPTABLE DIPLOMÉ** (Homme ou Femme) — Niveau min. DUT ou BTS. — Expérience 3 ans minimum. — Capable de suivre la comptabilité générale d'une entreprise faisant 9 millions de C.A. et les tâches administratives. — Age minimum : 26 ans. Ecrire avec C.V. manuscrit et photo récente, salaire souhaité au NOVOTEL ORLÉANS SUD 2, rue Honoré-de-Balzac 45100 ORLÉANS - LA SOURCE SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE 79000 - NIORT

SCOLE SAINT-MARTIN 93010 PONTAISE cherche **LECTEUR FRANÇAIS (Homme)** pour Sevenoaks School Kent (Grande-Bretagne). Préférence pour scolarité. Intéresserait Maître Auxiliaire sans poste. Sérieuse connaissance langue anglaise requise. Ecrire DIRECTEUR 58, Esplanade et Réalisation Travaux publics équipements lourds et bâtiments recherche pour ses filiales étrangères PERSONNELS ayant expér. chantiers, études, contrôle et coordnat. niv. modén. et collab. aptes à assurer ces dom. relat. et négoc. av. directeur local agence. Adress. fiche renv. av. réf. à SETIMEG, 157, av. Ch.-de-Gaulle, 92521 Neuilly et adresse connexion.

HUTCHINSON MAPA recherche d'INGÉNIEUR pour son Centre Administratif **AGENTS COMPTABLES SUPÉRIEURS** Envoyer C.V., photo et prétent. à HUTCHINSON MAPA, Centre administratif réf. 323, B.P. 126 91014 CHATELAINAULT CEDEX

G.S.I./C.E.G. Informatique, 25, rue Vincent-Chevalier, 28000 Chartres, tél. (37) 21-32-31, recherche pour son SERVICE EXPLOITATION sur ORDINATEUR I.B.M. 360-40 DOS **PUPITREURS** expérimentés. Importante entreprise T.P. recherche **INGÉNIEUR OU ASSIMILÉ** ayant expérience travaux souterrains pour direction chantier Ecr. HAVAS NANTES 4534 qui transmettra.

RÉDACTEUR CONTENTIEUX — Confirmé. — Bilingue germaniste. Adresser C.V. 7413 HAVAS B.P. 384 - 79009 NIORT. Direction départementale équipement de Loire-Atlantique recherche : agent contractuel haut niveau pour études transports urbains. Diplômé, requête doctorat sciences économiques, à défaut : DES + 6 à 10 années expérience professionnelle même domaine. S'adresser : exploitation 93, rue de la Basilique, 44000 Nantes, Tél. : 14-47-30-25.

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,35
L'AGENDA DU MONDE	25 00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société Européenne spécialisée dans la Distribution et l'Installation de biens d'équipement industriels recherche :

DIRECTEUR DEPARTEMENT GRANDES AFFAIRES

Pour lui confier la responsabilité de la vente et des négociations auprès des grandes administrations et de sociétés industrielles.

Le poste est réservé aux personnes ayant une expérience commerciale directe de la part du client (70 % des cas) et d'une compétence technique de haut niveau, correspondant à un diplôme universitaire ou équivalent justifiant d'une expérience active de l'industrie commerciale.

(Rég. M 5012/A)

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

qui, parallèlement à une réorganisation des méthodes et des moyens du Service Comptable et Financier (le personnel actuel), à des missions particulières de médiation (comptabilité et clients), sera le représentant de la Société auprès de la banque, des fournisseurs, des administrations (Fisc, Impôts, Trésorerie, etc.).

G.I.E. de Construction d'Habitations Individuelles recherche :

DIRECTEUR

Basé à Paris avec une petite équipe de collaborateurs sur le plan commercial, le responsable assurera l'administration, la coordination, le suivi et la réalisation de la gestion financière, administrative, humaine et technique de la G.I.E. et de ses sociétés sœurs.

Le poste est basé à la HEC, Sup de Co, ESSEC, ou dans une autre école de gestion et intéressé par une polyvalence d'attribution.

Pour informations sur nos postes de directeur, détail et présentations de précisions la référence à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. V.-Hugo - 75116 Paris

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE Banlieue Nord-Ouest de Paris, recherche :

ADJOINT au Chef du Service entretien
CE POSTE EST DESTINÉ À UN DÉBUTANT, dépourvu obligations militaires
B.T.S. ou D.U.T.

électronique, électrotechnique, génie civil, travaux publics

Il sera chargé dans un premier temps d'assister administrativement le Chef de Service pour prendre progressivement des responsabilités d'entretien de bâtiment et d'hygiène-sécurité.

Écrire sous n° 45.312, à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

HONEYWELL S.A.

recherche pour son Département AUTOMATION - REGULATION - BATIMENTS

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour VENTE de MATÉRIELS et de SERVICES.

• Expérience commerciale dans ces activités souhaitée.

• Véhicule fourni - Déplacements.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence ARB/SAV, Direction du Personnel Société HONEYWELL, 4, avenue Ampère, 75380 BOIS D'ARCY.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

cherche à pourvoir le poste de

CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion, il animera une équipe d'une dizaine de personnes.

Le candidat retenu :

— devra justifier d'une expérience réussie dans un poste similaire.

— aura une bonne connaissance des procédures comptables appliquées.

— possèdera la capacité et les qualités nécessaires au développement harmonieux des relations humaines dans son équipe.

Le poste est à pourvoir rapidement et le lieu de travail est St. Ouen 93.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé et vos prétentions sous référence 40120 M à :

PRO / JETS
122 rue La Boétie 75008 Paris.

Importante Société matières plastiques

ingénieur commercial export

Pour développer auprès de la clientèle étrangère (monde entier) les utilisations et les ventes de résines thermo-plastiques techniques.

Le candidat doit avoir une formation supérieure, une expérience de 3 ans, d'exportation de matières premières consommables et une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand.

Une formation complémentaire technique sera assurée par la Société.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 5103 N.

egor S. n. Meyerboer 75008 Paris

LYONS FRANCE

Filiale du Groupe International

Jeune cadre Service administratif et financier

Vous venez renforcer notre équipe administrative et financière, vous serez dans l'immédiat la responsable du service de facturation clients qui débouche sur la gestion des stocks. Vous participerez à l'établissement des budgets avec la Direction. Notre groupe offre des possibilités d'évolution, son caractère international nécessite la connaissance de l'anglais. Vous avez une formation supérieure de comptabilité ou de gestion, une expérience même brève est souhaitable, une connaissance des problèmes informatiques vous donnera un atout supplémentaire. Réponse et discrétion assurées à vos lettres manuscrites + photo + prétentions sous réf. A/4935 à Mme Berné.

bernard jühiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

digital

Ingénieurs et Techniciens ayant au moins

QUATRE ANNÉES D'EXPERIENCE

EN INFORMATIQUE (matériel)

si vous êtes REELLEMENT

ATTIRES PAR L'ENSEIGNEMENT

A PLEIN TEMPS

vous intéressez le

Service Education de DIGITAL

qui recherche des

ANIMATEURS de FORMATION TECHNIQUE

pour :

• COURS STANDARD

— initiation à l'informatique,

— langages assembleur, moniteur,

— structures et interfaces des

matériels DIGITAL,

— maintenance des équipements,

• COURS SPECIAUX, chez nos clients

• SEMINAIRES et CONFERENCES

Si vous avez une très bonne

connaissance de l'anglais adressez

vos candidatures s/réf. AF1 à :

Jean-Pierre CUBIZOLLE

DIGITAL EQUIPMENT - FRANCE

18, rue des Saenniens - Clichy L. 225

94533 RUNGIS - Tél. 657.23.33

qui vous garantira

la plus entière discrétion.

digital

SCREB INFORMATIQUE

PARIS (12^e)

recherche

pour nouvel équipement C.I.B.E. 64/60.

UN CHEF DE SALLE ORDINATEUR

BAC ou B.T.S. Informatique. Expérience multi-programmation. Formation sur matériel assuré. Avantages sociaux importants.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :

SCREB INFORMATIQUE S.A.
Boite Postale 26 - 75352 PARIS CEDEX 12.

ESSAIS ET DEMARRAGE DE CENTRALES DE PUISSANCE

Ingénieur, vous avez une expérience de quelques années (5 ans au moins) dans la mise en service et/ou l'exploitation de centrales industrielles.

Société d'ingénierie et de constructions nucléaires, nous vous proposons de participer au sein d'une équipe d'ingénieurs aux essais et démarrages de centrales nucléaires de puissance.

Votre lieu de travail sera au siège de notre Société, pour la préparation, la suivi et le dépouillement des opérations.

Une spécialisation dans le domaine nucléaire vous serait un atout dans ce poste (Génie Atomique - PRAÏEN.).

Écrire No 45.184 - Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

les PTT recrutent

par concours

POUR PARIS ET LA PROVINCE

45 VERIFICATEURS TRAVAUX DE BATIMENT

2 spécialités : Bâtiments et Installations

FONCTIONS

Préparation des programmes de construction et des dossiers de marchés.

Contrôle de chantiers - Réception des travaux

Les candidats et candidates doivent être âgés de 21 à 35 ans (reculs possibles), posséder un DUT ou un B.T.S. être diplômés d'une école spécialisée ou justifier de 4 ans de pratique professionnelle.

Sous certaines conditions, les étudiants ne possédant pas encore l'un des diplômes requis peuvent être admis à concourir.

CANDIDATURES REÇUES

JUSQU' AU 18 MARS 1976.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

en Province, dans les directions des Postes de votre département de résidence

à Paris, à la Direction des Postes

140, Boulevard du Montparnasse

75015 PARIS CEDEX 14

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche pour la région Parisienne

INGÉNIEUR ou SPÉCIALISTE Télécommunications

pour participer au sein d'un groupe à la gestion des installations téléphoniques du réseau privé et apporter le support aux utilisateurs.

Le poste requiert une excellente expérience en TELEPHONE PRIVÉ.

Adr. lettre manusc. C.V. et prét. sous n° 45.374 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ ETUDES ET REALISATION EN OFFSHORE PETROLIER recherche

ingénieurs d'affaires BILINGUES ANGLAIS

1) UN INGENIEUR CONFIRME expérience direction projets de l'ordre de 100 MF intégrant études, approvisionnements, construction, installation, ensembles importants de structures soudées et équipements divers.

2) UN INGENIEUR ayant quelques années d'expérience études ou chantier dans industries pétrolières ou connexes.

Lieu de travail : PARIS.

DEPLACEMENTS FRANCE ET ETRANGER.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec photo et prétentions s/réf. 40121 M à :
PRO / JETS
122 rue La Boétie 75008 Paris.

BERESFORD, ANGELL & Cie

Une société multinationale, dont le chiffre d'affaires en France atteint 400 millions de francs, comportant 17.000 employés, fabriquant de l'équipement et des pièces pour l'industrie automobile, cherche pour son siège à CLICHY (92)

INGENIEUR D'ORGANISATION FF 120 000

(réf. 76101)

Un nouveau département vient d'être créé pour l'étude de systèmes et de procédures administratives.

L'ingénieur d'organisation, sous l'autorité du directeur du département, sera responsable de l'amélioration des systèmes de gestion dans l'ensemble du groupe. Il s'occupera en particulier du développement de l'utilisation de l'ordinateur.

De formation grande école, âgé de 30 ans minimum, il aura de préférence au moins 4 ans d'expérience dans un cabinet d'organisation ou dans un département comparable de systèmes et méthodes.

RESPONSABLE METHODES COMPTABLES FF 110 000

(réf. 76102)

Sous l'autorité du contrôleur de gestion du groupe, le responsable méthodes comptables s'occupera de l'étude et de l'application des systèmes de comptabilité française et étrangère, de l'amélioration et de la standardisation du reporting dans les divisions et du développement des systèmes informatiques.

Agé de 30 ans minimum, D.E.C.S. ou équivalent, il aura tenu un poste de responsabilité au sein d'une grande société utilisant les systèmes de comptabilité les plus évolués.

Une connaissance de l'anglais est souhaitée pour les deux postes.

De très bonnes perspectives d'avenir sont offertes à des candidats de valeur.

Adresser C.V. sous références correspondantes à BERESFORD ANGELL ET CIE 16, rue Lafontaine - 75003 PARIS.

Recrutement financier

organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/CLUTRANSMETRA

OFFRES D'EMPLOI	La Région	La Région T.C.
Offres d'emploi/Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Région	La Région T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
ET DE RÉALISATIONS DE
GRANDS ENSEMBLES
INDUSTRIELS

recherche

INGÉNIEUR MECANICIEN- METALLURGISTE

En tant qu'«Expert Qualité»,
il sera associé aux études, à la fabri-
cation et à la mise au point de
prototypes de manutention et
d'examen non destructifs à distance.

Cette fonction s'adresse à un
ingénieur de 30 ans minimum,
diplômé (CENTRALE - MINES -
ARTS et MÉTIERS) et ayant une
expérience de L'ÉTUDE et de
la RÉALISATION de PROTO-
TYPES mettant en œuvre des
ensembles mécano-soudés.

Écrire à M. LACHENE - 8, square
de la Dordogne - 75017 PARIS.



HYPERMARCHÉS AUCHAN

17 Hypermarchés - 3,5 milliards C.A. en 1975
40 % de progression par an depuis 10 ans

recherchent pour l'expansion (4 nouvelles unités en 1977)

3 RESPONSABLES COMMERCIAUX ESSEC - EDHEC - ESC - SCIENCES ÉCO débutant ou quelques années d'expérience

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'apprendre un métier qui vous passionnera,
- de ne pas attendre 5 ans pour prendre d'importantes responsabilités.

VOUS DEVEZ AVOIR :

- le sens du concret et des réalisations et être capable de faire des efforts physiques,
- le goût des contacts humains et être meneur d'hommes,
- une curiosité, un sens critique et une imagination qui feront de vous un responsable autonome.

Vous serez entièrement responsable d'une partie de l'hypermarché (gestion du personnel, détermination de vos politiques commerciales).

Vous serez jugé sur la réalisation de vos objectifs.

Si notre proposition vous intéresse nous vous attendons et serons heureux de vous recevoir.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et ambitions CD 110 Buchelay :

DANIEL WAILLIEZ Directeur

Hypermarché AUCHAN - 78200 MANTES-LA-JOLIE



GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour son service

MÉTHODES DE FABRICATION

2 INGÉNIEURS (C2 ou C3)

(niveau BTS minimum)

Ayant au moins 2 ans d'expérience en
assemblage grande série de petit appa-
reillage voiture - outillage - équipement
machines spéciales.

Très bonne connaissance technique de
soudage exigée.

PRÉPARATEUR

3e ÉCHELON - COEFFICIENT 290

Possédant expérience industrielle en fabri-
cation de pièces mécaniques en grande
série.

Pour ces postes l'anglais est souhaité.

Nombreux avantages sociaux. Cafétéria.

Écrire avec C.V. et prétentions Service
du Personnel - 5, Boulevard Gallieni -
92231 GENNEVILLIERS

IMPORTANTE ADMINISTRATION TECHNIQUE

recherche

INGÉNIEUR AVEC FORMATION ÉCONOMIQUE COMPLÉMENTAIRE

Cadre Economiste

(Grande école commerciale, DES-IAE ou
équivalent) pour participer à des travaux
de planification et de prévisions à moyen et
long termes.

Le candidat débutant, ou ayant une première
expérience dans les domaines précédents,
doit posséder de bonnes connaissances com-
ptables et informatiques (Fortran COBOL).

Lieu de travail : PARIS

Adresser C.V. détaillé manuscrit, photo et
prétentions sous réf. 6051 à L. T. P.

31 Bd. Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui tr.



Numéro 1
du classement en France

recherche

1 SUPERVENDEUR

Professionnel de la vente pour diffuser
une gamme de matériels exceptionnels et
de haut standing sur la
RÉGION PARISIENNE

Votre ambition et votre forte personnalité
nous amènent à vous offrir
**UNE RÉMUNÉRATION
SUBSTANTIELLE
ET SANS PLAFOND**

en aucun cas le salaire mensuel ne sera
inférieur à 6.000 francs.

Voiture indispensable.

Écrire avec curriculum vitae et photo à
ONC S.A., Monsieur Marc SEROR,
11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTÈRE CULTUREL

recherche un

projectionniste

pour assurer des projections audio-vi-
suelles et cinématographiques tous
types de projections: 16mm - 35mm -
Super 8 et diapos, et s'occuper de l'en-
tretien du matériel.

Bonne expérience souhaitée. Déplace-
ments sur région parisienne essentiel-
lement Horaires particuliers possibles,
éventuellement soirées et dimanches.
Ne pas se présenter, envoyer lettre de
candidature en précisant sur l'enveloppe
la référence 4710 P à

Organisation et publicité
2, rue de Valenciennes 75001 PARIS



recrute
pour son Centre de Recherche
de ROMAINVILLE

UN

ANALYSTE PROGRAMMEUR

spécialisé en Informatique scientifique

Il sera responsable de la réalisation de PROGRAM-
MES DE CALCULS dans une équipe de recherche
en CRIMÉ STRUCTURELLE THÉORIQUE.

CE POSTE EXIGE :

- des bases MATHÉMATIQUES solides (mathé-
matiques supérieures) ;
- une grande pratique du FORTRAN ;
- la connaissance d'un LANGAGE MACHINE ;
- la connaissance de l'Anglais.

40 heures 5 x 8. Avantages sociaux.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au
Service du Personnel

102, route de Noisy - 93290 ROMAINVILLE.

banque

Importante Banque Privée recherche

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT DES CRÉDITS

Le candidat, de formation supérieure, devra avoir
acquis au sein d'un département similaire ou dans
un service inspection d'un grand établissement à
un niveau de responsabilité, une solide expérience
des engagements de banque, la connaissance par-
faite des crédits et une excellente maîtrise de
l'application au risque, de nature à lui permettre
de défendre avec autorité les dossiers dont il aura
la charge.

Nous lui demandons un sens critique développé et
des qualités d'analyse pour encadrer une jeune
équipe d'analystes de crédits.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous
référence NDC/1 à I.C.A., qui transmettra.

I.C.A. - International Classified Advertising
2, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société Banquière Ouest

recherche

pour la vente de biens d'équipement

ingénieur responsable

marché nucléaire

Il sera chargé :

- de la réalisation du budget et de l'accomplis-
sement des actions commerciales et répondra
à toutes relations et assurera la gestion de son
secteur, la réalisation et la rentabilité des
affaires négociées, de la pénétration de la
Société dans ce marché.

Il aura :

- une formation d'ingénieur scientifique,
orientée vers la thermodynamique et la mé-
canique des fluides, ou adaptable à des
technologies diverses et une pratique de l'an-
glais courant et la connaissance du milieu
nucléaire.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo
+ prétentions sous référence 147

SEXTANT/DPA
182, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY

SOCIÉTÉ FABRICATION BIENS D'ÉQUIPEMENT

C.A. : 60 M. - Filiale d'un Groupe multinational
recherche le

CHEF DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

38 ans min. - Effectif : 7 personnes - 1834 3/12.

Le responsable doit posséder une formation gé-
nérale de bon niveau, plusieurs années d'expérience
des problèmes de gestion industrielle, une sérieuse
pratique de l'informatique.

Il doit être capable de concevoir le système et de
réaliser l'analyse jusqu'à la programmation.

Un important programme de développement en-
gagé par la Société nécessitera la révision et l'évo-
lution des méthodes dans des secteurs variés de
la gestion et de la production.

Il s'agit donc d'un poste de responsabilité, enri-
chissant et formateur.

Assistance éventuelle de consultants extérieurs.

Adr. C.V. et prétentions sous la référence 2193 à :

CORT
65, avenue Kléber,
PARIS (16e).
Discrétion assurée.

Dans le cadre de son développement
LE GROUPE DU CREDIT COOPÉRATIF
renforce son Service Inspection Générale
et recrute

inspecteurs de banque

- chargés de contrôler les services, agences
et filiales ;
- Solide formation bancaire et, si possible,
expérience de la fonction ;
- Déplacements fréquents en province pour
des missions de durée variable.

La rémunération tiendra compte de l'expérience
acquise.

Réelles possibilités de promotion au sein d'un
groupe en expansion.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et
prétentions sous référence 10.233

plein emploi 10, rue du mal Paris 2

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recrute pour son secteur

PROMOTION PUBLICITÉ

JEUNE CADRE

diplômé d'une Grande École Commerciale
(HEC, ESSEC, SUP, de CO, Paris)
et ayant acquis si possible une expérience de
2 à 3 ans dans un cabinet spécialisé.

La conception et la réalisation des actions promo-
tionnelles demandent imagination, sens de l'analyse
et bonne autonomie.

Env. C.V. détaillé, photo et prêt. sous n° 48.309,
CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Groupe industriel international français

recherche

pour son ETAT-MAJOR A PARIS

CADRE FINANCES INTERNATIONALES

POSTE A CREER

- Anglais courant.
- Espagnol ou allemand apprécié.

De formation supérieure et doté d'une grande
expérience financière et, si possible, fiscale, à
l'échelle internationale, il sera responsable, dans
le cadre de la Direction financière du groupe,
de l'organisation et de la gestion comptable et
financière des filiales étrangères, en liaison avec
les services du Siège.

Les cand. sont à adr. sa réf. 187, à Créat. Dauphine,
41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

Grande Société d'Édition pour les jeunes

spécialisée dans la bande dessinée et l'aventure
cherche un

DIRECTEUR ARTISTIQUE

de très haut niveau

- ayant d'excellentes connaissances des techniques
de fabrication presse et édition ;
- ayant ou ayant beaucoup les enfants ;
- possédant une large culture populaire (bande
dessinée en particulier) ;
- ayant déjà exercé des responsabilités impor-
tantes de créateur dans la presse magazine ou
en agence ;
- prêt à participer à l'élaboration collective de la
politique des produits dans le cadre d'une struc-
ture marketing.

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo,
prétentions sous n° 272.518 M à : REGIE-PRESSE,
65 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Importante Société d'électronique

proche Pont de Saint-Cloud
recherche :

AGENTS TECHNIQUES

ÉLECTRONICIENS

B.T.S. ou D.U.T.

Débutants ou ayant quelques années d'expérience,
pour ETUDES Automatiques et traitement du
signal sur matériels de technique avancée.

Adr. C.V. et prêt. sous le n° 45.857, à CONTEXTE
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recherche

POUR SON SERVICE FISCAL

UN JEUNE SPECIALISTE

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

particulièrement expérimenté en matière

d'IMPOTS DIRECTS et de COMPTABILITÉ

Lieu de travail : Paris (16^e)

Envoyer C.V., photo et prêt. sous le n° 1.082 à :
L.T.F., 31, Bd Bonne-Nouvelle. - 75002 PARIS

سكائن الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société Multinationale
Leader dans sa profession

CHEF DE PERSONNEL

pour son usine métallurgique à Bezons (95).
Effectif : 700 personnes.
Formation supérieure, 12 ans minimum. Expérience au moins 5 ans dans la fonction, exercée dans une unité opérationnelle métallurgique.

IL DEVRA :

- appliquer et animer la politique de personnel et sociale de l'entreprise ;
- assurer la gestion et l'animation du personnel de l'usine (recrutement, sélection, mutation, promotion) ;
- contribuer à l'intégration de chacun dans l'établissement ;
- diffuser l'information à tous les niveaux ;
- établir et maintenir les relations avec les représentants du personnel et les organismes extérieurs ;
- veiller aux conditions de travail.

LE POSTE EXIGE :
Dynamisme, efficacité, objectivité, diplomatie. Le candidat devra être hiérarchiquement au-dessus de l'usine. Il travaillera en liaison fonctionnelle avec la Direction des Relations Humaines du Siège.

La promotion ultérieure n'est pas limitée à cette position (notamment si connaissance de l'anglais).

LA REMUNERATION TIENDRA COMPTE DE L'EXPERIENCE ET DE LA VALEUR PERSONNELLE.

STAGE D'INTÉGRATION PRÉALABLE.

Adresser candidature manuscrite avec C.V., diplôme, rémunération envisagée sous réf. 649/05 à AMP, 48, r. Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, q. 12.

LA VENTE

VOUS CONNAISSEZ ?

NOUS VOULONS DIRE LA VRAIE...
PAS CELLE QUI CONSISTE À
ATTENDRE UN PROSPECT
OU À SUIVRE UNE CLIENTÈLE.
POUR NOUS LA VENTE C'EST
PLUS DIFFICILE...
C'EST AUTRE CHOSE.
C'EST LA PRATIQUE DU TERRAIN.
C'EST L'IMAGINATION
DANS LA PROSPECTION. C'EST
LA DÉTERMINATION DANS LA NÉGOCIATION.

SI VOUS ENVISAGEZ LA VENTE
COMME NOUS EN LIANT
REMUNÉRATION ET RÉUSSITE,
RÉSULTATS ET PROMOTION, PSYCHOLOGIE
ET MANAGEMENT, DYNAMISME ET CARRIÈRE,
SI VOUS AVEZ 23 ANS AU MOINS
UNE BONNE FORMATION (SUP DE CO-
ESSEC-HEC-SCIENCES PO OU UN
SOLIDE BACCALAURÉAT) UNE
EXPERIENCE DU PAS, SI VOUS ÊTES
DISPONIBLE À PARTIR DU 22/3

NOUS POURRONS VOUS EN PARLER ENSEMBLE.
NOUS SOMMES LES MEILLEURS PLACES DU MARCHE POUR LE FAIRE

ÉCRIVEZ-NOUS PAR INTERMÉDIAIRE DE CE PUBLI-LITE 1100
13 RUE MARIVET 75002 PARIS

PHILIPS

Chargé d'études de marché

Notre département analyse et étudie économiquement la recherche en jeune cadre débutant ou avec début d'expérience, diplômé Grande Ecole Commerciale, Sciences Eco., pour lui confier la responsabilité d'études de marketing de produits grand public.

- Formation assurée.
- Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 348 à :

PHILIPS Dpt. Personnel
30, av. Montaigne
75008 PARIS.

Direction du Personnel
d'un Important Organisme
du Secteur de la Construction

chargé de recrutement

MISSION :

- Application, dans le cadre du budget, de la politique de recrutement ;
- Mise en œuvre des procédures administratives du recrutement ;
- Etude des candidatures en fonction des postes à pourvoir et de la personnalité de la Société.

PROFIL :

- Homme ou femme, trente ans minimum, connaissant bien les méthodes du recrutement ;
- Bonne formation ou expérience de l'entretien (psychologues cliniciens s'abstenir) ;
- Le salaire sera fonction de l'expérience et du profil.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à Contesse Publicité 50, av. Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra sous référence No 45.452.

ICL

pour renforcer ses équipes de support technique des ordinateurs de haut de gamme de sa

NOUVELLE SERIE 2900
recrute des

spécialistes système

de formation supérieure, ayant une expérience confirmée d'au moins 3 ans sur de gros systèmes de :

- gestion des données ;
- réseaux ;
- systèmes d'exploitation ;
- langages évolués.

Si vous êtes séduit par la perspective de participer au lancement des derniers matériels annoncés sur le marché, adressez C.V., photo et prétentions à P. GUERIN-ICL FRANCE 16, cours Albert 1er - 75008 PARIS.

PARIS
Importante société de fabrication et vente de matériel T.F. recherche DEUX

ATTACHÉS EXPORT

pour assurer et développer un réseau d'agents et de représentants à l'étranger avec congés de compensation et rémunération intéressante.

Ces postes peuvent déboucher sur des responsabilités hiérarchiques au sein d'un groupe important en forte expansion.

Il conviendrait à des jeunes H.S.C. ou Ingénieurs ayant quelques années d'expérience d'export de biens d'équipement.

Allemand + si possible russe pour l'un, Anglais + si possible arabe pour l'autre.

Envoyer C.V. + photo + prétent. à :

COMPÉTENCES
22, rue Vauvenot - 75007 PARIS.
Référence 222.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE (PARIS)

SPECIALISÉE
DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER

recherche

CADRE COMPTABLE DE BANQUE
NIVEAU CLASSE V

POUR ÊTRE L'ADJOINT DIRECT DU CHEF COMPTABLE

Le candidat devra justifier notamment :

- d'une bonne expérience dans un établissement de crédit immobilier ;
- d'excellentes connaissances dans la préparation des situations G.O.B. et du bilan, dans la gestion comptable des crédits aux acquéreurs.

Il devra en outre posséder des aptitudes certaines au commandement.

Adresser candidature vitée + photo à ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75008 PARIS (sous réf. L. 54), qui transmettra.

ENTREPRISE GÉNIE CIVIL DE PREMIER RANG
Siège Social proche banlieue Sud

UN INGÉNIEUR
Pour études et le cas échéant direction travaux

Indispensable : expérience confirmée notamment AERODROMES

UN INGÉNIEUR A.M.
pour service matériel

Indispensable : expérience de quelques années

UN INGÉNIEUR A.M. DÉBUTANT

UN AGENT TECHNIQUE CONFIRMÉ
pour service matériel

DEUX CHEFS MÉCANICIENS CONFIRMÉS
pour chantiers

Env. avec C.V. manuscrit et photo sous n° 45.452. A. CONTESSÉ Publ., 20, av. l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Spécialisé en Cardiologie - Angiologie - Neurologie - Rhéumatologie - Chimie

dans le cadre du développement de ses activités

DÉLÉGUÉS (EES) MÉDICAUX

Age minimum 25 ans

Les postes proposés comportent l'obligation de résider dans les secteurs indiqués. Il s'agit de :

PARIS ET RÉGION PARISIENNE
AINSE - OISE ET SOMME

Outre l'exigence du baccalauréat complet, la sélection s'orientera, de préférence, vers des candidats ayant :

- connaissance d'anatomie, physiologie ou autres sciences fondamentales du premier cycle des études médicales, ou pharmacologie, ou biologie ou autres ;
- culture générale ;
- présentation et élocution agréables ;
- art de convaincre ;
- dynamisme et puissance de travail.

La situation offerte comporte :

- 1) Salaire stable suivant programme de travail accompli ;
- 2) Frais de déplacement (voiture personnelle) ;
- 3) Prime annuelle d'objectif, pour une campagne complète ;
- 4) Avantages sociaux - retraite complémentaire - régime de prévoyance, etc.

Sélection des candidats avant le stage (rémunéré) qui sera compris dans la période d'essai légale.

Adr. C.V. et photo à n° 272.646 M. BÉGIN-FRÉSSÉ 83 rue, rue Beaumour, Paris (20).

BANQUE DYNAMIQUE !

tous les cadres bancaires sérieux de développement rapide (qualité et compétence) ayant une formation et une expérience professionnelles solides de quatre à dix ans avec performance (études et développement) à cette banque et le sont admissibles, mobiles et convertibles internationalement. Les informations seront données par cabinet qui garantira réponse à tous les envois et candidatures valides.

Écrire à GRAPHIPRESS - Réf. 210
5, rue du Fg St-Honoré - 75008 PARIS.

TECHNICON
Leader mondial de l'automatisation des analyses de laboratoire

recherche

UN MÉDECIN

pour renforcer son équipe marketing en France. Il est demandé :

- de sérieuses connaissances en biologie confirmées par une expérience en laboratoire (internat de préférence) ;
- un goût et un sens des contacts humains et du travail en équipe ;
- des dons réels de séduction, et d'imagination.

Il est offert :

- une ambiance de travail jeune et dynamique au sein d'un groupe de confiance ;
- une rémunération en rapport avec la valeur du candidat et de ses résultats ;
- des possibilités d'avancer à la mesure d'une société multinationale en constante expansion.

Env. C.V. photo et cand. à l'adr. du Marketing, TECHNICON S.A., B.P. 10 - 92120 BOULOGNE.

jeunes ingénieurs travaux

La Société occupe une place de premier plan en Bâtiment et Travaux Publics. Son développement se poursuit tant en France qu'à l'étranger.

La mission confiée permet de prendre contact avec l'ensemble des aspects de la conduite de travaux (G.O., Pilotage, Gestion) pour devenir rapidement responsable de chantiers.

Les candidats sont de jeunes ingénieurs en Génie Civil (G.C., ENPC, Centrale, AM...), débutants ou ayant une première expérience, attirés par un poste opérationnel.

Lieu de travail : Paris, puis éventuellement Province ou Etranger.

Pour un premier contact, envoyer CV et photo sous référence 4689 à :

QIP organisation et publicité
21, rue de Valenciennes 75001 PARIS/CLIVANETRA

GRUPE BANCAIRE Paris 8ème

recherche, dans le cadre de son développement,

gradés et cadres de banque

pour compléter son Service Organisation.

Les candidats auront une expérience confirmée des techniques bancaires, le sens du contact et un esprit d'équipe.

Ils auront pour mission de participer à la mise en place des établissements bancaires du Groupe à PARIS et en PROVINCE.

Env. avec C.V., photo et prétentions sous référence 10.224

plein emploi 10, rue du mou Paris 8e.

directeur des ventes

55.000 +

Fille d'un important Groupe français, nous sommes spécialisés dans la distribution d'équipement corporel (vêtements, chaussures, etc.). Nous recherchons notre futur

Vous possédez une réelle maîtrise de la négociation commerciale dans le domaine industriel, la connaissance des marchés - pharmacie, parfums, cosmétiques - profitant d'une expérience particulièrement appréciée.

Vous aurez la responsabilité de la promotion de produits auprès de clients importants, ce qui nécessite une connaissance large des problèmes, l'habileté et l'aspect technique. En fonction de votre expérience, ce poste peut évoluer rapidement vers la Direction des Ventes, l'animation du réseau de représentants et le développement de la distribution sur le plan national.

Il s'agit d'un poste évolutif nécessitant un réel potentiel. La Société offre des perspectives de développement de carrière. Réponse et documentation sur la lettre n° 10.224. C.V. et photo + réf. adressés à réf. 9/6902/2 à Mme Segret.

bernard juliet psycom
22, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
recherche pour son service

AUDIO-VISUEL

responsable labo photo professionnel

Couleur, noir et blanc, formats jusqu'à 40x60, diapos, papier couleur, microfilms, microfiches. Méthodes professionnelles classiques, contrôle qualité, approvisionnements.

Supervision de 4 équipes - sur mesure (travaux, etc.).

Ne pas se présenter, envoyer CV + références techniques prouvant votre compétence à l'adresse : la référence 4537 R.L.P. à

QIP organisation et publicité
21, rue de Valenciennes 75001 PARIS/CLIVANETRA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
recherche pour l'un de ses Centres Implanté proche banlieue Nord-Ouest de PARIS

DES INGÉNIEURS

diplômés des grandes écoles à vocation électronique (ENST - ENS)

Pour les activités suivantes :

- 1) Etude de systèmes de télécommunications (en particulier : commutation téléphonique) conduisant à la définition puis à l'étude :
 - d'équipements modernes de traitement numérique du signal ;
 - d'automatismes de gestion (utilisation de technologies avancées : microprocesseurs).
- 2) Responsabilité de projets et réalisation dans des ensembles d'émission et réception.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 45.700 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Important Constructeur Américain
recherche pour son département (forages, roches et sol)

INGÉNIEUR DE VENTE

- de haut niveau; Diplôme d'Ingénieur; Expérience de la vente de machines pour carrières et mines;
- connaissance parfaite du français, très bonnes notions d'Anglais.

Nous offrons:

- Position de cadre, territoire de vente, mise au courant, voiture de société, appointements à débiter.

Ecrire sous le n° 272410 M & à: REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e), qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRICOLE
METALLURGIQUE ET MÉCANIQUE recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour prospection et vente à l'échelon international.

- parfaite connaissance de la langue anglaise exigée;
- formation ou expérience commerciale nécessaire;
- résidence Paris.

Nombreux déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. sous réf. 3.139 à P. LUCHEAU S.A., 10 rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

offres d'emploi

SI COMI promoteur d'une importante zone industrielle cherche pour bureau Paris

CADRE

ayant exp. de la construction pour assurer le suivi de programme de construction du point de vue technique et financier. Ecr. n° 3.139 à P. LUCHEAU S.A., 10 rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

offres d'emploi

ENTREPRISE MOYENNE
BÂTIMENT ONLY RECH. COMPTABLE CONT. CAPABLE ASSUR. REL. BANCAIRES ET ASSURANCES, FOURNIR C.V. complet, précis, détaillé, n° 7 0627 Régie-Presse, 65 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'AUTOMATISME

LE PLEISSI-PATY 7720 BRETIGNY-SUR-ORGE recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES II et III A

Diplôme A.M., E.S.E. Centrale des études et de la recherche pour assurer section d'affaires et assurer essais d'innovation.

Adr. C.V. man. et présentations à la Direction du Personnel

offres d'emploi

MAGAZINE ECONOMIQUE recherche 2 CHEFS DE PUBLICITE (autonomes et responsables) DE HAUT NIVEAU

Les expérimentés. Remunération élevée justifiée. Larges perspectives d'avenir dans un groupe dynamique en pleine expansion.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à n° 8.375, « Le Monde », Pub. S.r.l., des Laitiers, 75477 Paris-9.

Recherchons Ingénieur électro-mécanicien pour service de rech. instrumentales reg. par. 10. : 02-24.00, heures bureau.

RECHERCHONS personne compétente susceptible réaliser étude statistique sur la limite du croisement de critères. Ecrire REGIE PROMOTION 57, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, av. titres, réf., expér.

offres d'emploi

LABORATOIRE de RECHERCHE des PLASTIQUES recherche

PHYSICO-CHIMISTE GRANDE ÉCOLE

Ecr. av. C.V. n° 1.8486 M Régie-Presse, 65 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

Import. Snt rech. pour son Bureau d'Études Paris 16^e

PROJETEURS I et II

Connaiss. exp. chaudières, charpente, menuiserie mécanique. Sér. réf. demandée. Env. C.V. n° 1.8111, Pub. ROGEE BLEY, 101 r. Réaumur, 75002 Paris, 01.

Laboratoire de Recherche demande personne ayant exp. en physiologie pour travail à temps partiel. Tél. : LEC. 41-79, poste 430.

secrétaires

Société de presse technique en développement recherche

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE QUALIFIÉE

ayant grande expérience problèmes juridiques, fiscaux, sociaux, gestion de personnel, pour poste auprès Direction Générale.

Libre rapidement

Lieu de travail : 10^e arrondissement
Téléphone : 202-29-10, avant 16 heures.

CANETTI

NEUILLY-sur-SEINE

Sit. en constante expansion de la branche des composants électroniques recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE TRILINGUE

(Anglais et allemand) collaboratrice directe du Chef de Service Commercial.

Elle devra :

- Assurer les tâches administratives de service y compris le courrier, l'administration des ventes et les statistiques.
- Avoir une parfaite connaissance de la langue anglaise et allemande.
- Être capable de travailler en équipe.

Salaires : en accord avec aptitudes.

Ecrire C.V. détaillé, photo, retourne, réf. n° 651 J.E. CANETTI, 10 rue de la République, 92200 Neuilly-sur-Seine

صكنا من الامل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA NOUVELLE HEURE D'ÉTÉ

Dimanche 28 mars, 1 heure du matin : l'ombre recule

Tournons les aiguilles : le dimanche 28 mars 1976, à 1 heure du matin, toutes les pendules et montres de France devront s'aligner sur la nouvelle heure d'été. Jusqu'au dimanche 26 septembre prochain, l'heure légale sera, dans l'hexagone, avancée d'une heure. Petite révolution dans les habitudes des Français. Elle rajoutera tous ceux qui se souviennent des mauvais temps de l'occupation, tous ceux qui n'ont pas oublié l'heure allemande.

Au-delà du folklore, ce changement de rythme devrait avoir un effet : c'est l'objectif de l'opération — des conséquences non négligeables sur la consommation d'énergie. Mais pourquoi ne pas essayer, à cette occasion, de vivre un peu différemment les mois du printemps et de l'été ?

On donne l'idée pour être celle d'un ancien ministre de l'économie et des finances devenu depuis le premier personnage de l'Etat. C'était au lendemain de la crise pétrolière. Il fallait économiser l'énergie et ne rien négliger. Le projet fit son chemin et le 19 septembre 1975, un décret parvint au Journal officiel chargeant le ministre de l'industrie et de la recherche et le secrétaire d'Etat aux transports de faire appliquer la nouvelle heure légale.

Concrètement, prenons par exemple le 15 août. Ce jour-là, si rien n'avait changé, le soleil se serait levé à 5 h. 45 et se serait couché à 20 h. 08 ; avec la nouvelle heure légale, il se lèvera à 6 h. 45 et se couchera à 21 h. 08. Autrement dit le particulier qui a l'habitude de quitter son domicile à 6 heures sortira une heure plus tôt dans la matinée et non plus en plein jour, mais rentrera aussi une heure plus tôt chez lui où il pourra profiter une heure de plus de la lumière du soleil.

URBANISME

POUR AMÉLIORER L'HABITAT

La Ville de Paris va apporter son aide financière à l'amélioration de l'habitat sous les trois formes suivantes :

- 1) Une aide complémentaire à celle accordée par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) et réservée aux locaux loués, et pouvant atteindre 30 % du montant des travaux retenus par cet organisme ;
- 2) Une aide réservée à des immeubles d'habitation occupés par le propriétaire ou loués par lui, lorsque aucune subvention de l'Agence nationale n'est accordée. Cette aide consiste en une subvention pouvant atteindre 80 % du montant des travaux, s'ils ne dépassent pas 5 000 F ;
- 3) Une aide réservée aux propriétaires occupants pour des travaux d'un montant minimum de 5 000 F et pouvant atteindre 90 % du montant des travaux (30 % de subvention et 60 % de prêt).

* Renseignements à la sous-direction du logement, bureau de l'habitat, 50, rue de Turbigo, 75003 Paris, tél. 887-81-21, poste 442.

L'Agence pour les économies d'énergie, qui est chargée de mettre en œuvre cette opération «soixante minutes de soleil», en attend plusieurs avantages : une amélioration de la sécurité routière en fin de journée, au moment où les automobilistes sont les plus nombreux dans la plus mauvaise luminosité, entre chien et loup, une incitation à fréquenter plus assidûment les stades et les centres de plein air en fin de soirée ; enfin, et surtout, une diminution de la consommation de l'énergie électrique.

Cette économie, en écartant les pointes du soir, pourrait représenter 1 % de la consommation nationale d'électricité, l'équivalent de 300 000 tonnes de pétrole.

Le souci économique n'est pas nouveau puisque aussi bien la première modification de l'heure légale en France devait être décidée en 1916 dans le but d'économiser l'énergie et les dérivés de la France en guerre. Le même préoccupation a guidé, en Europe,

la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne, qui depuis de nombreuses années pratiquent l'heure d'été.

Mais en décalant de la sorte les habitudes des populations, le gouvernement ne prenait-il pas un léger risque ? Une heure uniforme tout au long de l'année dans chaque pays et entre les pays : cela avait été considéré au début du siècle comme un progrès, presque comme une nécessité. En France, par exemple, c'est le développement des chemins de fer qui, à partir de 1891, avait obligé toutes les horloges de France à se mettre pour la première fois à l'heure de Paris.

Les dispositions qui vont entrer en application présentent de ce point de vue quelques « dangers ». Pour être les plus longs soirs d'été ininterrompus les automobilistes à consommer davantage d'essence : on perdrait d'un côté ce qu'on gagnerait de l'autre. Plus certainement les travailleurs frontaliers et les voyageurs internationaux peuvent avoir à pâtir des nouvelles différences d'heure, qui vont se croiser entre les pays européens, ceux-ci n'ayant pu s'entendre entre eux. Prenons l'exemple du mois de juillet prochain. Quand il sera 20 heures à Paris il sera : 19 heures à Londres, 19 heures à Bruxelles, 19 heures à Bonn, 20 heures à Rome, 20 heures à Madrid. Les horaires des trains français, qui seront avancés d'une heure, risquent de ne plus donner à tout coup des correspondances exactes avec les réseaux étrangers. La

S.N.C.F. déclare avoir réussi à ajuster ses programmes au plus serré avec ceux de ses voisins européens. Mais les voyageurs, déjà perturbés par l'absence du Châss, devront prendre leurs précautions. Pas de problèmes graves à Air France et dans les compagnies aériennes. Quant aux agents de voyages, après quelques inquiétudes, ils ont sorti normalement leurs catalogues de l'été.

Finalement, c'est le mécanisme même de ce changement d'heure, simple mais abstrait, et donc compliqué, qui risque psychologiquement d'être au début du mois prochain le plus mal accepté. Il ne s'agit là que d'une expérience, précisée bien les responsables de l'opération. Aucune décision n'est prise pour la reconduire en 1977. On la jugera sur pièces et on attendra surtout de nos partenaires européens qu'ils acceptent de l'accompagner.

Les Français seront peut-être tentés d'aller un peu plus loin. Les soirées, cet été, seront plus longues, la tentation sera plus grande de s'égarer au dehors. Le vide de nos villes, le soir, risque de nous paraître encore plus incongru. L'occasion est belle d'avoir envie de renouer, et même si cette envie d'été n'a que cette vertu, elle aura, au moins, permis aux vacanciers bretons d'admirer la tombée du jour sur la pointe du Raz... une demi-heure avant minuit.

* Pour les personnes dépourvues de montre, l'Agence pour les économies d'énergie répond au téléphone : 567-55-22.

Corse

● LA DESERTION MARITIME DE LA CORSE. Un comité consultatif (Journal Officiel du 3 mars) vient d'être institué qui examinera les problèmes de la desserte maritime de la Corse. Il est composé de vingt-six membres, dont les treize membres du conseil régional. Ce comité, dont le président du conseil régional assure la direction, est consulté sur les questions relatives à l'organisation du service public des transports maritimes entre les ports français du continent et de la Corse. Il transmet ses avis à la S.N.C.F. en qualité d'entreprise chargée de l'organisation et du contrôle de ce service public.

Environnement

● BOUTES ROUGES DE LA SEINE : SURSIS À EXECUTION. — Le tribunal administratif de Rouen, statuant sur un recours des pêcheurs de la baie de Seine, a ordonné le vendredi 5 mars, le sursis à l'exécution d'un arrêté préfectoral autorisant une usine du Havre à rejeter des déchets industriels en Seine. Les syndicats des marins-pêcheurs de la baie de Seine et du Havre avaient introduit un recours demandant l'annulation d'un arrêté pris le 29 mars 1975 par le préfet de la Seine-Maritime et autorisant l'usine Thann et Mulhouse du Havre

FAITS ET PROJETS

à rejeter du bauxite de titane, à l'origine des « boues rouges » en baie de Seine.

Paris

● EXPULSIONS ET SAISIES. — En réponse à la question écrite de plusieurs conseillers de Paris, le préfet de police indique dans le Bulletin municipal officiel du 4 mars, qu'en 1975, à Paris, quatre mille quatre cent quatre-vingt-expulsions de locataires « ont été réalisées avec le concours de la force publique, requise par le ministère d'Huissier ». Le plus grand nombre l'ont été à la suite du non-paiement des loyers.

D'autre part, au cours de la même année, dix-sept mille huit cent soixante-dix-sept saisies ont été exécutées par les huissiers avec l'assistance du commissaire de police.

● UN PLAN D'URGENCE POUR LA DÉFENSE. — Dans une lettre ouverte au président de la République, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent que soit mis en œuvre un plan d'urgence pour améliorer les conditions de vie et de travail des quarante mille employés de la Défense. Ils souhaitent notamment la prolongation de la ligne de métro n° 1, l'application du tarif urbain jusqu'à la Défense sur la ligne du métro express régio-

District parisien

UN HOMMAGE DE LA VILLE DE PARIS A VINCENT AURIOL

A l'initiative des conseillers socialistes de la capitale et des anciens collaborateurs du premier président de la IV^e République, le Conseil de Paris a suivi son président Bernard Lafay pour attribuer le nom de Vincent Auriol à une grande artère de la capitale, la ci-devant boulevard de la Gare. L'inauguration en a lieu ce jeudi 4 mars, en présence de Mme Vincent Auriol, de la famille du président et de ses anciens collaborateurs.

Cette cérémonie prendra la figure d'une réparation puisque Vincent Auriol figurait parmi les très rares chefs d'Etat français à n'avoir pas été honoré par la capitale.

Pourant ce disciple de Jaurès et de Blum a fortement marqué de sa personnalité et de son action l'histoire de la République, aux heures les plus difficiles : le Front populaire, la France combattante, la libération, le trouvent aux premiers rangs.

Surtout, de 1947 à 1954, sa présence à l'Elysée permit de faire passer la France à travers des secousses et des crises qui menaçaient de tourner au drame, la continuité de l'Etat, la présidence de la République dans un monde bivalent déchiré par la guerre froide, ayant à faire face, comme

président de l'Union française, aux douloureux problèmes de la décolonisation pour laquelle il s'efforça de faire valoir une politique libérale, il devait encore pallier la carence des institutions et des hommes. Se désignant lui-même comme le tuteur du régime fragile, il savait donner les impulsions nécessaires et s'assurer avec vigilance qu'elles étaient suivies d'effet : la reconstruction du pays, le Plan, la C.E.C.A., le SMIG, l'amorce de la Communauté économique européenne, comptent parmi les réalisations les plus fécondes de son septennat, sur lesquelles vivent toujours la France et l'Europe. Parlant très haut le langage de l'Etat, il représentait au-delà de la République avec une dignité unanimement reconnue par la communauté internationale. Créateur d'un véritable style présidentiel qui lui valut une réelle popularité, et demeura proche du peuple dont il était issu, il sut tirer le meilleur parti de sa magistrature morale, dans le plus grand intérêt du pays. Il est juste que celui-ci s'en souvienne et lui rende un hommage solennel et mérité.

CH. MICHELON, ancien secrétaire général à la présidence de la République.

LES SALONS FRANÇAIS EN MARS

Jusqu'au 14 mars : Salon International des arts ménagers. 18 heures à 19 heures. Mercredi et vendredi, fermeture à 22 h. 30. CNIT Puteaux.

Jusqu'au 9 mars : Salon International des articles de sports d'hiver. 9 heures à 19 heures. réservé aux professionnels. Parc Olympique, Grenoble.

Jusqu'au 11 mars : Salon International de la machine agricole. 9 heures à 19 heures. ouvert au public. Porte de Versailles.

Jusqu'au 14 mars : Salon International de la machine agricole. 9 heures à 19 heures. Porte de Versailles.

Jusqu'au 14 mars : Salon de la motoculture de plaisance et du jardinage. 9 heures à 19 heures. Porte de Versailles.

De 8 à 14 mars : Festival International du son, 10 heures à 20 heures, samedi de 10 heures à 24 heures ; lundi 8 mars : journée réservée aux professionnels. CIR, porte Maillot.

De 28 au 31 mars : Semaine Internationale des Industries et arts du feu, du bijou, de l'horlogerie et de l'orfèvrerie - SIFIBOIR. 9 h. 30 à 19 heures. Réserve aux professionnels. Porte de Versailles.

	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	9,18
	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

L'immobilier

hotels-partic.

NEUILLY, vends belle maison 9 pièces principales, 240 m² + terrain, portail état. 257-73-71.

NEUILLY, 15 bd M.F., 3 réceptions, 50 chambres, beau jardin ombragé, 2 garages. DORESSAY - Tél. 1-71-1944.

A LOUER 17

PERIERE BEL HOT. PARTIC. MIXTE HABITAT/PROFESS. 200 m² 4 niveaux, 11 pièces, car., 8500 F mens. Installation téléphonique 2 lignes, 200 F. Tél. au Palais 2-26-25-49.

fonds de commerce

Vends beau TABAC-JOURNAUX BUREAUX, PAPETERIE, GADGETS. S'adresser pr tous rends. à tél. 15-94-12-39.

● AFFAIRE EXCEPTIONNELLE importante ville Midi. Café-Biscuiterie + Hôtel à 4 étages, 65 chambres. Possib. achat murs. Erosion, unique. Prix 10 millions. Ecr. n° 281-367 M. Régie-P. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

bureaux

PROPRIETAIRE DIRECT. MARAIS, 9 bureaux très clairs, 100 m² Bail 98. 748-25-25.

13 B BUREAUX, 70 m² quartier LOCATION 55 PAS-DE-PORTE. AD MAILLOT SAINT-LAZARE, 293-45-55 - 293-10-10.

LEDUR-ROLLIN (ex Maitrot) LIBRE IMM. A COMMERCIAL 900 m². A louer sans pas-de-porte Bon état. Bail neuf. Loyer très modéré. Ecr. n° 72-451, P.F.P., 12 rue de Flisv. Paris 8^e.

7^e RAPP - A LOUER 1.272 m² BUREAUX div. FONCIP - ANJ. 50-73

SAINT-AUGUSTIN SAINT-LAZARE

A LOUER BUREAUX dans immeuble de bureaux, grand jardin, climatisation, service idéal, téléph., salle de conférences. Parking - Tél. 293-45-55.

Particulier vend terrain avec immeuble 3 étages - commerce, 400 m², 150-les-Moulineaux, à prox. du métro. Tél. 723-45-36.

● usines

A louer usine pr. Rouen 400 m². Ecr. n° 83-368, « le Monde » Pub. 15, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

locaux commerciaux

● BOUTES ROUGES DE LA SEINE : SURSIS À EXECUTION. — Le tribunal administratif de Rouen, statuant sur un recours des pêcheurs de la baie de Seine, a ordonné le vendredi 5 mars, le sursis à l'exécution d'un arrêté préfectoral autorisant une usine du Havre à rejeter des déchets industriels en Seine. Les syndicats des marins-pêcheurs de la baie de Seine et du Havre avaient introduit un recours demandant l'annulation d'un arrêté pris le 29 mars 1975 par le préfet de la Seine-Maritime et autorisant l'usine Thann et Mulhouse du Havre

● UN PLAN D'URGENCE POUR LA DÉFENSE. — Dans une lettre ouverte au président de la République, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent que soit mis en œuvre un plan d'urgence pour améliorer les conditions de vie et de travail des quarante mille employés de la Défense. Ils souhaitent notamment la prolongation de la ligne de métro n° 1, l'application du tarif urbain jusqu'à la Défense sur la ligne du métro express régio-

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

locaux commerciaux

● BOUTES ROUGES DE LA SEINE : SURSIS À EXECUTION. — Le tribunal administratif de Rouen, statuant sur un recours des pêcheurs de la baie de Seine, a ordonné le vendredi 5 mars, le sursis à l'exécution d'un arrêté préfectoral autorisant une usine du Havre à rejeter des déchets industriels en Seine. Les syndicats des marins-pêcheurs de la baie de Seine et du Havre avaient introduit un recours demandant l'annulation d'un arrêté pris le 29 mars 1975 par le préfet de la Seine-Maritime et autorisant l'usine Thann et Mulhouse du Havre

● UN PLAN D'URGENCE POUR LA DÉFENSE. — Dans une lettre ouverte au président de la République, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent que soit mis en œuvre un plan d'urgence pour améliorer les conditions de vie et de travail des quarante mille employés de la Défense. Ils souhaitent notamment la prolongation de la ligne de métro n° 1, l'application du tarif urbain jusqu'à la Défense sur la ligne du métro express régio-

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de bruits des aéroports soient indiquées. La réglementation du sol doit correspondre à l'importance des risques recensés, et des mesures de protection pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire doivent être prises.

● LA SECURITE DANS LES PLANS D'URBANISME. Les zones menacées par diverses catastrophes naturelles (crues, avalanches, glissements de terrain, feux de forêts) devront être délimitées dans les documents d'urbanisme. Cette précision est donnée par une circulaire des ministères de l'équipement et de l'intérieur. Elle prévoit aussi que les zones de br

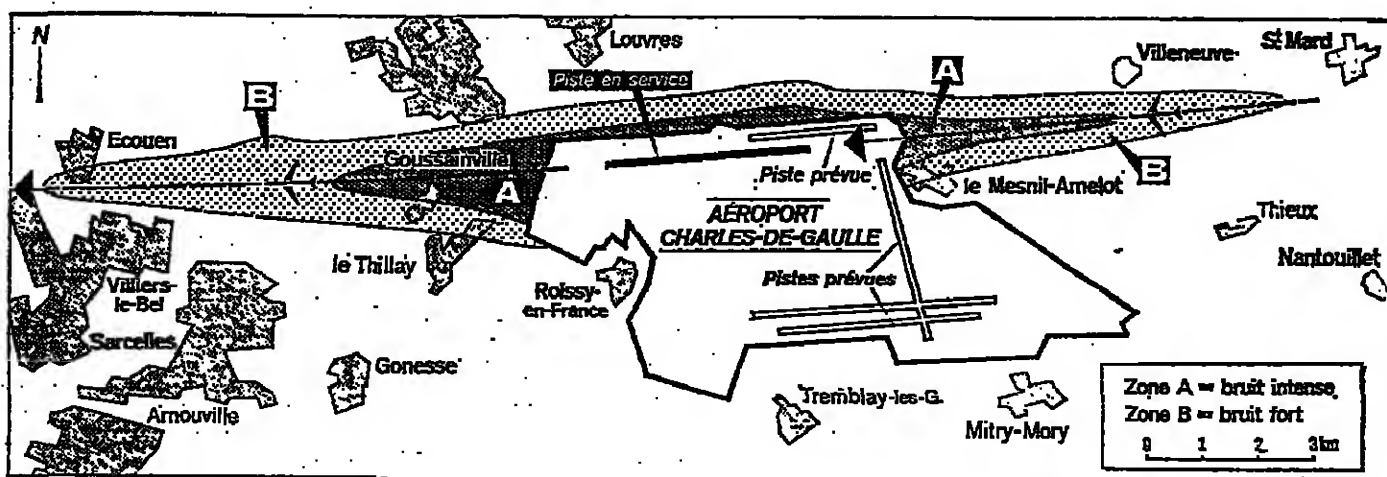
La région parisienne

Roissy hors les pistes

LORSQU'ON l'imagine, il y a vingt ans, l'aéroport de Roissy apparaissait comme un équipement indispensable et urgent. Le trafic aérien augmentait régulièrement et fortement. Le Bourget et même Orly seraient bientôt saturés.

Roissy-Charles-de-Gaulle fut inauguré en mars 1974. Il entra en service dans un monde bien différent de celui auquel avaient pensé ses inventeurs. Les courbes de la croissance s'inclinaient; les compagnies aériennes devaient réviser leurs prévisions; les aéroports européens devaient entamer une sérieuse concurrence pour tenir leur bilan. Dans le même temps, la philosophie de cette croissance était de plus en plus ouvertement et vivement contestée. Les hommes de la technique se heurtaient aux défenseurs du cadre de vie, les ingénieurs aux environnementeurs.

Ce changement de cap intéressait directement Roissy. Il avait été conçu pour être le plus grand aéroport d'Europe, ouvert 24 heures sur 24. Ses riverains, qui demandaient un très strict respect de circulation et d'interdiction des vols de nuit, font tout pour qu'il ne puisse remplir son contrat et atteindre ses ambitions. Situation exemplaire. Tous les aéroports du monde rencontrent les mêmes difficultés. Pour être utiles, ils ne peuvent trop s'éloigner des agglomérations qu'ils desservent; pour être acceptés, ils devraient être installés dans des déserts. Entre ces deux exigences contradictoires, peut-on trouver un compromis ?



Le tonnerre à domicile

Le clocher de Villiers-le-Bel, en Ile-de-France, ne carillonne plus les heures depuis longtemps. Les habitants de cette banlieue de Paris, que les découpages administratifs ont situés dans le Val-d'Oise, ont beaucoup mieux: chaque nuit, à zéro heure vingt-huit exactement, ils peuvent régler leurs montres sur le passage d'un avion venant de Roissy. Dix fois, entre onze heures du soir et six heures du matin, ceux qui ont le sommeil léger se réveillent dans leur lit, tandis que monte puis s'estompe le grondement des jets qui décollent ou le miaulement de ceux qui atterrissent.

Ces avions curieusement chargés, qui passent au-dessus de ma maison en ayant l'air de peiner, raconte Mme Huguette Ebnani, une mère de famille de quarante-huit ans, ça me rappelle les bombardiers de 1942.

Villiers-le-Bel, où l'on a construit, ces dernières années, des quartiers nouveaux abritant huit mille personnes, est ce qu'on appelle — et ici il faut y mettre

de l'humour — une ville-dortoir. A consulter les cartes et les documents officiels, les habitants se croient à l'héli, Villiers se situe à 7 kilomètres du bout des pistes, à l'extérieur des trajectoires de vol et en dehors de la zone dite de « bruit intense ».

Pourtant, certaines portes se mettent à vibrer avant même que les avions n'aient décollé. Quand ils passent, on enregistre 85 décibels dans la rue du 8-Mai, comme à proximité du centre chirurgical. Et, fenêtres fermées, encore 70 décibels dans les appartements. Les résidents ont tripé leurs rideaux, posé des moquettes et acheté des boules Quies. Maintenant, ils rejoignent le comité de sauvegarde contre les nuisances, qui s'est créé dans la localité.

Il sont des milliers à avoir agi ainsi depuis que l'aéroport Charles-de-Gaulle a été inauguré, le 8 mars 1974. De Gossainville — à l'orée des pistes — jusqu'à Taverny, à 20 kilomètres plus à l'ouest, des milliers de vingt-trois comités de défense.

Ce document, rectifié par deux fois, en 1973 puis en 1975, est, quelle que soit sa version, la source d'un énorme malentendu. On le donne pour « scientifique ». Il n'en a que les apparences. Il est censé préjuger les situations

de 1977, de 1980 ou 1985 : c'est aujourd'hui que les habitants du Val-d'Oise subissent les nuisances.

On a nourri un ordinateur d'une foule de données chiffrées : bruit des avions, nombre de vols, types d'appareils, trajectoires, angles de décollage, etc. Le tout projeté quelques années plus loin. Puis la machine a recraché, en les positionnant sur la carte des alentours de Roissy, une série de points qui représentent un indice d'exposi-

tion globale au bruit. En reliant les points de même valeur, on obtient des courbes dites isopsoniques (sortes de courbes de niveau du bruit). Elles délimitent trois zones A, B et C, où la gêne due au passage des avions est supposée « très forte », « forte » et « assez forte ». Au-delà, tout laisse supposer que la gêne est faible et même négligeable.

Le malheur, c'est qu'une machine électronique ne transforme pas une série de conjonctures en une certitude. En outre, l'indice d'exposition moyen auquel elle aboutit est une abstraction qui n'a pas grand rapport avec la réalité vécue. Dix passages d'avion au cours d'une nuit silencieuse se traduisent en chiffres par une faible moyenne de bruit, pour le dormeur par dix agitations insupportables.

On aurait pu songer au moins, dès l'inauguration de Roissy en mars 1974, à corriger les courbes isopsoniques en fonction du bruit réellement perçu. C'est seulement le 9 janvier 1975 que sept stations de mesure, quatre à l'ouest près de Thillay, Gossainville et Villiers-le-Bel, et trois à l'est, ont commencé à relever les niveaux sonores.

Voilà une précaution bien tardive, car c'est à partir des cartes de bruit théorique qu'a été définie la politique officielle d'indemnisation des riverains, d'insomnie des locaux et surtout de limitation au droit de construire. En zone A (gêne très forte), toute construction est prohibée, sauf pour des maisons bruyantes. Deux cent cinquante-cinq pavillons s'y trouvaient, occupés par mille sept cents personnes. Ils sont en cours de rachat par l'aéroport de Paris, qui démolit les plus exposés. En zone B (gêne forte), on ne peut plus construire d'habitations, seulement des bâtiments publics, à condition qu'ils soient insonorisés. Mais les quinze mille habitants qui s'y trouvent doivent payer de leur poche la protection acoustique de leur logement. En zone C (gêne assez forte), seuls les immeubles collectifs sont interdits. On peut construire des bâtiments publics et des pavillons à condition que l'insonorisation partielle soit prévue (surcoût de 5 % environ).

Pour Roissy, ce dispositif se révèle insuffisant. Seuls les riverains de la zone A trouvent une solution radicale à leur problème. On les délogement et ils s'en vont. Ceux de la zone B font observer que la gêne qu'ils subissent n'est en rien compensée. Mais finalement, les plus mécontents sont les « hors-zones », qui ne s'attendaient pas à subir des nuisances aussi lourdes. Or ce sont les plus nombreux.

MARC AMBROISE-RENDU.

Deux cent trente-cinq avions par jour

An total, ce sont près de cent mille personnes qui, à l'ouest de l'aéroport, sont soulagées — à une échelle permanente de décibels. Elle leur est dispensée par les deux cent trente-cinq appareils qui, en moyenne, font mouvement chaque jour à Roissy. Cette situation semble avoir surpris tout le monde : les pouvoirs publics, les élus, les responsables de l'aéroport de Paris et les habitants du Val-d'Oise.

CE BRUIT QUI FAIT MAL

« D EPUIS que l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle a ouvert ses portes et ses pistes, une pathologie spécifique s'est installée dans le Val-d'Oise », constate le docteur Jacques Fleury, secrétaire général de la chambre syndicale des médecins du Val-d'Oise.

Cent mille personnes sont gênées par le bruit de l'aéroport, estime-t-il. Il y a plusieurs dizaines de milliers d'entre elles habitant dans des zones reconnues comme plus ou moins dangereuses. Les études faites sur le bruit ont démontré que la gêne ressentie par les riverains était en corrélation avec le plus ou moins de sensibilité aux nuisances. Les études faites sur le bruit ont démontré que la gêne ressentie par les riverains était en corrélation avec le plus ou moins de sensibilité aux nuisances. Les études faites sur le bruit ont démontré que la gêne ressentie par les riverains était en corrélation avec le plus ou moins de sensibilité aux nuisances.

L'unité de mesure du bruit est le décibel, qui est au son ce que le degré est à la température. Si une circulaire de 1971 considère comme dangereuse l'exposition à un niveau sonore de 55 décibels, c'est entre 60 et 70 décibels que des modifications physiques intervenant chez les riverains.

L'unité est le premier organe atteint, c'est également le plus sensible : à l'hôpital d'Anvers, pourtant situé à plus de 10 kilomètres de l'aéroport, les opérisés des salles vivants avec un casque.

Quelle que soit la gêne que les riverains ressentent, préface encore le docteur Fleury, un bruit de 80 décibels entraîne divers troubles qui, chez des « sujets prédisposés », peuvent avoir des conséquences graves. Les variations de la tension artérielle, l'accélération du rythme cardiaque, peuvent être une cause d'infarctus ; l'accélération de la respiration peut entraîner une aggravation des crises d'asthme et peut provoquer des spasmes d'estomac et des troubles digestifs. Le bruit est ainsi une cause de fatigue nerveuse, de pertes de mémoire et d'accroissement des névroses. Les perturbations du sommeil causées par les vols de nuit entraînent enfin une forte consommation de somnifères, avec tous les dangers que cela peut comporter. — M.-C.R.

Les remèdes existent, veut-on les accepter ?

Le prix du silence

Le 25 novembre 1975 le conseil général du Val-d'Oise, « constatant que les nuisances sont de très loin supérieures à celles prévues par les courbes de bruit officielles », a formulé un véritable cahier de revendications en douze points. Application des procédures anti-bruit, modifications de trajectoires, interdiction des vols de nuit, fermeture du Bourget, utilisation vers l'est seulement de la piste numéro 2, pénalisation des avions bruyants, recherche d'un nouvel aéroport plus éloigné pour éviter le doublement des pistes prévu, telles sont les demandes majeures. En clair cela veut dire : diminuer tout de suite les nuisances de Roissy et stopper son développement.

Voici point par point les réponses que l'on peut apporter à ces requêtes :

● PROGEDURES ANTI-BRUIT : mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 1976, elles consistent à faire décoller un avion avec un angle de montée et un virage tels qu'il évite le moins de bruit possible sur moins de gens possible. Mais ces procédures ne sont appliquées qu'aux appareils les plus bruyants tels que les Caravelles, les DC 8 et certains Boeing-707. Les pilotes s'efforcent en outre pour accélérer les décollages ou y déroger souvent.

● MODIFICATION DES TRAJECTOIRES : les trajectoires actuelles ne sont respectées qu'à 10 degrés près. Un avion peut donc passer à plus d'un kilomètre de sa route théorique. La fait est confirmé par une série de contrôles effectués à l'automne 1975 par des acousticiens de l'Union technique de l'automobile et du cycle (UTAC) à la demande des services de l'endroménisme. Certains jours 18 % des appareils qui décollent et 25 % de ceux qui atterrissent sont à plus de 500 mètres et même à plus d'un kilomètre de leur axe.

● L'AVENIR DE ROISSY : ni l'aéroport de Paris ni le secrétariat d'Etat aux transports n'ont remis en cause le développement de Roissy. Seule la « crise » a freiné celui-ci. On tablait sur un accroissement annuel du trafic de 18 % pour le 1^{er} et de 13 % pour les passagers : on s'écarte à présent respectivement 10 % et 8 % seulement. Compte tenu de la taille croissante des avions, cela entraîne une augmentation des mouvements de 3 % par an. En conséquence, l'avenir de Roissy est ainsi tracé : en 1977-1978, la piste n° 2 sera portée de 2700 à 3600 mètres et ouverte au trafic. En 1980-1981, les mouvements atterrissent deux cent soixante-dix par jour et l'aéroport n° 1 sera saturé avec huit à dix millions de passagers. L'aéroport n° 2 et la piste n° 2 seront donc ouvertes au trafic passager. A noter que l'axe de cette piste passe au-dessus de Gossainville, Amnouvill, Sarcelles, Montmorency et Soisy, soit une zone encore plus peuplée que celle soumise par la trajectoire de la piste n° 1.

La trajectoire de décollage vers l'ouest vient d'être modifiée le 26 février. Elle est à l'essai et la nuit seulement. Evitant la vallée de Montmorency, les avions survolent désormais la forêt. Vingt mille habitants seront épargnés. Mais, une zone de silence était justement prévue dans ce sens ! Une autre trajectoire passait au-dessus des terres agricoles de la plaine de France et filait vers le nord-ouest est à l'étude.

Elle améliorerait la situation de soixante-dix mille habitants, mais de seize mille à trente mille autres seraient encore touchés. Son tracé sera présenté avant l'été aux maires et au préfet du Val-d'Oise.

● COUVRE-LEU : pas question, répond l'aéroport de Paris. Roissy est l'une des huit plates-formes européennes (sur vingt-neuf) qui n'ait aucune restriction pour les vols de nuit. « Ceux-ci représentent 8 % du trafic total et ne dépassent guère 10 % plus tard, mais nous y tenons pour notre image de marque. » M. Dreyfus, directeur de l'aéroport de Paris, a ouvert tout récemment un bureau à New York pour attirer des clients américains. Argument numéro un : Roissy vingt-quatre heures sur vingt-quatre !

● FERMETURE DU BOURGET : cet aéroport sera fermé au trafic commercial le 31 mars 1977, mais une ancienne piste est-ouest rénovée sera utilisée par l'aviation d'affaires et certaines lignes intérieures. Les mouvements tomberont de deux cent trente à cent cinquante par jour, mais pourraient remonter à deux cent cinquante dans l'avenir.

● PENALISATION DES AVIONS BRUYANTS : établie en 1973 et jamais révisée depuis, une taxe de 1 à 5 F. par passager est actuellement payée par les compagnies pour indemniser les riverains. Sa refonte est à l'étude. Entre en vigueur promise — avant la fin de l'année —, les appareils, qu'ils importent du fret ou des passagers, seraient rangés en quatre catégories selon leur bruit. La taxe serait quatre fois plus forte pour les plus bruyants. Pourquoi ne le serait-elle pas aussi pour ceux qui volent de nuit ? Et pourquoi le principe pollueur-payeur ne s'appliquerait-il pas à tous les aéroports de France ?

● AÉROPORT PLUS LOINTAIN : les études autrefois menées pour décaler un emplacement entre Houffez et Eperagny, en Basse-Normandie, sont abandonnées.

● MOTEURS MOINS BRUYANTS : ce thème est à l'ordre du jour de toutes les conférences aéronautiques internationales depuis dix ans. L'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a établi, en 1970, les limites de bruit que tout nouveau sous-motor doit respecter pour avoir droit à la certification acoustique. Parmi les appareils modernes, ni le Boeing-747, ni le Boeing-727, ni le DC 8, ni le Mercure n'y ont droit. Seuls l'Airbus, la DC 10 et le TriStar sont certifiés. Ils respectent à peine 15 % des mouvements à Roissy. On espère que dans dix ans ils feront 80 % du trafic, mais rien n'est plus aléatoire.

Des pots d'échappement existent. Pour en équiper la flotte d'Air France et d'Air Inter, il en coûterait un milliard de francs.

Un espoir pourtant : la SNECMA sortira en 1978 un nouveau moteur silencieux pouvant équiper les Mercure et rééquiper les Boeing-707. Turbomoteurs fait de même avec un réacteur pour avion d'affaires, l'Aviation Concorde, le plus silencieux, pour lequel on ne connaît aujourd'hui aucune solution technique. Mais pourquoi ne pas rechercher les heures d'atterrissage et de décollage les moins gênantes pour les riverains ?

M. A.-R.

La pollution — une mauvaise hygiène des produits mal adaptés affaiblissent et dénaturent VOS CHEVEUX

L'environnement dans lequel vous vivez affecte votre chevelure. La pollution de l'atmosphère, les produits chimiques, les rayonnements, les variations de température, les variations de votre rythme cardiaque, peuvent être une cause d'infarctus ; l'accélération de la respiration peut entraîner une aggravation des crises d'asthme et peut provoquer des spasmes d'estomac et des troubles digestifs. Le bruit est ainsi une cause de fatigue nerveuse, de pertes de mémoire et d'accroissement des névroses. Les perturbations du sommeil causées par les vols de nuit entraînent enfin une forte consommation de somnifères, avec tous les dangers que cela peut comporter. — M.-C.R.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

75001 PARIS — 4, rue de Castiglione

Téléphone : 260-38-84

CONCOURS DE MAISONS DE VILLE A CERGY-PONTOISE

L'Établissement public organise, sous le patronage de M. Robert GALLIEN, Ministre de l'Équipement, de M. André FORSET, Ministre de la Qualité de la Vie, et de M. Michel GUY, Secrétaire d'Etat à la Culture, un concours en vue de réaliser un quartier de 350 logements à dominance de maisons individuelles (de toutes catégories de financement).

Ce concours, ouvert à tous, devra permettre de sélectionner une cinquantaine de candidats :

- Concepteurs plus maîtres d'ouvrages ;
- Concepteurs seuls.

qui auront à construire entre 40 et 200 logements chacun. Le concours porte sur le plan de masse de 2 îlots de 100 et 220 logements de C.I.C.A. différents.

Les réponses peuvent porter sur l'un des îlots seulement ou les deux, au choix des concurrents.

Les deux premiers lauréats (concepteurs + maîtres d'ouvrages) auront à réaliser les îlots dans un délai de 24 mois.

Les autres lauréats (concepteurs seuls ou concepteurs + maîtres d'ouvrages) se verront attribuer sur la base de ces deux îlots et leur « îlot d'un » groupe de maisons à réaliser partie de ce quartier de 350 logements.

Le calendrier du concours est le suivant :

- 1^{er} mars 1976 : lancement du concours ;
- 30 mars 1976 : clôture des candidatures ;
- 5 juillet 1976 : réponses des candidats.

Les dossiers sont à la disposition des candidats à partir du 1^{er} mars 1976.

L'E.P.A. Cergy-Pontoise, Bureau du Concours de Jony-le-Montier - Cergy Préfecture - R.P. 47, 95012 CERGY.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

LES MÉCOMPTES D'UN COMPTEUR

Le 1^{er} janvier 1976, E.D.F. décidait de remanier complètement ses tarifs et, notamment, de supprimer les nombreux prix différenciels qu'elle proposait en fonction de la puissance demandée et des travaux occasionnés : le fameux « compteur bleu », du coup, disparaît. A la place, l'entreprense nationale propose un forfait unique de 98 F par kW de puissance supplémentaire.

Un mois plus tard, l'INSEE, qui commence à calculer l'indice des prix de détail de janvier, découvre avec stupeur qu'il a fait un bond de 1,5 %, soit le double des variations habituelles. L'explication finit par être trouvée : le poste « entretien et nettoyage du logement » comprend « les changements de compteur » pour un poids quarante fois trop important par rapport à la réalité, c'est-à-dire par rapport aux dépenses d'un ménage.

Informé vers le 20 février, M. Fourcade demande à E.D.F. de supprimer rétroactivement sa réforme tarifaire et de rétablir le compteur bleu. Les usagers seront remboursés par la différence de prix. Du coup, la hausse de janvier est ramené de 1,5 % à 1,1 %.

Certes l'INSEE n'aurait pas dû expliquer au gouvernement d'où venait la hausse et le gouvernement n'aurait pas dû inter-

venir pour modifier l'indice. Mais l'INSEE pourrait faire valoir que de toute façon les experts de la rue de Rivoli auraient identifié les causes d'une hausse soudaine aussi « hétéroclite » et aussi peu vraisemblable. L'affaire met en lumière la faillibilité de l'INSEE. L'honnêteté et la compétence de ses techniciens ne sont pas en cause, mais deux leçons s'imposent :

1) L'INSEE doit pousser plus loin la logique de sa méthode : si le secret est bien, comme il le dit, le gage de son indépendance et de la qualité de ses travaux, rien alors ne doit permettre au gouvernement d'intervenir sur l'indice. Mieux vaudrait alors ne pas lui fournir d'informations avant la publication officielle.

2) Il devrait rendre des comptes à une autorité supérieure complètement indépendante, à une sorte de magistrature économique qui pourrait interroger à tout moment et autant qu'elle le voudrait, ces techniciens sur tel ou tel aspect de leurs méthodes et de leurs travaux. Il n'est pas normal, en effet, que l'INSEE ne subisse aucune des vérifications qu'exercent des organismes tel que la Cour des comptes.

ALAIN VERNHOLES.

ÉNERGIE

M. YAMANI DISCUTE DU CONTRÔLE DE L'ARAMCO AVEC LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

Panama-City (Floride) (A.P.P.). — La plus grande discrétion a entouré jusqu'ici les discussions tenues à Panama-City, en Floride, entre le ministre saoudien du pétrole, le cheikh Ahmed Yamani, et les représentants des compagnies pétrolières américaines participant à l'ARAMCO. Aucun détail sur la teneur exacte ou la durée de cette réunion n'a pu, pour le moment, être obtenu, mais il semble que les négociations, entamées dimanche, se poursuivront pendant encore deux ou trois jours. On

avait d'abord cru que d'autres pays de l'OPEP y participeraient. Le cheikh Yamani et ses interlocuteurs (qui représentent Exxon, Texaco, Mobil et Standard Oil of California) vont probablement mettre au point les derniers détails de la prise de contrôle de l'ARAMCO à 100 % par le gouvernement saoudien.

Dans une récente interview (à la Monde) du 24 février, M. Yamani avait annoncé que la prise de contrôle de l'ARAMCO serait rétroactive au 1^{er} janvier 1976.

Les réactions aux décisions de Bruxelles

De nos correspondants

● ROME : pas de quoi crier victoire.

Rome. — La combativité dont a fait preuve M. Giovanni Marcora à la réunion de Bruxelles est saluée avec satisfaction en Italie. On se garde pourtant d'applaudir aux résultats, même si l'impression prévaut que le ministre de l'Agriculture s'en est bien tiré, et que « l'aurait pu être pire ». M. Marcora a reconnu lui-même qu'il n'y avait pas de quoi crier victoire, même si l'Italie a obtenu exactement ce qui était demandé par les agriculteurs.

Exactement, c'est beaucoup dire, comme le montre le caractère mitigé des réactions enregistrées ici. Le directeur général de la Confagricoltura, qui réunit les gros producteurs, trouve que le ministre « a fait des miracles », il n'en déplore pas moins le maintien tel quel de la politique communautaire. Celle-ci, souligne-t-on une fois de plus en Italie, privilégie les pays riches et pénalise les autres. L'amertume est beaucoup plus grande chez les petits producteurs de gauche, membres de l'Alleanza contadini :

« Pour le vin, nous devons, nous Italiens, distiller, alors que cela aurait dû concerner surtout les Français. »

La presse classe toutefois le vin parmi les résultats positifs des décisions de Bruxelles, puisque la France devra suspendre sa taxe de 12 % sur les importations italiennes. On peut regretter, à ce propos, que les graves incidents survenus dans la région de Narbonne n'aient pratiquement suscité aucun commentaire ici, les journaux se contentant de la relation des faits donnée par leurs correspondants parisiens.

Autre point positif pour l'Italie : la dévaluation de la « lire verte » de 6 % environ. Pour M. Marcora, c'est une double victoire puisqu'il a dû affronter non seulement ses interlocuteurs bruxellois mais son collègue du Trésor, M. Emilio Colombo.

AGRICULTURE

Le miracle

(Suite de la première page.)

Que, dans de telles conditions, après plus de cinquante heures de discussions, un accord ait pu finalement intervenir sur la définition de prix uniques pour l'ensemble de la Communauté tient proprement du miracle !

Il est vrai que l'enjeu était de taille : abstraction faite de l'Union douanière le Marché commun agricole est, en effet, la seule réalisation concrète de l'Europe, et un échec eût été, au-delà du domaine concerné, un coup très dur porté à l'Europe elle-même, que les initiatives prises par le président de la République depuis son accession à la charge suprême de l'Etat tendent à consolider.

Certes, il s'agit d'un compromis et, comme tout compromis, il ne satisfait totalement aucune des parties en cause.

N'était pour s'en convaincre, que d'entendre les commentaires, dans la nuit de vendredi à samedi, chacun à son tour, sur le « paquet » d'ensemble.

La France n'échappe pas à la règle : elle eût souhaité une étape plus significative de démobilitisation de certains montants compensatoires et des pourcentages de hausse plus marqués pour quelques produits, tout en sachant que le niveau des

prix communautaires n'est qu'un des éléments du revenu agricole, fonction, pour une large part, du volume des récoltes et de l'évolution des marchés.

Il reste qu'elle a réussi à entraîner la conviction de la Commission et de ses partenaires dans les domaines dont elle avait fait les points forts de la négociation.

Deux prix distincts sont instaurés pour le blé panifiable et les blés fourragers, avec maintien de l'intervention au niveau du premier.

Au lieu des 2 % prévus dans le projet initial, le prix indicatif du lait est, dans une première étape, relevé de 4,5 % en unité de compte en mars.

Si certains aménagements interviennent pour le lait et la viande en ce qui concerne le niveau d'intervention, le principe même de l'intervention demeure, et la perspective d'y voir substituer un régime d'ajustation pour la poudre de lait en septembre est écartée.

Enfin, des satisfactions — combien légitimes ! — sont apportées à des viticulteurs victimes d'une succession de vendanges importantes et d'une dépréciation anormale de la lire : disciplines de production, garantie de bonne fin, aval de la Communauté à une prime nationale de qualité, distillation à des conditions attractives de 4 millions d'hectolitres de vin en Italie, instauration d'un montant compensatoire spécifique pour le vin, autant de perspectives tangibles de rééquilibrage du marché.

La Commission, trop souvent appelée à jouer un rôle de bouc émissaire, a contribué d'une manière décisive à harmoniser, notamment pour le secteur vitivinicole, des positions apparemment inconciliables. Il serait injuste de ne pas lui en rendre témoignage.

Le résultat acquis ne saurait, certes, justifier un comportement triomphaliste.

Les difficultés qui ont précédé à sa mise au point inclinent, au contraire, à penser, au moment où certains agriculteurs commencent à douter de l'Europe, que ce n'est pas « moins d'Europe » qu'il faut, mais bien « plus d'Europe » !

Si un minimum d'harmonisation n'intervient pas dans les politiques économiques et monétaires, le « miracle » évoqué ne se reproduira pas. Puissent, à la veille d'un nouveau conseil européen, tous les chefs d'Etat et de gouvernement partager, sur ce point, la conviction de leurs ministres de l'Agriculture !

CHRISTIAN BONNET.

● L'ECONOMIE FRANÇAISE se situe actuellement dans une phase de reprise par la demande intérieure, indique le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) dans sa dernière note de conjoncture. « La production augmente à nouveau et son rythme s'est récemment accéléré, dépassant même dans certaines branches la norme de moyenne période. »

Toutefois la situation actuelle le comporte, selon le C.N.P.F., « deux éléments de faiblesse préoccupants » : la position concurrentielle de l'industrie française, la situation financière des entreprises. La détérioration de leurs comptes ayant été, depuis 1974, d'une ampleur probablement jamais atteinte.

Foire de Milan

se reconnaître
se connaître
ouvrir la voie à de nouvelles affaires

10 JOURS DE FOIRE GÉNÉRALE □ 306 JOURS DE SALONS SPÉCIALISÉS □ PLUS DE 31.000 EXPOSANTS DE 90 PAYS □ 83 PAYS REPRÉSENTÉS OFFICIELLEMENT

CALENDRIER MARS-JUIN 1976

54 ^e Foire Internationale de Milan	14-22 avril
17 ^e Exposition-congrès International d'Éclairage - Construction - Réfrigération - Appareils standards - Salon du carrelage céramique	1-7 mars
2 EUROCLIMA - Biennale Internationale des machines de cuisine	8-9 mars
GRANTALIA 76 - 2 ^e Exposition nationale des machines et du matériel pour les arts graphiques et pour la fabrication et la transformation du papier	8-14 mars
MUS 76 - Marché International de l'Art de la sculpture et du matériel	15-19 mars
EUROZOO - Marché des animaux d'élevage et leurs accessoires	15-21 mars
LAVALIN - 3 ^e Salon International d'évaluation, de machines et d'équipements pour l'entretien, nettoyage à sec, repassage et blanchisserie	18-22 mars
12 COMEX/PEL - Salon International de la fourrure	21-25 mars
Exposition-congrès - Les contributions numériques - 2 ^e avril	22 mars - 2 avril
30 ^e MIPED - Marché International de l'Énergie, du gaz et du chauffage	14-23 avril
MO-DO 76 - Exposition Internationale d'optique, optométrie et ophtalmologie	8-11 mai
EXPO ITA 76 - Exposition Internationale de l'Industrie thermique et énergétique	18-23 mai
STAR - Salon du bois et du textile pour l'ameublement	20-24 mai
INTERMAIL 76 - 3 ^e Biennale Internationale des machines et des accessoires pour le travail du bois	22-28 mai
3 ^e SISMAT - Salon International des machines et des accessoires pour la fabrication et le tissage des mousses, des capotines et pour la manutention en génie	22-28 mai
30 ^e MIPEL - Salon Italien de la manutention (Exposition Internationale) 24 juin	24 juin
FLUID COMPOMAC 76 - 3 ^e Salon des équipements électro-mécaniques et pneumatiques du grutage et des composants de machines, mécaniques, électriques et électroniques	16-18 juin
30 ^e EUROTRACOT - Salon européen de la bonneterie	18-19 juin
PLAST 76 - Salon International des matières plastiques et des caoutchoucs	20-28 juin

Insérez dans vos programmes une visite à la Foire de Milan et une visite au Salon spécialisé correspondant le mieux à vos besoins. Commandez d'urgence le « Guide des Pré-Faires » qui paraît le 1^{er} février et qui contient la liste de 800 centres des produits exposés. Pour faciliter la recherche des visiteurs étrangers, l'Index des produits exposés est traduit en français, anglais, allemand et japonais.

La Foire de Milan décline toute responsabilité au cas où les dates indiquées dans ce calendrier seraient modifiées par les organisateurs des Salons.

A VOUS DE JOUER !

samedi 13 mars réouverture du casino d'enghien

Cocktails dans la salle de jeux
les samedi 13 et dimanche 14, de 20 h à 22 h.

BACCARA BANQUE A TOUT VA

JOSKA MUSZKA et son ensemble
BAR - RESTAURANT DES JEUX
OUVERT TOUTE LA NUIT

LA MUSARDIÈRE

Déjeuners et dîners tous les jours

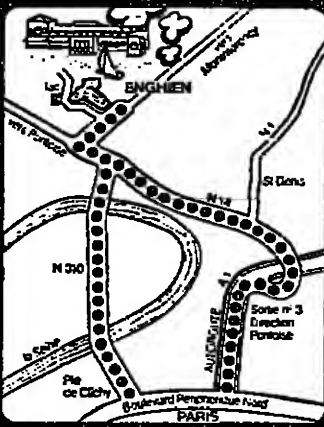
LA PERGOLA

Dîners les mardis et vendredis

Reservations : 980.95.95

GRAND HOTEL DES BAINS

989.85.85



à 11 km de PARIS - Autoroute A1, sortie N.3

Les mots croisés de la

loterie nationale

JARDINAGE

Horizontalement. - 1/ Taillé par un jardinier ; Outil de jardinage. - 2/ Dieu des jardins. - 3/ Est très personnel ; Mince, délié ; Terme musical. - 4/ Sœur bien connue ; Sa tranquillité est fortement compromise par ceux qui bécotent. - 5/ Division topographique ; Ce dont se sert éventuellement un jardinier bricoleur. - 6/ Se lance, à l'occasion ; Symbole du litane ; Saint. - 7/ Piqueté par un jardinier irascible ; Plus intactes. - 8/ Deux consonnes ; Précède un licher de pares. - 9/ Entretien soigneusement par un jardinier consciencieux ; Dégage une mauvaise odeur. - 10/ Morceau de gâteau ; Corps céleste ; Ne détestent pas (épilé). - 11/ Ne saurait tourmenter un jardinier chavou ; Berceau de feuillage. - 12/ Protège les arbustes et les plantes contre les intempéries ; Sorti.

Verticalement. - 1/ Pâle occupation ou métier qui exige un certain art. - 2/ Rendre une terre meilleure ; Boire, en parlant des animaux. - 3/ Fidèle, jadis ; Abréviation. - 4/ Cours d'eau de France sans doute mis à contribution par des Gisorsiens désireux d'arroser leur jardin ; Article arabe. - 5/ Ille ; Parmi les principales préoccupations d'un horticulteur, voire d'un jardinier. - 6/ Outil de jardinier ; Mot puéris ou symbole chimique. - 7/ Certaines plantes en sont très exigeantes ; S'épanouit très souvent dans les potagers provençaux ; Evêque de Reims. - 8/ Deux consonnes ; S'épanouit très souvent dans les potagers provençaux ; Evêque de Reims. - 9/ Deux consonnes ; Aperçu ; Existe. - 10/ Appelé cavalierement ; Plantes potagères. - 10/ Permet au jardinier de donner à la terre ce que la nature lui refuse... séchement.

سكنا من الامل

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA C.F.D.T. ET LE VII^e PLAN

« Il faut inventer d'autres finalités à la croissance, nous en proposons »
nous déclare M. Michel Rolant

La C.F.D.T., qui a décidé, à la mi-février — comme la C.G.T. quelques jours plus tôt, — de retirer ses représentants des commissions du VII^e Plan (le Monde du 17 février), déclare qu'elle ne veut plus s'associer à une « consultation truquée ».

M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T., responsable du secteur économique de cette centrale, estime qu'un accord s'est établi entre le gouvernement et le patronat qui ne peut que « reproduire les conditions de la crise ». Répondant sur question de Joannine Roy, il affirme qu'une autre politique de l'emploi est possible, reposant sur une meilleure répartition du travail et une organisation différente. La « croissance fondée sur la satisfaction des seuls besoins solvables » ayant « fait son temps », il faut, selon la C.F.D.T., « réinventer d'autres finalités à la croissance. Nous en proposons », conclut M. Rolant.

« La C.F.D.T. déclare croire moins que jamais au sérieux du Plan. L'ancien secrétaire général de la Confédération, Eugène Descomps, déclarait, dès 1969, que le Plan ne pouvait être que l'expression de la politique économique de la majorité au pouvoir. Pourquoi, dès lors, avez-vous continué à participer à l'élaboration d'un travail superficiel qui s'inscrit dans les perspectives politiques que vous condamnez ? »

« C'est pourtant simple ! Défendant les intérêts des travailleurs, la C.F.D.T. profite de toutes les occasions pour dénoncer les conséquences du jeu aveugle des rapports de marché et leur opposer la logique d'un développement cohérent exprimant une volonté collective orientée vers la satisfaction des besoins populaires. »

« Dès le début de la crise, nous avons dit que l'échec des orientations du VII^e Plan devait susciter un grand débat public sur les causes de cette crise et sur les issues possibles. Devant la montée des critiques, Giscard, après son habitude « valse hésitation », s'est décidé à maintenir le Plan. Mais, il ne s'agit plus vraiment d'un plan, il s'agit, pour le gouvernement, de mettre d'accord les principaux groupes dominants autour d'un projet de « nouvelle

repartition pour les ouvriers, est supérieur d'environ un tiers à celui des salaires français, le niveau des traitements des cadres supérieurs étant largement inférieur à ceux des cadres français. »

« Sur cette base d'une augmentation différenciée de 35 % des salaires réels garantis nous sommes prêts à discuter dans toutes les branches. »

« Les syndicats ne sont-ils pas, déjà, parvenus à obtenir une part plus large dans le revenu national ? »

« Avant 1973, la part des salaires dans le revenu national ne s'est accrue que parce que les effectifs salariés ont augmenté. L'épargne des sociétés est restée à peu près stable. Depuis 1973, il y a vraisemblablement une diminution de la part des profits. Encore peut-on émettre des doutes : nous ne disposons que de chiffres provisoires pour 1974 et prévisionnels pour 1975. En outre, la notion de profit est vague. Bien des profits sont camouflés ou transférés clandestinement à des filiales étrangères. »

« Dans la mesure où il y a effectivement des baisses de profit, par rapport aux records des années 71-72, cela tient surtout à la chute des ventes. Faute de pouvoir réduire la rémunération des salariés, les charges financières, la baisse du chiffre d'affaires se traduit dans les profits, c'est évident ! Mais, au moment où tout allait bien, les salaires et surtout l'emploi progressaient moins vite que les profits des sociétés. »

« Aujourd'hui, les incohérences du capitalisme provoquent la récession et le patronat reven-

dique une répartition fixe du revenu national entre salaire et profit. Il oublie assez vite que dans la théorie libérale qu'il défend le profit est un solde et non un dû. On alors, il faut aussi accepter de changer les règles du jeu. Seul un régime socialiste planifié peut justifier une part fixe pour l'investissement et la rémunération de l'épargne légitime. »

« L'emploi est le grand sujet d'inquiétude du présent et de l'avenir. La commission du VII^e Plan, qui a étudié cette question, a proposé, outre une forte croissance, des actions spécifiques. Quelles sont parmi les conclusions de la commission celles qui vous paraissent les plus positives ? »

« Le comité de l'emploi a étudié la question de façon relativement positive. Il a constaté que la croissance, même à un taux élevé, ne permettait pas d'atteindre l'objectif du plein

emploi sans actions spécifiques. Mais, en dépit de leur caractère prudent et limité, ses conclusions n'ont pas pu faire l'objet de véritables discussions pour deux raisons :

« D'abord le gouvernement a créé la confusion en mettant en avant, comme conditions préalables du plein emploi, une modulation des revenus et le développement de la compétitivité. »

« Ensuite, le C.N.P.F.P. contraignait l'admission son incapacité à assurer le plein emploi sans changement de type de développement, a résolulement renvoyé les actions spécifiques à des temps meilleurs. »

« On a donc mis sous le boisseau certaines propositions intéressantes du rapport provisoire du comité. Par exemple, la création d'emplois et l'aménagement des conditions de travail sont préférables à la réduction artificielle de la demande de travail. »

« Nous avons tenté de développer ces orientations du rapport. Nous réaffirmons avec beaucoup de force qu'une autre politique de l'emploi est possible aujourd'hui. Il faut mieux répartir le travail et l'organiser autrement. »

« La retraite à soixante ans dégrèverait 200 000 emplois : la réduction à 40 heures maximum de la durée hebdomadaire du travail au moins 300 000. L'embauchage suffisant de personnel dans les services publics, pour assurer leur meilleur fonctionnement, exigerait 200 000 emplois ; la constitution d'une « cinquième équipe »

supplémentaire pour les travailleurs « postés » dans la production continue créerait au minimum 250 000 autres emplois. Chaque mesure séparée ne résout pas le chômage mais, toutes réunies, permettent de résoudre l'essentiel. »

« Ensuite, les biens doivent être de qualité meilleure, plus durables. Compte tenu des progrès techniques, on pourra produire de plus en plus, avec de moins en moins d'heures de travail. Le temps dégage doit permettre les échanges non marchands et la participation gratuite et libre à des activités de service, de culture, de loisirs, etc. »

« Les 40 heures ne sont qu'une première étape immédiate, un maximum qui doit être abaissé dans le sens d'une meilleure répartition du travail utile nécessaire entre tous ceux qui peuvent participer à l'activité productive. »

« On constate que notre système social et économique tend à limiter l'activité créatrice des hommes et des femmes à celle qu'ils déploient dans l'entreprise (ou les administrations). Il n'y a pas d'autres finalités proposées que de satisfaire des marchés privés ou budgétaires. Il faut en sortir sous peine de catastrophes. »

« Les Français savent, aujourd'hui, qu'une croissance fondée sur la satisfaction des seuls besoins solvables a fait son temps. Il faut inventer d'autres finalités à la croissance. Nous en proposons. Il faudra bien, un jour, faire un plan mais un vrai, socialiste et démocratique. »

(Propos recueillis par JOANNINE ROY.)

Toujours la « police des salaires »

« La commission générale du Plan a émis toute notion de politique dirigée des revenus au profit d'une politique contractuelle. Elle vous prie, dans ces conditions, à discuter des meilleurs moyens de régulariser l'évolution des revenus. »

« Non ! Puisque l'on nous interdit de discuter de la manière de « produire » ces revenus, le patronat nous refuse toute négociation sur ses choix, qu'il s'agisse des salaires réels, des investissements, de l'activité de l'entreprise, des conditions de travail, de la garantie de l'emploi. »

« En réalité, le premier ministre et le président du C.N.P.F.P. n'ont pas de leur tactique la « po-

lice des salaires ». Ils parlent de « politique contractuelle » mais c'est, aussitôt, pour soumettre toutes les discussions aux limites étroites qu'ils jugent compatibles avec la reconstitution des taux de profit. Ils refusent d'engager des discussions dans le secteur public comme dans le privé sur une croissance des salaires réels correspondant aux objectifs économiques arrêtés pour la période 1975-1980. »

« Nous sommes prêts à discuter des salaires réels sur la base minimale de la progression du salaire horaire réel qu'on la trouve dans les projections du VII^e Plan, c'est-à-dire environ + 4,5 % de pouvoir d'achat annuel, avec référence à des indicateurs sérieux de l'évolution du pouvoir d'achat et avec une priorité aux bas salaires. »

« On nous répond qu'il faut d'abord sortir de la crise. C'est stupide ! La prise en compte des demandes salariales n'est-elle pas une condition nécessaire pour améliorer la situation et empêcher la reprise de tourner court, dès cette année ? Gouvernement et patronat veulent faire une politique d'austérité pour aujourd'hui et un plan « pour après la crise ». Nous pensons qu'un plan cohérent fondé sur la satisfaction des besoins populaires et la réorganisation de nos échanges extérieurs aurait dû être un plan quinquennal pour sortir de la crise et en interdire le retour. »

« Une telle progression du pouvoir d'achat n'accroîtrait-elle pas l'inflation ? »

« Personne de sérieux, pas même M. Rost, ne peut plus le soutenir. Pourtant, on nous tient encore deux discours : selon le premier, le taux de progression des salaires nominaux est trop élevé ; or, les salaires ne font que s'ajuster aux majorations de prix déjà intervenues. La C.F.D.T. ne demande pas la hausse nominale des salaires, mais une progression — d'ailleurs différenciée — du pouvoir d'achat réel. »

« En second lieu, on nous dit que l'accroissement des salaires réels oblige les patrons à augmenter les prix. Si le laxisme de la politique des prix du gouvernement reste ce qu'il est, il est indiscutable que les patrons ajustent aux anticipations d'augmentation de prix déjà décidées, une répercussion pure et simple des augmentations de salaires. Pour autant, il n'y a pas de rapport immédiat et obligatoire entre relèvement des salaires et hausses des prix. »

« Vos camarades allemands, qui acceptent la « pause », ont-ils, semble-t-il, une autre opinion ? »

« Ce n'est pas sûr ! Il y a des positions différentes, c'est vrai, pour des raisons historiques que nous respectons. Nous notons cependant qu'en Allemagne fédérale il n'y a pas, comme en France, de répression anti-syndicale systématique. On y négocie effectivement sur les salaires réels, dont le niveau, particu-

CORRESPONDANCE

Le Hudson Institute et le chah d'Iran

A propos de l'interview du chah d'Iran publiée dans notre dernier supplément « Europe » (le Monde du 2 mars), M. Edmond Stüdemann, directeur du Hudson Institute pour l'Europe, nous écrit :

« Vous posez au souverain iranien la question suivante : « Que pensez-vous de l'étude du Hudson Institute (Europe) publiée il y a plusieurs mois, dans la période de l'euphorie pétrolière selon laquelle l'Iran verrait sa balance des paiements en déficit avant deux ans ? »

La réponse du chah fut la suivante : « Le Hudson Institute devait être secrètement en rapport avec les compagnies pétrolières. Sinon comment aurait-il pu avoir ce qu'il appelle, alléguant l'ère ? Mais tout n'est pas dit, car nous allons maintenant essayer de vendre notre pétrole nous-mêmes. »

Nous tenons à informer vos lecteurs que nous n'entretenons aucune relation « secrète » avec les compagnies pétrolières. Le Hudson Institute Europe ne sert ni leurs intérêts ni ceux de quelque groupe que ce soit. Cinq des plus grandes compagnies pétrolières ont souscrit à la « Hudson Letter » que le rapport dont vous faites mention accompagnait. Là se limitent nos relations avec ces derniers. D'ailleurs, quatre agences gouvernementales transmettent, l'OPEP et les services du premier ministre du chah ont également souscrit à notre lettre. »

Nos pronostics sur les difficultés que l'Iran connaît aujourd'hui, et que le chah confirme, résultent d'une recherche objective des données statistiques disponibles et d'une étude des faits tels que nous les percevons. Cela dit, et je le cite la conclusion de notre rapport : « L'Iran a su tirer parti de sa richesse et de son prestige avec un à-propos remarquable. »

Un livre-événement
présenté en avant-première
aux lecteurs du
MONDE
par le Club Français du Livre
et l'Encyclopædia Universalis

Dominez les grandes questions

politiques, économiques, scientifiques et humaines

de l'année 1975.

L'UNIVERSALIA 1976

en 1 volume de 650 pages
abondamment illustrées,
l'explication vivante et lumineuse
de notre actualité.

Voici enfin réunis, analysés et expliqués,
tous les événements qui ont fait la « une » des journaux en 1975.

Dans UNIVERSALIA 1976, un fascinant volume de 650 pages abondamment illustrées, vous revivrez tous ces événements en compagnie des plus grands esprits actuels : savants, économistes, hommes politiques, écrivains, journalistes... tels que Alfred Kastler, Simone et Jean Lacouture, Jean-François Chevenement, Professeur G.C. Picard.

Depuis enfin du recul nécessaire et de tous les éléments de jugement, vous jetez un regard neuf sur les grandes questions actuelles. Vous découvrez leurs causes profondes. Et surtout, vous tirez tous les enseignements que vous devez en tirer aujourd'hui et demain.

Car UNIVERSALIA 1976 n'est pas seulement une page inoubliable de votre Histoire que vous souhaitez conserver à jamais pour vous et vos enfants. C'est aussi la clé pour comprendre la marche des événements — et mesurer leurs prolongements sur les prochaines années.

Voilà tout ce que vous trouverez dans cet ouvrage unique en France :

- « L'actualité » — un « calendrier » complet vous faisant revivre, par le texte et par l'image, tous les faits marquants de 1975.
- « Les analyses » — les grands thèmes de l'actualité approfondis dans de passionnants dossiers qui font le tour du problème : politique internationale, politique française, économie, vie sociale, mœurs, sciences, arts...
- « Les hommes » — un extraordinaire recueil de portraits vous racontant la vie de tous les grands personnages en 1975 : hommes politiques, savants, philosophes, écrivains, musiciens, acteurs...
- « Les chiffres » — des dizaines de tableaux, de cartes, de graphiques rassemblant tous les chiffres-clés de l'année : statistiques économiques, production industrielle, prévisions, fausses des prix, chômage, fiscalité, salaires, France politique...

Profitez de notre offre de présomption et bénéficiez d'une réduction exceptionnelle de 25 %.

Le tirage d'UNIVERSALIA 1976 étant limité, le CLUB FRANÇAIS DU LIVRE vous offre de retenir votre exemplaire des aujourd'hui, à ces conditions exceptionnelles réservées aux présomptions :

- 25 % de réduction sur le prix du commerce.
- Liberté totale de renvoyer le volume si vous n'êtes pas absolument enthousiasmé (avec remboursement immédiat de votre règlement).

Renvoyez vite le Bon d'abonnement au CLUB FRANÇAIS DU LIVRE, 7, rue Armand-Moisant, 75754 Paris Cedex 15.

BON DE PRÉSCRIPTION

A renvoyer dès aujourd'hui au CLUB FRANÇAIS DU LIVRE, 7, rue Armand-Moisant, 75754 Paris Cedex 15.

Veuillez m'adresser dès sa parution, début avril 76, un exemplaire de L'UNIVERSALIA 1976 et trouver d'abord mon versement de présomption de 147 F seulement. Si je ne suis pas enthousiasmé, il me suffira de vous le renvoyer et mon versement me sera intégralement restitué. Autrement, ce volume sera à moi avec une réduction

exceptionnelle de 25 % sur le prix du commerce (196 F) soit pour 147 F seulement.

Ci-joint mon versement de présomption : 147 F (chèque bancaire, mandat-poste ou virement postal à l'ordre du CLUB FRANÇAIS DU LIVRE).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Date _____ Signature _____

* Jamais encore une équipe d'experts ne s'était réunie, aussi rapidement et aussi fructueusement, à une réflexion aussi approfondie sur l'histoire immédiate. »

Max-Pol Fouchet

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La crise de l'industrie de la chaussure

M. d'Ornano va recevoir M. Bidegain

La mise en liquidation successive de trois entreprises de chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine) a attiré l'attention des pouvoirs publics sur la crise qui touche depuis huit mois cette industrie. M. Bidegain, secrétaire général de la Fédération de la chaussure, sera reçu dans les prochains jours par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Les professionnels, qui expliquent leurs difficultés par la dévaluation du franc par rapport à la livre et à la peseta, demandent des mesures temporaires de soutien pour l'ensemble du secteur (« le Monde » du 27 février).

L'échec d'une politique trop ambitieuse

Il y a deux ans, on parlait de production, d'exportation, de productivité, d'industrie de la chaussure accumulant les bons points. La restructuration de la profession, menée bon train sous l'aile vigilante de la Fédération patronale, avait, disait-on, porté ses fruits. On quittait l'artisanat industriel pour l'industrie tout court et on abandonnait peu à peu le cuir, matière capricieuse, pour les synthétiques qui seuls permettaient, affirmait-on, une production régulière à grande échelle.

Depuis six mois, rien ne va plus. Les mêmes qui bombaient le torse jettent des cris d'alarme et réclament des mesures urgentes de sauvetage.

La production a chuté, en 1975,

de 6 % (en volume), les exportations de 14,3 %, tandis que les importations progressaient, elles, de 17,1 %. Les perspectives pour cette année sont encore plus alarmantes : les fabricants annoncent pour le premier trimestre une chute de 30 % des commandes à l'exportation et prévoient, pour l'ensemble de l'année, une baisse de plus de 10 % de leur production. De leur côté, les syndicats soulignent que l'industrie de la chaussure compte déjà onze mille chômeurs (sur soixante-douze mille salariés) et que les difficultés dans lesquelles se débattent une quarantaine d'entreprises (dont cinq sont actuellement occupées) laissent prévoir cinq mille licenciements cette année dans le secteur.

Victimes de la lire

Quelles sont les causes de ce retournement brutal ? Les patrons de la chaussure accusent la latéité et la politique monétaire. « Nous sommes les sinistrés des nouveaux rapports monétaires », n'hésite pas à affirmer M. Bidegain, secrétaire général de la Fédération. Et de citer des exemples : telle paire de chaussures italiennes, d'une valeur de 5000 liras, arrivait en France à 37 F en juin 1974, mais à 32 F (15 % de moins) en juin 1975 ; telle autre paire italienne, qui arrivait en Allemagne au même prix qu'une paire française en janvier 1974 est vendue, deux ans plus tard, 10 DM (20 F) de moins que sa concurrente ! etc. Une liste en forme de réquisitoire. Les fluctuations monétaires seraient, selon les patrons, les seules causes de leurs déboires.

Il est de fait que la revalorisation du franc par rapport aux autres monnaies (la lire et la peseta notamment) gêne considérablement une industrie qui a réalisé, l'an passé, près de 35 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Mais les phénomènes

Les risques d'une politique largement tournée vers l'exportation

La politique prônée par M. Bidegain, jadis citée pour son efficacité et son dynamisme, fait aujourd'hui l'objet de vives critiques (même au sein du patronat). Basée sur le développement des exportations, la productivité et la restructuration d'une profession trop éparpillée entre une foule de petites et moyennes entreprises, elle a réveillé l'industrie de la chaussure en bousculant ses habitudes. « Si la Fédération ne l'avait pas poussée, l'industrie française n'aurait jamais exporté », affirme M. Bidegain.

C'est vrai. Mais on a sans doute voulu aller trop vite. Les restructura-

tions n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. « L'industrie de la chaussure ne souffre pas de gigantisme », affirme M. Boutevillain, président du Conseil national du cuir. La C.F.D.T. de son côté fait remarquer que, de 1968 à 1975, les entreprises « remises sur pied » par l'entremise de la Fédération (Blarritz Shoes, Salamander à Romans, B.C.D. à Dax, etc.) n'ont jamais survécu plus d'un an.

Par ailleurs, les gains de productivité spectaculaires — le temps moyen de fabrication d'une paire est tombé, de 1967 à 1974, de vingt-neuf à quatorze minutes — se sont trop souvent accompagnés d'une baisse de la qualité. « Les patrons ont souvent poussé les cadences aux dépens de la qualité, en ne respectant pas les temps d'encollage ou de mise sur forme », affirme la C.F.D.T. Enfin, l'effondrement brutal des ventes à l'étranger montre aujourd'hui les dangers et les limites de la politique du « tout à l'exportation ». Car si les fabricants français ont su parier à temps et bien tirer parti de la dévaluation du franc en 1969, ils ont, dans la plupart des cas, été incapables de consolider leurs victoires et de transformer leur « coup d'oeil » en courant régulier d'exportation.

« Les difficultés ont commencé à s'accumuler dès 1971, affirme un patron de Fougères, la rémission du franc s'est achevée-tout. » L'effondrement des exportations a des causes moins conjoncturelles que la revalorisation du franc, renchérit M. Boutevillain, P.-D.G. du groupe Eram.

L'AGRESSIVITÉ DES INDUSTRIELS JAPONAIS INQUIÈTE LES PRODUCTEURS FRANÇAIS DE ROULEMENTS.

Les producteurs français de roulements, qui emploient quinze mille personnes et réalisent un chiffre d'affaires annuel de 1,5 milliard de francs (1), sont inquiets. Depuis le début de l'année, ils enregistrent une lente régression de leurs ventes. La situation est d'autant plus préoccupante qu'ils doivent en même temps faire face à l'agressivité des industriels japonais, dont les ventes en France sont passées de 15 millions de francs en 1968 à 103 millions de francs en 1975, soit 7 % de la consommation française.

Ce phénomène, déclarent les producteurs français, s'explique, pour l'essentiel, par les prix de « dumping » — souvent inférieurs au cours de la matière première — pratiqués par les Japonais, qui ont « courtisé » leur production de roulements. Autre inquiétude à plus long terme : les pays de l'Est qui s'équipent avec l'aide... des Japonais.

Pour faire face à l'invasion japonaise, les industriels français, appuyés par leurs collègues du Marché commun, ont demandé à la Communauté européenne que des mesures de sauvegarde soient prises comme cela a été le cas aux États-Unis.

(1) La France occupe dans ce secteur la cinquième place mondiale derrière les États-Unis, l'ensemble Union soviétique-pays de l'Est, le Japon et l'Allemagne.

banque jordaah
conseil en placements
et gestion de patrimoine
Raymond Bouchon
répondra à vos questions
siège central paris
3-5 rue de Valenciennes
à Lille et à
Lyon

SÉCURITÉ SOCIALE

La C.S.M.F. se déclare prête, sous conditions à signer la convention avec les caisses

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) — principale organisation de praticiens, — qui a jusqu'à présent refusé de parapher la convention de 1976-1980 avec les caisses d'assurance-maladie, s'est déclarée prête, lors de la réunion de son conseil, samedi 6 mars, à signer sous conditions le texte conventionnel.

Ce « oui mais » de la C.S.M.F. est dû à la récente prise de position du gouvernement sur l'épi-

neux article 18 de la convention, qui prévoit la création de centres expérimentaux.

SYNDICATS

M. CHIRAC PROPOSE UNE CONCERTATION GÉNÉRALE AVEC LA C.G.C.

M. Ivan Charpentier a annoncé samedi 6 mars, à l'issue du congrès extraordinaire de la C.G.C., que M. Jacques Chirac était prêt à engager une concertation avec les représentants de son organisation.

Dans la situation difficile créée par la crise économique internationale, les responsabilités (des cadres) sont encore plus grandes, a écrit le premier ministre à la C.G.C. La bonne marche des entreprises et des services publics, la recherche du plein emploi, passent largement par leurs efforts. Pour l'ensemble de ces raisons, ajoute M. Chirac, il me paraît opportun d'examiner avec vous les différents problèmes que votre organisation doit résoudre.

M. Yvan Charpentier a déclaré, au sujet de cette lettre : « Nous sommes conscients de l'état de guerre à l'égard de l'armistice. » Le congrès extraordinaire de la C.G.C. avait auparavant ratifié les accords passés entre la direction confédérale et les syndicats de la banque et de la métallurgie, au sujet du paiement des cotisations et du calcul des mandats dans les instances de la Confédération. Un terme est mis ainsi aux polémiques qui s'étaient engagées il y a plus d'un an au sein de la C.G.C., alors que se préparait la succession de M. Maillette. Le nouveau président de la C.G.C. se trouve, par ce congrès et par la lettre du premier ministre, doublement conforté dans la place de leader de la Confédération des cadres.

● LE CHOMAGE A DIMINUÉ AUX ÉTATS-UNIS en février pour se situer à 7,6 % de la population active contre 7,8 % en janvier (8,3 % en décembre), soit le niveau le plus bas qui ait été enregistré depuis décembre 1974 (7,3 %). Les États-Unis comptent le mois dernier 7,1 millions de sans-emploi, 150 000 de moins qu'en janvier. (A.F.P.)

europcar
645.21.25



Actions, obligations, lingots ou...

voilà votre appartement à Isola 2000.

Interrogez ceux qui ont déjà investi à Isola 2000. Ce n'est pas seulement pour la neige et le soleil (garantis par écrit). Ni pour les 80 km de pistes, ni pour les 19 remontées mécaniques (où l'on n'attend pas). Ni pour le ski facile (la première étoile assurée ou remboursée). Ni pour toutes les possibilités d'été. Ni même pour la proximité de la Méditerranée. Marseille 3h30, Nice 50 minutes. C'est aussi pour la rentabilité des investissements.

Exemple studio : prix d'acquisition 110.000 F le 30/01/74 prix de vente 130.000 F le 01/01/75 plus value 20.000 F, soit 18 % sur un an. 7 % de rentabilité par an net de charges et d'impôts.

isola 2000
La possibilité de voir tout le monde.

Je désire recevoir des renseignements sur le programme Isola 2000.

Nom _____

Adresse _____

Profession _____

Tel. _____

Retourner ce bon à : La Maison d'Isola 2000 06270 Villeneuve-Loubet

Tel. (03) 20.21.21

Creusot-Loire: Les faits sont là

En 1970, Creusot-Loire a choisi de conquérir des positions de « leader » dans la métallurgie, la mécanique et l'entreprise. En 1975, les faits sont là qui prouvent que les choix étaient bons.

1975: Une poussée vers l'étranger

Déjà « leader » en France des aciers spéciaux, des centrales nucléaires, des ensembles « clés en mains », Creusot-Loire a renforcé ses positions à l'étranger :

- positions commerciales : plus de 6 milliards de francs de commandes à l'exportation prises dans l'année.
- positions industrielles : États-Unis, Brésil, Espagne, Iran.

1975: Des résultats malgré la crise

1975 a été une mauvaise année pour l'industrie ; elle n'a pas été facile pour Creusot-Loire. Mais le chiffre d'affaires s'est accru, l'emploi a été développé, la rentabilité a été préservée.

De bonnes raisons à cela : la qualité des équipes, le choix des produits, la force du réseau commercial.

1975: Des choix bien adaptés

Aujourd'hui, l'Europe industrielle a compris qu'il est plus avisé de créer des biens durables et plus profitable de valoriser son savoir-faire dans des produits de haute technicité.

Creusot-Loire a choisi dès l'origine les matériaux et les biens d'équipement indispensables à l'économie mondiale, ceux que peu d'entreprises dans le monde sont capables de produire. Creusot-Loire, c'est l'industrie de l'essentiel.



En 1976, Creusot-Loire va intensifier son action pour développer sa stratégie industrielle

صكزا من الامهل

UN JOUR
DANS LE MONDE2220. LE PREMIER JOUR
DES ELECTIONS CANTONALES

21. **DIPLOMATIE**
Il y a dix ans, la France sortait de l'intégration africaine.

22. **AMERIQUES**
BRESIL : les autorités lancent des opérations contre les « activités subversives ».

DE L'AFRIQUE

Pages 23 à 26

— Après la chasse aux contrats multinationaux, une politique plus réaliste du commerce extérieur.
— Les exportateurs français aux prises avec une concurrence plus vive.
— Ne plus raisonner par des moyennes pour analyser les causes de l'inflation et du chômage.
— L'Etat voudrait-il et pourrait-il contrôler la nouvelle groupe pétrolier ELF-Aquitaine ?
— Les notes de lecture, d'Alfred Savary.

27. EUROPE

— ESPAGNE : dix officiers sont jugés pour sédition.

27. ASIE

— PHILIPPINES : deux nouvelles pendaisons à l'échafaud.

28. PROCHE-ORIENT

— IRAN : deux nouvelles pendaisons à l'échafaud.

28. AFRIQUE

— RHODÉSIE : les nationalistes noirs intensifient la guérilla.

28. ARMÉE

— LIBRES OPINIONS : « Justice pour les objecteurs de conscience », par Mgr Riobé.

28. DÉFENSE

— L'Amiral de Joybert dénonce l'expansion de la marine soviétique.

29. EDUCATION

— Au lycée Buffon de Paris : Bohu, famille, bistro.
— Des manifestations étudiantes sont prévues les 9 et 10 mars.

30. SOCIÉTÉ

— Une manifestation féminine à Paris.

30. JUSTICE

— La Cour de cassation : la publicité mensongère.
— Les défenseurs d'Edmond Simeoni déposent une nouvelle demande de mise en liberté pour leur client.

31. SPORTS

— RUGBY : Galles - Angleterre ou le refus de capituler.
— AUTOMOBILISME : le grand prix d'Afrique du Sud.
— BOXE : la victoire de Matéo sur Licato.

34-35. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : les Aventuriers du Lucky Lady, de Stanley Donen.

42. EQUIPEMENT ET REGIONS

— La nouvelle heure d'été.

43. LA REGION PARISIENNE

— Rostys hors les pistes.

44-46. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— La crise de l'industrie de la chaussure : M. d'Ornano va recevoir M. Bidegain.

LIRE EGALMENT

RADIO-TELEVISION (33)
Annonces classées (38 à 42) : Aujourd'hui (33) ; Carnet (32) ; Journal officiel (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Finances (47).

Kalahari

En Land Rover, à la rencontre de l'univers étrange des Bushmans et de la faune multiple du delta d'Okavango. Prix 900 FF - 10 participants - Départs été 1976.

EXPLORATOR

16, place de la Madeleine 75006 Paris - Tél. 263.66.24
Documentation sur demande

LA CANNE A SUCRE

BAB 23.25
DINER-SPECTACLE
A B C D F G H

La grève du 9 mars devrait surtout toucher les services publics
Perturbations certaines à la S.N.C.F.

Tout le secteur public devrait être profondément perturbé, mardi 9 mars, à la suite du double appel à la grève, lancé d'un côté par la FEN, F.O., la C.F.T.C. et les autonomes, de l'autre par la C.G.T. et la C.F.D.T., qui avaient primitivement envisagé de faire du 10 mars le temps fort de la semaine d'action du 8 au 12 mars. Des grèves ou débrayages sont envisagés dans le secteur nationalisé, notamment à la S.N.C.F., où le trafic sera perturbé ; mais l'action revendicative devrait avoir des répercussions beaucoup plus importantes dans les services publics, les écoles, les lycées, puisque tous les syndicats de fonctionnaires et d'enseignants ont lancé des consignes, la C.G.C.

A la S.N.C.F., où la C.G.T. sur-tout a invité ses syndicats locaux à arrêter le travail durant « au moins vingt-quatre heures », le trafic de banlieue, tant à Paris que dans certaines villes du Sud-Ouest, du Sud-Est et de l'Alsace devrait être perturbé. Quelques trains de grandes lignes seront supprimés. A l'E.C.P., des débrayages d'une demi-journée sont prévus, mais il ne devrait pas, en principe, y avoir de coupure de courant. A la R.A.T.P., le trafic devrait être normal, aucun préavis de grève n'ayant été déposé ; mais un arrêt de travail envisagé le 15 mars, la C.G.T. et les autonomes s'opposent déjà à l'accord sur cette date.

De nombreux établissements scolaires seront fermés

La plupart des établissements scolaires du premier et du second degré seront fermés mardi. La plupart des organisations syndicales ont appelé à arrêter le travail, en particulier la puissante Fédération de l'éducation nationale.

APRÈS LES INCIDENTS DE VITORIA

Les syndicats clandestins ont donné la consigne de grève générale au Pays basque espagnol

De notre correspondant

Madrid. — La situation sociale demeure confuse au Pays basque espagnol, où les organisations syndicales clandestines ont lancé un appel à la grève générale pour ce lundi 8 mars, en signe de deuil, après les affrontements de Vitoria, qui ont fait quatre victimes. Les gouvernements civils des provinces basques ont publié dimanche des communiqués demandant à la population de ne pas suivre ces consignes « subversives ».

M. Manuel Fraga Iribarne, vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur, et Rodolfo Martín-Villa, ministre des Relations syndicales, ainsi que le lieutenant général Angel Campo, directeur général de la garde civile, se sont rendus, à la fin de la semaine dernière, à Vitoria. Les propos qu'ils ont tenus ont contribué à calmer les esprits dans la capitale de la province basque d'Alava. M. Fraga Iribarne, qui avait été accueilli avec hostilité par les familles des morts et des blessés qu'il était allé visiter, a déclaré avant de quitter la ville : « Nous sommes tous responsables ». Il a ensuite annoncé que personne n'était demeuré en état d'arrestation à la suite des tragiques événements du 3 mars. Pour sa part, M. Martín-Villa, après avoir rencontré des ouvriers et des patrons, a déclaré qu'il arbitrait le conflit, un magistrat de la ville qui jouit de la confiance des deux parties, et qui doit porter d'ici peu un jugement auquel les entreprises ont promis de se soumettre.

A Bilbao, chef-lieu de la province de Biscaye, la situation est plus tendue. Déjà, à la fin de la semaine dernière, il y a eu près de cinquante mille grévistes et diverses manifestations de rue. Un incident a opposé les forces de l'ordre à trois mille ouvriers qui bloquaient l'entrée des chantiers navals d'Oleagabe dans les environs de Bilbao, la garde civile a lancé des gaz lacrymogènes, des coups de feu ont été tirés, des blessés par balles. En revanche, à Basauri, également dans les environs de Bilbao, la garde civile a laissé manifester pacifiquement quelque vingt mille ouvriers dans le courant de l'après-midi de samedi.

Mais samedi matin à l'aube, les journaux Bilbao, les principaux journaux de la province, ont été saisis par des communistes - ouvriers de l'Union générale des travailleurs, du mouvement Solidarité des travailleurs basques et de la syndicalité ouvrière, ainsi que M. Ramon Ormazabal, secrétaire général du parti communiste d'Euzkadi, ont été arrêtés.

Dans la province de Guipuzcoa, le nombre de grévistes, vendredi et samedi, a été sensiblement égal à celui de la Biscaye. En fin de semaine, la grève s'est généralisée dans la banlieue industrielle de Saint-Sébastien, ainsi que dans la zone de Renteria, Eibar, Tolosa, et Mondragon. En Navarre, une grève généralisée a eu lieu samedi à Pamplune. Elle a donné lieu à des incidents sans gravité.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

A Bilbao, chef-lieu de la province de Biscaye, la situation est plus tendue.

KHROUCHCHEV A ÉTÉ VICTIME DES « MAMMOUTHS DU STALINISME » déclare M. Elieinstein

« Khrouchtchev a succombé sous la poussée des « mammouths du stalinisme », a déclaré le samedi 6 mars M. Elieinstein, historien communiste français, directeur adjoint du centre d'études et de recherches marxistes du P.C.F. Faculté au cours d'un colloque organisé à l'Ecole normale supérieure par le C.N.R.S. et l'Institut d'études slaves à l'occasion du vingtième anniversaire du XX^e congrès soviétique. M. Elieinstein a déploré que la déstalinisation « n'ait pas été menée jusqu'au bout » et que « Trotski, chef du P.C. italien à l'époque, ait été le seul à comprendre qu'il fallait aller plus loin ». Plusieurs personnalités, notamment M. Jean Fauriol, Christian Pissani et Jean Hamon, anciens ministres, de nombreux chercheurs français et des régimes d'Europe orientale ont participé à cette réunion.

ayant précisé qu'elle appuyait cette action.

Le mécontentement que révèle l'appel à la grève de la FEN et des fonctionnaires F.O., C.F.T.C. et autonomes, n'a pas cependant les mêmes motivations que celles des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Aux divergences d'appréciations sur l'importance des propositions gouvernementales concernant les salaires de 1976 s'ajoutent des différences plus profondes qui ne portent pas uniquement sur la tactique. Ces distinctions ont été confirmées par le refus des syndicats attachés à la politique conventionnelle de se joindre au défilé parisien, que la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent, mardi 9 mars, de 10 heures, de la Bastille au Palais-Royal.

Tandis qu'une certaine agitation se maintient dans les universités, davantage en province qu'à Paris, contre la réforme du second cycle et de la formation des maîtres, les délégués étudiants des Comités de grève et des Comités de lutte, réunis samedi 6 mars à Paris, ont décidé eux aussi de faire le 8 et 10 mars « deux journées de grève et de manifestations ». Les étudiants participeront à la manifestation des syndicats, mardi 9 mars à Paris, en formant un cortège distinct.

NOUVELLES BRÈVES

● Trois Arabes porteurs de passeports libyens ont été arrêtés le samedi 6 mars à l'aéroport de Rome-Fiumicino, alors qu'ils se préparaient à prendre l'avion pour Paris, avec des armes dans leurs bagages. Les trois hommes arrivés du Caire, après dix heures de détention, ont été relâchés. Les passeports libyens des trois Arabes étaient « faux ».

(A.F.P., U.P.I.)

(1) Membre du Conseil de commandement de la révolution et ministre des affaires étrangères libyen, le commandant Abdel Monem El Zaidi, a été arrêté samedi 6 mars au Caire avec sa famille à la suite d'un différend avec le colonel Kadhafi sur la politique étrangère libyenne. Sa démission n'a cependant pas été annoncée officiellement.

● Société gâtée Sotef-Borel. — La société Sotef, propriétaire de l'hôtel Wilson-Toulouse, qui est classé quatre étoiles, a décidé de se retirer de la chaîne Sotef-Borel à laquelle le Wilson-Toulouse était affilié. Cette décision est motivée, selon M. Robert Chapuis, directeur de Sotef-Wilson, par les divergences de vues qui sont apparues entre les dirigeants de Sotef-Borel et de Sotef. Il a indiqué que la société Sotef avait décidé de rejoindre la chaîne Frontal. — (Corresp.).

● Le meurtre de Mlle Martine Bouquet. — Un pensionnaire de l'hôpital psychiatrique de Pierrefeu dans le Var, a été inculpé d'homicide volontaire par M. Bouquet, juge d'instruction à Nice. Il était accusé d'avoir tué Mlle Martine Bouquet, professeur de musique du C.E.S. du Luc, qui le 25 janvier dernier, a été déconvoquée en gare de Nice, tuée par balles dans le dernier compartiment du Paris-Vintimille (Le Monde du 27 janvier). Jusqu'ici l'enquête n'avait abouti à aucun résultat. La police accablée cependant avec la plus grande prudence des déclarations du malade mental.

TENSION SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

La chute de la livre fait renaître la spéculation contre le franc

Alors que les gouverneurs des banques centrales tiennent leur réunion mensuelle à Bâle, en présence d'un fait exceptionnel de M. Arthur Burns, président du Système de réserve fédéral américain et du directeur général du Fonds monétaire, M. Johannes Witteveen, la tension monte sur les marchés des changes. Le nouvel accès de faiblesse dont la livre est l'objet depuis vendredi après-midi, a fait renaître les inquiétudes sur les monnaies faibles du « serpent » européen, parmi lesquelles on range le franc français, que la Banque de France doit à nouveau soutenir.

Depuis vendredi après-midi, la livre sterling a perdu environ 4 % de sa valeur. Lundi, au milieu de la matinée, son cours est tombé au-dessous de 193 dollars, pour remonter ensuite légèrement jusqu'à 194. Contre le franc, la devise britannique a été également son point le plus bas : 6,7250 F. Partout, on a vendu de la livre contre des dollars, cédés ensuite pour s'acquitter des dettes allemandes. D'où une baisse aussi de la devise américaine, sauf à Paris où la Banque de France doit intervenir pour maintenir son taux d'intérêt de 6,28 à 9 % vendredi après-midi, alors que la livre sterling tombait au-dessous de 2 dollars.

Même si les Américains ne veulent à aucun prix rompre l'impression que les banques centrales cherchent à stabiliser le cours de l'or, la perspective de ventes prochaines par le F.M.I. au moment où le marché est haussier, soulève maintes préoccupations. La Banque de France, qui s'était désignée elle-même comme un acheteur éternel, ne risque-t-elle pas de devoir mobiliser ses réserves en devises pour la défense du franc ? Le plus sûr soutien du marché semble actuellement devoir être la Banque nationale suisse, dont le président, M. Fritz Leutwiler, vient de faire plusieurs déclarations pour faire savoir que la Suisse se portait, s'il le faut, acquiescent d'une partie de l'or vendu par le Fonds. M. Leutwiler a dénoncé la « hâte suspecte » que mettent certains à réduire le rôle de l'or, alors que les gouvernements doivent faire face à des problèmes plus urgents.

Pendant la période allant d'août 1975 à janvier 1976, le système de réserve fédéral américain s'est intervenu sur les marchés pour un montant de 346 millions de dollars. Aucune indication n'a été encore donnée sur le montant des opérations effectuées en février.

P. F.

DECORATION

TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMÉS

Toiles de lin, de coton, Satins et chinés imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de tissus américains, anglais, suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.

Les prix : de 12 à 87 le mètre (tous nos tissus sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A 'la Règle à Calcul', découvrez les plus récents calculateurs scientifiques de poche Hewlett-Packard.

HP-25
programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements, fonctions trig, log, deg, rad, grad, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.
1 116 F ttc

HP-21
5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.
570 F ttc

HP-22
calculateur universel - scientifique, statistique, économiste - Y, Z, A, %, droite de tendance - amortissements, annuités.
954 F ttc

la Règle à Calcul
65-67, bd Saint-Germain, 75006 Paris.
Tél. : 033 02.63/033 34.61
1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

et reposez-vous au bord de la Mer Egée.

La Turquie, c'est la magie d'Istanbul, du Bosphore, de la Corne d'Or, de Topkapi, de Sainte-Sophie. C'est aussi Brousse-la-Verte, Pergame, Izmir, Karsadasi et Ephèse. Mais c'est à Marmaris, au bord de la Mer Egée, que vous découvrirez la Turquie secrète. 2 semaines : 2 250 F Paris/Paris.

GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre, Paris 1^{er} 260.34.35

صلى الله عليه وسلم